

# VILLE DE TOURNAI

## Procès-verbal du Conseil communal du 27 avril 2015

---

**Présents** : ~~M. R. DEMOTTE~~ – Président d'assemblée, M. P.-O. DELANNOIS - Echevin délégué à la fonction maïorale,  
M. R. DELVIGNE, ~~Mme L. DEDONDER~~, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE - Echevins;  
Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, ~~J.-M. VANDENBERGHE~~, C. MICHEZ, Mmes M.C. MARGHEM, M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE - Conseillers communaux;  
M. T. LESPLINGART - Directeur général adjoint, ~~M. D. COUPEZ~~ – Directeur général

Monsieur le Directeur général D. COUPEZ, absent, est remplacé par Monsieur le Directeur général adjoint T. LESPLINGART, conformément à l'article L1124-17 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Le Conseil communal est réuni sur convocation du Collège communal remise à domicile le jeudi 16 avril 2015.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, préside le Conseil communal.

### SEANCE PUBLIQUE

<b>1. Communications.</b>
---------------------------

Monsieur l'**Echevin délégué à la fonction maïorale Paul-Olivier DELANNOIS** ouvre la séance publique à 19 heures 36 et dépose sur le bureau du Conseil communal le procès-verbal de la séance du 23 mars 2015, en précisant que si aucune observation n'est formulée au cours de la présente séance, il sera considéré comme adopté.

Sans mettre en question la formulation du procès-verbal de la séance précédente, Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID** formule la remarque suivante à propos du point 26, crèche Clos des Poussins - Acquisition de voiles d'ombrage:

"Lors de l'approbation de ce point, nous avons demandé si cet achat correspondait aux normes ONE. Il nous a été répondu par le Président de séance que c'était pour répondre à des normes imposées par l'ONE et définies à l'époque par le Ministre NOLLET. Nous avons donc accepté ce point. Or, après vérification, il semble qu'aucun règlement précis n'existe en la matière, si ce n'est de garantir des

niveaux de température acceptables, même en été, et de protéger les enfants du soleil en plein été. L'achat d'un voile d'ombrage à 5.000,00€ nous semble donc excessif et nous continuons à penser que d'autres solutions plus appropriées pouvaient être envisagées. Nous savons que nous ne pouvons pas changer notre vote, mais nous demandons que notre remarque soit actée au procès-verbal."

Monsieur l'**Echevin délégué à la fonction maïorale** rend ensuite hommage à Monsieur Pierre BAL, ancien échevin, récemment décédé:

"C'est avec beaucoup de tristesse que nous avons appris le décès de Pierre Bal. On se souviendra tous de sa sympathie, de son sourire. C'était un homme chaleureux qui a marqué nos esprits et marquera nos mémoires. Personne n'oubliera son franc-parler, son enthousiasme et sa gentillesse. Il aimait être utile aux gens. C'était son engagement. Et on sait qu'il était homme d'engagement et de conviction. Pierre était né à Hensies, le 20 novembre 1935.

Responsable de la mutualité neutre du Hainaut, il s'est toujours investi à gauche, rejoignant le parti communiste dans les années 60. C'est d'ailleurs le 11 octobre 1964 qu'il sera élu pour la première fois. Il siègera sans discontinuer comme conseiller communal jusqu'au 2 janvier 2001.

En 1994, il rallie la liste PS, comme élu communiste, et réalise un score impressionnant, se positionnant en nombre de voix juste après Roger Delcroix. En 2001, il devient échevin du logement et de la régie foncière. Il poursuivra son mandat jusqu'au scrutin de 2012.

Malade, Pierre Bal avait souhaité se retirer dignement de la scène politique en 2012.

A sa famille, à ses proches, nous tenons à adresser nos plus sincères condoléances et je vous invite à observer une minute de silence."

A l'issue de cet hommage, l'assemblée est invitée à observer un instant de recueillement.

L'**Echevin délégué à la fonction maïorale** signale ensuite qu'une demande d'interpellation citoyenne a été déposée et examinée par le Collège communal, conformément à l'article L1122-14 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et à l'article 83 du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal.

En séance du 24 avril 2015, le Collège communal a conclu à l'irrecevabilité de cette interpellation pour les motifs suivants:

"A l'évidence, cette question porte sur un dossier particulier. En conséquence, elle ne répond pas à l'une des conditions visées par l'article 84 du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal, à savoir : être de portée générale (point 4).

En outre, elle porte incidemment sur une question de personne, ce qui constitue également une objection à sa recevabilité aux termes du point 6 de l'article 84 précité.

Quand bien même l'intéressé formulerait sa question de manière générale sans faire allusion au dossier en question, il tomberait alors dans le champ d'application du point 9 qui proscriit les questions qui ont uniquement pour objet de recueillir des consultations d'ordre juridique."

Cette interpellation citoyenne faisant allusion à l'un des fonctionnaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles, le Collège communal a décidé de communiquer cette interpellation à ladite Fédération.

Conformément à l'article L1122-24 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, sur proposition de Monsieur l'**Echevin délégué à la fonction maïorale**, le Conseil communal, à l'unanimité des membres présents, déclare l'urgence d'examiner les points suivants:

1) "Service informatique. Acquisition de matériel informatique (desktop, laptop, tablettes et écrans) sur deux ans. Mode et conditions de passation du marché".

L'urgence est motivée comme suit: " vu les derniers évènements en matière de piratage informatique, le remplacement des PC sous Windows XP doit se faire le plus rapidement possible."

2) "Finances communales. Demande d'un prêt d'aide extraordinaire auprès du centre régional d'aide aux communes (CRAC) dans le cadre du contentieux SA Belgacom-SA Connectimmo contre le SPF Finances au niveau du précompte immobilier. Approbation."

L'urgence est motivée comme suit : " la mise à disposition le 9 avril 2015 du canevas de la convention quadripartite de demande d'aide extraordinaire et, d'autre part, le délai très bref pour renvoyer les quatre exemplaires de la convention signée au centre régional d'aide aux communes (17 avril 2014)."

L'urgence est déclarée par les membres suivants :

M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale, MM. R. DELVIGNE, P.ROBERT, Mme L LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE - Echevins; Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, C. MICHEZ, Mmes M. C. MARGHEM, M-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE.

Ces points seront examinés en fin de séance publique.

**L'Echevin délégué à la fonction maïorale** signale par ailleurs que deux points complémentaires lui ont été remis conformément à l'article L1122-24 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et à l'article 12 de la section 3 du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal:

- 1) "Accès aux grades de directeur général, directeur général adjoint et directeur financier. Règlement. Modification", déposé par Madame la Conseillère communale ECOLO Coralie LADAVID.
  - 2) "Pont des trous : consultation populaire organisée par le Conseil communal sur le choix du projet d'aménagement ", déposé par Madame la Conseillère communale ECOLO Marie-Christine LEFEBVRE.
- Ces deux points complémentaires seront examinés en fin de séance publique.

**L'Echevin délégué à la fonction maïorale** précise que deux questions orales ont été déposées en application de l'article 70 du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal:

- 1) "Organisation d'une consultation populaire portant sur l'élargissement du Pont des Trous", déposée par Madame la Conseillère communale cdH Hélène CLEMENT-COUPLET. Il y sera répondu en fin de séance publique par l'Echevin délégué à la fonction maïorale.
- 2) "Réalisation d'une étude de mobilité village par village", déposée par Monsieur le Conseiller communal cdH Xavier DECALUWE. Il y sera répondu en fin de séance publique par l'Echevin de la mobilité, Armand BOITE.

Le point "communications" se clôture par la mise à l'honneur de Miss Tournai. Celle-ci est accompagnée de ses deux dauphines et de Miss Hainaut. Au nom du Conseil communal, Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale leur adresse les félicitations de la Ville.

<b>2. Stationnement. Modification du règlement-redevance. Introduction de la contrainte et correction terminologique. Approbation.</b>
--

Revenant à un point figurant à l'ordre du jour d'une séance précédente, Madame la Conseillère communale cdH, **Hélène CLEMENT-COUPLET**, demande si le nombre de cartes "travailleur" est limité en zone bleue.

L'Echevin délégué à la fonction maïorale **Paul-Olivier DELANNOIS** lui signale que le point figurant à l'ordre du jour porte sur l'introduction de la contrainte et une correction terminologique.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, demande de quel délai le citoyen dispose pour contester une mesure de contrainte.

Un recours peut effectivement être introduit dans le mois qui suit la signification de l'exploit d'huissier.

Par 33 voix pour et 3 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, C. MICHEZ, Mme M. C. MARGHEM, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCOQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, R. DELVIGNE, P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale.

Se sont abstenus : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE.

Considérant l'introduction dans l'article L1124-40 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, par décret du 18 avril 2013 entré en vigueur le 1er septembre 2013, de la possibilité, pour le directeur financier, d'envoyer au débiteur une créance non fiscale exigible, liquide et certaine, une contrainte visée et rendue exécutoire par le Collège communal;

Considérant qu'une telle contrainte est signifiée par exploit d'huissier et interrompt la prescription;

Considérant que les redevances de stationnement non contestées par leur débiteur peuvent être recouvrées par cette voie;

Considérant qu'en vue de garantir une parfaite sécurité juridique en cas d'utilisation de la contrainte en matière de redevance stationnement, il est préconisé de le prévoir explicitement dans le règlement en cause et ce aux termes des articles 9 et 13;

Considérant qu'il est en outre proposé de profiter de la présente modification du règlement-redevance relatif au stationnement en zone équipée d'horodateurs et en zone bleue applicable pour les exercices 2015 et suivants, pour corriger une erreur de terminologie dans l'article 25 dudit règlement et ce afin de lever toute ambiguïté;

Considérant que cette correction consiste à remplacer les termes "en zone payante" par les termes "en zone contrôlée" dans la phrase qui suit le premier tiret du premier alinéa de l'article 25;

Sur proposition du Collège communal;

Par 33 voix pour et 3 abstentions;

#### **DECIDE :**

- de remplacer l'article 9 du règlement-redevance du 10 novembre 2014 relatif au stationnement en zone équipée d'horodateurs et en zone bleue applicable pour les exercices 2015 et suivants par un nouvel article 9 rédigé comme suit : *"Article 9. A défaut de paiement dans les 7 jours calendrier visés à l'article 3 ci-avant, les sommes litigieuses seront recouvrées aux frais du redevable, soit par voie de contrainte, conformément aux dispositions de l'article L1124-40 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, soit par voie judiciaire selon les règles du droit commun, par la Ville ou par le gestionnaire des parkings concédés et ce moyennant une mise en demeure préalable. Les frais liés à l'envoi des mises en demeure seront mis à la charge du redevable et s'ajouteront comme suit aux redevances initialement dues par l'utilisateur :*

*- 5,00€ pour une mise en demeure envoyée par courrier ordinaire;*

- 13,00€ pour chacune des mises en demeure adressées par voie recommandée à défaut pour le redevable de payer les sommes dues dans le délai de 15 jours de la mise en demeure lui adressée par courrier ordinaire. ";

- de remplacer l'article 13 du règlement-redevance précité par un nouvel article 13 rédigé comme suit : "Article 13 : A défaut de paiement dans les 7 jours calendrier visés à l'article 3 ci-avant, les sommes litigieuses seront recouvrées aux frais du redevable et moyennant mise en demeure préalable, soit par voie de contrainte conformément aux dispositions de l'article L1124-40 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, soit par voie judiciaire menée selon les règles du droit commun, par la Ville ou par le gestionnaire des parkings concédés. Les surcoûts administratifs liés à l'envoi de mises en demeure tels que précisés à l'article 9 s'ajouteront aux tarifs initialement dus par l'utilisateur.";
- de remplacer l'article 25 du règlement-redevance précité par un nouvel article 25 libellé comme suit : "Article 25 : Les travailleurs, dont le siège d'activité se trouve dans les zones contrôlées, pourront bénéficier, sur demande auprès de la Ville ou de son concessionnaire, d'une carte travailleur les autorisant à stationner sans limitation de durée en zone bleue aux conditions suivantes :

- produire une attestation de l'employeur prouvant que le siège d'activité du travailleur se trouve en zone contrôlée. Si le demandeur est indépendant, il attestera que le siège de son activité est situé en zone contrôlée par une déclaration sur l'honneur en bonne et due forme;

- une copie du certificat d'immatriculation de la direction pour l'immatriculation des véhicules (DIV) établi au nom du travailleur; si le certificat d'immatriculation n'est pas établi au nom du travailleur, doit être produite :

\* soit une copie de la police d'assurance sur laquelle le travailleur est mentionné comme chauffeur principal ou second chauffeur;

\* soit une attestation patronale, en cas de véhicule de société mis à disposition par l'employeur, stipulant que le demandeur en est le seul utilisateur;

- Le paiement préalable de la somme de 150,00€.

- La validité de la carte de stationnement "travailleur" est limitée à une seule plaque d'immatriculation étant entendu que celle-ci peut, le cas échéant, faire l'objet d'une demande de modification en cours de validité de la carte.

- La durée de validité de la carte travailleur est limitée à 1 an à dater de sa délivrance.

La carte travailleur est établie sous une forme dématérialisée de manière telle que le contrôle de son utilisation s'effectue par un système de contrôle électronique sur la base de la plaque d'immatriculation."

### **3. Plan de cohésion sociale. Année 2014. Rapports d'activités et financiers. Approbation.**

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, intervient d'emblée :

"Sur le plan financier, la subvention de la Région wallonne est de 498.423,00€. L'intervention obligatoire de la ville est de 25% du financement de la Région wallonne, soit 125.000,00€. Or le budget dépensé est de 794.000,00€, soit une différence de 171.000,00€. Était-il prévu que la Ville intervienne pour ce montant ? Est-ce que ça veut dire que la Ville a fait le choix de financer ce service au-delà du seuil minimum exigé ?

Au sujet des activités, je voudrais d'abord remercier la Présidente du CPAS d'avoir demandé des annexes explicatives au procès-verbal du comité à destination des conseillers communaux. Cela aide grandement dans la compréhension du dossier.

Je voudrais aussi témoigner des effets positifs et concrets, tels que décrits dans le rapport, de la démarche de diagnostic réalisé en 2013 avec l'ensemble des acteurs sociaux de la ville. Cette démarche avait été demandée et soutenue fortement par ECOLO. Elle a réellement permis de mettre

en lumière des manquements et de tenter d'y répondre et elle a suscité des synergies entre les partenaires sociaux.

Concernant les logements de transit de la rue de la Madeleine, il est prévu que le CPAS reprenne en gestion. Mais est-ce que le CPAS a les moyens humains pour le faire ? De plus, ces logements sont, comme le dit le rapport, dans un piteux état. Qu'en est-il de leur rénovation ? Je crois que le Collège est bien conscient du fait mais avez-vous déjà décidé de l'avenir de ceux-ci ?

L'école de devoirs du CPAS a fermé ses portes à Saint-Piat. A-t-il été envisagé des synergies avec les écoles de devoirs du SAIS?"

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, répond par l'affirmative au sujet de l'intervention financière de la Ville.

Madame la Présidente du CPAS, **Rita DESENCLOS-LECLERCQ**, apporte les précisions suivantes au sujet des activités:

"Pour les logements de transit, aucune décision n'a été prise jusqu'à présent suite aux difficultés financières. Mais l'échevin du logement me rappelle qu'il y avait un projet. Il faut trouver les financements pour rénover ces logements, la gestion étant assurée par le CPAS. Celui-ci dispose de 10 logements de transit. En ce qui concerne les écoles de devoirs et le centre de scolarité, comme nous avons dû supprimer un centre de scolarité, des collaborations ont été mises en place avec les écoles de devoirs, le SAIS et le centre de scolarité situé à la résidence Carbonnelle."

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme de politique générale (DPC 2012-2018) adopté par le Conseil Communal le 18 décembre 2012 par lequel la majorité a exprimé sa volonté, notamment, d'agir afin de garantir la cohésion sociale et la solidarité en mobilisant l'ensemble des compétences pour répondre aux enjeux sociaux en matière de santé, d'intégration et d'émancipation ;

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le décret de la Région wallonne du 6 novembre 2008 visant à remplacer les plans de prévention de proximité par les plans de cohésion sociale (P.C.S.);

Vu l'appel à adhésion lancé par le Gouvernement wallon le 13 février 2013 à toutes les communes wallonnes de langue française en vue de reconduire le plan de cohésion sociale (P.C.S.) pour la période du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2019, conformément à l'article 22 du décret du 6 novembre 2008;

Vu le plan de cohésion sociale 2014-2019 conclu entre la Région Wallonne et la Ville de Tournai et approuvé par le Conseil communal du 24 février 2014, qui prévoit, notamment, en plus de la coordination, la mise en oeuvre de projets développés au sein de 4 axes:

- les projets «personnel inter quartier» et «Tremplin 2000» dans l'axe 1 consacré à l'insertion socioprofessionnelle

- "logements de transit" et "travail social de rue" dans l'axe 2 relatif à l'accès au logement

- "maisons de quartier", "travail de rue (lien social)", "médiation de proximité" et «accès à l'information sans condition» dans l'axe 4 dédié aux liens sociaux, intergénérationnels et interculturels

- ainsi que les projets déposés dans le cadre de l'article 18 du décret;

Attendu que les dispositions du décret du 6 novembre 2008 prévoient l'établissement d'un rapport annuel d'activités et d'un rapport financier qui doivent être impérativement transmis à la Région wallonne pour le 31 mars 2015 au plus tard;

Attendu que ces rapports doivent préalablement avoir reçu, d'une part, l'avis de la commission d'accompagnement et, d'autre part, l'approbation du Conseil communal;

Considérant que le rapport d'activités demandé par la Région wallonne porte exclusivement, sous forme de formulaire en ligne, sur le régime de travail et les fonctions des personnes mobilisées par le plan de cohésion sociale, sur la participation à un réseau inter-PCS regroupant certaines communes, sur le taux de réalisation des actions PCS et "article 18", sur les partenaires les plus impliqués, sur le taux de présence aux réunions de la commission d'accompagnement, sur les canaux de communication utilisés et sur d'autres généralités relatives à l'organisation du service;

Considérant que le 17 février 2015, les rapports d'activités et financiers 2014 ont été présentés à la commission d'accompagnement qui a marqué son accord sur l'ensemble des documents présentés en souhaitant, toutefois, qu'une note complémentaire soit réalisée afin d'éclairer au mieux les mandataires communaux;

Considérant que, de ce fait, la Région wallonne a accepté de prolonger le délai d'envoi fixé initialement au 31 mars 2015;

Considérant que les rapports d'activités et financiers portent sur les 12 actions mises en œuvre en 2014 dans le cadre du plan de cohésion sociale et de l'article 18 du décret, à savoir:

- Coordination

\* coordination de projets

\* mise en œuvre du réseau des chefs de projets de Wallonie picarde

- AXE I : insertion socioprofessionnelle :

\* Projet personnel inter quartier (PIQ);

\* Tremplin 2000;

\* Projet déposé par «La Ressourcerie - Le Carré» dans le cadre de l'article 18 du décret.

- AXE II : logement :

\* Projet «Logement de transit»;

Travail de rue : 3 actions liées au logement, à savoir rechercher un logement, accéder au logement et garder son logement.

- AXE III : accès à la santé et traitement des assuétudes :

\* Projet déposé par «La Maison des familles» dans le cadre de l'article 18 du décret.

- AXE IV : retissage des liens sociaux, intergénérationnels et interculturels :

\* Travail social de rue

\* Maisons de quartier de Templeuve, de Gaurain et du Maroc et les écoles de devoirs de Gaurain, Maroc et Marvis;

\* Médiation de proximité;

\* Accès à l'information sans condition (par Infor Jeunes);

\* Projet déposé par "ANAMA" dans le cadre de l'article 18 du décret;

\* Projet déposé par "Port'ouverte" dans le cadre de l'article 18 du décret;

\* Projet déposé par "Vie Féminine" dans le cadre de l'article 18 du décret;

\* Projet déposé par "Vit'ALE" dans le cadre de l'article 18 du décret;

Considérant que la note complémentaire au rapport d'activités demandée par la commission d'accompagnement et jointe en annexe peut être résumée comme suit :

### **AXE COORDINATION**

1) Objectif «Concertation entre acteurs (privés et publics) de l'insertion socioprofessionnelle en vue de trouver ensemble des solutions aux problèmes rencontrés par les personnes les plus éloignées de l'emploi» (objectif de l'axe de coordination défini suite au diagnostic).

Cet objectif a été précisé grâce à des discussions approfondies avec divers acteurs de l'insertion professionnelle (FOREM conseil, comité subrégional emploi formation, Mirewapi, plateforme centres insertion socioprofessionnelle, Centre public d'action sociale (C.P.A.S.) insertion, projet 107- fonction

3, Agence locale pour l'Emploi) pour voir quelles sont les demandes précises en matière de coordination.

Participation à la fonction 3 du réseau 107 sur l'insertion socioprofessionnelle et participation à un groupe de travail pour la mise en place d'actions concrètes réunissant les membres du réseau;

2) Le suivi du diagnostic réalisé en 2013 a permis de faire circuler de l'information d'un service à l'autre, de préciser (voire corriger) certains points du diagnostic, de susciter l'initiative, tout au moins la réflexion et de recréer le lien entre certains acteurs;

3) Participation au comité d'accompagnement du projet «MéliVélocation» dans le cadre d'un appel à projet «Economie Verte»;

4) Participation aux réunions entre les chefs de projet de Wallonie picarde.

### **AXE 1 - INSERTION SOCIOPROFESSIONNELLE**

#### **Tremplin 2000**

Avec 15.543 heures prestées, l'ASBL a atteint l'objectif des 15.000 heures exigées par l'agrément OISP (Organisme d'insertion socioprofessionnelle).

Pour 2015, ce seuil de 15.000 heures reste d'application. L'ASBL est actuellement en attente des nouvelles mesures budgétaires et de la mise en application du décret de la Région wallonne.

La convention de partenariat avec le Logis tournaisien est renforcée. Deux rénovations de logement ont déjà été effectuées.

Difficulté accrue pour trouver des stages en entreprise car de nombreuses P.M.E. (petites et moyennes entreprises) sont victimes du dumping social. L'ASBL compense grâce au partenariat local avec le C.P.A.S. et le Logis tournaisien.

#### **Personnel inter quartier**

Le projet P.I.Q occupait huit personnes dont une affectée au service d'aide à l'intégration sociale (S.A.I.S.).

L'ensemble du projet s'est très bien déroulé avec une grande souplesse.

En effet, un secrétaire a intégré l'équipe du S.A.I.S. et cet appui a permis de mener à bien de nombreuses tâches administratives.

#### **La Ressourcerie – Le Carré** (projet déposé dans le cadre de l'article 18 du décret)

L'ASBL est une entreprise d'économie sociale qui poursuit un objectif de réinsertion sociale de chômeurs de longue durée (l'ASBL occupe 60 personnes dont deux sous statut SINE (Economie d'insertion sociale). Elle collecte et récupère des biens mobiliers usagés, les remet en état et les vend à prix modique afin qu'ils soient accessibles à un public précarisé. Elle bénéficie d'un subside de 11.068,00 € dans le cadre de l'article 18 du décret avec la perspective de mise à l'emploi d'une personne sous statut SINE afin de mettre en place un point vélo à la gare de Tournai en collaboration avec la Société nationale des chemins de fer belges (SNCB) (mise à disposition des locaux) pour la réparation des vélos. Ce service payant est principalement destiné aux navetteurs. Une répartition des tâches avec MéliVélo sera effectuée, le but n'étant pas de faire concurrence à une activité déjà existante.

### **AXE 2 - ACCES A UN LOGEMENT DECENT**

#### **Travail de rue**

Depuis 2014, l'équipe est composée de deux éducateurs à temps plein et de trois mi-temps. Les deux personnes à temps plein travaillent dans le cadre du P.C.S., tandis que les trois personnes employées à mi-temps travaillent dans celui du plan stratégique de sécurité et de prévention.

Tout en gardant des objectifs identiques à l'an dernier, les éducateurs de rue ont ouvert 206 dossiers (contre 181 en 2013 et 182 en 2012) pour 619 entretiens individuels qui ont débouché sur 955 demandes (886 en 2013). De plus, ils ont effectué 145 accompagnements individuels à la demande des bénéficiaires. Le système de permanence inauguré en 2012 a été poursuivi, permettant au public de rencontrer un travailleur social de rue tous les matins (sauf le mercredi). Ces permanences



rencontrant un succès de plus en plus important, les horaires ont été élargis de 30 minutes passant de 9 heures 30 à 12 heures.

Outre les permanences déjà citées qui font émerger les demandes des usagers, les entretiens individuels permettent l'écoute dans le respect de la personne. Le travail est composé d'un deuxième volet : les zonages en rue où les éducateurs vont à la rencontre de leur public dans le but de créer, entretenir, retisser les différents liens sociaux.

Depuis 2014, les données relevées permettent de cerner un peu mieux le profil des bénéficiaires.

Ceux-ci sont à 61% des hommes et à 39% des femmes dont les principales sources de revenus sont le revenu d'intégration sociale (R.I.S.) (31%) et les allocations de chômage (13%).

Il est à noter que 17% des usagers ne bénéficient d'aucun revenu.

Ils sont à 75,6% de nationalité belge et leur situation familiale est, dans la majorité des cas, isolé sans enfant (49%). Enfin, 47% des bénéficiaires sont des consommateurs de produits psychotropes (alcool, cannabis, médicaments,...).

Les mardis et jeudis après-midi, les travailleurs de rue sont toujours accompagnés dans leur zonage par un infirmier de rue engagé dans le cadre du Relais santé du Relais social urbain de Tournai.

Par ailleurs, les éducateurs du P.C.S. participent aussi au projet PRISM (Prévention, réduction des risques et information dans les lieux de sorties et de mégadancings de Tournai et Mouscron) en matière de réduction des risques en partenariat avec le plan stratégique de sécurité et de prévention, la Maison de la santé de la Ville de Mouscron et l'ASBL Citadelle. Le projet vise à donner une information la plus complète et la plus précise possible sur les produits potentiellement consommés par le public fréquentant des soirées telles que concerts, festivals, chapiteaux... Il vise ainsi la réduction des conduites à risques liées à la consommation de produits psychotropes et/ou au mode de consommation de ces produits. En 2014, il y a eu 10 interventions.

Mais, comme, le P.C.S. 2014–2019 ne prévoit pas de soutenir des projets dans l'axe 3 santé, ces actions seront donc menées dans le cadre du plan stratégique de sécurité et de prévention (nuisances publiques liées à l'usage des drogues) avec le soutien ponctuel des éducateurs du plan de cohésion sociale.

#### Logement de transit

Le nouveau plan prévoit une clarification des rôles de chaque partenaire. Le C.P.A.S. assurera seul le suivi des locataires et les travailleurs de rue n'interviendront plus dans ce cadre.

Toutefois, ce changement n'est pas encore intervenu et les éducateurs continuent à assurer le suivi social et l'accompagnement des occupants dans leurs démarches de recherche de logement.

La principale difficulté du projet réside dans le fait que les bénéficiaires sont le plus souvent des personnes précarisées, qui ont tendance à rester le plus longtemps possible dans le logement de transit vu le manque de logement à loyer modéré à Tournai.

En outre, ce public a souvent des priorités autres que le paiement du loyer.

Dans la plupart des cas, les dépassements de délai d'occupation ont été limités. Tous les logements ont été libérés en cours d'année pour être ensuite réoccupés par d'autres familles.

Il est à noter que les logements sont en piteux état, ce qui s'explique par le comportement inadapté de certains locataires, mais aussi par le fort taux d'occupation et donc l'impossibilité de pouvoir faire exécuter les travaux adéquats.

#### AXE 3 – ACCES A LA SANTE ET TRAITEMENT DES ASSUETUDES

La Maison des familles (projet déposé dans le cadre de l'article 18 du décret)

L'objectif de l'ASBL est de venir en aide à des personnes en difficulté économique et sociale par différents moyens. Elle propose une distribution de colis alimentaires et de produits d'entretien, un service «épicerie sociale», un service vêtements de seconde main et un service social.

Le projet déposé dans le cadre du P.C.S. lui permet de bénéficier d'un subside de 5.000,00 € dans le but d'assurer la gestion de l'entrepôt et des produits (produits frais, traçabilité, lutte contre le

gaspillage en reconditionnant les aliments) ainsi que la création d'emplois (article 60§7 – C.P.A.S. et contrat PTP (programme de transition professionnelle).

#### AXE 4 – RETISSAGE DES LIENS SOCIAUX, INTERGENERATIONNELS ET INTERCULTURELS

##### Maisons de quartier et écoles de devoirs

A Templeuve, en 2014, 64 jeunes de 13 ans à 24 ans ont fréquenté le local : 43 garçons et 21 filles, 2 entre 12 et 14 ans, 34 entre 15 et 18 ans, 28 de plus de 18 ans.

44% (28) étaient dans l'enseignement technique, professionnel ou spécialisé, 34% (22) travaillaient ou étaient à la recherche d'un emploi.

Un travail de suivi individuel a été réalisé avec 42 jeunes concernés, par ordre de fréquence, par des problèmes de consommation d'alcool ou de drogues, de décrochage scolaire, de violence, de relations familiales et de relations de couple, de recherche d'emploi ou d'employeur pour le centre d'éducation et de formation en alternance (CEFA), des problèmes en lien avec la sexualité (contraception, grossesse, etc.) ainsi que des problèmes de délinquance (1), de justice (1), de recherche de logement (1), d'hygiène (1).

Un travail collectif a été réalisé par l'intermédiaire de divers ateliers et activités régulières ou ponctuelles. Le projet central a impliqué de nombreux jeunes sur plusieurs mois. Il s'agissait d'un atelier graphes qui a connu son point d'orgue en 2014 à l'occasion de l'organisation d'une exposition de toutes les créations des jeunes et d'une ouverture de la maison de quartier au public et aux partenaires.

D'autres actions ont été organisées, telles que l'opération « Été solidaire, je suis partenaire » dans la cité et diverses activités culturelles, sportives, ludiques ou d'information, notamment avec la contribution de partenaires réguliers tels que Infor Jeunes et la bibliothèque de rue.

A Gaurain, 54 jeunes ont fréquenté la maison de quartier «Zone 51» en 2014 : 22 filles et 32 garçons, 13 entre 6 et 12 ans, 14 entre 12 et 14 ans, 25 entre 15 et 18 ans, 2 de plus de 18 ans. Dans ces chiffres, sont également comptabilisés les enfants de l'école de devoirs, les deux services étant toujours fusionnés (jusqu'au mois d'août).

Un travail de suivi individuel a été réalisé par rapport à des problématiques scolaires (soutien scolaire, orientation scolaire), familiales, d'orientation professionnelle et de violence.

Divers ateliers ont été organisés qui ont visé l'expression des émotions et des idées, la communication non violente, le développement de la confiance en soi des jeunes, la coopération, la cohésion de groupe, la solidarité, le développement de l'esprit critique et de la réflexion, la persévérance et la rigueur. Il s'agissait d'ateliers d'apprentissage d'un instrument en individuel ainsi qu'en collectif, d'ateliers «jeux de rôle», d'activités de coopération et d'équipe (ludiques, musicales ou sportives), d'un atelier média (sur la lecture critique des divers médias), d'un atelier improvisation et de séances intergénérationnelles de ciné-débats animées par un intervenant extérieur de référence selon le thème. Diverses activités de défoulement, de convivialité et propices au développement du lien de confiance ont été organisées ainsi que diverses activités culturelles de découverte.

Infor Jeunes est venu dans les maisons de quartier organiser des activités d'informations. La bibliothèque de rue est également venue chaque semaine et s'est associée à de nombreuses activités tout au long de l'année. D'autres intervenants extérieurs sont également venus ponctuellement tel qu'un planning familial et le comité subrégional de l'emploi et de la formation dans le cadre de l'organisation du Wapi Café.

Au Maroc, les activités de la maison de quartier située au sein de la cité du Maroc étaient subsidiées jusqu'en 2013 par le Service public fédéral (SPF) Intérieur, particulièrement dans le cadre du phénomène de lutte contre le décrochage scolaire. Depuis le premier janvier, suite à l'abandon de cette priorité par le SPF Intérieur, la maison de quartier a largement réduit ses activités et, depuis 2014, ouvre pendant la période scolaire 3 heures par semaine (2 le mercredi et une le vendredi) pour les adolescents qui y sont accueillis, écoutés et qui bénéficient d'une animation assurée par des

éducateurs de l'école de devoirs du quartier. Cela permet un relais intéressant pour les enfants suivis dans l'autre structure et qui atteignent l'âge limite de 14 ans. Un lien est ainsi maintenu avec eux et un suivi peut continuer. Un nouveau public fréquente le local depuis cette restructuration. Il est composé d'une quinzaine de jeunes très en demande. Le lien de confiance se tisse progressivement avec les éducateurs. Diverses problématiques évoquées ont commencé à être prises en compte (problèmes familiaux, précarité, etc.). Diverses activités ont été organisées sur base des demandes des jeunes. Le travail de suivi individuel ne pourra pas être aussi important en 3 heures d'ouverture que dans les autres maisons de quartier. Un autre fonctionnement en la matière devra être imaginé. Cependant, la maison de quartier s'avère être un endroit très important pour les jeunes ainsi qu'un lieu de lien social très utile.

En matière d'écoles de devoirs, les trois structures du SAIS (Marvis, Maroc, Gaurain) ont fonctionné en 2014 durant la période scolaire du lundi au samedi ainsi que durant la moitié des vacances scolaires.

Les missions des écoles de devoirs visent principalement l'accompagnement de la scolarité, le suivi socio-éducatif ainsi que l'ouverture socioculturelle des enfants inscrits.

Durant cette année scolaire 2013-2014, 67 enfants ont été inscrits en écoles de devoirs.

L'équipe des écoles de devoirs travaille en partenariat avec les écoles fréquentées par les enfants (24 dont 12 écoles primaires). Nous rendons visite aux enseignants de l'enseignement primaire deux fois par an afin d'assurer une cohérence pédagogique à nos actions.

Des réunions de parents collectives sont programmées avant chaque vacances scolaires. Nous présentons ainsi aux familles le programme de nos activités et profitons de l'occasion pour échanger avec elles de manière plus informelle. Le lien de confiance se tisse également avec les parents lors de ces moments.

### Médiation

Le nombre de dossiers traités en 2014 est de 86 (85 en 2013). Le nombre de dossiers ouverts : 74 (76 en 2013). L'année 2013 a connu une augmentation importante liée à une campagne de promotion importante qui sera renouvelée en 2015.

Les sources principales d'information sont les mêmes : la police et le Logis qui ont, par ailleurs, été à l'origine de davantage d'ouvertures de dossiers de médiation qu'en 2013. Les autres sources principales, dans une moindre mesure, restent Infor Jeunes, le Service urbanisme et le CPAS.

Les personnes soumises à médiation nous ayant sollicité ont évoqué une variété de sources plus importante qu'en 2013.

En termes de résultats, il faut être conscient qu'une médiation est déjà utile dès le moment où toutes les parties sont d'accord de l'entamer. La médiation peut être arrêtée à différents stades du processus (écoute, début d'échanges indirects etc.) en ayant eu des effets positifs sur l'apaisement du conflit. L'idéal est bien entendu une médiation aboutie, avec conclusion d'accords. Ce stade a été atteint dans deux fois plus de cas en 2014 qu'en 2013. Aussi, même si elles ne sont pas indispensables à la production de résultats positifs, on peut noter que deux fois plus de médiations directes ont été entamées et/ou conclues.

Les principaux types de problèmes à l'origine des demandes de médiation ont été similaires à ceux rencontrés en 2013, à savoir : conflits de voisinage, entre propriétaires et locataires et intrafamiliaux.

### Infor Jeunes

L'ASBL consiste en un centre généraliste d'information destiné aux jeunes de 12 à 25 ans.

Les jeunes précarisés sont le public cible de différentes actions dans le cadre du P.C.S. :

- animations sur le permis de conduire
- une animation sur le thème «Savoir comment voter valablement» a été organisée
- aide à la création du curriculum vitae et de la lettre de motivation dans le cadre de la recherche de job étudiant
- création de vidéos pour les maisons de quartier de Templeuve (graff) et de Gaurain (musique)

- gestion des attestations concernant le travail étudiant
- production de documentaires concernant les informations utiles aux jeunes

En 2015, la collaboration avec les maisons de quartier se poursuivra.

Port'Ouverte (projet déposé dans le cadre de l'article 18 du décret)

Maison de jeunes et école de devoirs, l'ASBL possède deux implantations – rive gauche et rive droite – à l'intérieur ou à proximité de logements sociaux. La majeure partie de son public en est issue.

Le subside d'un montant de 7.000,00 € accordé dans le cadre du P.C.S. vise à développer un travail intergénérationnel entre jeunes et personnes plus âgées mettant l'accent sur les échanges et les expériences: organisation d'activités, projets, interactions. Parmi les différentes activités mises en place, citons la participation à deux potagers collectifs en partenariat avec le Logis tournaisien, l'un situé au Luchet d'Antoing, l'autre à la rue de la Culture, mais aussi la création d'un studio photos dont l'objectif est de photographier les aînés du quartier sur base d'une ancienne photo, ainsi que l'organisation de repas intergénérationnels, préparés par les jeunes sur différents thèmes (le Congo, la forêt, Halloween, etc.). Dans le futur, le but est de varier les thèmes (musique, etc.)

En outre, des reportages vidéo ont été diffusés lors des repas avec la collaboration de Canal J.

Enfin, la possibilité d'apprentissage du solfège avec une personne âgée est offerte aux jeunes.

ASBL ANAMA (projet déposé dans le cadre de l'article 18 du décret)

L'objectif de l'ASBL est de retisser des liens sociaux autour du projet «Manger sainement» afin de combattre l'isolement souvent consécutif à la précarité.

Pour ce faire, deux grands ateliers «Cuisine des restes» et «Comment faire ses courses intelligemment» ont été organisés grâce au subside d'un montant de 5.000,00 €, en collaboration avec une diététicienne et fréquentés par une cinquantaine de personnes.

Par ailleurs, des mini-ateliers ont également été mis en place et suivis par une centaine de personnes :

- «Légumes oubliés» en collaboration avec le home Valère Delcroix
- «Marmite norvégienne» dans le but de réaliser des économies d'énergie
- «Solidarité nord-sud» afin de réduire la consommation de viande.

Des cours de français pour les primo arrivants sont aussi réalisés en collaboration avec la Maison internationale.

Un nouveau projet est en cours, il s'agit de la customisation de vêtements usagés.

Le public cible est abordé grâce à des contacts via, notamment, le home Valère Delcroix et les Chênes de Mambré, le site internet et la distribution de tracts. Une vingtaine de bénévoles se chargent de la visite des homes.

Vie Féminine (projet déposé dans le cadre de l'article 18 du décret)

Grâce au subside d'un montant de 5.270,00 €, l'ASBL a mis en place différents ateliers et activités destinés à un public âgé de 18 à 36 ans et ayant pour thème la violence faite aux femmes ainsi que l'éducation au sexisme.

Les différents groupes rassemblent en moyenne 5 à 6 personnes, tandis que les activités rassemblent une quinzaine de personnes.

Des ateliers «masculins» sont en préparation.

Vit'Ale (projet déposé dans le cadre de l'article 18 du décret)

L'ASBL est constituée de différents services :

Ale récup (évacuation des encombrants et service de déménagement pour les personnes précarisées)

Alize (garderie pour enfants malades en collaboration avec le C.P.A.S.)

Location-achat de mobylettes

Prêt de vélos et formation pour apprendre à rouler à vélo

Ale Mobile (taxi social, taxi pour l'emploi)

L'objectif dans le cadre du P.C.S. est d'apporter une réponse à la problématique des personnes à mobilité réduite et/ou aux revenus limités. L'ASBL possède actuellement quatre véhicules et est à la

recherche d'un système informatique de planification efficace et abordable. Le subside s'élève, pour ce projet, à la somme de 7.962,00€.

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **APPROUVE:**

#### **1) Le rapport d'activités 2014 annexé et résumé comme suit :**

Partie 1 : données relatives au chef de projet et à l'équipe permanente du plan de cohésion sociale qui précisent le régime de travail du chef de projet (temps plein), le temps hebdomadaire qu'il consacre au plan (38 heures), le type de contrat sous lequel il a été engagé (contrat à durée indéterminée (C.D.I.), le type de tâche qui occupe le plus son temps de travail (administrative), la date de son entrée en fonction (15 juin 1994), les fonctions des personnes engagées dans le cadre du plan (1,5 équivalent temps plein (ETP) coordinatrice et/ou responsable de projets, 5 ETP éducateurs, 0,3 ETP informateur documentaliste, 6 ETP ouvriers, 8 ETP manoeuvres ouvriers article 60§7) et la participation à un réseau inter-PCS entre chefs de projet qui regroupe les communes d'Ath, Antoing, Beloeil, Bernissart, Brunehaut, Chièvre, Comines, Enghien, Leuze, Mouscron, Péruwelz et Tournai.

Partie 2 : données générales qui précisent que les bureaux sont situés rue Saint-Piat, que le taux de réalisation des actions est de 12 sur 12 pour celles qui relèvent du plan et de 6/6 pour celles qui relèvent de l'article 18, que les partenaires les plus impliqués dans le plan sont le Centre public d'action sociale, Tremplin 2000 et Infor Jeunes, que 23 personnes ont été présentes lors des commissions d'accompagnement sur les 44 qui y ont été conviées, que les canaux internes et externes de communication utilisés sont constitués des outils offerts par internet et intranet ainsi que les courriers, les affichages et la presse.

#### **2) Les rapports financiers 2014 relatifs au plan de cohésion sociale et à l'article 18 du décret joints en annexe et expliqués comme suit:**

Comme chaque année, deux rapports sont à soumettre à l'approbation du Conseil communal. Le premier, établi sur base de la fonction 84010 de la comptabilité communale, est relatif au plan proprement dit, tandis que le second se rapporte à l'article 18 du décret (fonction 84011).

Depuis le 1er janvier 2014, une nouvelle procédure est entrée en vigueur. Tous les documents utiles sont produits automatiquement via le module eComptes.

La comptabilité publique des pouvoirs locaux tenue par le directeur financier ayant valeur probante, toute dépense imputée sous un autre article budgétaire d'une autre fonction et ayant servi à l'accomplissement du plan ne peut être prise en considération que moyennant une facturation interne.

Dès lors, pour que la Ville puisse percevoir les subsides promis, la Région wallonne demande l'établissement par le directeur financier:

- de la balance budgétaire récapitulative par article budgétaire et groupes économiques des fonctions 84010 pour le plan de Cohésion sociale et 84011 pour l'article 18;
  - du grand livre budgétaire des recettes et des dépenses afférentes aux mêmes fonctions;
  - du rapport financier simplifié;
  - en cas d'investissement(s), les pouvoirs locaux produiront également la ou les fiche(s) des projets extraordinaires afférents à ces fonctions ainsi que le tableau de l'amortissement des biens concernés.
- Nous pouvons considérer comme une certitude la perception de l'intégralité des subsides, tant pour le plan de cohésion sociale proprement dit que pour l'article 18, bien qu'une erreur matérielle ait été relevée.

Celle-ci porte sur le budget ordinaire où le salaire (53.017,78 €) d'une ancienne collaboratrice qui n'a pas travaillé pour le plan en 2014 a été comptabilisé. Il conviendra donc de le déduire.

En résumé, la Ville a justifié en dépense la somme de 841.123,70 €, déduction faite de la somme erronément inscrite. Pour percevoir l'intégralité du subside de 498.492,33 €, elle est tenue d'y ajouter une participation minimale de 25% (124.623,08 €) et donc de justifier des dépenses pour un montant minimum de 623.115,41 € (subside plus participation).

Pour ce qui concerne l'article 18, les comptes sont parfaitement en équilibre : 41.300,00 € en recette, 41.300,00 € en dépense.

Comme il s'avère impossible de modifier l'eCompte avant l'envoi du dossier à la Région wallonne pour le 31 mars 2015, une note explicative sera jointe en annexe afin d'apporter tous les éclaircissements requis.

<b>4. Tournai, place Reine Astrid. Contrat d'occupation d'un bâtiment appartenant à un tiers. Approbation.</b>
--

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, invite Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, à s'exprimer sur ce point. Celui-ci intervient comme suit:

"Pour commencer, nous regrettons d'être mis devant le fait accompli. En effet, le point arrive au vote après la date de début de la convention.

Nous souhaiterions quelques informations complémentaires. Est-ce que toutes les classes seront relogées là ? Quelle est la surface et le nombre de salles mises à disposition et à combien sont estimés les «petits aménagements à prévoir» ?

Dans le dossier, il est question de l'avenir du site. D'après les documents, il est prévu de démolir ce bâtiment et de reconstruire. Ce serait dommage car il a du caractère et est parfaitement intégré avec les bâtiments voisins."

Pour Monsieur l'Echevin **Philippe ROBERT**, la Ville a fait une bonne affaire. Toutes les pistes envisagées auparavant étaient beaucoup plus coûteuses. De plus, le bâtiment se trouve à une trentaine de mètres seulement du conservatoire. Les cours de solfège continueront à être donnés au conservatoire, tandis que les cours de musique se donneront dans le bâtiment qui sera loué. Le choix de la localisation s'est fait en concertation avec la direction et le corps enseignant. Quelques travaux ont été nécessaires pour assurer la mise en sécurité du site, conformément aux rapports du service incendie et du SIPP. Ces travaux ont été réalisés par les services communaux. Ils ont duré un mois et demi. "Les enseignants et les élèves sont ravis!" conclut-il.

En ce qui concerne le projet urbanistique inhérent au bâtiment loué, Monsieur l'Echevin **Robert DELVIGNE** précise que le projet, dans son ensemble, est en phase de demande de permis d'urbanisme. Il comprend l'ancien garage DELUNE, dont l'arrière a été démoli. La façade sera préservée.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant la décision du Collège communal en date du 6 février 2015 de marquer son accord de principe sur la location de l'immeuble abritant précédemment la maison de justice en vue d'héberger les classes du conservatoire de musique pendant les travaux de rénovation du bâtiment;

Considérant que l'immeuble en question est sis à Tournai, place Reine Astrid, 7, cadastré ou l'ayant été 1ère division, section G n°504/02D, d'une contenance de 5a 28ca, et est propriété, d'une part, de la société immobilière René STOCMAN et, d'autre part, de la société SOFIDIM;

Considérant le courriel en date du 4 février 2015 émanant de Monsieur René STOCMAN précisant que:

- l'immeuble concerné fait partie d'un vaste projet de démolition et de reconstruction de plusieurs immeubles

- aucun retard de l'ensemble du projet ne pourra être envisagé par la non-disponibilité de l'immeuble
- le relogement temporaire des classes du conservatoire dépend des conditions suivantes:
  - la période de la location temporaire se terminera fin décembre 2015
  - la ville pourra quitter les lieux anticipativement sans indemnité avant l'échéance ultime de décembre 2015
  - le loyer temporaire mensuel s'élèvera à 4.400,00 € incluant le prorata du précompte immobilier
  - l'immeuble est loué dans l'état actuel, la ville se chargera d'y apporter les aménagements nécessaires;

Considérant l'avis du service interne de prévention et de protection (S.I.P.P.) en date du 5 février 2015 préconisant les travaux à effectuer avant l'occupation;

Considérant la note de Monsieur l'ingénieur en date du 5 février 2015 portant sur le relevé des travaux (dont la durée est estimée à trois/quatre semaines) à effectuer avant d'occuper les lieux, à savoir :

- mise en route de la chaudière gaz : intervention de l'Opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) + remplacement petit matériel
- remplacement de divers points lumineux et blocs d'éclairage de secours
- passage d'un organisme agréé pour l'installation électrique
- passage d'un organisme spécialisé pour la détection incendie
- diverses petites interventions d'un menuisier;

Considérant que Monsieur l'ingénieur estime que les frais relatifs à ces travaux pourront être supportés à l'ordinaire;

Considérant les calculs concernant le précompte immobilier;

Considérant que, suite à l'entretien téléphonique du 11 février 2015 entre Monsieur l'Echevin Robert DELVIGNE et Monsieur René STOCMAN, il appert que ce dernier marque son accord sur:

- la mise à disposition de l'immeuble pour le 16 février 2015 afin de permettre la réalisation des travaux
- le début du bail pour le 1er mars 2015
- loyer de 4.400,00 € incluant le prorata du précompte immobilier
- une éventuelle possibilité de prolonger la durée jusqu'en mars 2016, au cas où le permis d'urbanisme portant sur l'ensemble de son projet et de ses travaux n'aurait pas encore été octroyé;

Considérant que le Collège communal, en date du 13 février 2015, a pris connaissance de l'accord de Monsieur René STOCMAN et a décidé de prévoir, en modifications budgétaires, le montant de 44.000,00€ correspondant aux loyers de mars 2015 à décembre 2015, à l'article 7341/126-01 (conservatoire) du budget ordinaire 2015;

Considérant qu'en date du 6 mars 2015 le Collège communal a marqué son accord de principe, sous réserve de l'approbation du Conseil communal, sur un projet de bail portant sur ladite location et qu'il a été également décidé de solliciter l'accord des deux sociétés, propriétaires de l'immeuble concerné, avant l'examen de ce dossier par le Conseil communal;

Considérant le courriel en date du 10 mars 2015 émanant de Monsieur René STOCMAN marquant son accord sur le projet approuvé par le Collège communal du 6 mars 2015 sous réserve de changer le titre du projet, à savoir "Occupation précaire" en lieu et place du "Bail";

Considérant le courriel en date du 11 mars 2015 émanant de Monsieur Jacques DIERICK, représentant la société SOFIDIM, marquant également son accord sur le projet sous réserve de la modification précitée;

Considérant, dès lors, que le Collège communal, en sa séance du 20 mars 2015, a marqué son accord de principe, sous réserve de l'approbation du Conseil communal, sur le projet de contrat d'occupation précaire modifié tel que sollicité par Monsieur René STOCMAN;

Considérant le plan cadastral et la matrice;

Vu l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;  
A l'unanimité;

### **DECIDE**

d'approuver le contrat liant la Ville de Tournai et deux sociétés (à savoir : la société immobilière René STOCMAN et la société SOFIDIM) portant sur l'occupation d'un immeuble sis à Tournai, Place Reine Astrid, 7 (cadastré ou l'ayant été 1ère division, section G n°504/02D, d'une contenance de 5a 28ca), en vue d'héberger les classes du conservatoire de Musique pendant les travaux de rénovation du bâtiment, et dont les termes sont les suivants :

#### **Entre les soussignés :**

La VILLE DE TOURNAI, dont les bureaux sont établis à 7500 TOURNAI, rue Saint-Martin, 52, ici représentée, conformément aux articles L1132/3, L1123/5 et L1124-17 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, par Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et Monsieur Thierry LESPLINGART, Directeur général adjoint, agissant en outre, en vertu d'une délibération du Conseil communal en date du 27 avril 2015, ci-après dénommée «le locataire»,

Et :

La société Immobilière René STOCMAN (SPRL) ayant son siège social à 7500 TOURNAI, rue Royale n°1 et représentée par Monsieur René STOCMAN ainsi que la société SOFIDIM (SPRL) ayant son siège social à 7500 TOURNAI, chaussée de Lille, 238 et représentée par Monsieur Jacques DIERICK et Mademoiselle Anne-Cécile DIERICK, ci-après dénommées «le propriétaire»,

#### **IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :**

##### **PREAMBULE**

Les sociétés précitées sont propriétaires de l'immeuble sis à 7500 Tournai, place Reine Astrid, 7. Cet immeuble fait partie d'un vaste projet de démolition et de reconstruction de plusieurs bâtiments. Ce projet ne pourra être mis en œuvre qu'après délivrance du permis d'urbanisme. Le conservatoire de musique de la Ville de Tournai fait l'objet de gros travaux de rénovation qui rendent nécessaire le déménagement des classes sur un autre site. L'immeuble des sociétés précitées est actuellement inoccupé. Moyennant certains aménagements, il pourrait accueillir temporairement les classes du conservatoire de musique.

La société Immobilière René STOCMAN et la société SOFIDIM ont marqué leur accord sur la mise à disposition de leur immeuble à cette fin.

##### **ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT**

###### **Description du bien mis à disposition :**

Le propriétaire loue au locataire le bien suivant : immeuble sis à TOURNAI, Place Reine Astrid, 7, cadastré ou l'ayant été 1ère division, section G n°504/02D, d'une contenance de 5a 28ca; Ce bien est parfaitement connu du locataire.

##### **ARTICLE 2 : DESTINATION DU BIEN**

Le bien immobilier est donné en location au locataire pour y aménager des classes pour le conservatoire de Musique pendant les travaux de rénovation de celui-ci.

Toute autre destination est proscrite.

##### **ARTICLE 3 : DUREE DU CONTRAT – RESILIATION**

La mise à disposition est consentie pour une durée de 10 mois prenant cours le 1er mars 2015. Elle se termine de plein droit le 31 décembre 2015 (sans préavis ni indemnité).

Toutefois :

- Le locataire peut résilier la convention anticipativement, sans motif et sans indemnité, à tout moment moyennant préavis d'un mois.  
Le préavis est notifié par lettre recommandée à la Poste.  
Il prend cours le 1er jour du mois suivant l'envoi de la lettre recommandée



- dans l'hypothèse où le permis d'urbanisme portant sur l'immeuble loué n'aurait pas encore été délivré à la date du 31 décembre 2015, l'occupation serait prolongée :
  - sur demande du locataire
  - au plus tard jusqu'au 31 mars 2016
  - aux mêmes conditions.

#### **ARTICLE 4 : LOYER - FRAIS ET CHARGES**

La mise à disposition est consentie moyennant le loyer mensuel de quatre mille quatre cents euros (4.400,00 €) incluant la prise en charge par le locataire d'une partie du précompte immobilier.

Le loyer est versé, sur le compte BE69 126205505078 (code BIC : CPHBBE75) par anticipation de manière à créditer le propriétaire au plus tard le 5 de chaque mois.

Le locataire prend à sa charge le coût des abonnements aux distributions d'eau, électricité, téléphone, chauffage ainsi que tous les frais y relatifs tels que la location des compteurs et le coût des consommations.

#### **Article 5 : ENTRETIEN ET REPARATIONS**

Le locataire occupe le bien loué en bon père de famille.

Il veille à maintenir celui-ci en bon état de propreté.

Il prend à sa charge les réparations locatives et de menu entretien.

#### **Article 6 : MODIFICATIONS ET TRANSFORMATIONS**

Le locataire ne peut apporter aucune modification ou transformation au bien loué sans le consentement préalable et écrit du propriétaire.

Les travaux autorisés sont acquis sans indemnité au propriétaire sans possibilité pour celui-ci d'exiger le rétablissement des lieux dans leur état initial.

Le propriétaire a autorisé le locataire à réaliser, à partir du 16 février 2015, à ses frais et conformément aux règles de l'art et aux règlements applicables, les travaux suivants nécessaires à l'aménagement de classes dans le bâtiment loué :

- nettoyage complet du bâtiment;
- mise en conformité des installations électriques;
- remplacement des luminaires et des blocs d'éclairage de secours;
- remise en route de la chaudière;
- pictogrammes;
- enlèvement du tapis sur l'escalier.

#### **Article 7 : ASSURANCES**

Le locataire fait assurer à ses frais contre l'incendie son mobilier et les risques locatifs qui lui incombent et il maintiendra cette assurance pendant toute la durée de la convention.

#### **ARTICLE 8 : DROITS DES VOISINS**

Le locataire veille particulièrement à prendre toutes mesures utiles afin que l'occupation ne génère pas de trouble pour le voisinage.

#### **ARTICLE 9 : CESSION ET SOUS-LOCATION**

Le locataire n'est pas autorisé à céder, en tout ou en partie, les droits résultant de la présente convention ou octroyer tout droit quelconque portant sur tout ou partie du bien.

#### **ARTICLE 10 : DROITS D'ENREGISTREMENT**

Les droits d'enregistrement et autres éventuels frais résultant de la présente convention sont à charge du locataire.

#### **ARTICLE 11 : LITIGES**

La présente convention est régie par le droit belge.

Tout litige relatif à la validité, l'interprétation, l'exécution de la présente convention sera tranché par les tribunaux de l'arrondissement judiciaire du Hainaut – section Tournai.

Fait à Tournai en trois exemplaires, le .....

Madame la Conseillère communale cdH, **Monique WILLOCQ**, demande dans quel délai l'association pourra accéder au terrain, de manière à pouvoir le clôturer. "Il y a toujours des gens qui déposent des déchets quand le parc à conteneurs situé en face est fermé. Or le but est justement de préserver la faune et la flore!" s'exclame-t-elle.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, s'engage à l'informer à ce sujet.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme de politique générale approuvé par le Conseil communal du 18 décembre 2012 par lequel la majorité a décidé de mettre en oeuvre une politique valorisant la couronne verte de Tournai en renforçant, notamment, la randonnée pédestre (page 25 de la DPC);

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que la Ville de Tournai est propriétaire des parcelles sises à Tournai, au lieu-dit «Hameau d'Allain», cadastrées ou l'ayant été section B, n°223 H (bois) et section B, n°223 K (terre vague et vaine), d'une contenance respective de 47a 53ca et 51a 41ca;

Considérant la correspondance de l'ASBL Bois d'Allain, représentée par Monsieur Patrick DECRAEYE en sa qualité de président, aux termes de laquelle elle informe l'administration communale de :

- l'acquisition récente par l'ASBL d'une partie de l'ancienne carrière du Bois d'Allain récemment cadastrée section B, n°223 N
- sa proposition d'échange des parcelles communales susmentionnées contre la bande de terrain appartenant à l'asbl nécessaire à l'élargissement de la voirie Jean-Baptiste Moens (prévu dans le cadre des travaux d'équipement des abords de l'extension des Bastions) afin de les annexer à sa propriété, de valoriser au mieux sur le site boisé la faune et la flore et de permettre la traversée des lieux par le public;

Considérant que les services techniques ont remis un avis favorable sur la proposition susmentionnée eu égard au fait qu'elle garantit la gestion cohérente de la globalité du site boisé existant à front des rues Jean-Baptiste Moens et Chemin du Four l'Estienne;

Considérant que le Collège communal, lors de sa séance du 7 juin 2012, a accepté le principe, sous réserve de l'approbation du Conseil communal, d'échanger les parcelles précitées; un plan de mesurage devant être fourni par l'ASBL et un rapport d'expertise dressé par le Comité d'Acquisition d'Immeubles de Mons;

Considérant qu'en date du 7 février 2014, le Collège communal a marqué son accord sur le plan de mesurage levé et dressé par un géomètre-expert, fixant:

- la contenance totale des parties de terrains (section B n°223 K/pie et section B n°223 H) appartenant à la Ville de Tournai à 94a 63ca
- la contenance de la partie de terrain appartenant à l'ASBL «BOIS D'ALLAIN» à 1a 14ca (reprise sous liseré jaune)
- la contenance de la bande de terrain cadastrée Section B n°223 K/pie restant à appartenir à la Ville de Tournai à 4a 31ca (reprise sous liseré bleu);

Considérant qu'il est à noter que la bande de terre à prendre dans la parcelle cadastrée ou l'ayant été section B, n°223 L sera incorporée dans le domaine public étant donné sa destination future et ce, conformément à la décision du Collège communal du 8 mai 2013;

Considérant la correspondance du 28 mai 2014 du comité d'acquisition d'immeubles de Mons informant l'administration communale du rapport d'expertise portant sur les parcelles susmentionnées, à savoir:

- 5.000,00€ l'hectare pour les parcelles cadastrées ou l'ayant été section B, n°223 K et n°223 H (soit 4.731,50€ pour la contenance de 94a 63ca)

- 2.500,00€ l'hectare pour la parcelle cadastrée ou l'ayant été section B, n°223 N (soit 28,50€ pour la contenance de 1a 14c;

Considérant que le Collège communal, lors de sa séance du 27 juin 2014, a décidé, sous réserve de l'approbation du Conseil communal, de procéder à l'échange en question sans paiement de soulte en faveur de la Ville de Tournai (la différence de valeur entre les biens échangés ayant été fixée à 4.703,00 € par le comité d'acquisition d'immeubles);

Considérant que le Collège communal, lors de sa séance du 13 février 2015, a marqué son accord, sous réserve de la décision du Conseil communal, sur les termes du projet d'acte authentique à intervenir;

Considérant que l'association sans but lucratif a marqué son accord sur les termes du projet d'acte authentique en question;

Considérant que l'enquête de commodo et incommodo tenue du 24 février 2015 au 12 mars 2015 n'a donné lieu à aucune observation;

Considérant l'extrait du plan cadastral et les matrices;

Vu les articles L1122-30 et L1222-1 du Code de la démocratie locale et de décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

- de marquer son accord sur le projet d'acte authentique à intervenir entre la Ville de Tournai et l'ASBL Bois d'Allain portant sur l'échange de parties de parcelles sises à Tournai, au lieu-dit "Hameau d'Allain", cadastrées ou l'ayant été, section B, n° 223 K/pie et section B, n° 223 H, d'une contenance de 94a 63ca (appartenant à la Ville de Tournai) contre une bande de terrain, d'une contenance de 1a 14ca, à prendre dans la parcelle sise à Tournai, rue Jean-Baptiste Moens, cadastrée ou l'ayant été section B, n° 223 N/pie (appartenant à l'ASBL BOIS D'ALLAIN) dont les termes suivent:

#### **ACTE D'ECHANGE D'IMMEUBLES**

L'an deux mille quinze,

Le .....

Nous, Christian FOUCART, président adjoint ffons au comité d'acquisition d'immeubles de MONS, actons la convention suivante intervenue entre :

#### **D'UNE PART,**

Comparaissant devant nous :

L'association sans but lucratif «Bois d'Allain», ayant son siège social à 7500 Tournai, Chemin 94, numéro 20, inscrite à la banque carrefour des entreprises sous le numéro 0832.377.487.

Constituée pour une durée illimitée par acte reçu le \*D\* par Maître \*, notaire à \*, dont un extrait a été publié aux annexes du Moniteur belge du \*D\* sous le numéro \*.

Société dont les statuts n'ont subi aucune modification à ce jour.

Ici représentée, conformément à l'article \* des statuts sociaux, par \*, nommé\* à ces fonctions \* (SOIT") dans l'acte constitutif du \*D\* précité;

\* (SOIT) dans l'acte du \*D\* reçu par Maître \*, notaire à \*, dont un extrait a été publié aux annexes du Moniteur belge du \*D\* sous le **numéro** \*;

" (SOIT') par l'Assemblée générale du \*D\*, dont un extrait du procès-verbal dressé par Maître \*, notaire à \*, a été publié aux annexes du Moniteur belge du \*D\* sous le numéro \*.

Ci-après dénommée «**le comparant**» **ET D'AUTRE PART,**

La **VILLE DE TOURNAI**, ici représentée par le fonctionnaire instrumentant en vertu de l'article 96 du décret du onze décembre deux mille quatorze contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire deux mille quinze, (M.B. 23 janvier 2015) et en exécution d'une délibération du Conseil communal en date du 27 avril 2015, délibération devenue définitive au regard des règles régissant la tutelle et dont un extrait certifié conforme restera ci-annexé,

Ci-après dénommée « **le pouvoir public** »

## **ECHANGE**

Le pouvoir public, représenté par le fonctionnaire instrumentant, déclare céder à titre d'échange au comparant, qui accepte, le bien désigné ci-après sous A, aux conditions indiquées dans le présent acte.

En échange, le comparant déclare céder au pouvoir public, pour lequel accepte le fonctionnaire instrumentant, le bien désigné ci-après sous B, aux conditions indiquées dans le présent acte.

### **I.- DESIGNATION DES BIENS**

#### **A) BIEN CEDE PAR LE POUVOIR PUBLIC**

##### **DESCRIPTION GEOGRAPHIQUE ET CADASTRALE**

##### **TOURNAI 2ème division (INS 57462 - MC 01648)**

Emprises reprises sous « partie D » :

- quarante-sept ares dix centiares (47a 10 ca) à prendre dans une parcelle sise au lieu-dit «HAMEAU D'ALLAIN », actuellement cadastrée comme terre vaine et vague, section B numéro 223 K pour une contenance de cinquante et un are quarante et un centiares (51a 41 ca);
- une parcelle sise au lieu-dit «HAMEAU D'ALLAIN», actuellement cadastrée comme bois, section B numéro 223H pour une contenance de quarante-sept ares cinquante-trois centiares (47a 53ca).

Ci-après dénommées «**le bien**».

Ce bien figure sous D au plan numéros 050028- 28092013 et 20012014, dressé le 20 janvier 2014 par DAELMAN Isabelle, géomètre-expert, plan dont le comparant déclare avoir pris connaissance. Ledit plan a été enregistré dans la base de données des plans de délimitation de l'Administration générale de la Documentation patrimoniale sous le numéro de référence \*.

##### **ORIGINE DE PROPRIETE**

Le bien appartient au Pouvoir Public depuis plus de trente ans.

##### **OCCUPATION**

Le Pouvoir public déclare que le bien cédé est libre d'occupation.

#### **B) BIEN CEDE PAR LE COMPARANT**

##### **DESCRIPTION GEOGRAPHIQUE ET CADASTRALE**

##### **TOURNAI 2ème division INS 57462 - MC \*)**

Emprise reprise sous «partie A» : un are quatorze centiares (1 a 14 ca) à prendre dans une parcelle sise au lieu-dit «HAMEAU D'ALLAIN», actuellement cadastrée comme terre vaine et vague, section B numéro 223 N pour une contenance de trois hectares quatre ares nonante-deux centiares (3 ha 4a 92 ca)

Ci-après dénommée «**le bien**».

##### **PLAN**

Ce bien figure sous A au plan numéros 050028-28092013 et 20012014, dressé le 20 janvier 2014 par un géomètre-expert, plan dont le comparant déclare avoir pris connaissance. Ledit plan a été enregistré dans la base de données des plans de délimitation de l'Administration générale de la Documentation patrimoniale sous le numéro de référence \*.

##### **ORIGINE DE PROPRIETE**

\*

##### **OCCUPATION**

Le comparant déclare que le bien cédé est libre d'occupation.

#### **C) BIEN CONSERVE PAR LE POUVOIR PUBLIC**

Le pouvoir public conserve dans son patrimoine la bande de terre, d'une contenance de quatre ares trente et un centiares (4 a 31 ca), figurant sous «partie C» au plan numéro 050028-28092013 et 20012014, dressé le 20 janvier 2014 par un géomètre-expert, plan dont le comparant déclare avoir pris connaissance. Ledit plan a été enregistré dans la base de données des plans de délimitation de l'administration générale de la documentation patrimoniale sous le numéro de référence \*.

Cependant, il a été convenu entre les parties qu'aussi longtemps que l'éventuel élargissement de la rue du Four l'Estienne n'a pas lieu, l'entretien de cette bande de terrain sera à charge du comparant.

## **II.- BUT DE L'ECHANGE**

Le présent échange a lieu pour cause d'utilité publique et plus spécialement en vue de l'élargissement de la rue Jean-Baptiste Moens.

## **III.- CONDITIONS**

**Article 1.-** Le présent échange a lieu sans soulte.

**Article 2.-** Les biens sont échangés en toute propriété, dans l'état où ils se trouvent, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, mais sans que la présente clause puisse donner à qui que ce soit plus de droits que ceux fondés sur titres réguliers ou sur la loi. Les copermutants, chacun en ce qui le concerne, déclarent qu'à leur connaissance il n'existe aucune servitude qui grève les biens échangés et qu'eux-mêmes n'en ont conféré aucune. Aucune réclamation ne peut être élevée du chef d'erreur de désignation ou de contenance, la différence en plus ou en moins, fût-elle supérieure au vingtième, faisant profit ou perte pour chacun des copermutants.

**Article 3.-** Les copermutants se garantissent mutuellement de tous troubles, évictions ou autres empêchements quelconques.

**Article 4.-** Les copermutants ont la propriété des biens échangés à compter de ce jour. Ils en auront la jouissance à compter du même moment.

Les copermutants seront tenus de supporter le précompte immobilier et les autres impositions quelconques afférents aux biens reçus en échange à compter du premier janvier prochain.

**Article 5.-** Les biens sont échangés pour quittes et libres de toutes charges privilégiées et hypothécaires quelconques, tant dans le chef des copermutants que dans le chef des précédents propriétaires.

**Article 6.-** S'il y a lieu, l'abornement des biens échangés, le long de la propriété appartenant à chacun des copermutants, se fera, aux frais du comparant. L'expert désigné par celui-ci fera connaître aux parties, par lettre recommandée, le jour et l'heure où il procédera aux opérations de bornage et dressera procès-verbal de ces opérations. Un double de ce procès-verbal sera remis à chacune des parties.

**Article 7.-** Tous les compteurs et canalisations, qui se trouveraient actuellement dans les biens et qui n'appartiendraient pas aux copermutants, ne font pas partie de l'échange et sont réservés à qui de droit.

## **IV.- MENTIONS LEGALES**

### **T.V.A.**

Le fonctionnaire instrumentant donne lecture au comparant des articles 62, paragraphe 2 et 73 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée.

### **Article 62, paragraphe 2 :**

*"Tout assujetti ou membre d'une unité T. V. A. au sens de 1'article 4, §2, propriétaire ou titulaire d'un droit réel sur un bien susceptible d'une hypothèque, est tenu de faire connaître sa qualité d'assujetti ou de membre d'une unité T.V. A. au notaire qui est chargé de dresser l'acte ayant pour objet l'aliénation ou l'affectation hypothécaire de ce bien, suite à la demande que celui-ci lui adresse. Le ministre des finances règle les modalités d'application du présent paragraphe. "*

### **Article 73 :**

*"Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 250 à 500.000 euros ou de l'une de ces peines seulement, celui qui, dans une intention frauduleuse ou à dessein de nuire, contrevient aux dispositions du présent Code ou des arrêtés pris pour son exécution".*

Sur notre interpellation, le comparant a déclaré ne pas posséder la qualité d'assujetti à la taxe sur la valeur ajoutée, telle que cette qualité est précisée par l'arrêté ministériel numéro 13 du quatre mars mil neuf cent nonante-trois. Il déclare en outre ne pas avoir aliéné d'immeuble sous le régime de la

taxe sur la valeur ajoutée dans la période de cinq années qui précèdent la passation du présent acte, ne pas faire partie d'une unité T.V.A. au sens de l'article 4, paragraphe 2 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée et ne pas faire partie d'une association de fait ou momentanée qui, par son activité, a la qualité d'assujetti à la taxe sur la valeur ajoutée.

#### URBANISME

##### A) Mentions et déclarations prévues à l'article 85 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie

###### a) Information circonstanciée

Les copermutants, chacun en ce qui le concerne, déclarent que :

- l'affectation prévue par les plans d'aménagement est la suivante : zone forestière pour les parcelles B 223 H et 223 K et zone d'habitat et zone d'aménagement communal concerté pour la parcelle B 223 N; et, par le projet de schéma de structure communal adopté provisoirement par le Conseil communal le vingt-huit avril deux mille huit : zone forestière pour les parcelles B 223 H et 223 K et zone résidentielle villageoise en zone d'habitat et zone d'espaces verts pour la parcelle B 223 N;
- le bien ne fait l'objet d'aucun permis de lotir ou d'urbanisation, de bâtir ou d'urbanisme délivré après le 1er janvier 1977 ni d'aucun certificat d'urbanisme datant de moins de deux ans.

###### b) Absence d'engagement des copermutants

Les copermutants, chacun en ce qui le concerne, déclarent qu'ils ne prennent aucun engagement quant à la possibilité d'effectuer ou de maintenir sur le bien aucun des actes et travaux visés à l'article 84, §1er et, le cas échéant, ceux visés à l'article 84, §2, alinéa premier dudit Code.

Ils ajoutent que le bien ne recèle aucune infraction aux normes applicables en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire.

###### c) Information générale

Il est en outre rappelé que :

- aucun des actes et travaux visés à l'article 84, §1er et 2, dudit Code ne peut être effectué sur le bien tant que le permis d'urbanisme n'a pas été obtenu;
- il existe des règles relatives à la péremption des permis d'urbanisme;
- l'existence d'un certificat d'urbanisme ne dispense pas de demander et d'obtenir un permis d'urbanisme.

##### B) Déclarations complémentaires des copermutants

Les copermutants, chacun en ce qui le concerne, déclarent qu'à leur connaissance le bien :

- n'est pas soumis au droit de préemption visé aux articles 175 et suivants dudit Code;
- n'est ni classé ni visé par une procédure de classement ouverte depuis moins d'une année; n'est pas inscrit sur la liste de sauvegarde ni repris à l'inventaire du patrimoine;
- n'est pas concerné par la législation sur les mines, minières et carrières, ni par la législation sur les sites wallons d'activité économique désaffectés;
- n'est pas repris dans le périmètre d'un remembrement légal et qu'il ne leur a pas été notifié d'avis de remembrement.

#### PERMIS D'ENVIRONNEMENT

Les copermutants, chacun en ce qui le concerne, déclarent que les biens ne font l'objet d'aucun permis d'environnement. En conséquence, il n'y a pas lieu de faire mention de l'article 60 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

#### GESTION DES SOLS

Les parties déclarent avoir été informées de la modification de l'article 85 du C.W.A.T.U.P.E. opérée par le décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols, dont il résulte que doivent désormais être mentionnées, dans tout acte de cession immobilière visé par l'article 85, les *«données relatives au bien inscrites dans la banque de données de l'état des sols au sens de l'article 10 du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols»* ainsi que certaines obligations en matière d'investigation et d'assainissement, notamment en cas de cessation d'une exploitation autorisée. L'article 85, §1er,

al.1, 3° du C.W.A.T.U.P.E., quoique entré en vigueur le 18 mai 2009, ne pourrait toutefois recevoir ici d'application effective dans la mesure où la banque de données de l'état des sols précitée n'est, au jour de la passation du présent acte, ni créée ni - a fortiori - opérationnelle. Sous le bénéfice de cette précision et de son approbation par le ministre de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'environnement, les parties requièrent le fonctionnaire instrumentant de recevoir néanmoins le présent acte.

Les copermutants, chacun en ce qui le concerne, déclarent :

1. ne pas avoir exercé sur le bien d'activités pouvant engendrer une pollution du sol ou ne pas avoir abandonné de déchets sur ce bien pouvant engendrer telle pollution;
2. ne pas avoir connaissance de l'existence présente ou passée sur ce même bien d'un établissement ou de l'exercice présent ou passé d'une activité figurant sur la liste des établissements et activités susceptibles de causer une pollution du sol au sens dudit décret sols en vigueur en Région wallonne;
3. qu'aucune étude de sol dite d'orientation ou de caractérisation dans le sens dudit décret sols n'a été effectuée sur le bien et que, par conséquent, aucune garantie ne peut être donnée quant à la nature du sol et son état de pollution éventuel.

Pour autant que ces déclarations aient été faites de bonne foi, les copermutants sont exonérés, l'un vis-à-vis de l'autre, de toute charge relative à une éventuelle pollution de sol qui serait constatée dans le futur et des éventuelles obligations d'assainissement du sol relatives au bien cédé en échange.

#### **V.- DISPOSITIONS FINALES**

##### **FRAIS**

Tous les frais des présentes sont à charge du comparant.

##### **ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution des présentes, le pouvoir public fait élection de domicile en ses bureaux et le comparant en son siège.

##### **DECLARATIONS EN MATIERE DE CAPACITE**

Le comparant déclare :

- qu'il n'est pourvu ni d'un administrateur provisoire ni d'un conseil judiciaire ou d'un curateur;
- qu'il n'a pas déposé de requête en concordat judiciaire ou en réorganisation judiciaire;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et qu'il n'a pas été déclaré en faillite non clôturée à ce jour;
- et d'une manière générale, qu'il n'est pas dessaisi de tout ou partie de l'administration de ses biens.

##### **AUTRES DECLARATIONS**

Les copermutants, chacun en ce qui le concerne, déclarent que les biens ne font pas l'objet de mesures de restriction au droit de libre disposition, notamment clause de réméré, droit d'option, droit de préférence ou de préemption, remembrement, mandat hypothécaire, etc.

##### **DONT ACTE.**

Passé à ..... et signé par le comparant et le fonctionnaire instrumentant, après lecture.";

- de transférer dans le domaine public communal la bande de terrain échangée avec l'ASBL Bois d'Allain, d'une contenance de 1a 14ca, nécessaire à l'élargissement de la voirie dénommée rue Jean-Baptiste Moens (partie A sur le plan de mesurage levé et dressé par un géomètre-expert).

**6. Kain, rue du Vert Lion. Hall sportif. Vestiaires supplémentaires. Etat d'avancement n°25 (final). Article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation..**

"S'agit-il des vestiaires situés entre la salle et le terrain du Mont ?" s'interroge Madame la Conseillère communale cdH, **Monique WILLOCQ**.

Monsieur l'Echevin PS des sports, **Tarik BOUZIANE**, précise qu'il s'agit de deux vestiaires qui ont été ajoutés au moment des travaux, pour la pratique des sports extérieurs.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1311-5;  
Vu sa décision du 12 décembre 2014 d'approuver l'état d'avancement n°25 (final) émanant de l'entreprise TRADECO BELGIUM SA, adjudicataire du marché de travaux ayant pour objet l'installation de vestiaires supplémentaires dans le cadre du projet de construction du nouveau hall des sports de Kain et d'autoriser le paiement du montant de sa créance s'élevant à 21.041,78€ hors TVA;  
Considérant qu'en application de l'autoliquidation par le cocontractant, le montant de la TVA (21%), soit la somme de 4.418,77€, est payé auprès du Service public fédéral Finances;  
Considérant que la facture de l'entreprise TRADECO BELGIUM SA était datée de janvier 2015;  
Considérant que les crédits inscrits au budget extraordinaire, suffisants pour faire face aux dépenses, n'ont pas été reportés;  
Vu la décision prise en séance du 13 mars 2015 par le Collège communal, afin d'éviter des intérêts pour retard de paiement, de recourir aux dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie, de pourvoir aux dépenses liées à l'état d'avancement n°25 (final) du marché ayant pour objet l'installation de vestiaires supplémentaires dans le cadre du projet de construction du nouveau hall des sports de Kain, d'autoriser le paiement à TRADECO BELGIUM SA du montant de sa créance s'élevant à 21.041,78€ hors TVA et de régulariser les crédits lors de la première modification budgétaire extraordinaire en exercice antérieur sous l'article 764/722-60/11, à concurrence de 25.460,55€;  
Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;  
Sur proposition du Collège communal;  
A l'unanimité;

#### **PREND ACTE**

de la décision prise par le Collège communal, en séance du 13 mars 2015, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité, de pourvoir aux dépenses liées à l'état d'avancement n°25 (final) du marché ayant pour objet l'installation de vestiaires supplémentaires dans le cadre du projet de construction du nouveau hall des sports de Kain, d'autoriser le paiement à l'entreprise TRADECO BELGIUM SA du montant de sa créance s'élevant à 21.041,78€ hors TVA (la TVA de 4.418,77€ étant payée directement auprès du Service public fédéral Finances) et de régulariser les crédits lors de la première modification budgétaire extraordinaire 2015 en exercice antérieur sous l'article 764/722-60/11, à concurrence de 25.460,55€;

#### **ADMET**

la dépense.

<b>7. Kain, rue du Vert Lion. Hall sportif. Acte authentique d'acquisition. Approbation.</b>
--

Madame l'Echevine **Laetitia LIENARD** sort de séance.

"Pourquoi a-t-on choisi un notaire ne résidant pas à Tournai?" interroge le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, lui répond que le Collège s'est tout simplement rangé au choix du vendeur.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant, pour rappel, que par acte authentique du 25 septembre 2012, la Ville de Tournai a concédé à la société anonyme TRADECO BELGIUM un droit de superficie portant sur une parcelle de



terrain (avec des installations sportives destinées à la démolition), cadastrée ou l'ayant été section C, partie du numéro 282 R3, pour une superficie selon plan de mesurage de 62a 33ca;

Considérant que ce droit a été octroyé à ladite société dans le cadre d'un marché public "Marché de promotion de travaux portant à la fois sur la conception, la réalisation et le financement d'un hall des sports à ériger en lieu et place de l'infrastructure sportive polyvalente existante";

Considérant la décision du 4 juillet 2014 du Collège communal:

- de lever l'option d'achat portant sur le nouveau hall des sports de Kain conformément à l'article 10 du droit de superficie précité;
- de désigner Maître Benoît CLOET, notaire de résidence à Herseaux-Mouscron, comme notaire instrumentant dans le cadre de ce dossier;

Considérant que, de plus, le Conseil communal a:

- aux termes de sa délibération du 22 septembre 2014, admis la dépense de l'incontestablement dû d'un montant de 3.013.422,58 € TVA et intérêts intercalaires compris;
- aux termes de sa délibération du 10 novembre 2014, approuvé, d'une part, les travaux modificatifs et supplémentaires exécutés par la société anonyme TRADECO BELGIUM dans le cadre du marché de promotion portant sur la construction d'un hall des sports, d'un montant de 106.257,95€ TVA et révisions comprises et, d'autre part, admis ladite dépense (la régularisation des crédits a été effectuée par voie de modification budgétaire numéro deux);

Considérant que le montant des travaux modificatifs et supplémentaires exécutés par la société anonyme TRADECO BELGIUM, d'un montant de 106.257,95 € TVA et révisions comprises, a été payé en date du 6 janvier 2015 au moyen d'un virement sur l'un des comptes de ladite société;

Considérant que le prix total du bâtiment s'élève donc à 3.119.680,53€, TVA, révisions des prix et intérêts intercalaires compris;

Considérant qu'en sa séance du 27 février 2015, le Collège communal a marqué son accord de principe, sous réserve de l'approbation du Conseil communal, sur le projet d'acte authentique rédigé par l'étude du notaire précité auquel des modifications ont été apportées;

Considérant, pour mémoire, que la Ville de Tournai est en possession du bien depuis le 4 juillet 2014;

Considérant l'extrait du plan cadastral et les matrices y relatives;

Vu l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège Communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

- de marquer son accord sur l'acte authentique d'acquisition portant sur le hall sportif avec ses aménagements extérieurs et plantations érigés sur une parcelle de terrain cadastrée ou l'ayant été section C, n°282 R3/pie, d'une contenance de 62a 33 ca (impliquant la résiliation du droit de superficie concédé à la société anonyme TRADECO BELGIUM) et dont les termes suivent :

L'an deux mille quinze,

Le

Par-devant Nous, maître Benoit CLOET, notaire résidant à Herseaux-Mouscron,

#### **ONT COMPARU :**

**1. La société anonyme « TRADECO BELGIUM »,** ayant son siège social à 7700 Mouscron, Drève Gustave Fache, 5. Registre des personnes morales Tournai, numéro d'entreprise 0453.218.345. Assujettie à la taxe sur la valeur ajoutée sous le numéro BE 453.218.345.

Cette société a été constituée suivant acte reçu par le notaire Ludovic DU FAUX alors à Mouscron le vingt-cinq août mil neuf cent nonante quatre, publié aux annexes du Moniteur belge du dix septembre suivant sous le numéro 940910-145. Les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois à l'occasion de l'assemblée générale extraordinaire dont le procès-verbal a été rédigé par le notaire Benoit CLOET soussigné le six décembre deux mille douze, publié aux annexes du Moniteur Belge du vingt-quatre décembre suivant sous le numéro 12206659.

Ici représentée, conformément à l'article 17 des statuts, par un administrateur délégué, à savoir la société anonyme « BLM », dont le siège est situé à Hérinnes-lez-Pecq, rue de la Cure, 457/C (Registre

des personnes morales Tournai, numéro d'entreprise 0479.990.444), représentée par son représentant permanent, Monsieur Bertrand LOSFELD, domicilié à Hérinnes-Pecq, rue de la Cure, 457/C.

Renommée à la double fonction d'administrateur et d'administrateur-délégué, avec indication de l'identité de son représentant permanent, par décision de respectivement l'assemblée générale et du conseil d'administration, tous deux tenus en date du dix-sept août deux mille douze, publiées aux annexes du Moniteur Belge du vingt septembre suivant sous le numéro 12157452.

Comparant dont l'identité a été établie au vu de sa carte d'identité portant le numéro suivant : 591 0437759 03.

Numéros d'identification au Registre national des personnes physiques : 690317 079 08.

**Ci-après dénommée « vendeur ».**

Laquelle déclare par les présentes avoir **VENDU**, sous les garanties ordinaires de droit et pour quitte et libre de toutes dettes, charges privilégiées et hypothécaires généralement quelconques, à et au profit de:

**2. LA VILLE DE TOURNAI** ayant son siège à 7500 Tournai, Rue Saint-Martin, 52 (registre des personnes morales Tournai, numéro d'entreprise 0207.354.920).

Ici représentée par :

\* Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, né à Tournai, le 1er juillet 1966, domicilié à Tournai, chaussée de Bruxelles, 125/11.

\* Monsieur Thierry LESPLINGART, directeur général adjoint, né à Beloeil, le 20 juin 1959, domicilié à Tournai, rue du Nord, 42.

Agissant en ladite qualité en exécution d'une délibération du conseil communal du vingt-sept avril deux mille quinze qui restera ci-annexée.

Lesquels déclarent que:

La décision du Conseil communal du vingt-sept avril deux mille quinze a été notifiée à l'autorité de tutelle en date du ..... dans le cadre de la tutelle générale des communes et qu'elle n'a pas fait l'objet d'une décision d'annulation.

Comparants dont l'identité a été établie au vu de leurs cartes d'identité portant les numéros suivants :

- Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS : 591-8107366-14
- Monsieur Thierry LESPLINGART : 591-8579819-77

Numéros d'identification au registre national des personnes physiques:

- Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS : 660701-415.20
- Monsieur Thierry LESPLINGART : 590620-157.39

**Ci-après dénommée « acquéreur », ici présent et déclarant accepter, l'immeuble suivant:**

**BIENS ET DROITS VENDUS**

Description

**VILLE DE TOURNAI – Quatrième division – Rue du Vert Lion.**

Un hall de sports avec ses aménagements extérieurs et plantations, **mais à l'exclusion du terrain sur lequel il est érigé qui appartient à la Ville de Tournai**, érigé sur une parcelle de terrain cadastrée selon titre section C, partie du numéro 282/R3 et selon extrait cadastral récent, section C, numéro 282/T3 pour une superficie de soixante-deux ares trente-trois centiares (62a 33ca).

Plan de mesurage

Tel que le bien prédécrit figure entre les points L 1 à L 15 au plan qui en a été dressé par le géomètre-expert immobilier Alain LETOT, le deux avril deux mille douze, lequel plan est resté annexé à l'acte de constitution de droit de superficie entre les parties aux présentes reçu par devant le notaire Benoit Cloet soussigné le vingt-cinq septembre deux mille douze, transcrit à la conservation des hypothèques de Tournai le deux octobre suivant sous la référence 042-T-02/10/2010-14019.

Origine de propriété

Le hall de sports prédécrit appartient à la société anonyme « TRADECO BELGIUM » pour l'avoir érigé sur une parcelle de terrain appartenant à la Ville de Tournai, en vertu d'un droit de superficie lui concédé par la Ville de Tournai pour une durée ayant pris cours le vingt-cinq septembre deux mille douze et expirant de plein droit ce jour.

Ce droit de superficie lui a été concédé suivant acte reçu par le notaire soussigné Benoit CLOET en date du vingt-cinq septembre deux mille douze, transcrit à la conservation des hypothèques de Tournai le deux octobre suivant sous la référence 042-T-02/10/2010-14019.

La Ville de Tournai est propriétaire de la parcelle de terrain prédécrite pour l'avoir acquise sous plus grande contenance suivant acte reçu par le bourgmestre de la commune de Kain le dix avril mil neuf cent septante-deux.

L'acquéreur devra se contenter de l'origine de propriété qui précède et ne pourra exiger du vendeur qu'une expédition des présentes.

### **CONDITIONS GENERALES DE LA VENTE**

#### **Entrée en jouissance - Occupation**

L'acquéreur sera propriétaire du bien vendu à partir de ce jour. L'acquéreur a la jouissance du bien depuis le quatre juillet deux mille quatorze par la prise de possession réelle.

#### **Etat du bien - Garanties**

Le bien est vendu dans l'état où il se trouvait au moment de la levée des remarques consignées dans l'annexe au procès-verbal de réception provisoire, bien connu de l'acquéreur.

Le vendeur transfère à l'acquéreur tous les droits et actions dont il pourrait disposer à l'égard des entrepreneurs et architectes des bâtiments et constructions, et notamment tous ses droits à la garantie décennale prévue aux articles 1792 et 2270 du code civil.

#### **Servitudes**

Le bien est vendu avec toutes ses servitudes actives et passives, apparentes et occultes, continues et discontinues dont il pourrait être avantagé ou grevé, sauf à l'acquéreur à profiter des unes et à se défendre des autres, le tout à ses frais, risques et périls, sans intervention du vendeur ni recours contre lui et sans que la présente clause puisse conférer à qui que ce soit plus de droits qu'il n'en aurait, soit en vertu de la loi, soit en vertu de tous titres réguliers et non prescrits.

A cet égard, le vendeur déclare qu'il n'a personnellement conféré aucune servitude sur le bien vendu et qu'à sa connaissance il n'en existe pas.

Le bien est encore vendu avec les limitations du droit de propriété qui peuvent résulter des dispositions légales en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire, des arrêtés pris par les pouvoirs publics compétents en application de ces dispositions, ainsi que des règlements sur la bâtisse, s'il en existe et la vente est faite sans aucune garantie du vendeur, ni recours contre lui quant aux servitudes légales d'utilité publique qui pourraient affecter le bien vendu, servitudes urbanistiques, servitudes d'alignement, zones de recul, distances à observer vis-à-vis des voisins, expropriations pour cause d'utilité publique.

#### **Impôts**

L'acquéreur supportera tous impôts et taxes généralement quelconques mis ou à mettre sur le bien vendu, prorata temporis à partir de l'entrée en jouissance.

Le vendeur déclare ne pas être redevable de taxes communales pour l'ouverture et l'élargissement des rues et pour l'exécution des travaux de voirie. S'il en existait cependant, le vendeur les prendrait à sa charge, du moins en ce qui concerne les travaux d'infrastructure réalisés jusqu'à l'entrée en jouissance de l'acquéreur.

#### **Contenance**

Le bien est vendu sans garantie de mesure pour l'acquéreur. Toute différence entre cette contenance et celle que pourrait révéler tout mesurage ultérieur, excédât-elle même un vingtième en plus ou en moins, fera profit ou perte pour l'acquéreur, sans bonification ni indemnité.

#### **Eau - Gaz - Electricité**

Au moment de l'entrée en jouissance, le bien vendu ne faisait l'objet d'aucun abonnement aux réseaux de distribution d'eau, de gaz et d'électricité.

Les parties ont convenu que l'acquéreur se chargerait, à ses frais, de conclure les abonnements, de faire installer les compteurs et de faire réaliser les raccordements.

#### Assurances

L'acquéreur déclare que depuis l'entrée en jouissance, il a conclu une police d'assurance-incendie "propriétaire" couvrant le bien vendu.

#### Frais

Les frais, droits et honoraires auxquels les présentes donneront ouverture sont à charge du vendeur.

### **PRESCRIPTIONS ADMINISTRATIVES DIVERSES**

#### Réservoir à mazout

Le notaire instrumentant rappelle aux parties comparantes que la législation en Région wallonne prévoit que tout réservoir à mazout non accessible et d'une contenance égale ou supérieure à trois mille litres devra être testé quant à son étanchéité, et équipé d'un système antidébordement avant le premier janvier deux mille cinq.

Le vendeur déclare à ce propos qu'il n'y a pas dans le bien vendu de cuve à mazout.

#### Certificat de performance énergétique

Les parties déclarent avoir été informées par le notaire soussigné de l'entrée en vigueur (théorique), le treize novembre deux mille onze:

- de l'arrêté du Gouvernement wallon du vingt octobre deux mille onze relatif à la certification des bâtiments non résidentiels existants, dont il découle notamment qu'à compter de cette date, un certificat de performance énergétique des bâtiments (PEB) est en principe requis lors de l'établissement d'un acte conférant un droit personnel de jouissance ou d'un acte déclaratif, translatif ou constitutif d'un droit réel (sous réserve des exceptions légales ou réglementaires) portant sur un bâtiment non résidentiel existant,
- ainsi que des sanctions applicables à défaut d'un tel certificat.

Toutefois, nonobstant son entrée en vigueur depuis le treize novembre deux mille onze, cette obligation ne peut, en l'état du droit régional wallon, recevoir ici d'exécution effective. Sous le bénéfice de cette précision, les parties requièrent le notaire de recevoir néanmoins le présent acte et renoncent, pour autant que de besoin, à postuler la nullité de la convention, considérant notamment cette situation de force majeure.

Les parties confirment pour autant que de besoin qu'il n'y a pas de possibilité d'habitation dans le bien objet des présentes.

#### Arrêté royal concernant les chantiers temporaires ou mobiles

Interrogé sur l'existence d'un dossier d'intervention ultérieure afférent au bien prédécrit, le vendeur a répondu par l'affirmative et a confirmé que, depuis le premier mai deux mille un, des travaux pour lesquels un dossier d'intervention ultérieure devait être rédigé ont été effectués par un ou plusieurs entrepreneurs. **Le vendeur remet à l'instant ce dossier d'intervention ultérieure à l'acquéreur.**

Le notaire instrumentant attire l'attention de l'acquéreur sur l'obligation qu'il a, en sa qualité de maître d'ouvrage, d'établir lors de tous travaux prévus par ledit arrêté, un dossier d'intervention ultérieure (D.I.U), lequel doit contenir les éléments utiles en matière de sécurité et de caractéristiques de l'ouvrage (article 34) et qui comportera au moins :

- 1) les éléments architecturaux, techniques et organisationnels qui concernent la réalisation, la maintenance et l'entretien de l'ouvrage.
- 2) l'information pour les exécutants de travaux ultérieurs prévisibles, notamment la réparation, le remplacement ou le démontage d'installations ou d'éléments de construction.
- 3) la justification pertinente des choix en ce qui concerne entre autres les modes d'exécution, les techniques, les matériaux ou les éléments architecturaux. (article 36).

#### Câbles et conduites

En date du dix-neuf septembre deux mille quatorze, le notaire instrumentant a signalé la présente vente sur le site internet du « Point de Contact fédéral Informations Câbles et Conduites », en abrégé « CICC », à savoir le site [www.klim-cicc.be](http://www.klim-cicc.be). L'application web « CICC » a donné l'information suivante:

*\* Propriétaires d'installations concernées par l'annonce : SPGE à 7503 Froyennes, Chemin de l'eau vive, 1 (téléphone : 069/84.59.88); ORES à 7110 Strépy-Bracquegnies, route du Grand Peuplier, 12 (téléphone : 064/67.29.74); BELGACOM à 5000 Namur, Rue Marie Henriette, 80 (téléphone 0800/20037) et SWDE à 4040 Herstal, Parc industriel des Hauts-Sarts 2ième avenue, 42 (téléphone : 042/48.79.63))*

Les sociétés précitées sont donc susceptibles de posséder des installations à proximité du bien prédécrit.

#### Etat du sol

**A-** Les parties reconnaissent que leur attention a été appelée sur le fait que :

1- La présence de terres polluées dans le sol, quelle que soit l'origine ou la date de la pollution, peut être constitutive de déchets;

2- A ce titre, le détenteur de déchets, soit en résumé, celui qui les possède ou en assure la maîtrise effective (exploitant, le cas échéant propriétaire,...) est tenu d'un ensemble d'obligations, allant notamment d'une obligation de gestion (collecte, transport, valorisation ou élimination,...) à une obligation d'assainissement voire de réhabilitation éventuellement lourdes financièrement et passibles de sanctions administratives, civiles et pénales, notamment du décret du vingt-sept juin mil neuf cent nonante-six relatif aux déchets et des articles 161 à 171 du C.W.A.T.U.P.E. relatifs aux sites à réaménager ou encore, de taxes tantôt sur la détention, tantôt sur l'abandon de déchets, en vertu du décret fiscal du vingt-deux mars deux mille sept, favorisant la prévention et la valorisation des déchets en région wallonne et portant modification du décret du six mai mil neuf cent nonante-neuf relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes.

3- En l'état du droit,

- il n'existe pas de norme (décret, arrêté,...) qui prescrive à charge du cédant des obligations d'investigation ou d'assainissement en cas de mutation de sol;
- de même, est discutée la question de savoir si l'expérience classique de "bonne foi" oblige le vendeur non professionnel à mener d'initiative de telles démarches d'investigation sur son propre sol, avant toute mutation;
- le décret du cinq décembre deux mille huit relatif à la gestion des sols (Moniteur belge du dix-huit février deux mille neuf), n'impose pas actuellement d'obligation d'information, d'investigation ou d'assainissement (cfr article 21), même pour les terrains à risque, dans l'attente de la constitution d'une banque de données de l'état des sols. Pour autant, tout propriétaire peut, à défaut de cause d'exonération être tenu en qualité de débiteur de ces obligations à l'égard de l'autorité publique.

**B-** Dans ce contexte, le vendeur déclare qu'à sa connaissance - après des années de jouissance paisible (sans trouble) et utile (sans vice) - sans pour autant que l'acquéreur exige de lui des investigations complémentaires dans le terrain (analyse du sol par un bureau agréé,...)-, rien ne s'oppose, selon lui, à ce que les biens vendus soient destinés, au regard de cette seule question d'état de sol, à l'accueil d'une habitation privée existante ou à construire ou d'un espace de commerce de détail ou d'un hall de sports et qu'en conséquence, il n'a exercé ou laissé s'exercer sur les biens vendus ni acte, ni activité qui soit de nature à générer une pollution antérieure aux présentes qui soit incompatible avec la destination actuelle ou future des biens.

**C-** Pour autant que ces déclarations aient été faites de bonne foi, le vendeur est exonéré vis-à-vis de l'acquéreur de toute charge relative à une éventuelle pollution du sol qui serait constatée dans le futur et des éventuelles obligations d'assainissement du sol relatives aux biens vendus.

L'acquéreur est avisé de ce qu'avec pareille exonération, il se prive de tout recours à l'encontre du vendeur de bonne foi (qui ne pourra cependant se retourner contre l'acquéreur ou l'appeler en garantie s'il était désigné par les autorités comme l'auteur d'une éventuelle pollution ou encore, celui qui doit l'assumer à un autre titre).

**D-** Les parties déclarent avoir été informées des éventuelles obligations d'assainissement et des titulaires desdites obligations, tels qu'ils sont notamment décrits à l'article 22 dudit décret.

**E-** Les parties déclarent savoir que l'exonération de responsabilité au profit du vendeur dont question ci-dessus n'est pas opposable à l'administration, cette dernière étant libre de faire appel à la responsabilité du vendeur, en tant qu'auteur avéré ou présumé de la pollution ou en tant qu'exploitant.

#### Assurance contre les catastrophes naturelles - Aléa d'inondation par débordements de cours d'eau

En vertu des articles 68-1 à 68-8 de la loi du vingt-cinq juin mil neuf cent nonante-deux sur le contrat d'assurance terrestre, insérés par les lois du vingt et un mai deux mille trois et du dix-sept septembre deux mille cinq relatifs à l'assurance contre les catastrophes naturelles en ce qui concerne des risques simples, entrées en vigueur le premier mars deux mille six, l'assurance incendie couvre automatiquement le dommage causé par des catastrophes naturelles comme les tremblements de terre et les inondations.

Toutefois, la loi prévoit la possibilité, pour l'assureur, d'exclure certains biens strictement énumérés de la couverture, c'est-à-dire les biens qui sont construits dans des zones à risques que le Roi détermine.

L'article 68-7 de ladite loi définit les zones à risques dans le cadre de la couverture du risque d'inondation comme suit: « *les endroits qui ont été ou peuvent être exposés à des inondations répétitives et importantes* ».

En vertu de cet article, le contrat d'assurance peut ainsi exclure la couverture contre l'inondation dans le cas où les dégâts sont causés par des inondations:

- à des bâtiments neufs situés dans des zones à risque délimitées, c'est-à-dire en cas de dommage à un bâtiment, à une partie de bâtiment ou le contenu du bâtiment qui ont été construits plus de dix-huit mois après la date de publication au Moniteur belge de l'arrêté royal classant la zone où ce bâtiment est situé comme zone à risque conformément au paragraphe 2 du même article 68-7.
- aux extensions au sol des biens existants avant la date de classement visée au premier alinéa.

Cette dérogation n'est pas applicable aux biens ou parties de biens qui sont reconstruits ou reconstitués après un sinistre et qui correspondent à la valeur de reconstruction ou de reconstitution des biens avant le sinistre.

L'arrêté royal du vingt-huit février deux mille sept portant délimitation des zones à risque visées à l'article 68-7 de la loi du vingt-cinq juin mil neuf cent nonante-deux sur le contrat d'assurance terrestre a été publié au Moniteur belge du vingt-trois mars deux mille sept et entré en vigueur le deux avril deux mille sept.

Le notaire instrumentant informe l'acquéreur sur le fait que suite au courrier de demande d'informations adressée par le notaire instrumentant à la Ville de Tournai, cette dernière ne lui a pas signalé que le bien est repris dans une zone à risque visée à l'article 68-7 de la loi du vingt-cinq juin mil neuf cent nonante-deux (loi sur le contrat d'assurance terrestre) et délimitée par l'arrêté royal du vingt-huit février deux mille sept en matière de risque d'inondation. Le notaire instrumentant déclare par ailleurs que suivant les données fournies par la Région wallonne (<http://cartographie.wallonie.be/NewPortailCarto/index.jsp?page=subMenuInondations&node=32&node=322#>), il n'y a pas d'aléa d'inondation par débordement de cours d'eau connu pour le bien vendu.

#### **STATUT ADMINISTRATIF ET URBANISTIQUE**

##### **I. Mentions et déclarations prévues à l'article 85 du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et de l'Energie (C.W.A.T.U.P.E.).**

a. Information circonstanciée :

**1)** Le vendeur déclare que :

- l'affectation prévue par les plans d'aménagement, et le cas échéant, le schéma de structure communal, pour le bien prédécrit est la suivante: « zone d'habitat » sur cinquante mètres à front de

voirie (au départ de la rue du Vert Lion) et pour le solde «zone de services publics et d'équipements communautaires » régie par les articles 26 et 28 du nouveau Code wallon.

- le bien est situé dans le projet de schéma de structure communal adopté provisoirement par le Conseil communal du vingt-huit avril deux mille huit avec sur la carte de structure spatiale une affectation de « zone résidentielle de la deuxième couronne » et de « zone d'équipements accessible au public ».
- le bien est situé sur le territoire communal où un avant-projet de règlement communal d'urbanisme au sens de l'article 78 est à l'étude tout étant qu'à ce jour les dispositions du règlement général de police sur les bâtisses du quinze mai mil neuf cent quarante-six sont maintenues (cfr article 244 du règlement général de police du premier juillet deux mille deux);
- le bien est situé aux termes du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique (PASH) approuvé par arrêté du Gouvernement wallon du dix novembre deux mille cinq en zone d'assainissement collectif, égout existant
- le bien est bordé par un cours d'eau (Rieu du Saulchoir) et est donc soumis aux dispositions du règlement provincial sur les cours d'eau non navigables ;
- le bien est situé à proximité d'un cours d'eau (Rieu du Saulchoir) du bassin hydrographique de l'Escaut-Lys et est repris sur la cartographie de l'aléa d'inondation par débordement de cours d'eau sans valeur d'aléa (cartographie adoptée par le Gouvernement wallon le treize juillet deux mille six en exécution du plan de Prévention et de Lutte contre les Inondations et leurs Effets sur les Sinistrés (P.L.U.I.E.S.))
- le bien est repris dans une zone de contrainte karstique considérée comme modérée sur la carte géologique établie en janvier deux mille quatre par la faculté polytechnique de Mons (FPMs) à la demande de la Région wallonne.
- le bien ne fait l'objet ni d'un permis de lotir ni d'un permis d'urbanisme délivré après le premier janvier mil neuf cent septante-sept, ni d'un certificat d'urbanisme en vigueur, à l'exception d'un permis d'urbanisme (portant sur la partie de parcelle concernée par le droit de superficie) délivré par le fonctionnaire délégué le neuf décembre deux mille onze (dossier PU11/04/103) à la société anonyme « TRADECO BELGIUM » en vue de démolir et reconstruire le complexe sportif.

**2)** Le notaire instrumentant réitère cette information, au vu de la seule lettre reçue de la Ville de Tournai en date du vingt-deux mars deux mille douze.

L'acquéreur reconnaît avoir reçu une copie de ce courrier.

**b. Déclarations :**

Le vendeur ou son mandataire déclare qu'il ne prend aucun engagement quant à la possibilité d'effectuer ou de maintenir sur le bien prédécrit aucun des actes et travaux visés à l'article 84 § 1er du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (en abrégé C.W.A.T.U.P.E.) et le cas échéant, ceux visés à l'article 84 § 2, alinéa 1er dudit Code.

Il ajoute que le bien ne recèle aucune infraction aux normes applicables en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire et que l'ensemble des actes, travaux et constructions réalisés ou maintenus à son initiative sont conformes aux normes applicables en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire.

**c. Information générale :**

Il est, en outre, rappelé :

- qu'aucun des actes et travaux visés à l'article 84, § 1er, du C.W.A.T.U.P.E. et, le cas échéant, ceux visés à l'article 84, § 2, alinéa 1er dudit Code, ne peut être accompli sur le bien tant que le permis d'urbanisme n'a pas été obtenu.
- qu'il existe des règles relatives à la péremption des permis d'urbanisme.
- que l'existence d'un certificat d'urbanisme ne dispense pas de demander et d'obtenir un permis d'urbanisme.

**II. Mentions prévues par le Règlement Général sur la Protection de l'Environnement (RGPE).**

Le bien vendu ne fait l'objet d'aucun permis d'environnement, anciennement permis d'exploiter, de sorte qu'il n'y a pas lieu de faire mention de l'article 60 du RGPE.

### **III. Déclarations du vendeur :**

Le vendeur déclare que le bien faisant l'objet de la présente vente n'est:

- ni classé, ni visé par une procédure de classement ouverte depuis moins d'une année.
- ni inscrit sur la liste de sauvegarde.
- ni repris à l'inventaire du patrimoine.
- et qu'il n'est pas situé dans une zone de protection ou dans un site archéologique, tels qu'ils sont définis dans le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

Le vendeur déclare n'avoir pas connaissance de ce que le bien vendu :

- soit soumis au droit de préemption visé aux articles 175 et suivants du C.W.A.T.U.P.E.
- ait fait ou fasse l'objet d'un arrêté d'expropriation.
- soit concerné par la législation sur les mines, minières et carrières, ni par la législation sur les sites wallons d'activité économique désaffectés.
- soit repris dans le périmètre d'un remembrement légal.
- soit repris dans ou à proximité d'un des périmètres « Seveso » adoptés en application de l'article 136 bis du C.W.A.T.U.P.E. et plus généralement, soit repris dans un des périmètres visés à l'article 136 du C.W.A.T.U.P.E. susceptibles de conditionner lourdement voire d'hypothéquer toute délivrance d'autorisation administrative (permis d'urbanisme, permis de lotir, ...).

### **PRIX**

La présente vente est consentie et acceptée pour et moyennant le prix global de **DEUX MILLIONS CINQ CENT HUIT MILLE CINQ CENT SOIXANTE-DEUX EUROS TRENTE-QUATRE CENTS (2.508.562,34 EUR)**, à majorer de la taxe sur la valeur ajoutée, soit cinq cent vingt-six mille sept cent nonante-huit euros neuf cents (526.798,09 EUR) et des intérêts intercalaires pour un montant de quatre-vingt-quatre mille trois cent vingt euros dix cents (84.320,10 EUR).

Somme que le vendeur reconnaît avoir reçue de l'acquéreur:

- soit deux millions quatre cent vingt mille sept cent quarante-cinq euros quatre-vingt-cinq cents (2.420.745,85 EUR), majoré de la taxe sur la valeur ajoutée, à savoir cinq cent huit mille trois cent cinquante-six euros soixante-trois cents (508.356,63 EUR) et des intérêts intercalaires, soit quatre-vingt-quatre mille trois cent vingt euros dix cents (84.320,10 EUR), préalablement aux présentes au moyen d'un virement à partir du compte numéro BE90 0910 0040 7732 de l'acquéreur sur le compte numéro BE76 7380 3354 9995 du vendeur ;
- et le solde, soit quatre-vingt-sept mille huit cent seize euros quarante-neuf cents (87.816,49 EUR), majoré de la taxe sur la valeur ajoutée, soit dix-huit mille quatre cent quarante et un euros quarante-six cents (18.441,46 EUR), préalablement aux présentes au moyen d'un virement à partir du compte numéro BE90 0910 0040 7732 de l'acquéreur sur le compte numéro BE33 0682 4846 7446 du vendeur.

Dont quittance.

### **DISPENSE D'INSCRIPTION D'OFFICE**

Monsieur le conservateur des hypothèques est dispensé de prendre inscription d'office.

### **DECLARATIONS FISCALES**

#### **Droits d'enregistrement – Droit d'écriture**

Etant donné que l'acquisition est effectuée pour cause d'utilité publique, l'acquéreur, la Ville de TOURNAI, déclare vouloir bénéficier de l'enregistrement gratuit conformément à l'article 161, 2° du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe et vouloir bénéficier de l'exemption du droit d'écriture conformément aux articles 21, 1° et 22 du Code des droits et taxes divers.

#### **Répression des dissimulations**

Les parties reconnaissent qu'il leur a été donné lecture de l'article 203 premier alinéa du code des droits d'enregistrement, sur la répression des dissimulations.



### Taxe sur la Valeur Ajoutée

**1.** Le notaire instrumentant a donné lecture au vendeur de l'article 62 paragraphe 2 et de l'article 73 du code de la taxe sur la valeur ajoutée, en ce qui concerne son obligation de faire connaître au notaire sa qualité d'assujetti à l'occasion de la passation du présent acte, et des sanctions consistant en une amende ou une peine d'emprisonnement qui seront appliquées lorsqu'il y aura refus de donner ces renseignements, ou lorsque des informations fausses sont données dans une intention frauduleuse ou à dessein de nuire.

Le vendeur déclare qu'il est assujetti à la taxe sur la valeur ajoutée sous le numéro BE 0453.218.345.

**2.** Le bien est vendu sous régime de la taxe sur la valeur ajoutée. Le vendeur déclare à ce sujet:

- que le bien a été utilisé pour la première fois le quatre juillet deux mille quatorze,
- avoir la qualité d'assujetti de plein droit pour l'opération faisant l'objet des présentes au sens de l'article 4§1er du code TVA et de l'article 12§2 du même code, son activité économique consistant en la cession habituelle à titre onéreux de bâtiments qu'il a construits, fait construire ou acquis avec application de la TVA et déposant régulièrement ses déclarations à l'office de la T.V.A. de Tournai.

### DECLARATIONS DIVERSES

Le vendeur nous déclare :

- ne pas être ou avoir été failli
- ne pas avoir obtenu ou introduit une demande de réorganisation judiciaire.
- ne pas pouvoir bénéficier de la restitution des droits d'enregistrement en vertu de l'article 212 du code des droits d'enregistrement.
- ne pas avoir concédé sur le bien objet des présentes une option d'achat, ou droit de préemption ou toute autre préférence à un tiers.
- qu'il n'a signé aucun acte notarié contenant mandat hypothécaire et concernant le bien prédécrit.
- qu'il n'a bénéficié d'aucune aide régionale sous forme de prime ou autre (prime à la réhabilitation, prime à l'isolation,...).

### LOI DE VENTÔSE

Les parties reconnaissent que le notaire instrumentant a attiré leur attention sur le fait qu'il est loisible à chaque partie de désigner un autre notaire ou de se faire assister par un conseil, en particulier en cas d'existence d'intérêts contradictoires ou d'engagements disproportionnés.

### CERTIFICAT D'ETAT CIVIL

Au vu des pièces officielles requises par la loi, le notaire instrumentant certifie l'exactitude des nom, prénoms, lieu et date de naissance des comparants.

### PROJET D'ACTE

Les parties comparantes reconnaissent avoir reçu préalablement à la signature des présentes, le projet d'acte dont elles reconnaissent avoir pris connaissance.

### DONT ACTE

Fait et passé en l'Hôtel de Ville, date que dessus.

Et après lecture intégrale et commentée de l'acte, les parties comparantes ont signé avec nous, notaire.

**8. Académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts). Nouveau règlement particulier des études. Approbation.**

Madame l'Echevine **Laetitia LIENARD** rentre en séance.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en écoles supérieures des arts et plus particulièrement son article 16 prévoyant que le conseil de gestion pédagogique élabore un règlement particulier des études;

Considérant qu'en ses séances des 29 juin 2009, 14 décembre 2009 et 1er juillet 2013, le Conseil communal a approuvé ce règlement et ses amendements;

Considérant que, suite à la parution, le 7 novembre 2013, du décret définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, le règlement particulier des études de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) a été revu dans son entièreté;

Considérant que le conseil de gestion pédagogique a accepté le nouveau règlement des études de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) le 29 janvier 2015;

Considérant que la commission paritaire locale (COPALOC) a également remis un avis positif en sa séance du 30 mars 2015;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **APPROUVE**

le nouveau règlement particulier des études de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure artistique), rue de l'Hôpital Notre-Dame, 14 à 7500 Tournai:

#### **REGLEMENT PARTICULIER DES ETUDES**

Le règlement particulier des études fixe les règles de fonctionnement particulières de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts), rue de l'Hôpital Notre-Dame, 14 à 7500 Tournai en application du *décret définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études* du Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles (décret du 7 novembre 2013, paru au Moniteur belge le 18 décembre 2013).

Par convention et sauf exception mentionnée dans le texte, ce décret constitue le décret de référence dénommé «le décret» dans le présent règlement. De même, à chaque fois qu'il est cité, par pouvoir organisateur, il faut entendre la Ville de Tournai.

L'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) est membre de l'ASBL Pôle académique hainuyer en respect des articles 52 à 62 du décret et placée sous le contrôle de l'académie de recherche et d'enseignement supérieur (ARES), organisme d'intérêt public de catégorie B (loi du 16 mars 1954) en respect des articles 18 à 51 du décret. Les écoles d'enseignement supérieur sont autonomes par rapport aux autres écoles, aux pôles académiques et l'ARES.

Le règlement particulier des études a été approuvé par le conseil de gestion pédagogique de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) les 24 octobre 2006, 22 avril 2009, 30 septembre 2009, 18 mars 2013 et 29 janvier 2015.

Il a été approuvé par la commission paritaire locale de la Ville de Tournai les 21 novembre 2006, 4 mai 2009, 25 avril 2013 et 30 mars 2015.

Il a été approuvé en séance du Collège communal de la Ville de Tournai les 14 décembre 2006, 4 juin 2009, 10 décembre 2009, 19 avril 2013, 24 mai 2013 et ..... 2015.

Il a été adopté en séance du Conseil communal de la Ville de Tournai les 15 janvier 2007, 29 juin 2009, 14 décembre 2009, 1er juillet 2013 et 27 avril 2015.

Les décret et règlement particulier des études sont des documents publics fournis par le directeur ou son représentant à toute personne, sur simple demande, et aux étudiants au plus tard lors de leur inscription. Ils sont consultables sur le site de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts), [www.actournai.be](http://www.actournai.be) ou sur le réseau intranet de l'école.

Les enseignants, le personnel administratif et les étudiants de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) sont supposés avoir pris connaissance du présent règlement.

Ce texte est établi sous réserve de modifications éventuelles en fonction de l'évolution du cadre légal appliqué aux écoles supérieures des arts de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

L'emploi dans le présent règlement des noms masculins est épicène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métiers.

## **TITRE I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **ARTICLE 1 - LE PROJET PÉDAGOGIQUE ET ARTISTIQUE**

#### **Un lieu multidisciplinaire de recherche et de création**

Historiquement, l'école est fondée en 1756 sous le régime des Pays-Bas autrichiens pour répondre au besoin en décorateurs de la manufacture royale et impériale de porcelaine à Tournai. Peu de temps après, elle formera également des dessinateurs de cartons à la demande des liciers. L'école est née d'une relation de dépendance au monde qui invente et multiplie les moyens d'expression.

Le 20ème siècle va remettre en question les notions mêmes des arts plastiques, visuels et de l'espace. Les arts décoratifs, au service du grand art, deviendront vite une voie sans issue.

Le 21ème siècle possède une réalité spécifique que nous voulons vivre pleinement, sans pour autant trahir l'histoire qui a prévalu à la création de l'académie des Beaux-Arts. Nous ne renions pas l'art du passé, il a été l'art contemporain de son époque.

En prise avec les leçons des arts passés et contemporains, avec la pensée et les sciences, l'enseignement est prospectif, il stimule l'ouverture au futur, à l'inédit.

Telle que nous la concevons aujourd'hui, l'école évolue vers *un lieu multidisciplinaire de recherche et de création interactif où les arts et leur enseignement s'inventent de manière indissociable.*

En postulant la sincérité de toute création, l'école doit devenir un laboratoire de recherche fondamentale où les arts enseignés ne se limitent pas à la production d'œuvres identifiables dans le contexte social vécu, mais également comme agent social qui participe à l'invention de nouveaux moyens d'expression jusqu'à redéfinir le contexte dans lequel elle évolue.

Notre espace pédagogique est ouvert aux autres et au monde. Il favorise l'expression et la recherche d'un langage personnel. Cette recherche ne doit pas se confondre avec un style esthétique vide de sens, mais comme une affirmation de l'individu qui engage un certain type de comportement et de réflexion critique face à la société actuelle. Cet engagement doit se traduire dans un langage artistique adéquat et dans une technique appropriée. Nous attachons une grande importance au respect du vécu et nous ne voulons pas imposer un style esthétique d'école.

Ecouter et guider, encourager la liberté individuelle, le respect d'autrui, parler le langage de notre temps, sont les leitmotifs de la communauté pédagogique.

Notre enseignement doit dès lors favoriser l'échange, provoquer le débat, encourager l'écoute dans le respect de chacun. La remise en question, à travers la pratique du doute, doit avoir lieu dans un esprit de construction. Aussi les étudiants sont-ils régulièrement invités à prendre du recul par rapport au monde d'aujourd'hui, à leur propre création ou par rapport à eux-mêmes. Dans certaines options, la réflexion sur l'évolution des modes de vie amène à des propositions prospectives.

La communauté pédagogique cherche à apprendre aux étudiants à dépasser la peur de l'inconnu et ainsi leur permettre de s'ouvrir à de nouveaux espaces d'action et de réflexion. Notre initiation à l'art privilégie la recherche et l'expérimentation basées sur du concret.

L'art n'est pas une question de technique et de style, mais de contenu et de qualité communicative et expressive inhérente à une démarche.

*L'école place l'étudiant en situation de développer son autonomie créatrice et d'élaborer la singularité d'une démarche sans négliger sa responsabilité sociale. L'école assure au niveau académique le plus élevé l'acquisition de méthodologie et d'aptitudes dans le champ du savoir. L'école transmet les connaissances théoriques, techniques et la formation pratique indispensables à la synthèse artistique et à la reconnaissance de la compétence.*

En développant une pensée critique à travers la recherche multidisciplinaire et interactive, l'école aide et soutient l'étudiant à s'épanouir, à prendre conscience de la place qu'il pourra occuper dans la société, à utiliser les pratiques qui lui permettront de développer sa sensibilité et sa créativité. L'école

est un lieu d'humanisme qui prépare l'étudiant à assumer son rôle de citoyen qui intervient activement en tant qu'artiste dans le monde.

*Le texte en italique est extrait du décret de classement du 17 mai 1999 paru au Moniteur belge le 29 octobre 1999.*

### **L'approche technique**

L'approche technique dans les différentes options est fondamentale. Elle permet d'étudier la faisabilité et de passer à la réalisation concrète de tout projet artistique. Souvent, une nouvelle technique, un nouveau matériau est source d'expression nouvelle. Nous pourrions citer une série de noms de peintres actuels qui n'auraient jamais peint comme ils le font, si l'informatique et la nouvelle perception spatiale qu'elle engendre n'avaient existé.

### **L'approche théorique**

Les cours généraux permettent à l'étudiant d'acquérir un ensemble de références spécifiques dépassant le champ strict des arts plastiques. Ces cours ne visent pas exclusivement à transmettre un savoir, mais à donner du sens à la connaissance. Celle-ci est également plastique! Tout comme dans les cours artistiques, les enseignants guident les étudiants dans les méandres de la surinformation, ils stimulent leur esprit critique, leur capacité d'analyse et de synthèse.

### **La recherche artistique**

La recherche artistique désigne tous travaux réflexifs, analytiques ou prospectifs liés à l'expression, la formation, la pratique ou la création artistique sous toutes ses formes. Elle se développe sur base de l'expérience et de la pratique artistique personnelle du chercheur et s'organise au sein de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) ou en collaboration avec les universités et les hautes écoles.

### **L'offre de formation**

L'académie des Beaux-Arts est constituée en école supérieure des arts de type long, dans le domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace.

L'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) est habilitée à organiser 9 options ou programmes d'études (annexe 2 du décret de classement du 17 mai 1999, mise à jour du 10 septembre 2008) :

- Architecture d'intérieur
- Design textile
- Peinture
- Dessin
- Publicité
- Communication visuelle et graphisme
- Bande dessinée
- Illustration
- Arts numériques

Les cursus initiaux de type long sont organisés en deux cycles d'études (article 70 du décret) :

- le premier cycle compte 180 crédits en 3 blocs d'un an sanctionné par le grade de bachelier de transition (article 70, § 1 du décret);
- le second cycle compte 120 crédits en 2 blocs d'un an dont 30 crédits de finalité spécialisée, de finalité didactique ou de finalité approfondie; il est sanctionné par le grade de master à finalité (article 70, § 1 à 2 du décret).

*Le crédit est une mesure relative de l'ensemble des travaux d'un étudiant pour une ou plusieurs activités d'apprentissage au sein d'un programme d'études, considérant que les travaux d'un étudiant se consacrant à temps plein à ses études pendant une année académique, représentent pour lui une charge de 60 crédits (article 67, alinéa 1 du décret).*

Les programmes des études pour toutes les options organisées par l'académie des Beaux-Arts de (école supérieures des arts) figurent sur le site internet [www.actournai.be](http://www.actournai.be) et sur le réseau intranet de l'école. Par option, ils reprennent, suivant les articles 124 à 127 du décret:

- la liste des unités d'enseignement

- les activités d'apprentissage (intitulés des cours) y afférents
- le volume horaire des cours
- la pondération en points et en crédits
- le référentiel de compétences du cycle d'étude.

Chaque cours fait l'objet d'un descriptif reprenant contenus, objectifs, méthodes pédagogiques, méthodologie et modes d'évaluation, fiches European Credits Transfer System (ECTS).

L'académie organise l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur (AESS) par une formation en 30 crédits, accessible aux porteurs d'un diplôme de l'enseignement de type long des arts plastiques, visuels et de l'espace ainsi qu'aux étudiants de dernière année.

La langue d'enseignement et d'évaluation des activités d'apprentissage ainsi que la langue administrative de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) de la Ville de Tournai est le français.

Toutefois, des activités d'apprentissage peuvent être dispensées et évaluées dans une autre langue (article 75, § 2, points 1 à 6 du décret).

## **ARTICLE 2 - DU RYTHME DES ÉTUDES**

*L'ensemble des activités d'apprentissage de chaque unité d'enseignement des cursus conduisant à un grade académique de premier ou de deuxième cycle se répartit sur un des deux premiers quadrimestres de l'année académique (article 79, § 1 du décret).*

Le premier quadrimestre débute le 14 septembre et les activités d'apprentissage débutent le premier lundi du quadrimestre. Le deuxième quadrimestre débute le 1er février. Les deux premiers quadrimestres comportent au minimum 12 semaines d'activités d'apprentissage. À l'issue de chacun des quadrimestres est organisée une période d'évaluation permettant l'acquisition de crédits.

Pour l'épreuve de la fin du deuxième quadrimestre, l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) organise une session d'évaluations artistiques se clôturant avant le 1er juillet (article 138, alinéa 4 du décret).

L'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) organise une session d'évaluation complète (évaluations artistiques et examens) à l'issue du premier quadrimestre de la première année du premier cycle d'études à laquelle tous les étudiants de première année du premier cycle d'études sont obligés de participer (article 150, § 1 du décret et article 12, TITRE II du présent règlement).

Le troisième quadrimestre débute le 1er juillet. Il comprend des périodes d'évaluation, ainsi que des activités d'intégration professionnelle ou des travaux personnels.

Les activités d'apprentissage et les évaluations (à l'exception des voyages, visites, stages, séminaires et/ou workshops) ne sont organisés ni les dimanches, ni les jours fériés légaux, ni le 27 septembre.

Les activités d'apprentissage sont suspendues :

- pendant les vacances de fin d'année qui s'étendent sur deux semaines englobant la Noël et le nouvel an;
- pendant les vacances de printemps qui s'étendent sur deux semaines coïncidant avec les vacances en vigueur dans l'enseignement fondamental et secondaire;
- pendant les vacances d'été qui commencent le 1er juillet et s'étendent sur sept semaines;
- pendant cinq jours fixés par le pouvoir organisateur, dans le respect des procédures de concertation.

Les activités d'apprentissage se déroulent du lundi au vendredi de 9 à 18 heures.

Il revient aux enseignants et aux étudiants de prendre connaissance des horaires et de toutes informations relatives aux cours et autres activités d'apprentissage en consultant les valves et/ou le réseau intranet de l'école.

En cas de nécessité, des activités d'apprentissage restent susceptibles d'être organisées le samedi.

## **ARTICLE 3 - DES CONDITIONS D'ACCES AU PREMIER CYCLE D'UN PROGRAMME D'ETUDES**

Ont accès à des études de premier cycle les étudiants qui justifient (article 107 du décret) :

1. soit d'un certificat d'enseignement secondaire supérieur (CESS) délivré à partir de l'année académique 1993-1994 par un établissement d'enseignement secondaire de plein exercice ou

- de promotion sociale en Communauté française, homologué ou revêtu du sceau de la Communauté française;
2. soit d'un certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré au plus tard à l'issue de l'année scolaire 1992-1993 accompagné, pour l'accès aux études de premier cycle d'un cursus de type long, du diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur (encore appelé examen de maturité);
  3. soit d'un diplôme délivré par un établissement d'enseignement supérieur en Communauté française sanctionnant un grade académique délivré en application du décret du 7 novembre 2013 ou d'un diplôme délivré par une institution universitaire ou un établissement organisant l'enseignement supérieur de plein exercice en vertu d'une législation antérieure;
  4. soit d'un certificat ou diplôme d'enseignement supérieur délivré par un établissement de promotion sociale;
  5. soit d'une attestation de succès à l'un des examens d'admission organisés par les établissements supérieurs ou un jury de la Communauté française;
  6. soit d'un diplôme, titre ou certificat d'études similaire à ceux mentionnés ci-dessus délivré par la Communauté flamande, par la Communauté germanophone ou par l'école royale militaire;
  7. soit d'un diplôme, titre ou certificat d'études étranger reconnu équivalent à ceux mentionnés aux points 1 à 4 en application d'une législation fédérale, communautaire, européenne ou d'une convention internationale;
  8. soit d'un diplôme d'aptitude à l'enseignement supérieur (DAES) conféré par le jury de la Communauté française.

**Attention** : s'il est inscrit pour la première fois dans l'enseignement supérieur, l'étudiant devra se soumettre à un bilan de santé individuel. Une attestation d'une visite médicale antérieure passée dans l'enseignement supérieur ou actuelle provenant d'un service de promotion de la santé à l'école (SPSE) agréé devra figurer au dossier. Dans le cas contraire, l'étudiant ne sera pas autorisé à participer aux évaluations (article 16 du décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur).

#### **ARTICLE 4 - DE L'INSCRIPTION**

La date limite d'inscription est fixée au 31 octobre suivant le début de l'année académique. (article 101, alinéa 1 du décret)

**Attention** : les autorités académiques de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) attirent l'attention des candidats sur la réelle mise en péril de la réussite d'une année comptant un déficit d'un mois et demi de présence à l'atelier, aux cours artistiques et aux cours généraux.

Par dérogation, le Gouvernement peut, sur avis de l'école, autoriser exceptionnellement un étudiant à s'inscrire au-delà du 31 octobre lorsque les circonstances invoquées le justifient et à condition que l'école puisse organiser une épreuve d'admission dans des conditions similaires.

L'étudiant en attente de satisfaire certaines conditions peut être inscrit provisoirement. Cette inscription provisoire doit être régularisée au plus tard le 30 novembre, sauf si le retard dans la délivrance des documents ou attestations manquantes n'est pas de la responsabilité de l'étudiant. L'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) n'accepte pas d'étudiant libre (article 68 du décret).

#### **Modalités d'inscription**

Une demande d'inscription est introduite en complétant une fiche d'inscription auprès du secrétariat de l'école.

Pour qu'une inscription soit prise en considération, l'étudiant est tenu (article 102 du décret) :

- de fournir avant le 31 octobre les documents justifiant son admissibilité conformément à l'article 3 du présent règlement;
- de fournir les documents éventuellement nécessaires pour apporter la preuve de l'authenticité des documents fournis;
- d'avoir apuré toutes ses dettes à l'égard de tout établissement d'enseignement supérieur en Communauté française le jour de son inscription

- d'avoir payé 10% du montant des droits d'inscription, au plus tard le 31 octobre suivant le début de l'année académique.

L'étudiant s'engage à fournir au secrétariat de l'école :

- un extrait d'acte de naissance original;
- une photocopie de la carte d'identité recto/verso en cours de validité;
- pour les étudiants mineurs à la date de leur inscription, la photocopie de la carte d'identité recto/verso de leurs parents en cours de validité;
- pour les étudiants belges diplômés de l'enseignement secondaire supérieur dans la même année que leur inscription, la formule provisoire du certificat d'enseignement secondaire supérieur (CESS);
- pour les étudiants ayant effectué des études secondaires à l'étranger, une copie certifiée conforme du diplôme de fin d'études secondaires accompagnée d'une copie des relevés de notes;
- pour les étudiants ayant effectué des études supérieures en Communauté française, une attestation des écoles supérieures fréquentées qui certifie que ceux-ci ont apuré toutes leurs dettes à l'égard de tout établissement d'enseignement supérieur;
- la liste des écoles fréquentées depuis l'enseignement secondaire jusqu'au jour de l'inscription, en mentionnant le nom des différentes écoles, leur adresse respective ainsi que les années d'études effectuées et les résultats obtenus;
- deux photos d'identité.

En tout état de cause, le candidat à l'inscription est tenu de justifier ses cinq dernières années d'activités postérieures au certificat de l'enseignement secondaire supérieur (ou équivalent pour les titres étrangers) et antérieures à la demande d'inscription, par des documents probants tels : attestations d'études précisant la réussite, l'échec ou l'abandon pour chaque année d'étude entamée, attestations de travail délivrées par un employeur avec dates de début et de fin de contrat. A défaut de pouvoir produire des documents probants pour justifier ces cinq dernières années d'activités et, uniquement dans ce cas, une déclaration sur l'honneur sera demandée.

Pour les étudiants porteurs du certificat d'enseignement secondaire supérieur (CESS), une copie certifiée conforme de la formule définitive revêtue du sceau de la Communauté française devra être fournie spontanément dès réception dudit certificat.

L'inscription est irrecevable si l'étudiant ne remplit pas toutes les conditions d'accès aux études ou ne respecte pas les dispositions exposées ci-avant. Seuls les dossiers complets seront pris en compte.

Attention : tous les étudiants porteurs d'un diplôme d'enseignement secondaire obtenu à l'étranger doivent introduire une demande d'équivalence permettant la poursuite d'études en Belgique auprès du Ministère de la Communauté française. D'ordinaire, cette demande d'équivalence doit être introduite avant le 15 juillet de l'année en cours pour être recevable. Par dérogation, cette demande pourra être introduite dans les cinq jours ouvrables à dater de la proclamation des résultats de l'épreuve d'admission. La forme à respecter et la liste des documents à fournir pour la demande d'équivalence sont disponibles sur le site de l'administration à l'adresse [www.equivalences.cfwb.be](http://www.equivalences.cfwb.be)

**L'inscription en première année ne deviendra effective qu'après réussite de l'épreuve d'admission (TITRE IV).**

Un recours contre une décision d'irrecevabilité d'une inscription peut être introduit auprès des délégués du Gouvernement qui, pour des raisons motivées, peuvent invalider cette décision et confirmer la demande d'inscription de l'étudiant (article 95 §1 alinéa 2 du décret).

Attention : les étudiants étrangers non résidents régulièrement inscrits doivent introduire une demande de carte de séjour auprès de l'administration communale de la Ville de Tournai afin de pouvoir y résider le temps de leurs études.

#### **ARTICLE 5 - DE L'ACCES AUX ETUDES PAR VALORISATION D'UNE EXPERIENCE ARTISTIQUE PERSONNELLE**

En vue de l'admission aux études via la valorisation des savoirs et compétences acquis par expérience artistique personnelle, l'académie des Beaux-Arts (écoles supérieure des arts), organise, s'il échet, une commission d'admission interne constituée d'enseignants chargés d'évaluer le parcours

artistique personnel de tout candidat à l'inscription n'ayant aucun des titres d'accès repris à l'article 107 du décret (article 3, TITRE 1 du présent règlement).

Ladite commission d'admission interne, instituée par le directeur pour le programme d'études auquel le candidat prétend s'inscrire, est composée suivant l'article 3 du TITRE IV du présent règlement.

L'accès suivant cette procédure peut être concédé au premier ou au deuxième cycle de l'enseignement supérieur artistique de type long.

*Cette expérience artistique personnelle doit correspondre à au moins cinq années d'activités hors enseignement* (article 119, § 1 du décret). L'expérience artistique personnelle doit être en rapport avec les études que le candidat souhaite entreprendre et attestée par des documents probants. Au terme de la procédure d'évaluation, la commission d'admission susmentionnée juge si les aptitudes et les connaissances du candidat sont suffisantes pour suivre des études supérieures artistiques avec succès.

La commission d'admission peut faire passer au candidat des épreuves visant à contrôler que l'expérience artistique personnelle correspond aux savoirs et compétences attendus à l'issue des cours considérés.

La commission d'admission détermine les enseignements supplémentaires et les dispenses éventuelles qui constitueront les conditions complémentaires d'accès aux études.

La commission d'admission transmet ses conclusions motivées au conseil de gestion pédagogique de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) qui émet un avis favorable ou défavorable en fonction du cycle d'études visé par le candidat.

**La valorisation des savoirs et compétences octroyée par un établissement d'enseignement supérieur ne lie pas les autres jurys et écoles supérieures** (article 119, § 2 du décret).

Une fois inscrit, le procès-verbal de la commission d'admission et la décision du Conseil de gestion pédagogique sont conservés dans le dossier de l'étudiant.

Cette procédure officialise l'expérience menée afin de standardiser et faciliter les processus d'accueil d'étudiants dans un contexte d'études tout au long de la vie

#### **ARTICLE 6 - DES DROITS D'INSCRIPTION**

Le montant des droits d'inscription pour des études est fixé par décret. Il est communiqué dès qu'il est fixé par l'ARES pour l'année académique considérée.

Ces montants comprennent l'inscription au rôle, l'inscription à l'année académique et **l'inscription aux épreuves et examens organisés durant l'année académique considérée** (article 105, § 1 du décret).

Annuellement, une commission de concertation est chargée d'établir la liste des frais appréciés au coût réel afférents aux biens et services fournis aux étudiants (droits administratifs supplémentaires - DAS). La commission se réunit dans le courant du mois de mai. Celle-ci est composée, à parts égales, de représentants des autorités académiques, du personnel de l'école et du conseil des étudiants. Elle est présidée par le directeur de l'école.

Ces frais varient selon l'option et l'année d'études. Ils comprennent les frais relatifs aux infrastructures et équipements spécifiques, les frais administratifs de gestion des dossiers personnels des étudiants ainsi que tous les frais inhérents à la formation.

Ces frais sont affichés aux valves et communiqués aux étudiants dès leur inscription.

En ce qui concerne les étudiants bénéficiant d'une allocation octroyée par le service d'allocations d'études de la Communauté française (loi du 19 juillet 1971), **il ne peut être réclamé aucun droit d'inscription** (article 105, § 2 du décret).

**Attention** : les demandeurs de ce type d'allocation en attente de la circulaire certifiant l'acceptation de leur dossier par les services ad hoc de la Communauté française doivent s'acquitter du paiement dans les délais indiqués. Les montants versés seront remboursés intégralement dès réception d'une copie de la circulaire par le secrétariat de l'école.

Les étudiants à revenus modestes bénéficient de droits d'inscription réduits fixés par décret.



L'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) dispose d'un fonds social pour venir en aide à certains étudiants (article 58 du décret du 20 décembre 2001). L'école peut accorder une aide spécifique et individuelle aux étudiants qui en font la demande et après acceptation de leur dossier par le service social de l'école (conditions et dossiers disponibles au secrétariat de l'école). En cas de désinscription de l'étudiant, les montants alloués sont rétrocédés au fonds social de l'école.

**Sauf cas de force majeure, à défaut d'avoir payé le solde du montant de son inscription au plus tard pour le 4 janvier, l'étudiant n'a plus accès aux activités d'apprentissage à partir de cette date, ne peut être délibéré ni bénéficier d'aucun report ou valorisation de crédits, mais reste considéré comme ayant été inscrit aux études pour l'année académique (article 102, §1 du décret).**

Une inscription peut être annulée à la demande expresse de l'étudiant avant le 1er décembre; seuls 10% du montant des droits d'inscription restent dus (article 102, § 2 du décret).

Un recours contre une décision d'annulation d'inscription pour non-paiement du solde du montant des droits d'inscription peut être introduit auprès des délégués du Gouvernement qui, pour des raisons motivées, peuvent invalider cette décision et confirmer l'inscription de l'étudiant.

Un droit d'inscription complémentaire (DIC) est exigé des étudiants qui ne sont pas ressortissants des états membres de l'Union européenne et dont les parents (ou le tuteur légal) non belges ne résident pas en Belgique, sans que ces droits ne puissent dépasser cinq fois le montant des droits d'inscription (article 101, § 1, alinéa 4 du décret). Ce montant est communiqué dès qu'il est fixé par l'ARES pour l'année académique en cours.

Le droit d'inscription complémentaire payé n'est pas remboursé en cas d'abandon des études en cours d'année académique, excepté dans le cas où le départ de l'étudiant fait suite à une décision administrative.

Il est à noter que l'autorisation de séjourner sur le territoire dans le but de poursuivre des études ne constitue pas un cas d'exemption du paiement du droit d'inscription spécifique.

Attention : le droit d'inscription complémentaire ne s'applique pas aux ressortissants des pays les moins avancés, repris sur la liste intitulée "list of least developed countries" (LDC), Organisation des Nations Unies (ONU) General assembly resolution 68/L.20 (liste annexée au règlement).

#### **ARTICLE 7 - FRAUDE A L'INSCRIPTION**

En cas de fraude à l'inscription (article 98 du décret), l'étudiant perd immédiatement sa qualité d'étudiant régulièrement inscrit ainsi que tous les droits liés à cette qualité et les effets de droit liés à la réussite d'épreuves durant l'année académique concernée. Les droits d'inscription versés à l'école sont définitivement acquis.

#### **ARTICLE 8 - DU REFUS D'INSCRIPTION**

*Par décision motivée, les autorités académiques de l'établissement d'enseignement supérieur peuvent refuser l'inscription d'un étudiant (article 96, § 1 du décret).*

Les raisons pouvant justifier un refus d'inscription sont les suivantes :

- si l'étudiant ne remplit pas toutes les conditions énumérées aux articles 3 et 4, TITRE I du présent règlement;
- lorsque l'étudiant a fait l'objet, dans les cinq années précédentes, d'une mesure d'exclusion d'un établissement d'enseignement supérieur pour des raisons de fraude à l'inscription et/ou par mesure disciplinaire;
- lorsque l'étudiant n'est pas finançable.

Si l'étudiant n'est pas finançable, le conseil de gestion pédagogique de l'école peut, par pouvoir discrétionnaire, prendre la décision du maintien de l'inscription de l'étudiant.

La décision du refus d'inscription doit être formellement motivée, datée et signée. Elle doit être notifiée à l'étudiant par lettre recommandée ou contre reçu endéans un délai de 15 jours prenant cours le jour de la réception de la demande d'inscription de l'étudiant. Cette notification doit également contenir les modalités d'exercice des droits de recours.

La preuve que l'étudiant satisfait aux conditions d'accès aux études et ne se trouve pas dans une situation de refus énumérée ci-dessus lui incombe. Cette preuve peut être apportée par tout document libre ou, à défaut, par une déclaration sur l'honneur datée et signée par l'étudiant. L'étudiant peut introduire un recours par pli recommandé dans les 10 jours devant une commission créée et organisée par l'école à cet effet.

Le recours est suspensif de la décision jusqu'à ce que la commission ci-avant définie ait statué sur le cas du refus.

La commission chargée de recevoir les recours comprend :

- le directeur de l'académie, président ou, le cas échéant, un membre du personnel désigné par le pouvoir organisateur;
- trois membres du personnel enseignant de l'académie, ne siégeant pas au conseil de gestion pédagogique, désignés par le directeur;
- trois étudiants désignés par le conseil des étudiants de l'académie.

Chacun a une voix délibérative.

Le secrétariat de la commission est assuré par un membre du personnel de l'académie, choisi par le directeur. Le secrétaire n'a pas voix délibérative.

La commission dispose de 30 jours à compter de la réception du recours pour se prononcer.

Un procès-verbal mentionne les décisions prises lors de la délibération de commission. Ce procès-verbal est signé par le président, les autres membres de la commission et le secrétaire.

Le candidat ayant introduit un recours est informé de la décision de la commission par affichage aux valves de l'école, au plus tard le second jour ouvrable qui suit la délibération de la commission et par retrait d'une notification motivée contre accusé de réception.

L'étudiant peut faire appel d'une décision négative prise par la commission de recours. Dans ce cas, il dispose d'un délai de 15 jours ouvrables à dater du premier jour qui suit la notification de la décision querellée pour introduire un appel auprès de la commission de l'ARES, chargée de recevoir les plaintes d'étudiants relatives à un refus d'inscription (article 97 du décret).

#### **ARTICLE 9 - DISPOSITIONS RELATIVES AUX ETUDES DE DEUXIEME CYCLE**

L'étudiant titulaire d'un bachelor de transition du type long du domaine des arts plastiques visuels et de l'espace peut s'inscrire aux études de deuxième cycle du type long d'un même programme d'études :

- en 120 crédits, portant sur deux années de formation (pas de diplôme en master 1);
- en 60 crédits, portant sur une année de formation.

L'étudiant, qui choisit dans un premier temps un master en 60 crédits, peut poursuivre ses études sans enseignements complémentaires pour obtenir le master du même programme d'études en 120 crédits (article 70, 2° et article 114 du décret ainsi que décret de classement du 17 mai 1999, mise à jour le 2 juin 2006).

Ont également accès aux études de deuxième cycle d'un programme d'études, les étudiants porteurs (article 111, § 2 du décret) :

- d'un master en 120 crédits d'un autre programme d'études en vertu d'une décision des autorités académiques et aux conditions complémentaires qu'elles fixent;
- d'un bachelor de transition d'un autre programme d'études aux mêmes conditions;
- d'un grade académique étranger reconnu équivalent à ceux mentionnés aux littéras précédents en application du décret, d'une directive européenne, d'une convention internationale ou d'une autre législation, aux mêmes conditions.

Les conditions complémentaires d'accès visées ci-avant sont destinées à s'assurer que l'étudiant a acquis les matières prérequis pour les études visées. Un jury de valorisation des crédits acquis dans un premier cycle d'un programme d'études différent de celui de la finalité ciblée en master décide des conditions complémentaires d'accès.

Lorsque ces conditions complémentaires d'accès consistent en un ou plusieurs enseignements supplémentaires, ceux-ci ne peuvent représenter plus de 15 crédits supplémentaires, compte tenu de l'ensemble des crédits que l'étudiant peut par ailleurs valoriser lors de son admission.

Ces enseignements supplémentaires font partie du programme d'études du deuxième cycle.

Les étudiants porteurs d'un bachelor de type court ont également accès aux études de deuxième cycle d'un programme d'études de type long en vertu d'une décision des autorités académiques et aux conditions complémentaires qu'elles fixent (article 111, § 2 du décret).

Les conditions complémentaires d'accès visées ci-avant sont destinées à s'assurer que l'étudiant a acquis les matières prérequis pour les études visées. Un jury de valorisation des crédits acquis dans un premier cycle d'un programme d'études de type court décide des conditions complémentaires d'accès.

Lorsque ces conditions complémentaires d'accès consistent en un ou plusieurs enseignements supplémentaires, ceux-ci ne peuvent représenter plus de 60 crédits supplémentaires, compte tenu de l'ensemble des crédits qu'il peut par ailleurs valoriser lors de son admission. Ces enseignements font partie de son programme d'étude (dans ce cas, le master = 180 crédits).

Par dérogation, ont également accès aux études de deuxième cycle les étudiants qui, pour se voir conférer un grade académique qui y donnerait accès, doivent encore réussir au plus 15 crédits et sont régulièrement inscrits simultanément à ces études dans une école supérieure des arts en Communauté française (article 111, § 3 du décret).

Les étudiants admis en vertu de cette disposition ne pourront être pris en compte en délibération par un jury d'études de deuxième cycle avant d'avoir satisfait pleinement aux conditions d'admission et obtenu le grade académique de premier cycle nécessaire.

L'accès au deuxième cycle d'un programme d'études peut être concédé hors des conditions énumérées ci-avant en suivant la procédure d'accès aux études par valorisation d'une expérience artistique personnelle (article 5, TITRE I du présent règlement et article 111, § 4 du décret).

**L'étudiant titulaire d'un master en 120 crédits peut acquérir une autre finalité du même cursus en 30 crédits**, les crédits du cours artistique de l'option ayant été acquis (article 70, § 2, alinéa 1 du décret).

#### **Condition particulière d'accès aux études de master à finalité didactique :**

Nul ne peut être admis aux études de master à finalité didactique ou menant au titre d'AESS s'il n'a fait preuve d'une maîtrise suffisante de la langue française (article 113, § 1 du décret).

Une épreuve d'évaluation est organisée en début d'année académique et au plus tard le 31 octobre. Elle conditionne la régularité de l'inscription au master à finalité didactique ou à l'AESS (TITRE V du présent règlement).

#### **ARTICLE 10 - LE REGLEMENT DISCIPLINAIRE**

1) Tous dommages et dégradations provoqués par l'étudiant aux locaux, au mobilier, au matériel didactique, etc. sont réparés ou remplacés à ses frais, sans préjudice de peines disciplinaires qui peuvent lui être infligées du même chef.

2) Il est interdit de :

- troubler l'ordre à l'intérieur de l'école;
- taguer, dessiner ou peindre sur les murs ou le mobilier;
- jeter ou laisser traîner au sol tout objet de nature à nuire à la propreté et au bon ordre;
- consommer de la nourriture dans les auditoriums et les salles de cours;
- fumer à l'école y compris dans les lieux ouverts (arrêté royal du 31 mars 1987). Cette interdiction s'applique également aux usagers de cigarettes électroniques;
- introduire, conserver ou consommer des drogues à l'intérieur de l'école;
- consommer des boissons alcoolisées dans l'école; dans tous les cas, la réglementation du code de la santé sera respectée.

3) A l'intérieur de l'école, l'étudiant ne peut, sans l'autorisation du directeur ou de son délégué :

- faire circuler des pétitions;
- organiser des collectes ou ventes;
- procéder à l'affichage de documents;
- emprunter des modèles;

- introduire des personnes étrangères à l'établissement (sauf en période de jurys artistiques et avec les restrictions d'usage puisque les jurys sont publics).

4) Dans les domaines politique, idéologique, religieux ou philosophique, l'étudiant respecte la neutralité propre à l'enseignement organisé par la Ville de Tournai (article 25, TITRE I du présent règlement : options philosophiques des écoles communales de la Ville de Tournai) sous peine de subir les sanctions prévues par le régime disciplinaire exposées ci-dessous.

5) Les étudiants sont tenus à la plus parfaite courtoisie à l'égard de tous les membres de la communauté enseignante et administrative ainsi qu'à l'égard des autres étudiants. Ils sont tenus d'assurer et d'observer le respect des convenances et des bonnes mœurs. Les obligations de l'étudiant en matière de comportement s'étendent aux activités d'apprentissage extérieures ainsi qu'aux stages.

6) Les étudiants sont tenus de respecter les œuvres exposées ou intégrées dans l'école.

7) Les étudiants doivent se conformer aux injonctions des autorités compétentes s'exprimant en tant que telles à l'intérieur de l'école et à l'extérieur lors de déplacements organisés dans le cadre des études.

Les membres du personnel règlent la discipline lors des activités d'apprentissage dont ils ont la charge. Ils peuvent enjoindre l'étudiant qui leur manque de respect ou qui trouble l'ordre de quitter les locaux.

Les étudiants doivent le respect aux autorités académiques, aux personnels enseignant, administratif et de maintenance.

8) Les étudiants ne peuvent rien faire qui soit susceptible de nuire à leur sécurité ou à celle d'autrui. Ils prennent connaissance des consignes affichées en matière de lutte contre l'incendie et les respectent scrupuleusement. Les étudiants sont tenus, en outre, de participer aux exercices d'incendie.

9) Il est interdit d'utiliser tout appareil de télécommunication susceptible de perturber les activités d'enseignement. Les téléphones portables sont obligatoirement éteints pendant les activités d'apprentissage.

10) L'étudiant, qui contracte une maladie contagieuse grave et susceptible d'engendrer des conséquences graves pour autrui (exemples : suspicion de méningite à méningocoque, diphtérie, poliomyélite,... – pour la liste complète, voir [www.wiv-isp.be/matra/CF/ connexion.aspx](http://www.wiv-isp.be/matra/CF/connexion.aspx)), est tenu de le signaler immédiatement auprès du secrétariat de l'école. Il communiquera les coordonnées de son médecin traitant. Il est tenu de respecter scrupuleusement les consignes qui lui seront données et de se conformer aux directives prévues pour ce type de situation et, en particulier, les procédures à suivre en cas d'épidémie.

En cas de contravention aux neuf points développés ci-avant, l'étudiant peut se voir appliquer les sanctions disciplinaires suivantes :

- a) le rappel à l'ordre;
- b) la réprimande;
- c) l'exclusion temporaire d'une activité d'apprentissage, de plusieurs activités d'apprentissage ou de l'ensemble des activités d'apprentissage, et ce pour une durée maximum de deux semaines (cette exclusion ne peut concerner les stages);
- d) l'exclusion définitive de l'école.

Les deux premières sanctions sont prononcées par le directeur sans recours.

Une exclusion temporaire ou définitive est prononcée par le conseil de gestion pédagogique.

Préalablement à toute sanction disciplinaire, l'étudiant est entendu par le directeur pour les sanctions visées aux points a) et b) ci-avant et par le conseil de gestion pédagogique pour les sanctions reprises en points c) et d). Pour cette dernière, l'étudiant peut se faire assister par un défenseur de son choix. Hormis le cas d'empêchement légitime, l'étudiant valablement convoqué, qui ne répond pas à la convocation, peut se voir infliger la sanction sans avoir été entendu.

L'étudiant ou ses parents, ou toute autre personne responsable s'il est mineur, est averti par envoi recommandé à la poste de toute décision d'exclusion temporaire ou définitive.

Toute décision d'exclusion peut faire l'objet d'un appel. Celui-ci devra être introduit par lettre recommandée auprès du directeur dans les trois jours ouvrables de la réception de la notification de la sanction par l'étudiant intéressé. L'appel doit être motivé et doit reprendre les moyens soulevés par l'étudiant à l'encontre de la décision du conseil. L'appel est suspensif de la décision.

Afin d'examiner les appels, il est créé une commission de discipline. Celle-ci, qui présente des garanties d'indépendance, est constituée de :

- 3 représentants du pouvoir organisateur,
- 3 représentants des enseignants
- 3 représentants des étudiants.

Les représentants des enseignants et des étudiants ne peuvent être membres du conseil de gestion pédagogique de l'école supérieure des arts.

La Commission de discipline statue dans le mois sur la recevabilité de l'appel et se prononce sur le maintien ou la levée de la mesure d'exclusion. La commission de discipline peut, s'il échet, transformer une exclusion définitive en exclusion temporaire. Cette commission est présidée par le bourgmestre de la Ville de Tournai, président du pouvoir organisateur, ou l'échevin ayant la tutelle de l'enseignement ou par un représentant désigné par eux.

La sanction disciplinaire prononcée à l'égard d'un étudiant ne peut être prise en compte dans l'évaluation de ses compétences.

Attention : en ce qui concerne les vêtements et les objets privés introduits dans l'école et/ou ceux nécessaires à la poursuite des activités d'apprentissage, l'école décline toute responsabilité en cas de perte, de vol ou de détérioration, et ce, que le fait soit imputable à un étudiant ou à un tiers.

#### **ARTICLE 11 - DES MODALITES DE VERIFICATION ET DE CONTROLE DES PRESENCES**

1. Tout étudiant est tenu de suivre assidûment et régulièrement les activités d'apprentissage de l'année d'études dans laquelle il est inscrit.
2. Les présences de l'étudiant seront consignées par les enseignants responsables de chaque activité d'apprentissage. L'enseignant signalera les étudiants n'ayant pas suivi régulièrement les activités d'apprentissage aux Conseils d'option organisés à l'issue de chaque quadrimestre.
3. Le secrétariat de l'école supérieure des arts notifie aux enseignants les absences justifiées des étudiants.

#### **ARTICLE 12 - DE LA REGULARITE DES ETUDES**

1. L'étudiant dont la somme des absences non justifiées excède 60 demi-jours toutes activités d'apprentissage confondues pour l'année académique en cours perd sa qualité d'étudiant régulier et ne pourra accéder aux examens et évaluations artistiques du deuxième quadrimestre de l'année académique.
2. Au plus tard quinze jours ouvrables avant le commencement des sessions d'examens et de la session d'évaluations artistiques du deuxième quadrimestre de l'année académique en cours, le directeur, par décision formellement motivée et sur base des rapports de régularité établis par les enseignants réunis en Conseil d'option, peut refuser l'accès aux examens et évaluations artistiques des étudiants qui ne satisfont pas aux normes ci-avant définies. Sa décision est notifiée sous pli recommandé à l'étudiant dans les deux jours ouvrables, l'informant également des modalités d'introduction de recours. L'étudiant, dont l'accès à l'épreuve est refusé, peut, dans les trois jours ouvrables de la réception de la notification du refus, introduire un recours par lettre recommandée auprès du pouvoir organisateur.
3. Est considérée comme absence non justifiée toute absence non couverte par un certificat médical, à remettre au secrétariat de l'école supérieure des arts dans les 48 heures qui suivent le début de l'incapacité, cachet de la poste faisant foi s'il s'agit d'un envoi postal. A défaut de certificat médical, la validité de la justification peut être appréciée par le directeur de l'école supérieure des arts.
4. La présence de l'étudiant est obligatoire à chaque séance d'évaluation continue pour les cours qui en font l'objet.

**Attention : Clause particulière s'appliquant aux étudiants de première année du premier cycle d'études :**

**Pour les étudiants de première année du premier cycle d'études, la participation aux épreuves de la fin du premier quadrimestre est une condition d'admission aux autres épreuves de l'année académique. (article 150, § 1 du décret)**

#### **ARTICLE 13 - LES STAGES**

1. Les stages sont des heures de cours obligatoires donnant lieu à une évaluation annuelle et rentrant dans la cotation finale de chaque étudiant. Les stages sont classés "cours artistiques".
2. L'école supérieure des arts définit un quota de stages obligatoires par finalité. Le quota ne peut en aucun cas être inférieur au nombre d'heures prévues à cet effet dans les grilles des cours obligatoires définies dans l'arrêté d'application fixant la liste des cours obligatoires (arrêté du Gouvernement du 17 juillet 2002 paru au Moniteur belge le 18 octobre 2002, dernière mise à jour le 28 novembre 2008). Le quota d'heures de stages entrant dans les heures d'activités d'enseignement laissées à la liberté du pouvoir organisateur de l'école supérieure des arts, peut être revu annuellement et au plus tard avant le 31 janvier de l'année académique précédant le changement.
3. Les stages réalisés par l'étudiant hors de l'école supérieure des arts font l'objet d'une convention de stages établie préalablement au début du stage et qui précise la fonction du stage, le rôle du maître de stage et précise les modalités indispensables en matière d'assurance pour l'étudiant. Un rapport de stage devra être rédigé et remis au secrétariat de l'école.
4. Les stages réalisés par l'étudiant hors de l'école supérieure des arts doivent être terminés au plus tard avant le début de la session d'évaluation du deuxième quadrimestre de l'année académique en cours.
5. Sur décision extraordinaire d'un Conseil d'option, les stages réalisés par l'étudiant hors de l'école supérieure des arts peuvent avoir lieu pendant les vacances d'été. Dans ce cas, les crédits sont acquis par anticipation pour l'année académique suivante.
6. Les enseignants des cours artistiques des programmes d'études sont tenus de libérer l'étudiant qui suit un stage interne ou hors de l'école, de toute remise de travaux et ce, durant la période de stage et la semaine qui suit.
7. Les stages réalisés par l'étudiant hors de l'école supérieure des arts doivent l'être dans un périmètre «raisonnable» afin de permettre les visites de stages par les professeurs de l'option. Sur décision extraordinaire d'un Conseil d'option, il peut être fait exception à ce point.
8. Pendant la/les périodes convenue(s) pour la réalisation du stage hors de l'école, quelle qu'en soit la formule, l'étudiant ne peut être considéré comme absent des cours.
9. En cas de maladie pendant la période de stages internes, l'étudiant recevra un travail de substitution de la part du/des maîtres du stage où il était initialement inscrit. Le travail de substitution sera impérativement coté avant la fin des cours.

#### **ARTICLE 14 - DU CHANGEMENT D'OPTION EN COURS D'ANNEE ACADEMIQUE**

1. L'académie des Beaux-Arts (écoles supérieures des arts) tolère le changement de programme d'études d'un étudiant régulièrement inscrit à l'issue des épreuves de fin de premier quadrimestre de la première année du premier cycle.
2. L'étudiant doit introduire une demande motivée à la direction de l'école avant la clôture des épreuves du premier quadrimestre.
3. Le changement d'option doit être validé par un jury d'enseignants de l'option quittée et de l'option cible.
4. La capacité de l'étudiant à intégrer la nouvelle option doit être évaluée dans le même esprit que l'épreuve d'admission (TITRE IV du présent règlement).
5. Le Conseil de gestion pédagogique doit remettre un avis favorable à cette demande. Il fixe le nouveau programme de l'étudiant sur proposition du Conseil d'option de l'option cible, avec les dispenses et les récupérations éventuelles.
6. Dans ce cas précis, quel que soit le programme d'études choisi, la réorientation ne nécessite pas de procéder à une nouvelle inscription.

#### **ARTICLE 15 - ACTIVITES D'APPRENTISSAGE HORS DE L'ECOLE**

1. Les enseignants, dans le cadre des activités d'apprentissage, peuvent prévoir différents déplacements (voyages d'étude, visites d'exposition, participation à des conférences, etc.) avec l'accord du directeur et/ou du Conseil de gestion pédagogique.
2. Les organisateurs feront parvenir au secrétariat de l'école, au moins 5 jours avant le déplacement, la liste des enseignants se chargeant de l'encadrement ainsi que la liste exhaustive des étudiants participants.
3. Les étudiants empêchés de participer à ces déplacements pour des motifs valables ne peuvent faire l'objet d'aucune sanction.

#### **ARTICLE 16 - L'ACCES AUX EPREUVES ET EXAMENS**

1. L'inscription aux épreuves et examens est liée au paiement des droits d'inscription (articles 102, § 1 et 105, § 1 du décret et article 6, TITRE I du présent règlement) et conditionnée à la régularité des études (articles 11 et 12, TITRE I du présent règlement).
2. Les examens et présentations artistiques sont publics.
3. Les horaires et lieux d'évaluation artistique et d'examens sont affichés aux valves 20 jours ouvrables avant le début de l'épreuve.
4. Pour l'épreuve de la fin du deuxième quadrimestre, l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) organise une session d'évaluations artistiques se clôturant avant le 1er juillet (article 138 alinéa 4 du décret). Toutefois, en cas de force majeure appréciée par le conseil de gestion pédagogique, la session d'évaluation artistique peut être prolongée jusqu'à la veille de la date de la rentrée académique suivante.
5. Par exception au point précédent, l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) organise une session d'évaluation complète (évaluations artistiques et examens) à l'issue du premier quadrimestre de la première année du premier cycle d'études à laquelle tous les étudiants de première année du premier cycle d'études sont obligés de participer (article 150 §1 du décret et article 12, TITRE 2 du présent règlement). Il sera établi un registre des présences à cette session, toute absence non justifiée étant éliminatoire pour la poursuite de l'année académique (voir point 7 ci-dessous).
6. Nonobstant cette disposition particulière d'application exclusive aux étudiants de la première année du premier cycle d'études, nul ne peut être admis à participer à plus d'une session d'évaluations artistiques au cours d'une même année académique.
7. L'étudiant, qui s'absente à une évaluation artistique sans motif légitime, ne peut poursuivre la session d'évaluation artistique et est, à son terme, refusé. L'étudiant, qui, pour un motif légitime, ne peut participer à une évaluation artistique à la date prévue, peut participer à cette évaluation au cours de la même session d'évaluation artistique pour autant que l'organisation de l'évaluation de fin de quadrimestre de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure) le permette et moyennant l'accord du directeur et des enseignants concernés. Dans ce cas, la composition du jury artistique peut être différente du jury initial. L'étudiant doit remettre par écrit le motif légitime d'absence au directeur dans un délai de deux à cinq jours ouvrables par rapport à l'absence. La légitimité du motif est appréciée par le directeur sur avis des enseignants concernés. La décision est notifiée à l'étudiant dans les trois jours ouvrables contre reçu.

#### **ARTICLE 17 - DE L'ETALEMENT DES ETUDES**

Par décision individuelle et motivée, les autorités académiques peuvent exceptionnellement accorder des dérogations sur l'organisation des études de certains étudiants, notamment l'inscription à un programme d'études comportant éventuellement moins de 30 crédits pour une année académique. Ces dérogations font l'objet d'une convention avec les autorités académiques, établie au moment de l'inscription, révisable annuellement.

*Elles ne peuvent être accordées que pour des motifs professionnels, sociaux ou médicaux dûment attestés* (article 151 du décret).

Sans préjudice à l'article 103 du décret (régularité des inscriptions), une telle inscription est considérée comme régulière, quel que soit le nombre de crédits sur lequel elle porte.

#### **ARTICLE 18 - DISPOSITIONS RELATIVES À LA COMMUNICATION**

1. L'affichage aux valves et la publication sur le réseau intranet de l'école sont les voies ordinaires pour informer les étudiants. Ceux-ci sont tenus de les consulter régulièrement.

2. Les supports de cours sont à la disposition des étudiants via le réseau intranet de l'école (sans préjudice des mises à jour nécessaires qui seront régulièrement mises en œuvre).
3. Les enseignants peuvent, dans le cadre de la promotion de l'école supérieure des arts et des différents programmes d'études, envisager toutes les formes légales d'activités mettant en valeur les œuvres et travaux des étudiants, organiser des expositions, prévoir des parutions ou des éditions, d'autres activités dans l'école ou hors de l'école et ce, avec l'accord du directeur et du Conseil de gestion pédagogique.
4. L'école se réserve le droit d'utiliser les œuvres et travaux des étudiants réalisés pendant la durée de leurs études à toutes fins promotionnelles.

#### **ARTICLE 19 - DE LA CESSION DES DROITS DE REPRODUCTION**

L'étudiant reconnaît à l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) le droit de reproduire photographiquement des travaux (œuvres et projets) produits au cours de ses études.

L'étudiant cède à l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) le droit d'utiliser à des fins pédagogiques, culturelles ou promotionnelles les reproductions de ses travaux.

En cas d'utilisation à des fins culturelles ou promotionnelles, le nom de l'étudiant et, le cas échéant, celui de l'œuvre, seront mentionnés. Comme il ne peut s'agir que d'une utilisation par l'académie des Beaux-Arts (écoles supérieure des arts) dans le cadre de ses activités, la cession des droits est faite à titre gratuit.

L'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) n'est pas autorisée à vendre les travaux des étudiants, ni à percevoir aucun droit lié à leur utilisation ou leur diffusion par des tiers.

#### **ARTICLE 20 - DE LA PROTECTION DE LA VIE PRIVEE**

Toutes les informations contenues dans les fichiers de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) sont réservées à la gestion administrative des dossiers des étudiants. L'école ne communiquera les informations privées sur les étudiants qu'avec leur accord explicite, ou sur demande dûment motivée des services de la Communauté française ou d'une autorité publique.

Si un étudiant souffre d'une maladie chronique nécessitant en cas de crise certains soins spécifiques immédiats, il est indispensable d'en aviser le secrétariat de l'école en remplissant à l'inscription une fiche santé prévue à cet effet. Le contenu de cette fiche est à usage exclusivement médical et ne peut être divulgué à des tiers.

#### **ARTICLE 21 - DU DROIT À L'IMAGE**

Toute personne présente dans l'enceinte de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) accepte que son image soit fixée. Cette image peut être diffusée par l'école à des fins de communication culturelle ou promotionnelle. Si une personne ne désire pas qu'il soit fait usage de son image, elle en fait mention écrite auprès du secrétariat de l'école.

L'utilisation du nom et/ou de l'image de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) est soumise à autorisation du directeur. Toute utilisation de ces éléments susceptible de nuire aux intérêts matériels et moraux de l'école, à ses missions et à sa réputation, à celle de ses membres du personnel enseignant et/ou administratif, à celle de ses étudiants, est passible des sanctions disciplinaires mentionnées à l'article 10, TITRE I, sans préjudice d'éventuelles poursuites judiciaires.

#### **ARTICLE 22 - DE LA RECHERCHE**

En dehors de l'exercice du droit d'auteur et de la propriété intellectuelle (décret du 30 juin 1994, paru au Moniteur belge le 27 juillet 1994), la publication de recherches menées dans le cadre de programmes d'études organisés par l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts), tant par les étudiants que par les enseignants, entraîne la mention obligatoire et exclusive de l'école quel que soit le type de support et/ou le mode d'édition.

#### **ARTICLE 23 - JURYS ARTISTIQUES**

Ce point fait l'objet d'un règlement spécifique en TITRE II.

#### **ARTICLE 24 - JURY, JURY DE DÉLIBÉRATION, COMMISSIONS ET EVALUATION**

Ce point fait l'objet d'un règlement spécifique en TITRE III.

#### **ARTICLE 25 - OPTIONS PHILOSOPHIQUES DE L'ENSEIGNEMENT COMMUNAL DE LA VILLE DE TOURNAI**



## **Enseignement communal neutre subventionné**

### **Options Philosophiques**

**L'école communale est une école ouverte à tous, sans distinction.**

Elle accorde une égale sollicitude à tous les étudiants et vise la promotion de chacun.

**L'école communale est une école de la tolérance.**

Elle respecte toutes les conceptions philosophiques et idéologiques par la reconnaissance du droit à la différence. Elle s'enrichit de l'échange et de la confrontation d'idées.

**L'école communale, proche du citoyen, est une école de la démocratie.**

Gérée par les mandataires locaux, elle veut répondre aux aspirations et aux besoins de la population en matière d'éducation.

**L'école communale est une école de la solidarité,** un endroit où l'on partage la vie de tous les autres étudiants.

**L'école communale est une école qui veut réaliser la justice sociale.**

Par la promotion de chacun, elle refuse donc la sélection sociale et économique.

**L'école communale est une école humaniste.**

Elle est centrée sur le développement et l'épanouissement de l'étudiant et prend en compte les besoins de la société. Elle met en évidence les comportements positifs et insiste davantage sur la réussite.

**L'école communale est respectueuse des droits de tous.**

Elle prend en charge la totalité de la personne.

Elle considère l'étudiant comme principal artisan de son développement et favorise les comportements d'épanouissement personnel, d'autonomie, de socialisme, de liberté et de créativité.

## **TITRE II : JURYS ARTISTIQUES**

### **ARTICLE 1**

Le pouvoir organisateur de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts), sur avis du Conseil de gestion pédagogique, fixe le règlement d'ordre intérieur des jurys artistiques de l'académie.

### **Section 1 : Des jurys artistiques**

### **ARTICLE 2**

Les membres des jurys externes sont désignés par le pouvoir organisateur sur proposition du directeur, après avis du conseil d'option.

Le directeur de l'académie ou son délégué préside les jurys artistiques externes. Un président délégué peut être désigné pour chaque jury artistique.

Le président délégué est désigné par le conseil d'option.

Le secrétariat du jury artistique est régi par l'article 9, section 3 du présent titre.

Le directeur ou son délégué a voix consultative.

Le professeur responsable du ou des cours artistique(s) pour le(s)quel(s) l'évaluation est organisée participe au jury externe. Il dispose d'une voix consultative.

Lorsque l'évaluation porte sur un ou plusieurs cours et que plusieurs professeurs en sont responsables, ils participent au jury externe avec voix consultative.

Le ministre peut mandater un délégué de la Communauté française pour assister aux jurys externes.

Ce délégué veille au déroulement régulier des opérations. Il a voix consultative. Le nombre de membres du jury externe ayant voix délibérative ne peut être inférieur à trois.

### **ARTICLE 3**

Les membres des jurys internes sont désignés par le pouvoir organisateur sur proposition du professeur responsable du cours ou des cours pour le(s)quel(s) l'évaluation est organisée.

Ce professeur préside le jury interne. Il dispose d'une voix délibérative.

Lorsque l'évaluation est organisée pour un ou plusieurs cours et que plusieurs professeurs en sont responsables, les membres des jurys internes sont désignés sur proposition de ces professeurs.

Dans ce cas, le président est désigné par les membres dudit jury. Le président dispose d'une voix délibérative.

#### **ARTICLE 4**

Le jury de fin du deuxième quadrimestre pour le cours artistique de l'option de la dernière année d'un programme d'études est exclusivement un jury externe.

Les autres jurys artistiques de fin du deuxième quadrimestre organisés par l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) sont des jurys internes ou externes suivant le choix du conseil d'option.

Le jury externe est composé majoritairement de membres extérieurs à l'école supérieure des arts qui sont choisis pour leurs compétences.

Le jury interne est composé majoritairement de membres du personnel enseignant de l'école supérieure des arts.

### **Section 2 : Du fonctionnement des jurys artistiques**

#### **ARTICLE 5**

Il est interdit à un membre des jurys visés par le présent règlement de procéder à une évaluation artistique et de participer aux délibérations qui s'ensuivent, si l'étudiant est son conjoint, son cohabitant légal, un de ses parents, un allié jusqu'au quatrième degré inclusivement, la personne avec laquelle il vit maritalement mais hors des liens du mariage ou un parent de la personne jusqu'au 4ème degré inclusivement.

#### **ARTICLE 6**

Sauf cas de force majeure apprécié par le président du jury, les membres du personnel de l'académie, membres du jury, sont tenus de participer aux travaux du jury au sein duquel ils ont été désignés.

#### **ARTICLE 7**

Les membres de chaque jury artistique évaluent individuellement le parcours artistique de l'étudiant et remettent leur note au secrétariat qui les additionne.

#### **ARTICLE 8**

Les délibérations des jurys artistiques ont lieu à huis clos. Les jurés extérieurs quelle que soit la nature de leur fonction sont tenus de garder le secret des délibérations et des cotations (article 9, TITRE III). Ces délibérations peuvent modifier la note globale du jury. Toute modification de la note globale du jury ne peut se faire qu'à la hausse.

La décision de modifier la note globale doit être prise à la majorité des voix des membres présents.

Les notes et notes individuelles de chaque membre du jury artistique sont secrètes.

Le procès-verbal de la délibération mentionne la composition du jury artistique et les résultats de cette délibération.

Les procès-verbaux des jurys artistiques sont conservés par l'école supérieure des arts pendant une durée de trois ans à dater de la fin de l'année académique à laquelle ils se rapportent.

### **Section 3 : Des modes d'organisation des jurys artistiques**

#### **ARTICLE 9**

Le directeur organise le secrétariat des jurys artistiques et des jurys de délibération, en désigne les secrétaires choisis parmi les membres du personnel de l'académie et publie leurs noms aux panneaux d'affichage avant le début de la session. Les secrétaires n'ont pas de voix délibérative.

#### **ARTICLE 10**

Les présentations artistiques sont publiques. Le public ne peut en aucune manière y interagir avec l'enseignant ou l'impétrant lors de la présentation, ni perturber son bon déroulement (article 137, alinéa 2 du décret).

### **Section 4 : Conditions particulières s'appliquant aux jurys artistiques**

De la session d'évaluations artistiques

#### **ARTICLE 11**

À l'exception de la première année du premier cycle d'un programme d'études (article 150, § 1 du décret et articles 2 et 16 du TITRE I du présent règlement), nul ne peut être admis à participer à plus d'une session d'évaluation artistique au cours d'une même année académique.

#### De l'empêchement de présenter une évaluation artistique

##### **ARTICLE 12**

L'étudiant, qui s'absente à une évaluation artistique sans motif légitime, ne peut poursuivre la session d'évaluation artistique et se trouve, à son terme, refusé.

L'étudiant, qui, pour un motif légitime, ne peut participer à une évaluation artistique à la date prévue, peut participer à cette évaluation au cours de la même session d'évaluation artistique pour autant que l'organisation de l'évaluation de fin d'année à l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) le permette et moyennant l'accord du directeur et des enseignants concernés. Dans ce cas, la composition du jury artistique peut être différente du jury initial.

L'étudiant doit remettre par écrit le motif légitime d'absence au directeur dans un délai de deux à cinq jours ouvrables par rapport à l'absence. La légitimité du motif est appréciée par le directeur sur avis des enseignants concernés. La décision est notifiée sous pli recommandé à l'étudiant dans les trois jours ouvrables (article 11, point 7, TITRE I).

#### De la spécificité des jurys artistiques

##### **ARTICLE 13**

Le jury artistique ne recouvre pas la notion de jury telle que définie au TITRE III du présent règlement, ni en termes de composition, ni en termes de mission.

#### **TITRE III : JURY, JURY DE DELIBERATION, COMMISSIONS ET EVALUATION**

##### **Section 1 : Le jury**

##### **ARTICLE 1**

Au sens de l'article 131 du décret, *le jury est l'instance académique chargée, à titre principal, de l'admission aux études, du suivi des étudiants, de l'évaluation des acquis d'apprentissage, de leur certification et de l'organisation des épreuves correspondantes.*

##### **ARTICLE 2**

Le jury peut organiser en son sein des commissions. Toute décision prise par ces commissions est réputée ratifiée par le jury. Celui-ci peut, à l'initiative de trois de ses membres au minimum, dans les trois jours ouvrables suivant la notification d'une décision prise en commission, se réunir dans les deux semaines suivant cette notification, pour statuer sur l'entière ou sur une partie de la décision notifiée et, le cas échéant, l'invalidier.

##### **ARTICLE 3**

Le jury est composé de tous les enseignants ayant pris part aux activités d'apprentissage et ayant attribué à l'étudiant une note pour une activité d'apprentissage incluse au programme annuel de l'étudiant. Un seul enseignant dispose d'une voix par unité d'enseignement.

Le directeur de l'académie ou, en son absence, son délégué désigné par le pouvoir organisateur, préside le jury avec voix délibérative.

##### **ARTICLE 4**

Le ministre en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche peut mandater un délégué de la Communauté française pour assister aux travaux du jury. Ce délégué a une voix consultative et ne participe pas aux votes.

##### **ARTICLE 5**

Il est interdit à un membre des jurys visés par le présent règlement de participer aux délibérations si l'étudiant est son conjoint, son cohabitant légal, l'un de ses parents, un allié jusqu'au quatrième degré inclusivement, la personne avec laquelle il vit maritalement mais hors des liens du mariage ou un parent de la personne visée ci-avant jusqu'au quatrième degré inclusivement.

##### **ARTICLE 6**

Sauf cas de force majeure apprécié par le président du jury, les membres du personnel enseignant sont tenus d'assister au(x) jury(s) qui concerne(nt) les étudiants dont ils ont encadré les activités d'apprentissage.

#### **ARTICLE 7**

Pour délibérer valablement, plus de la moitié des membres du jury doivent être présents (au sens de l'article 3 ci-dessus).

Toute décision est prise à la majorité des voix des membres présents ayant voix délibérative. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

#### **ARTICLE 8**

Le directeur organise le secrétariat des jurys, en désigne le/les secrétaire(s) choisi(s) parmi les membres du personnel de l'académie et publie le/les nom(s) aux valves et sur le réseau intranet de l'école. Le/les secrétaire(s) n'a (ont) pas voix délibérative et ne participe(nt) pas aux votes.

#### **ARTICLE 9**

Conformément à l'article 133 du décret, *les délibérations du jury ont lieu à huis clos. Tous les membres du jury ont le devoir de respecter le secret des délibérations et des votes éventuels.*

Conformément à l'article 216 du statut des membres du personnel des écoles supérieures des arts officielles subventionnées (décret du 20 décembre 2001, paru au Moniteur belge le 3 mai 2002), *les membres du personnel ne peuvent révéler les faits dont ils auraient eu connaissance et qui auraient un caractère secret dans le cadre de leur fonction.* Quiconque viole le secret des délibérations du jury sera déclaré parjure et soumis aux sanctions disciplinaires prévues dans ledit statut (chapitre VI, articles 288 à 299).

#### **ARTICLE 10**

Le jury statue souverainement et collégalement. Ses décisions sont motivées.

#### **Section 2 : Du jury de délibération et de l'évaluation**

#### **ARTICLE 11**

Le jury se réunit en séance plénière deux fois par an, à la fin des deuxième et troisième trimestres, et délibère sur l'ensemble des crédits obtenus dans le programme annuel de l'étudiant.

*Sur base des épreuves présentées par l'étudiant au cours de l'année académique et de leur moyenne, le jury octroie les crédits pour les unités d'enseignement dont l'évaluation est suffisante ou pour lesquelles le déficit est acceptable au vu de l'ensemble des résultats* (article 140 du décret).

#### **ARTICLE 12**

Le jury de délibération est composé de tous les enseignants (professeurs, chargés d'enseignement, assistants, conférenciers) ayant encadré les activités d'apprentissage figurant au programme d'étude de l'étudiant délibéré pour l'année académique considérée.

- Chaque unité d'enseignement dispose d'une voix.
- Un enseignant ne dispose que d'une voix. Le vote par procuration est interdit.
- *L'absence ou l'abstention d'un membre du jury ne peut être invoquée pour surseoir à une décision ou l'invalidier* (article 132, § 2 du décret).

Attention : une commission trimestrielle se réunira au terme du 1er trimestre. Cette commission acte l'obtention d'office des crédits et valide d'office les unités d'enseignement réussies conformément aux articles 17 et 18 qui suivent, à l'exclusion de toute autre décision.

#### **ARTICLE 13**

L'évaluation d'une unité d'enseignement s'exprime sous forme d'une note comprise entre 0 et 20 compte tenu du coefficient de pondération défini à l'article 14 ci-après. Le seuil de réussite pour acquérir les crédits associés est de 10/20 (50%).

L'évaluation globale de l'ensemble des unités d'enseignement suivies durant une année académique s'exprime sous forme d'une note comprise entre 0 et 100. Le seuil de réussite est de 50/100 (50%), *pour autant que les crédits des unités d'enseignement visées soient octroyés* (article 139, alinéa 2 du décret).

#### **ARTICLE 14**

Le coefficient de pondération affecté aux notes des activités d'apprentissage est fixé à 20 points par tranche de 30 heures de cours par année académique.

Généralement, une heure d'activité d'apprentissage représente deux crédits, mais les crédits sont aussi liés à des activités d'apprentissage non encadrées comprenant d'autres activités associées, telles que travaux et exercices personnels, recherche de documentation, préparations, études et projets, etc. (article 67, alinéa 2 du décret).

Les étudiants sont prévenus de la pondération en points et en crédits via les fiches ECTS.

#### **ARTICLE 15**

Pour les cours où l'évaluation annuelle requiert un jury artistique, une note d'année intervient à concurrence de 50% du total de la note attribuée. Le(s) enseignant(s) responsable(s) du cours attribue(nt) cette note qui est le résultat de la somme des évaluations effectuées durant l'année et communiquées aux étudiants.

La note d'année est remise au secrétariat de l'académie au plus tard la veille de la session d'évaluation artistique du deuxième quadrimestre.

#### **ARTICLE 16**

Les cours artistiques de soutien au cours artistique d'une option, les cours généraux et les cours techniques peuvent faire l'objet d'une évaluation continue. Dans ce cas, la moyenne des notes obtenues au cours de l'année constitue la note de l'année.

Les étudiants sont prévenus du mode de cotation via les fiches ECTS.

#### **ARTICLE 17 – CREDITS ACQUIS DE PLEIN DROIT**

L'étudiant ayant obtenu une note moyenne supérieure ou égale à 10/20 (50%) à une unité d'enseignement et une note supérieure ou égale à 10/20 (50%) à toutes les activités d'apprentissage de ladite unité d'enseignement, obtient d'office les crédits afférents à ces cours et valide l'unité d'enseignement.

#### **ARTICLE 18 – VALIDATION D'OFFICE DES UNITES D'ENSEIGNEMENT**

Le jury de délibération attribue d'office les crédits afférents à une unité d'enseignement si l'étudiant réunit les conditions suivantes :

- avoir obtenu une note globale supérieure ou égale à 10/20, compte tenu des coefficients de pondération affectés aux notes des activités d'apprentissage qui composent l'unité d'enseignement, **et**
- ne pas avoir plus d'un échec à l'une des activités d'apprentissage qui composent l'unité d'enseignement concernée, le seuil d'exclusion étant fixé à 8/20.

**Pour l'application de cette règle, un maximum de deux échecs est toléré dans l'ensemble des activités d'apprentissage d'une année académique.**

Attention : par exception à cette règle, les crédits ne sont pas automatiquement attribués à l'unité d'enseignement incluant le cours artistique de l'option si la cote de l'activité d'apprentissage correspondant au cours artistique de l'option est inférieure à 10/20.

#### **ARTICLE 19 – VALIDATION DES UNITES D'ENSEIGNEMENT PAR DELIBERATION**

Le jury met en délibération l'obtention des crédits afférents à une unité d'enseignement si l'étudiant réunit les conditions suivantes :

- avoir obtenu une note globale supérieure ou égale à 10/20, compte tenu des coefficients de pondération affectés aux notes des activités d'apprentissage qui composent l'unité d'enseignement, **et**
- avoir plus d'un échec dans des activités d'apprentissage qui composent l'unité d'enseignement concernée, égal ou en dessous du seuil de 8/20.

Dans le cas contraire, l'étudiant n'est pas délibéré et les crédits afférents à l'unité d'enseignement ne sont pas attribués.

Attention : par exception à cette règle, le jury ne peut mettre en délibération l'obtention des crédits attribués à l'unité d'enseignement incluant le cours artistique de l'option si la cote de l'activité d'apprentissage correspondant au cours artistique de l'option est inférieure à 10/20.

## **ARTICLE 20 – CAS EXCEPTIONNELS**

Exceptionnellement et par dérogation à l'article 18 ci-dessus, le président du jury peut mettre en délibération l'obtention de crédits afférents à une unité d'enseignement, quelles que soient les cotes obtenues, pour autant que la motivation du président soit préalablement exposée aux membres du jury.

En aucun cas, une demande de dérogation pour cas exceptionnel ne peut être soumise à l'appréciation du directeur en séance.

Pour être recevable, la demande de dérogation pour cas exceptionnel doit avoir fait l'objet d'une demande écrite et motivée, transmise au directeur par le professeur responsable du cours artistique de l'option dont est issu l'étudiant concerné. Outre la signature du professeur responsable du cours artistique de l'option, la demande doit être signée par au moins trois enseignants intervenant dans le programme annuel de l'étudiant et être remise au directeur deux jours ouvrables avant la réunion du jury de délibération.

## **ARTICLE 21 – REPORTS DE CREDITS**

*Les crédits sont acquis de manière définitive. Un jury ne peut refuser d'octroyer les crédits associés aux épreuves pour lesquelles l'étudiant a atteint le seuil de réussite, quelle que soit la moyenne globale obtenue (article 139, alinéa 1 du décret).*

Lorsque le jury de délibération ne valide pas une unité d'enseignement, les crédits acquis ne sont pas comptabilisés dans le total des crédits de l'année académique en cours.

Dans ce cas, ces crédits donnent lieu à des reports et/ou des dispenses en vue d'une délibération ultérieure.

Cette clause ne vaut toutefois qu'au sein de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) de Tournai.

## **ARTICLE 22 – REUSSITE A 45 CREDITS**

Conformément à l'article 100, § 1, alinéa 3 du décret, le jury de délibération prononce la réussite du programme annuel de l'étudiant ayant validé des unités d'enseignement pour un total d'au moins 45 crédits.

*Dans ce cas, la suite du programme de l'étudiant est soumise à l'accord du jury qui veille au respect des prérequis et corequis, et à ce que la charge de l'étudiant soit au moins de 60 crédits. Sur décision individuelle fondée sur le parcours de l'étudiant et pour lui permettre la poursuite d'études avec une charge annuelle suffisante, un prérequis peut être transformé en corequis par décision du jury (article 100, § 2 du décret).*

Dans toutes les options, l'unité d'enseignement incluant le cours artistique de l'option équivaut à plus de 15 crédits. La non-validation de cette unité d'enseignement suffit à bloquer l'étudiant dans la poursuite du programme du cycle.

## **ARTICLE 23 – ECHEC A MOINS DE 45 CREDITS**

L'étudiant qui n'a pas validé des unités d'enseignement à concurrence de 45 crédits sur les 60 crédits du programme d'études n'est pas autorisé à suivre les unités d'enseignement des blocs suivants.

*Sont considérés comme étudiants de première année du premier cycle ceux n'ayant pas encore acquis ou valorisé 45 crédits au moins parmi les 60 premiers crédits d'un premier cycle (article 148 du décret).*

Dans ce cas, l'étudiant représente les crédits non acquis. Il peut s'inscrire à des activités de remédiation. Celles-ci ne pourront en aucun cas donner lieu à des valorisations de crédits d'unités d'enseignement au programme du cycle d'études. Cependant, elles pourront figurer dans le supplément au diplôme à hauteur de 5 crédits maximum.

L'obligation de constituer un programme annuel d'au moins 60 crédits s'impose autant à l'étudiant qu'à l'école supérieure des arts.

## **ARTICLE 24 – DE LA SESSION D'EVALUATION DU PREMIER QUADRIMESTRE DE LA PREMIERE ANNEE DU CYCLE**

Pour être dispensé de représenter une matière à la session d'évaluation du deuxième quadrimestre, l'étudiant doit avoir obtenu une note égale ou supérieure à 10/20 (50%) compte tenu des coefficients de pondération affectés aux notes de l'activité d'apprentissage visée.

#### **ARTICLE 25 – DE LA SESSION D'EVALUATION DU TROISIEME QUADRIMESTRE**

Pour autant qu'il ait participé à toutes les évaluations artistiques et à tous les examens, hormis l'empêchement pour motif légitime, l'étudiant ajourné est dispensé de représenter à la session d'évaluation du troisième quadrimestre les examens qu'il a réussis aux évaluations du premier et du deuxième quadrimestre avec 50% des points au moins.

La note attribuée aux évaluations artistiques du deuxième quadrimestre (et du premier quadrimestre pour les étudiants de première année du premier cycle d'un programme d'études), en ce compris les stages, est, pour la délibération des résultats de la session du troisième quadrimestre, reportée à ladite session.

#### **ARTICLE 26 – CLAUSE PARTICULIERE D'APPLICATION AU-DELA DE LA PREMIERE ANNEE DU PREMIER CYCLE**

Si un étudiant au-delà de la première année du premier cycle choisit d'inscrire dans son programme de l'année académique des unités d'enseignement représentant plus de 60 crédits, il est délibéré sur l'ensemble de ces épreuves, sauf si la prise en compte de ces unités excédentaires conduit à une décision d'échec, alors qu'en leur absence, la réussite eût été prononcée. Dans ce cas, les unités excédentaires sont celles pour lesquelles l'étudiant a obtenu les notes les plus faibles (article 141 du décret).

#### **ARTICLE 27 – CLAUSE D'EXCLUSION**

Tout étudiant ayant copié ou démarqué systématiquement tout ou partie d'une œuvre existante soumise ou non au dépôt légal et présentant celle-ci comme œuvre personnelle aux jurys artistiques organisés durant les cycles d'études, se verra attribuer la cotation 0 pour le jury artistique concerné et déclaré en échec à l'issue de la 2ème session.

L'exclusion est confirmée par envoi d'un courrier recommandé signé du directeur et de l'enseignant témoin du plagiat au plus tard trois jours ouvrables après le constat.

L'étudiant assumera tous les risques de poursuites judiciaires ou autres inhérentes à ce genre de pratique.

En cas de récidive avérée, un renvoi définitif pourra être prononcé.

#### **ARTICLE 28 – MOTIVATION DES DECISIONS**

Les enseignants sont personnellement maîtres et responsables de leurs appréciations et des notes qu'ils attribuent. Toutefois, les décisions finales sont nécessairement collégiales, ce qui oblige les membres du jury de délibération, une fois ces décisions arrêtées, à s'y rallier et à s'en montrer solidaires.

Les motifs de droit ou de fait, qui conduisent le jury de délibération à prendre sa décision, constituent les critères de motivation.

##### **Critères de motivation des décisions prises en délibération :**

Critères de motivation pour la réussite :

- pertinence du travail artistique
- qualité particulière du travail artistique
- participation active et régulière aux activités d'apprentissage
- caractère accidentel des échecs
- échecs limités en qualité et en quantité
- résultats des années d'études antérieures
- pourcentage global et importance relative des échecs
- progrès réalisés d'une session à l'autre.

Critères de motivation pour l'ajournement ou le refus en 2ème session :

- importance et gravité des échecs
- faible pourcentage global

- échec dans une (ou plusieurs) matière(s) qui constitue(nt) les fondements essentiels des études
- profil global généralement faible de l'étudiant dans les sessions antérieures.

**Conformément à la jurisprudence du Conseil d'Etat, la note suffit à justifier l'échec. Néanmoins, le jury de délibération sera attentif aux motivations lorsque pour des mêmes notes, il prend des décisions différentes.**

#### **ARTICLE 29 – DELIBERATION SOUS RESERVE**

Sera délibéré sous réserve exclusivement, tout étudiant, qui, pour une raison indépendante de sa volonté, n'aura pu fournir soit le certificat d'enseignement secondaire supérieur (CESS), soit l'équivalence définitive à ce certificat, soit tout autre document indispensable à la validation de son inscription (article 4, TITRE I du présent règlement), avant le début de l'épreuve ou avant délibération.

#### **ARTICLE 30 – DES MENTIONS**

Une mention est attribuée à l'étudiant en fin de cycle.

*Le jury de délibération détermine la mention éventuelle sur base de l'ensemble des enseignements suivis au cours d'un cycle* (article 132, alinéa 2 du décret).

Les mentions sont la satisfaction, la distinction, la grande distinction et la plus grande distinction. Elles s'obtiennent généralement si le résultat global de l'étudiant atteint respectivement 60, 70, 80 et 90% du maximum des points.

Le jury de délibération apprécie si la mention distinction, grande distinction ou la plus grande distinction peut être attribuée lorsque l'étudiant a obtenu une note inférieure à 60% dans une ou plusieurs activités d'apprentissage ou si l'étudiant a obtenu des dispenses.

#### **ARTICLE 31 – PUBLICITE DES DECISIONS**

Le président du jury de délibération clôt la délibération dès qu'une décision a été prise au sujet de tous les étudiants d'une option.

Il proclame séance tenante et publiquement les décisions prises par le jury de délibération et les publie dans les vingt-quatre heures aux valves de l'académie en mentionnant les noms et prénoms des étudiants.

L'étudiant est tenu de se présenter en personne ou par mandataire au secrétariat de l'école afin de se voir notifier ses résultats et recevoir son relevé de notes contre accusé de réception. A défaut, l'étudiant est présumé en avoir pris connaissance audit jour.

Après la délibération, les professeurs se tiennent à la disposition des étudiants. *Les copies d'examen corrigées peuvent être consultées par l'étudiant. Cette consultation se fera en présence du responsable de l'épreuve concernée* (article 137, alinéa 3 du décret). L'étudiant dispose de 30 jours ouvrables après la clôture de la session pour consulter les copies.

#### **ARTICLE 32 – LE PROCES-VERBAL**

Le procès-verbal de la délibération mentionne la composition du jury de délibération et les résultats de la délibération.

Il mentionne, pour chaque étudiant, les motifs de la décision prise selon les critères de l'article 22 ci-dessus.

Le procès-verbal est signé par le président, le/les secrétaire(s) et au moins trois membres du jury de délibération.

Les procès-verbaux des délibérations sont transmis en copie certifiée conforme par le directeur à l'ARES, au siège de l'administration générale de l'enseignement supérieur et de la recherche, aux délégués du Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, et conservés pendant trente ans au siège de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) à dater de la fin de l'année académique à laquelle ils se rapportent.

#### **ARTICLE 33 – MODE D'INTRODUCTION, D'INSTRUCTION ET DE RESOLUTION DES PLAINTES RELATIVES A DES IRREGULARITES DANS LE DEROULEMENT DES EPREUVES**



Tout recours relatif à une quelconque irrégularité dans le déroulement des épreuves est adressé, sous pli recommandé, au(x) secrétaire(s) du jury de délibération, au plus tard dans les trois jours ouvrables qui suivent la notification des résultats de l'épreuve. L'introduction du recours peut également être faite par la remise d'un écrit au secrétariat de l'école. Dans ce cas, un accusé de réception sera délivré.

Le(s) secrétaire(s) du jury de délibération instruit(sent) le recours et, au plus tard dans les deux jours ouvrables de sa réception, fait (font) rapport au président du jury de délibération.

Dans le jour ouvrable suivant la réception dudit rapport, le président du jury de délibération réunit un jury restreint, composé, outre lui-même, de deux membres du jury de délibération choisis parmi ceux non mis en cause dans l'irrégularité invoquée. Ce jury restreint statue séance tenante sur la régularité du déroulement des épreuves, par décision formellement motivée et notifiée au(x) plaignant(s) dans les deux jours ouvrables.

Attention : les autorités académiques de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) attirent l'attention des étudiants sur le fait qu'un recours ne peut porter que sur la forme (le déroulement des épreuves) et jamais sur le fond (l'évaluation où le jury de délibération est souverain et ses décisions motivées (article 28, TITRE III).

### **Section 3 : De la commission quadrimestrielle**

#### **ARTICLE 34**

Au terme du premier quadrimestre, une commission quadrimestrielle valide l'acquisition des crédits obtenus par l'étudiant pour les unités d'enseignement organisées pendant le quadrimestre concerné.

#### **ARTICLE 35**

Seuls les crédits acquis d'office, conformément aux articles 18 et 19 ci-avant, sont validés par cette commission.

#### **ARTICLE 36**

La commission quadrimestrielle est composée d'un enseignant par unité d'enseignement organisée pendant le quadrimestre concerné. Lorsqu'une unité d'enseignement se compose de plusieurs activités d'apprentissage, le professeur représentant cette unité est désigné par le conseil d'option. Cette désignation intervient au plus tard le 31 octobre de l'année académique en cours.

#### **ARTICLE 37**

Le directeur préside la commission avec voix délibérative. Toute décision est prise à la majorité absolue. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

Le secrétariat de la commission quadrimestrielle est assuré par un/des membre(s) qualifié(s) du personnel administratif de l'école.

### **Section 4 : De la commission d'inscription et des programmes**

#### **ARTICLE 38**

En début d'année académique et au plus tard le 15 octobre, la commission d'inscription et des programmes valide le programme annuel de l'étudiant et confirme son inscription régulière.

#### **ARTICLE 39**

La commission est désignée par le directeur de l'école. Elle est composée du professeur responsable du cours artistique de l'option, d'un professeur de cours artistique de soutien à l'option, d'un professeur de cours généraux et d'un ou plusieurs membres du personnel administratif spécifiquement chargé de vérifier si l'étudiant remplit ses obligations administratives et financières. Au moins un des membres de ladite commission est membre effectif ou suppléant du Conseil de gestion pédagogique de l'école.

#### **ARTICLE 40**

Le directeur préside la commission avec voix délibérative. Toute décision est prise à la majorité absolue. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

Le secrétariat de la commission d'inscription et des programmes est assuré par un/des membre(s) qualifié(s) du personnel administratif de l'école.

#### **ARTICLE 41**

Conformément à l'article 100 §2 du décret, la commission veille au respect des prérequis et corequis et à ce que la charge annuelle de l'étudiant soit au moins de 60 crédits, sauf en fin de cycle ou en cas d'étalement des études (article 151 du décret).

Le programme de l'étudiant comprend :

- les unités d'enseignement du programme d'études auquel il avait déjà été inscrit et dont il n'aurait pas encore acquis les crédits correspondants, à l'exception des unités d'enseignement optionnelles du programme qui avaient été choisies par l'étudiant et qu'il peut délaisser;
- des unités d'enseignement de la suite du programme du cycle ou parmi des enseignements supplémentaires définis comme condition d'accès au cycle, pour lesquelles il remplit les conditions prérequis;
- éventuellement, en fin de cycle, des unités d'enseignement du cycle d'études suivant du même cursus pour lesquelles il remplit les conditions prérequis et avec l'accord de la Commission.

#### **ARTICLE 42**

Quand un étudiant s'inscrit à un programme d'études au-delà du premier bloc, il fait une proposition écrite, à remettre au secrétariat de l'école contre accusé de réception, d'un programme respectant les points 1 à 3 de l'article 41 ci-dessus dans les 10 jours ouvrables suivant la publication de ses résultats de première année du premier cycle.

Pour la session d'évaluation du deuxième quadrimestre de l'année académique en cours, la date limite est fixée au 30 juin ou au dernier jour ouvrable du mois de juin quand le 30 juin est un samedi ou un dimanche.

#### **ARTICLE 43**

Quand un étudiant s'inscrit à une unité d'enseignement au-delà du premier bloc, en cas d'échec, il ne pourra pas l'abandonner. Elle fait définitivement partie de son programme.

Il n'est cependant pas obligé de représenter les unités optionnelles du programme qu'il avait choisies. Dans ce cas précis, l'étudiant peut modifier le choix de ses options.

#### **ARTICLE 44**

L'étudiant, qui n'a pas rentré de proposition écrite d'un programme d'études dans le délai défini à l'article 42, se voit imposer par défaut le programme décidé par le conseil d'option et la commission d'inscription et des programmes.

#### **ARTICLE 45**

**Au-delà de la première année du premier cycle, l'inscription d'un étudiant sera refusée si l'étudiant n'a pas obtenu la validation de son programme d'études par la Commission d'inscription et des programmes.**

#### **Section 5 : De la commission d'admission**

Ce point fait l'objet d'un règlement spécifique : **TITRE IV : EPREUVE D'ADMISSION**

#### **Section 6 : Des diplômes**

#### **ARTICLE 44**

*Les diplômes attestant les grades académiques respectent la forme fixée par le Gouvernement de la Communauté française (article 145 du décret).*

Les diplômes sont signés par une autorité académique, par le directeur de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts), président du jury de délibération et par le(s) secrétaire(s) du jury (article 144 du décret).

Pour l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts), par autorité académique, on entend le professeur responsable du cours finalisant du programme d'études auquel l'étudiant est inscrit.

Les diplômes sont rédigés en français. Le supplément au diplôme est rédigé en français et en anglais.

*Le supplément au diplôme est signé par le(s) secrétaire(s) du jury de délibération (article 146 du décret).*

*Les diplômes sont délivrés dans les trois mois qui suivent la proclamation au cours de laquelle le grade académique a été conféré (article 142 du décret).*

#### **TITRE IV : EPREUVE D'ADMISSION**

##### **REGLEMENT**

##### **Définitions**

##### **ARTICLE 1**

Par académie, il faut entendre l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) de Tournai.

Par session d'admission, il faut entendre la période de l'année académique pendant laquelle ont lieu les épreuves d'admission.

Par épreuve d'admission, il faut entendre l'opération d'évaluation par une commission d'admission, de l'aptitude d'un candidat à suivre une formation artistique.

Par commission d'admission, il faut entendre l'ensemble des examinateurs participant à l'épreuve d'admission.

##### **De l'épreuve d'admission :**

##### **ARTICLE 2**

La session d'admission pour l'accès aux études à l'académie est organisée chaque année, entre le 1er et le 30 septembre. L'épreuve d'admission dure au maximum trois jours pleins.

##### **ARTICLE 3**

La commission d'admission instituée par le directeur pour chaque programme d'études comprend :

- le directeur de l'académie, président ou, en cas d'absence, un membre du personnel désigné par le pouvoir organisateur
- au minimum, trois membres du personnel enseignant du programme d'études (option) dans lequel le candidat désire s'inscrire.

##### **ARTICLE 4**

Le secrétariat du jury d'admission est assuré par un membre du personnel administratif de l'académie choisi par le directeur. Le secrétaire n'a pas voix délibérative.

##### **ARTICLE 5**

L'épreuve d'admission vise à évaluer, dans le cadre du projet pédagogique et artistique de l'académie, l'aptitude du candidat à suivre de manière fructueuse les études pour lesquelles il demande l'inscription.

##### **1) Les objectifs poursuivis par l'épreuve d'admission sont :**

a) En option peinture : l'épreuve d'admission de l'option peinture a pour objectif d'évaluer les capacités artistiques, culturelles et intellectuelles du candidat dans le domaine des arts plastiques, de découvrir son tempérament créatif, ses motivations et son niveau de maturité afin d'évaluer son aptitude à suivre ces études.

b) En option dessin : l'épreuve d'admission de l'option dessin a comme objectif d'évaluer les capacités du candidat à développer un questionnement artistique, les acquis fondamentaux en matière de dessin et la motivation nécessaire pour entreprendre ces études.

c) En option design textile : l'épreuve d'admission de l'option design textile a pour but de découvrir le tempérament créatif et le niveau de maturité des candidats afin d'évaluer leur aptitude à suivre ces études en développant un point de vue personnel.

d) En option architecture d'intérieur : l'épreuve d'admission de l'option architecture d'intérieur a pour but de déterminer la sensibilité créative, les capacités artistiques, culturelles et intellectuelles du candidat, d'analyser sa vision en trois dimensions et ergonomiques, tout en respectant sa personnalité et son sens critique.

e) En option communication visuelle et graphique : l'épreuve d'admission de l'option communication visuelle consiste à évaluer les aptitudes générales du candidat (technique, créativité, motivation, culture générale) à suivre ces études.

f) En option publicité : l'épreuve d'admission de l'option publicité a pour but de cerner les motivations du candidat s'inscrivant dans l'option, de déterminer son niveau d'information aux plans

quantitatif et qualitatif concernant le métier d'art qu'il souhaite exercer et enfin de découvrir ses pratiques culturelles, leurs fréquences et l'amener à se définir par rapport à celles-ci.

g) En option bande dessinée : l'épreuve d'admission de l'option bande dessinée a pour but de déterminer l'aptitude du candidat à développer une séquence narrative à partir du dessin et de ses différentes déclinaisons.

h) En option illustration : l'épreuve d'admission de l'option illustration a pour objectif de distinguer le caractère et les attentes du candidat. L'épreuve permettra d'évaluer l'aptitude du candidat à répondre aux exercices qu'il rencontrera durant ces études.

i) En option arts numériques : l'épreuve d'admission de l'option arts numériques doit permettre d'évaluer le niveau culturel, les motivations et les capacités, notamment en dessin, du candidat. Il est important de distinguer également les attentes du candidat face aux multiples possibilités que proposent les arts numériques.

## **2) La description du contenu de l'épreuve est :**

a) En option peinture, l'épreuve comporte :

- la réalisation d'une série de dessins questionnant les notions d'espace, de format, de support, de mise en page segmentation et d'occupation de la page. Le sujet sera défini le jour de l'épreuve;
- un travail écrit concernant les motivations du candidat;
- un entretien avec les enseignants de l'atelier : culture générale, connaissances spécifiques et plus particulièrement connaissance de l'art contemporain, motivations. Critiques des travaux réalisés lors de la première épreuve. Présentation d'un dossier personnel.

b) En option dessin, l'épreuve comporte :

- des travaux de dessin d'observation et un travail de réflexion sur un sujet au choix du candidat (technique et matériaux libres);
- un travail écrit concernant les motivations du candidat;
- un entretien avec les enseignants de l'atelier : culture générale, connaissances spécifiques et motivations. Le candidat peut présenter un dossier personnel.

c) En option design textile, l'épreuve comporte :

- un travail pratique ayant un lien avec une expression textile. Le sujet sera défini le jour de l'épreuve;
- un travail écrit concernant les motivations du candidat;
- un entretien avec les enseignants de l'atelier : maturité et culture générale du candidat qui présentera un dossier personnel de travaux et approches artistiques déjà réalisés.

d) En option architecture d'intérieur, l'épreuve comporte :

- une épreuve de dessin spécifique à l'architecture d'intérieur (croquis à main levée suivant modèle avec perspective) et un travail de composition spatiale à partir d'éléments simples;
- un travail écrit concernant les motivations du candidat;
- un entretien avec les enseignants de l'atelier : évaluation des connaissances en art et en architecture en particulier, motivations. Le candidat peut présenter un dossier personnel.

e) En option communication visuelle et graphique, l'épreuve comporte :

- une série de dessins ou d'études afin de relever les aptitudes au dessin et à la mise en page du candidat. Le sujet est imposé, la technique est libre. Une dictée graphique : le sujet est donné au candidat le jour de l'épreuve. L'épreuve permettra d'évaluer la capacité du candidat à mettre en adéquation l'idée et la réalisation;
- un travail écrit concernant les motivations du candidat;
- un entretien avec les enseignants de l'atelier : motivations, connaissances générales, maturité, cursus et débat autour des réalisations du candidat lors des deux premières épreuves.

f) En option publicité, l'épreuve comporte :

- deux dessins : un dessin d'observation à partir d'un modèle donné et une dictée graphique dont le sujet sera défini le jour de l'épreuve;
- un travail écrit : culture générale, culture spécifique au média publicitaire et plus largement connaissance de l'art contemporain, pratiques culturelles et motivations;

- une entrevue avec les enseignants de l'atelier : motivations et critique des travaux réalisés lors des deux premières épreuves. Le candidat peut présenter un dossier personnel.

g) En option bande dessinée, l'épreuve comporte :

- une épreuve de dessin : réaliser une planche de bande dessinée sur un thème imposé;
- un travail écrit concernant les motivations du candidat ;
- une entrevue avec les enseignants de l'atelier : il est demandé au candidat de présenter la planche réalisée. Au cours de l'entrevue, on évaluera les motivations du candidat et son aptitude à développer la narration. Il est demandé au candidat de présenter un dossier personnel de travaux et approches déjà réalisés.

h) En option illustration, l'épreuve comporte :

- des exercices pratiques de dessin : une vision objective d'un lieu et parcours visuel en une série de croquis, portrait de personnes que le candidat croquera dans les lieux, une vision subjective des mêmes sujets;
- un travail écrit concernant les motivations du candidat;
- une entrevue avec les enseignants de l'atelier : motivation, culture générale et critiques des travaux réalisés lors des deux premières épreuves. Le candidat peut présenter un dossier personnel.

i) En option arts numériques, l'épreuve comporte :

- épreuves de dessin : dictée graphique avec sujet imposé (technique libre), un dessin d'observation au crayon;
- un travail écrit concernant les motivations du candidat;
- une entrevue avec les enseignants de l'atelier : motivations, choix de l'atelier, connaissances générales, sensibilité, (peinture, cinéma, littérature, musique), parcours scolaire. Le candidat présentera un dossier personnel de travaux antérieurs à l'examen d'admission.

### **3. Les modalités d'organisation de l'épreuve sont :**

a) En option peinture : l'épreuve se déroule tous les jours de 9 à 13 heures et de 14 à 18 heures.

Matériel requis : papier dessin de différents formats et qualités allant du format A4 au format A1.

Prévoir plusieurs matériaux permettant des réalisations de facture plus ou moins précise (exemples: crayons de différentes gradations, crayons de couleur, feutres, plumes et encre, etc.) et des réalisations plus gestuelles (exemples : pinceaux de différents formats, gouaches, couleurs acryliques, chiffons, éponges, fusain, pastels gras et sec, etc.).

b) En option dessin : l'épreuve se déroule tous les jours de 9 à 13 heures et de 14 à 18 heures..

Matériel requis : papier dessin, crayons - matériel au choix : fusain, crayons de couleur, gouaches, aquarelles, pastels.

c) En option design textile : l'épreuve se déroule tous les jours de 9 à 13 heures et de 14 à 18 heures.

Matériel requis : papier dessin, ciseaux, crayons et crayons de couleur, latte, cutter. Le candidat présentera un dossier personnel de travaux antérieurs.

d) En option architecture d'intérieur : l'épreuve se déroule de 9 à 13 heures et de 14 à 18 heures.

Matériel requis : crayons, équerre, papier de format A3 minimum, divers (pastels, crayons de couleur, cutter, gomme,...).

e) En option communication visuelle et graphique : l'épreuve se déroule tous les jours de 9 à 13 heures et de 14 à 18 heures.

Matériel requis : crayons, encre de Chine, pinceaux, pastels, gouaches, feutres, bloc de dessin A3.

f) En option publicité : l'épreuve se déroule tous les jours de 9 à 13 heures et de 14 à 18 heures.

Matériel requis : crayons, encre de Chine, pinceaux, pastels, gouaches, feutres, bloc de dessin A3.

g) En option bande dessinée : l'épreuve se déroule tous les jours de 9 à 13 heures et de 14 à 18 heures.

Matériel requis : bloc de dessin A3, crayons, feutres, rotring, pastels, crayons de couleur, etc. Le candidat présentera un dossier personnel de travaux antérieurs.

h) En option illustration : l'épreuve se déroule tous les jours de 9 à 13 heures et de 14 à 18 heures.

Matériel requis : papier dessin, crayons, matériel au choix : fusains, crayons de couleur, gouaches, aquarelles, pastels, feutres. Le candidat présentera un dossier personnel de travaux antérieurs.

i) En option arts numériques : l'épreuve se déroule tous les jours de 9 à 13 heures et de 14 à 18 heures. Matériel requis : papier de dessin A3 ou A4, crayons de couleurs, feutre et petit matériel (gomme, cutter). Le candidat présentera un dossier personnel de travaux antérieurs.

#### **ARTICLE 6**

Le président organise l'épreuve d'admission. Il reçoit les inscriptions, convoque les membres de la commission d'admission et les candidats, et prend toutes les dispositions utiles au bon déroulement de l'épreuve.

#### **ARTICLE 7**

Pour délibérer valablement, deux tiers des membres de la commission doivent être présents. La commission d'admission décide à la majorité des voix si un candidat est admis ou non. En cas d'égalité de voix, celle du président est prépondérante.

#### **ARTICLE 8**

L'épreuve comporte au minimum trois parties évaluées séparément. Le candidat devra obtenir au minimum 50% des points à chaque évaluation et 50% des points au total.

Un procès-verbal mentionne les décisions prises lors de la délibération.

Ce procès-verbal est signé par le président, le secrétaire et les membres de la commission d'admission.

#### **ARTICLE 9**

Le candidat ayant réussi l'épreuve d'admission artistique est autorisé à s'inscrire à l'académie.

Attention : la validation de l'inscription ne sera définitive que si le candidat remplit toutes les conditions reprises au décret et au TITRE I du présent règlement.

#### **ARTICLE 10**

Le candidat ayant échoué à l'épreuve d'admission en est informé par affichage aux valves de l'académie, au plus tard le premier jour ouvrable qui suit la clôture de cette épreuve. Il peut retirer au secrétariat une notification motivée contre accusé de réception. Cette notification l'informe également des modalités d'introduction d'un recours.

#### **ARTICLE 11**

Le candidat peut, dans les 3 jours ouvrables de l'affichage des résultats aux valves, introduire un recours relatif à une quelconque irrégularité dans le déroulement de l'épreuve, par pli recommandé adressé au directeur de l'académie ou par dépôt au secrétariat de l'académie contre accusé de réception.

#### **ARTICLE 12**

La commission chargée de recevoir les recours des candidats ayant échoué, comprend :

- le directeur de l'académie, président et, le cas échéant, le membre du personnel désigné pour l'épreuve d'admission au titre de président;
- trois membres du personnel enseignant de l'académie, siégeant au Conseil de gestion pédagogique, désignés par le directeur. Chacun a voix délibérative.

Le secrétariat de la commission est assuré par un membre du personnel de l'académie, choisi par le directeur. Le secrétaire n'a pas voix délibérative.

Dans les 5 jours ouvrables qui suivent l'expiration du délai d'introduction des recours, la commission examine les recours introduits. Si elle le juge nécessaire, elle reçoit le ou les candidats.

Cette commission peut invalider le résultat de l'épreuve.

Le directeur de l'académie est alors tenu d'organiser dans les quatre jours ouvrables une nouvelle épreuve ou partie d'épreuve suivant les modalités fixées par le présent règlement.

Un procès-verbal mentionne les décisions prises lors de la délibération de la Commission. Ce procès-verbal est signé par le président, les autres membres de la Commission et le secrétaire.

Le candidat ayant introduit un recours est informé de la décision de la Commission par affichage aux valves de l'école, au plus tard le second jour ouvrable qui suit la délibération de la commission et par retrait d'une notification motivée contre accusé de réception.

## **TITRE V : REGLEMENT PARTICULIER DES ETUDES MENANT AU TITRE D'AGREGE DE L'ENSEIGNEMENT**

### **SECONDAIRE SUPERIEUR (AESS)**

#### **ARTICLE 1 – ANNEE ACADEMIQUE**

1. La formation (375 heures d'enseignement représentant 30 crédits) est organisée à l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) en une seule année d'études. L'horaire des cours est précisé en début d'année académique afin de répondre au mieux aux spécificités du public inscrit dans l'année académique concernée. Les cours et séminaires pourront ainsi être dispensés en semaine, selon les horaires affichés aux valves de l'école. Ils peuvent subir des modifications à tout moment de l'année académique. Les activités d'enseignement, à l'exception des sessions d'examens, sont réparties sur 30 semaines au moins.
2. Les activités d'enseignement commencent le 15 septembre.
3. Les activités d'enseignement sont suspendues pendant neuf semaines, à partir du 1er juillet.
4. Les autres périodes de vacances et congés sont définies par un calendrier publié aux valves de l'établissement en début d'année académique.

#### **ARTICLE 2 - INSCRIPTION AUX ETUDES**

1. L'étudiant, pour être régulièrement inscrit, doit être :
  - soit titulaire d'un diplôme de licencié en arts plastiques, visuels et de l'espace délivré par une école supérieure des arts;
  - soit titulaire d'un diplôme de master en arts plastiques, visuels et de l'espace délivré par une école supérieure des arts;
  - soit être inscrit régulièrement en master au sein d'une école supérieure des arts délivrant le titre de master en arts plastiques, visuels et de l'espace.
2. L'inscription devient définitive après signature du document d'inscription et acquittement du minerval et/ou du droit d'inscription spécifique, et dès la remise de tous les documents relatifs à la régularité administrative des études, à savoir :
  - une photocopie recto/verso d'un document d'identité belge ou étranger;
  - un extrait d'acte de naissance original;
  - pour les étudiants étrangers, une copie de la carte de séjour;
  - deux photos d'identité;
  - une copie du diplôme de licencié ou master en arts plastiques, visuels et de l'espace délivré par une école supérieure des arts, ou à défaut une attestation d'inscription aux cours de master.

La date ultime d'inscription est fixée au 31 octobre.

#### **Condition d'accès particulière aux études d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur**

*Nul ne peut être admis aux études de master à finalité didactique ou menant au titre d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, s'il n'a fait preuve d'une maîtrise suffisante de la langue française (article 113 §1 du décret).*

Une épreuve d'évaluation est organisée en début d'année académique et au plus tard le 31 octobre. Elle conditionne la régularité de l'inscription aux études d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur (article 9, TITRE I).

#### **ARTICLE 3 – MONTANT DU DROIT D'INSCRIPTION**

Le montant du droit d'inscription est communiqué dès qu'il est fixé par l'ARES pour l'année académique considérée.

Un droit **d'inscription spécifique** pourra être exigé des étudiants qui ne sont pas soumis à l'obligation scolaire et qui ne sont pas ressortissants des états de l'Union européenne et dont les parents ou le tuteur légal non belges ne résident pas en Belgique. Ce montant est également communiqué dès qu'il est fixé par l'ARES.

Au cas où l'entièreté du droit d'inscription n'est pas acquittée en début d'année académique, l'étudiant est inscrit sous réserve de versement du montant dû, la réserve étant levée à la date du paiement intégral du droit d'inscription, ce dernier devant être effectif pour le 1er décembre de l'année académique en cours.

L'étudiant dont la réserve n'est pas levée à la date voulue n'est plus inscrit à l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts). Comme toute personne étrangère à l'école, il ne peut y suivre les cours ni participer aux évaluations et examens.

#### **ARTICLE 4 – LE CONSEIL DES ETUDES**

A l'initiative du conseil de gestion pédagogique de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure) est constitué un conseil des études. Il est présidé par le directeur de l'école ou son suppléant. Ce conseil est composé des enseignants chargés des cours dans le cadre de l'agrégation et, s'il échet, d'enseignants de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) désignés par le conseil de gestion pédagogique. Ce conseil est chargé de veiller à la bonne marche de l'organisation des cours d'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur à l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts), dans le respect des règles dictées par le décret du 17 septembre 2003. Le Conseil des études apportera une solution à tout problème relatif à l'organisation de ces études et, au besoin, dressera un rapport au conseil de gestion pédagogique de l'école.

#### **ARTICLE 5 – LES STAGES**

1. Les stages figurent à la grille horaire et feront l'objet d'une évaluation. Celle-ci s'opère selon le principe de l'évaluation continue. L'ensemble des stages fait l'objet d'une appréciation globale tenant compte de l'évolution des performances du candidat.
2. Des conventions de collaboration seront établies entre l'académie et les établissements accueillant les stagiaires.
3. Il sera établi un contrat entre le maître de stage (reprenant le rôle joué par celui-ci) et l'étudiant stagiaire (reprenant les obligations de ce dernier).
4. Un rapport d'évaluation rempli par l'enseignant et un rapport de stage obligatoire constitué par l'étudiant entreront en compte dans l'évaluation finale des stages. Pour les étudiants inscrits à l'agrégation et qui sont en fonction dans l'enseignement, les prestations effectuées dans le cadre de cette fonction peuvent être assimilées à des stages d'enseignement et à des stages d'activités scolaires pour autant qu'ils soient supervisés selon les modalités appliquées aux autres étudiants. Ces étudiants sont exemptés des stages d'observation.

#### **ARTICLE 6 – CLAUSE PARTICULIERE AUX ETUDIANTS DU DEUXIEME CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ARTISTIQUE**

Le titre d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur est lié au diplôme de master en 120 crédits de l'enseignement supérieur artistique du domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace. Les étudiants inscrits en fin d'un cycle de master en 120 crédits (hors finalité didactique) peuvent s'inscrire simultanément aux études menant au titre d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur. Toutefois, les étudiants admis en vertu de cette disposition ne pourront être proclamés avant d'avoir obtenu le grade académique de master nécessaire (article 113, § 2 du décret).

#### **ARTICLE 7 – DISPOSITIONS GENERALES**

Le règlement particulier des études de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) est d'application en toute matière non traitée dans le présent règlement.

#### **TITRE VI : RÈGLEMENT PARTICULIER DE LA BIBLIOTHÈQUE**

La bibliothèque de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) peut être consultée par tous les étudiants de l'enseignement supérieur et les membres du personnel enseignant.

1) L'emprunt de matériel de tout support (livres, périodiques, appareil numérique,...) et l'accès à internet sont autorisés aux étudiants en règle de dossier administratif et ayant acquitté les frais appréciés au coût réel afférents aux biens et services fournis aux étudiants.

Quand ces conditions sont réunies, la bibliothèque propose :

- la location du matériel numérique (appareil photo numérique, caméra,...)
- le prêt de livres et périodiques
- l'accès à internet et impression de documents
- l'utilisation sur place du matériel informatique et de logiciels
- la possibilité de visionner des documents audiovisuels
- le prêt d'outillage à l'intérieur de l'établissement
- la recherche de documentation



- la suggestion de titres d'ouvrages ou autres pour le fonds de la bibliothèque.
- 2) Toutefois, aucun livre ne pourra être emprunté avant le 1er octobre et après le 15 mai de l'année académique en cours (fin des cours théoriques).
- 3) Le lecteur ne peut obtenir en prêt plus de trois livres à la fois.  
La durée du prêt est d'une semaine à dater du jour de l'emprunt.  
Suite à des retards réguliers et successifs, la bibliothèque se réserve le droit de suspendre le prêt de livres pendant la durée d'un mois.
- 4) Le lecteur est responsable de la perte et des dégradations du matériel emprunté. Dans ces cas, il remboursera le matériel au prix actualisé.
- 5) La location du matériel numérique se limite à trois jours. Exceptionnellement, la durée du prêt peut être prolongée sur avis des enseignants ainsi qu'en fonction de la nature des travaux (photographie de nuit, prise de son le week-end,...).

## **TITRE VII : SERVICES DIVERS**

### **Bourses et allocations d'études**

Le secrétariat de l'école aide les étudiants désireux d'obtenir des renseignements utiles. Le cas échéant, le secrétariat peut aider l'étudiant à remplir les formulaires en ligne (voir [www.allocations-etudes.cfwb.be](http://www.allocations-etudes.cfwb.be)).

### **Carte d'étudiant**

La carte d'étudiant est validée à la bibliothèque de l'école après la mise en ordre du dossier administratif et le paiement des droits et frais d'inscription. La validité de la carte d'étudiant est limitée à une année académique.

### **Certificats**

Les certificats destinés à l'obtention d'abonnements scolaires auprès des sociétés de transport en commun et toutes autres formes de certificats de fréquentation des études pour les mutuelles, l'Onem, etc. ne sont délivrés qu'aux étudiants régulièrement inscrits.

### **Service social**

Conformément à l'article 6, TITRE I des dispositions générales du présent règlement particulier des études (fonds social), des aides exceptionnelles peuvent être accordées à certains étudiants en difficulté qui en font la demande. Le secrétariat de l'école tient à disposition des étudiants les dossiers nécessaires pour l'introduction de la demande d'aide auprès du service social.

### **Voyages d'étude**

Tout acompte demandé à un étudiant dans le cadre de la participation à un voyage d'étude organisé par les enseignants de l'école ne sera pas remboursé en cas de désistement.

N'oubliez pas !

Avant de quitter un local :

- Fermer les portes et les fenêtres
- Éteindre les lumières
- Débrancher les appareils électriques
- Fermer les robinets
- Jeter vos déchets

## **DISPOSITION TRANSITOIRE**

**ATTENTION : Le présent règlement particulier des études entrera en application progressivement et à partir de l'année académique 2014-2015.**

**Ce règlement concerne les étudiants inscrits à des études organisées selon le décret du 7 novembre 2013.**

*Les études de premier cycle sont organisées selon les nouvelles dispositions progressivement durant trois années académiques dès l'année académique 2014-2015. Les études de deuxième cycle et les études complémentaires sont organisées selon les nouvelles dispositions au plus tard à partir de l'année académique 2017-2018 (article 172 du décret).*

*Toutefois, les articles 139 à 141 s'appliquent immédiatement à toutes les évaluations finales organisées à partir de l'année académique 2014-2015 (fixant le seuil de réussite à 50%).*

**Les autres étudiants restent soumis à la législation antérieure.**

Les règlements d'ordre intérieur (ROI) des différents conseils (conseil de gestion pédagogique, conseil d'option, conseil social, conseil des étudiants) font l'objet de publications distinctes remises aux membres élus.

<p><b>9. Académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts). Adhésion à l'ASBL Art/Recherche. Statuts. Approbation.</b></p>
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant le courrier du 23 février 2015 de Monsieur le directeur de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts), rue de l'Hôpital, 14 à 7500 Tournai, qui a exprimé le souhait d'adhérer l'académie à l'ASBL Art/Recherche, dont le siège est situé rue de Marcinelle, 30 à 6000 Charleroi et qui a présenté ses statuts;

Considérant que l'ASBL Art/Recherche a pour objet de favoriser, soutenir, développer, promouvoir et valoriser la recherche en art en écoles supérieures des arts de la Fédération Wallonie-Bruxelles;

Considérant que l'ASBL bénéficie de budgets et de bourses qu'elle redistribue équitablement entre les établissements impliqués dans des programmes de recherche via l'académie de recherche et d'enseignement supérieur (A.R.E.S.);

Considérant que l'adhésion à ladite ASBL n'entraîne aucune implication financière et qu'une majorité des écoles supérieures des arts ont déjà approuvé ses statuts;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**AUTORISE**

**l'académie des Beaux-Arts** (école supérieure des arts), rue de l'Hôpital Notre-Dame, 14 à 7500 Tournai, à adhérer à l'ASBL Art/Recherche, dont le siège est situé rue de Marcinelle, 30 à 6000 Charleroi;

**APPROUVE**

les statuts de ladite ASBL :

**I. Composition, dénomination, siège social, but et durée**

1. Entre les écoles supérieures des arts suivantes:

- Arts2 dont le siège est situé rue de Nimy, 7 à 7000 Mons, représenté par Monsieur Michel STOCKHEM, directeur;

- l'académie royale des Beaux-Arts (école supérieure des arts de la ville de Bruxelles), dont le siège est situé rue du Midi, 144 à 1000 Bruxelles, représentée par Madame Daphné DE HEMPTINE, directrice;

- l'académie royale des Beaux-Arts (école supérieure des arts de la ville de Liège), dont le siège est situé rue des Anglais, 21 à 4000 Liège, représentée par Monsieur Daniel SLUSE, directeur;

- le Conservatoire royal de Bruxelles, dont le siège est situé rue de la Régence, 30 à 1000 Bruxelles, représenté par Monsieur Frédéric ROOS, directeur;

- le Conservatoire royal de Liège, dont le siège est situé boulevard Piercot, 29 à 4000 Liège, représenté par Monsieur Nathanaël HARCQ, directeur;

- l'école nationale supérieure des arts visuels de la Cambre, dont le siège est situé Abbaye de la Cambre, 21 à 1000 Bruxelles, représentée par Madame Caroline MIEROP, directrice;

- l'école supérieure des arts de l'image "Le 75", dont le siège est situé avenue Jean-François Debecker, 10 à 1200 Bruxelles, représentée par Monsieur Christophe ALIX, directeur;
- l'école supérieure des arts du cirque, dont le siège est situé rue Willame, 25 à 1160 Bruxelles, représentée par Madame Virginie JORTAY, directrice;
- l'école supérieure des arts (école de recherche graphique), située rue du Page, 87 à 1050 Bruxelles, dont le siège social est à la rue d'Irlande, 27 à 1060 Bruxelles, représentée par Madame Corinne DISERENS, directrice;
- l'institut national supérieur des arts du spectacle et des techniques de diffusion, dont le siège est situé rue Thérésienne, 8 à 1000 Bruxelles, représenté par Monsieur Laurent GROSS, directeur;
- l'institut supérieur de musique et de pédagogie (IMEP), dont le siège est situé rue Juppín, 28 à 5000 Namur, représenté par Monsieur Guido JARDON, directeur.

Entre les soussignés précités, sous réserve de mandat express de leur pouvoir organisateur respectif, il a été convenu ce qui suit :

Il est constitué une association sans but lucratif conformément à la loi du 27 juin 1921 modifiée par la loi du 2 mai 2002 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations.

L'engagement de l'académie royale des Beaux-Arts (école supérieure des arts de la ville de Bruxelles), rue du Midi, 144 à 1000 Bruxelles est soumis à l'approbation des statuts par le Conseil communal de la ville de Bruxelles.

2. L'association sans but lucratif formée est dénommée : Art/Recherche, en abrégé "A/R ASBL". Son siège social pourra être modifié par décision de l'assemblée générale prise dans le cadre des quorums définis par la loi pour les modifications statutaires.

3. Le siège social de l'association est situé rue de Marcinelle, 30 à 6000 Charleroi. L'association dépend de l'arrondissement judiciaire de Charleroi. Tous les documents prescrits par la loi sur les ASBL sont déposés dans le dossier tenu au greffe du tribunal de commerce de l'arrondissement judiciaire précité.

4. L'association a pour objet (but) de favoriser, soutenir, développer, promouvoir et valoriser la recherche en art en écoles supérieures des arts de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

L'association pourra solliciter des financements publics ou privés, régionaux, nationaux ou internationaux.

Elle pourra agréer, signer, conduire et exécuter des contrats de recherche, octroyer des bourses et lancer toute procédure utile à l'exécution de son objet.

Elle peut contribuer à la réalisation d'œuvres artistiques ou tout projet artistique rencontrant son objet social de manière directe ou indirecte ainsi que publier des ouvrages et ce, quel que soit son support.

Elle pourra organiser des séminaires, des workshop, des stages, des colloques, des formations, des expositions ou toute manifestation publique rencontrant son objet social de manière directe ou indirecte.

L'association pourra faire tous actes quelconques se rattachant directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet ou pouvant amener le développement ou en faciliter la réalisation.

L'association pourra nouer tout partenariat rencontrant son objet social de manière directe ou indirecte.

L'association pourra prêter son concours et s'intéresser de manière généralement quelconque à des associations, entreprises ou organismes ayant un objet analogue ou connexe ou pouvant aider à la réalisation ou au développement de son objet.

L'association a compétence pour réaliser son objet dans tout le pays et à l'étranger.

5. L'association pourra réaliser son but par tous les moyens directs ou indirects à sa disposition.

6. L'association est constituée pour une durée illimitée.

## **II. Membres**

7. Chaque école supérieure des arts de la Fédération Wallonie-Bruxelles a le droit de faire partie de l'association en s'y faisant représenter par deux personnes. Elle peut néanmoins faire valoir ce droit. Une école supérieure des arts est représentée dans l'ASBL par son directeur et l'un de ses enseignants. Ils sont membres de l'ASBL et disposent chacun du droit de vote. Ces membres sont expressément mandatés à cet effet par chaque école supérieure des arts.

Tous ces membres sont membres effectifs.

Outre les membres effectifs, l'association peut aussi comprendre des membres adhérents.

Sauf indication contraire, toutes références aux membres dans les présents statuts concernent les membres effectifs. Seuls les membres effectifs jouissent de la plénitude des droits accordés aux membres par la loi et les présents statuts, et notamment le droit de vote à l'assemblée générale.

8. Le Conseil d'administration tient au siège de l'association un registre des membres. Ce registre reprend les noms, prénoms et domiciles des membres. En outre, toutes les décisions d'admission, de démission ou d'exclusion des membres sont inscrites dans ce registre par les soins du Conseil d'administration dans les huit jours de la connaissance que le Conseil a eue de la décision.

9. Tout membre de l'association est libre de se retirer de celle-ci en adressant sa démission au Conseil d'administration par l'envoi d'une lettre recommandée.

Est également réputé démissionnaire :

- le membre qui cesse de remplir les conditions d'admission;
- le membre qui n'a pas assisté ou qui ne s'est pas fait représenter à trois assemblées générales consécutives.

Le Conseil d'administration constate la réalisation de l'une des conditions reprises ci-dessus. La démission prend, à ce moment, immédiatement effet.

10. Le Conseil d'administration peut suspendre, jusqu'à décision de l'assemblée générale, le membre qui se serait rendu coupable d'infraction grave aux statuts ou à la loi.

11. Pourra être exclu de l'association sur proposition du conseil d'administration et par décision de l'assemblée générale statuant à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés, le membre :

- qui porterait préjudice ou entraverait les buts poursuivis par l'association;
- qui se serait rendu coupable d'infraction aux statuts ou aux décisions de l'assemblée générale ou du conseil d'administration.

12. Les membres ne sont pas tenus au paiement d'une cotisation.

## **III. Assemblée générale**

13. L'assemblée générale est composée des membres. Elle est présidée par le président du conseil d'administration ou, à son défaut, par le trésorier.

14. L'assemblée générale est convoquée par le Président du Conseil d'administration ou en cas d'empêchement de celui-ci, par le trésorier, à chaque fois que l'intérêt de l'association l'exige; elle doit par ailleurs être convoquée chaque fois qu'au moins un cinquième des membres en fait la demande.

L'assemblée générale doit être convoquée au moins une fois par an avant le 30 juin, pour l'approbation des comptes de l'année écoulée et du budget de l'année en cours.

La convocation reprend l'ordre du jour tel qu'il est établi par le Conseil d'administration. Elle mentionne la date, l'heure et le lieu de l'assemblée générale et est adressée au moins quinze jours avant la date de l'assemblée. La convocation est envoyée par courriel sauf notification expresse du membre demandant l'envoi de la convocation par courrier ou par fax. Cette notification sera conservée dans le registre des membres.

L'assemblée générale peut discuter de points non inscrits à l'ordre du jour, mais elle ne peut valablement statuer que sur des points mentionnés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale est seule compétente pour :

- a) modifier les statuts;
- b) nommer et révoquer les administrateurs;
- c) nommer et révoquer les commissaires et fixer les rémunérations dans le cas où une rémunération est attribuée et dans les cas où il y a lieu de nommer un commissaire;
- d) donner décharge aux administrateurs ou éventuellement au commissaire;
- e) approuver le budget et les comptes;
- f) dissoudre volontairement l'association
- g) transformer l'association en société à finalité sociale;
- h) exclure un membre;
- i) tous les cas où les présents statuts l'exigent.

15. Sauf dispositions contraires de la loi ou des statuts, les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés.

Un membre empêché ou absent peut donner à un autre membre délégation pour le représenter et voter en son lieu et place. Toutefois, nul membre ne pourra exprimer plus de trois voix, la sienne et celle de deux mandants.

16. Il est dressé un procès-verbal de chaque séance. Il fait l'objet d'une approbation lors de la réunion suivante. Après approbation du procès-verbal, il est signé par le Président de séance et le secrétaire ou, à défaut de ce dernier, par le trésorier. Le procès-verbal est ensuite archivé dans le registre des procès-verbaux.

17. Les statuts peuvent être modifiés par l'assemblée générale à tout moment, à la majorité des deux tiers des voix.

L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts que si les modifications sont explicitement indiquées dans la convocation et si l'assemblée réunit au moins les deux tiers des membres, qu'ils soient présents ou représentés.

Aucune modification ne peut être adoptée qu'à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés.

Toutefois, la modification qui porte sur le ou les buts en vue desquels l'association est constituée ne peut être adoptée qu'à la majorité des quatre cinquièmes des voix des membres présents ou représentés.

Si les deux tiers des membres ne sont pas présents ou représentés à la première réunion, il peut être convoqué une seconde réunion qui pourra délibérer valablement, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés, et adopter les modifications aux majorités prévues à l'alinéa 2 ou à l'alinéa 3.

La seconde réunion ne peut être tenue moins de quinze jours après la première réunion.

#### **IV. Conseil d'administration**

18. L'association est gérée par un conseil d'administration de 8 membres, membres de l'association, élus pour trois ans par l'assemblée générale. Les administrateurs agissent en collège à la majorité simple. Les administrateurs exercent leur mandat à titre purement gratuit, aucun avantage de quelque nature que ce soit ne leur sera octroyé pour l'exercice de cette fonction. Les membres sortants sont rééligibles.

Le Conseil d'administration choisit en son sein un président, un secrétaire et un trésorier.

Le Conseil d'administration se réunit sur convocation du président. Le président préside le conseil d'administration. En son absence, il est remplacé par le trésorier.

19. Dans les conditions fixées par l'assemblée générale, le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les buts de l'association. Tout ce qui n'est pas réservé, par la loi ou par les statuts, à l'assemblée générale, est de la compétence du conseil d'administration.

20. Le conseil d'administration peut déléguer certains de ses pouvoirs à une ou plusieurs personnes. Pour certaines opérations et tâches et pour les actes de gestion journalière, le conseil d'administration peut céder sa compétence à une ou plusieurs personnes. La durée de cette délégation est indéterminée et le mandat peut être à tout moment révoqué par le conseil d'administration. Les signatures conjointes de deux administrateurs suffisent pour engager l'association vis-à-vis de tiers sans que lesdits administrateurs aient à justifier d'aucune autorisation ou délibération préalable.

21. Le conseil d'administration se réunit sur décision du président ou de deux administrateurs. La convocation mentionne la date, l'heure et le lieu de la réunion.

22. La convocation est adressée au moins quinze jours avant la date de la réunion et reprend l'ordre du jour. Elle est envoyée par courriel sauf notification expresse de l'administrateur demandant l'envoi de la convocation soit par courrier, soit par fax. Cette notification sera conservée dans le registre des membres.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix. En cas de parité, la voix du président, ou en cas d'absence de celui-ci, celle du trésorier est prépondérante.

Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié de ses membres est présente. Le membre empêché ou absent peut donner, à un de ses collègues, délégation pour le représenter et voter en son lieu et place. Toutefois, aucun membre ne peut réunir plus de deux voix : la sienne et celle de son mandant.

Au cas où les membres présents ne constituent pas la moitié du conseil d'administration, le conseil pourra être immédiatement convoqué et se tenir au minimum dans les 8 jours suivant la date de la nouvelle convocation. Dans ce cas, la convocation mentionnera expressément qu'il s'agit d'une

seconde réunion au cours de laquelle aucun quorum de présence ne sera requis afin de voter valablement sur les points portés à l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut discuter sur des points non inscrits à l'ordre du jour, mais ne peut statuer valablement que sur des points qui sont mentionnés à l'ordre du jour.

Il est dressé un procès-verbal de chaque séance. Il fait l'objet d'une approbation lors de la réunion suivante. Après approbation du procès-verbal, il est signé par le président de séance et le secrétaire ou, à défaut de ce dernier, par le trésorier. Le procès-verbal est ensuite archivé dans le registre des procès-verbaux.

23. Le conseil d'administration peut établir un règlement d'ordre intérieur dans lequel sont réglés tous les points qui ne sont pas expressément prévus dans les statuts ou/et qui ne sont pas expressément dévolus aux statuts par la loi du 27 juin 1920 modifiée par la loi du 2 mai 2002.

Le règlement peut être modifié par le conseil d'administration à tout moment, à la majorité des deux tiers des voix.

Le règlement et ses amendements sont portés à la connaissance des membres.

#### **V. Droits de regard des membres**

24. Tous les membres peuvent consulter au siège de l'association le registre des membres ainsi que tous les procès-verbaux et décisions de l'assemblée générale, du conseil d'administration ou des personnes, occupant ou non une fonction de direction, qui sont investies d'un mandat au sein ou pour le compte de l'association, de même que tous les documents comptables de l'association.

Les membres peuvent également recevoir, sur simple demande, une copie des procès-verbaux et décisions de l'assemblée générale et du conseil d'administration.

#### **VI. Comptes, budget, liquidation**

25. L'exercice social de l'association court du 1er janvier au 31 décembre.

Chaque année et au plus tard six mois après la date de clôture de l'exercice social, le conseil d'administration soumet à l'assemblée générale, pour approbation, les comptes annuels de l'exercice social écoulé, établis conformément à la loi, ainsi que le budget de l'exercice suivant.

Après approbation des comptes annuels et du budget, l'assemblée générale se prononce, par vote distinct, sur la décharge à donner aux administrateurs et éventuellement au commissaire.

Le conseil d'administration veille à ce que les comptes annuels et les autres pièces mentionnées dans la loi sur les ASBL soient déposés dans les trente jours suivant leur approbation au greffe du tribunal de commerce ou, si la loi l'exige, à la banque nationale de Belgique.

26. Sauf dans les cas de dissolution judiciaire et de dissolution d'office, seule l'assemblée générale peut décider de la dissolution, de la façon décrite par la loi.

En cas de dissolution volontaire, l'assemblée générale, ou à défaut le tribunal, nomme un ou plusieurs liquidateurs. Elle détermine également leurs compétences ainsi que les conditions de la liquidation.

En ce cas, tous les actifs restants seront affectés à une association ayant pour objet le soutien et le développement de la recherche en art ou un objet similaire (20 novembre 2014)

27. La loi du 27 juin 1920 modifiée par la loi du 2 mai 2002, ainsi que les dispositions légales générales, et les usages en la matière, sont d'application pour tout ce qui n'est pas expressément régi dans les présents statuts.

<b>Approbation.</b>
---------------------

"Pourquoi se limiter à un appel interne?" interroge le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**.

Monsieur l'Echevin PS de l'enseignement, **Philippe ROBERT**, précise les règles en la matière et, en particulier, les différents paliers qui doivent être obtenus.

En résumé, un appel externe ne peut être lancé que si la Ville ne dispose pas de candidat(e) titulaire des cinq brevets de direction, ce qui n'est pas le cas.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné;

Vu le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs;

Considérant le courrier du 4 février 2015, émanant du ministère de la Communauté française et stipulant que l'actuelle directrice de l'école fondamentale de Gaurain, actuellement en congé de maladie, se verra accorder une disponibilité pour convenance personnelle précédant la pension de retraite de type 1 (temps plein) à la date du 1er juin 2015;

Considérant que le poste de directeur de l'école de Gaurain, rue d'Antoing, 4 à 7530 Gaurain-Ramecroix sera dès lors déclaré vacant;

Considérant qu'il y a lieu d'entamer la procédure d'admission au stage dans la fonction de promotion de direction et, dans ce cadre, d'arrêter le profil de fonction et de lancer un appel à candidatures;

Considérant que le corps enseignant a été consulté sur le profil de fonction de directeur(trice) le 23 mars 2015 et la commission paritaire locale le 30 mars 2015;

Considérant la décision du Collège communal du 20 mars 2015;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE:**

**1. d'approuver le profil de fonction de directeur de l'école communale fondamentale de Gaurain comme suit:**

*Description de la fonction:*

- Mettre en œuvre les matières et objectifs définis dans la lettre de mission qui lui est remise lors de son entrée en fonction.
- Garantir la bonne mise en œuvre des projets pédagogique et éducatif de son pouvoir organisateur ainsi que le projet d'établissement de son école.
- Construire et pérenniser une équipe soudée et solidaire.
- Favoriser l'aspect relationnel : développer les meilleurs rapports possibles entre les parents et l'école et y sensibiliser tous les acteurs de l'éducation.
- Concilier l'aspect social et scolaire en inventant de nouvelles manières de mobiliser les parents et les enfants et en développant des partenariats périphériques à l'école.
- Veiller à la bonne circulation de l'information envers les membres de son équipe pédagogique.
- Collaborer avec les différents services administratifs de son pouvoir organisateur.
- S'acquitter consciencieusement des tâches administratives inhérentes au poste de direction et prévues par les lois, décrets et règlements.

*Profil:*

- Posséder le sens des responsabilités et du leadership positif vis-à-vis de l'ensemble du personnel affecté au sein de son établissement : avoir la capacité de donner et faire respecter les directives, de négocier et résoudre les conflits.
- Posséder un grand sens de l'écoute et de la communication; être en mesure de se faire comprendre



clairement de son personnel, des élèves et de toute personne avec qui le candidat est en relation professionnelle.

- Posséder les compétences pédagogiques lui rendant accessible l'analyse du travail effectué par le personnel enseignant placé sous sa responsabilité, de donner les conseils et directives éventuels qui vont améliorer les pratiques de ce personnel et de donner de la cohérence et de la cohésion à l'équipe pédagogique.
- Posséder le sens de l'organisation, la maîtrise des missions administratives qui lui sont dévolues par la Communauté française et le pouvoir organisateur.
- Etre disponible, flexible et visible dans son établissement.
- Avoir une bonne connaissance du fonctionnement d'une administration communale.
- Avoir des notions en informatique (traitement de texte, messagerie, interne,...).
- Il serait souhaitable que le (la) candidat(e) soit en possession du permis B et dispose d'un véhicule;

**2. de lancer un appel à candidatures, selon le modèle adopté par la commission paritaire centrale, du 4 au 21 mai 2015, par courrier adressé aux directions en place (appel interne) avec accusé de réception signé par tous les membres du personnel nommés à titre définitif, même ceux écartés momentanément de leur établissement;**

Conditions légales d'accès à la fonction:

Les conditions visées au cadre 2 de l'appel aux candidat(e)s sont les suivantes:

Palier 1 Article 57 du Décret du 2 février 2007

1° Avoir acquis une ancienneté de service de sept ans au sein du Pouvoir organisateur dans une des fonctions de recrutement, de sélection ou de promotion de la catégorie en cause calculée selon les modalités fixées à l'article 34 du décret du 6 juin 1994 (1).

2° Etre titulaire, à titre définitif, d'une fonction comportant au moins la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes dans l'enseignement organisé par le Pouvoir organisateur concerné.

3° Exercer à titre définitif une ou plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de directeur à conférer et être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 102 du décret du 2 février 2007.

4° Avoir répondu à cet appel aux candidat(e)s.

5° Avoir obtenu au préalable les attestations de réussite d'au moins trois modules de formation.

Le pouvoir organisateur se réserve la possibilité de s'entourer d'experts externes pour obtenir un avis afin de choisir le candidat qui correspond au profil recherché.

(1) Dans l'enseignement fondamental, l'ancienneté doit avoir été acquise au niveau fondamental.

<p><b>11. Club house de l'Orient. Convention de concession de gestion. Saison 2015. Reconduction. Avenant n°1. Approbation.</b></p>
---

"On va voter des points qui reflètent des situations en cours, acquises ou décidées!" déplore le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE** au sujet des points 11, 12 et 13.

Il en appelle au respect du Conseil communal.

L'échevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, accepte cette remarque.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que le club house de l'Orient est une cafétéria-terrasse située sur le site de l'Orient en bordure du plan d'eau de la carrière et que ce site, dénommé «Aqua Tournai», regroupe la piscine communale de l'Orient, le camping communal, une aire de jeux, un étang, un site nature géré par le

cercle des naturalistes de Belgique et une activité d'acrobranche exploitée par l'entreprise «Ecopark»;

Considérant que ce club house est un outil majeur qui vient compléter l'offre faite sur le site aux citoyens et ce, en harmonie avec la vocation du site qui est d'être un centre de loisirs accessible à tous dans un cadre à fort intérêt environnemental, touristique et ludique;

Considérant qu'en séance du 30 juin 2014, le Conseil communal a approuvé une convention de concession de gestion conclue entre la SPRL LE QUAI 34 et la Ville de Tournai ayant pour objet la gestion du club house de l'Orient et que cette convention a pris fin le 30 septembre 2014;

Considérant que l'article 4 de ladite convention qui prévoit : *"La présente concession est conclue pour une durée déterminée. Elle prend cours le premier week-end des vacances scolaires de Pâques et prend fin le dernier dimanche de septembre 2014. Elle est reconductible par décision du Conseil communal"*, est modifié par l'avenant n°1 comme suit: *"La présente concession est conclue pour une durée déterminée. Elle prend cours le premier week-end des vacances scolaires de Pâques et prend fin le dernier dimanche de septembre 2015. Elle est reconductible par décision du Conseil communal."*;

Considérant l'article 3 de la convention prévoyant que *"le concessionnaire s'engage à transmettre à la Ville, en fin de saison, un bilan complet d'activités et ce, afin d'évaluer la qualité de l'exploitation"*;

Vu le rapport d'activités transmis par le concessionnaire;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE**

de marquer son accord sur la reconduction de la convention de concession de gestion conclue entre la SPRL LE QUAI 34 et la Ville de Tournai ayant pour objet l'exploitation du club house de l'Orient, dont l'article 4 est modifié par l'avenant n°1 comme suit: *"La présente concession est conclue pour une durée déterminée. Elle prend cours le premier week-end des vacances scolaires de Pâques et prend fin le dernier dimanche de septembre 2015. Elle est reconductible par décision du Conseil communal."*

<b>12. Triptyque des Chauffours. Edition 2015. Convention de partenariat entre le comité organisateur Triathlon Grand Tournais et la Ville. Ratification.</b>
---

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant l'organisation les samedi 25 et dimanche 26 avril 2015 du Triptyque des Chauffours sur l'entité de la Ville de Tournai, à partir de la carrière du site de l'Orient;

Considérant l'excellente organisation des précédentes éditions;

Considérant que la Ville de Tournai est partenaire en tant que co-organisateur de cet événement sportif ayant accueilli lors de l'édition 2014 un peu plus de 1.600 compétiteurs et plus de 16.000 spectateurs;

Considérant qu'une convention a été conclue entre le comité organisateur le "Triathlon Grand Tournais" et la Ville, en vue de fixer les obligations réciproques des parties dans le cadre de ce partenariat;

Vu l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **RATIFIE**

la convention conclue entre le comité organisateur le "Triathlon Grand Tournais" et la Ville de Tournai, qui a pour objet l'organisation, à partir de la carrière du site de l'Orient, les samedi 25 et dimanche 26 avril 2015, du Triptyque des Chauffours édition 2015, dont les termes suivent:

Entre les soussignés :

D'une part,

Le Comité Organisateur Triathlon Grand Tournaisis représenté par son président, Monsieur Jacques NAVEAU, domicilié rue de Tournai, 160 à 7620 Hollain, dénommé "l'organisateur",  
et

D'autre part,

La Ville de Tournai dénommée "la Ville", sise rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai, représentée par Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale Paul-Olivier DELANNOIS et Monsieur le Directeur général adjoint Thierry LESPLINGART, agissant en exécution d'une décision du Conseil communal du .... 2015.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er : Dénomination, nature et date de l'événement.

"Le Triptyque des Chauffours"

Epreuves de Triathlon dont le Challenge national de Triathlon des jeunes, le Championnat de Belgique de paratriathlon et le Grand Prix de Belgique de Triathlon  
Samedi 25 et dimanche 26 avril 2015

Article 2 : Objet du partenariat.

Co-organisation du Triptyque des Chauffours par:

1. l'octroi d'une aide indirecte (estimée à 3.156,32€) c'est-à-dire :

- le soutien logistique (prêt de matériel, mise à disposition de la piscine,...),
- l'occupation du Site et de la Carrière de l'Orient,
- l'aménagement d'un village sportif et de l'arrivée sur le Parking de l'Orient

2. l'octroi d'un subside d'aide directe à l'organisation d'un montant de 2.000,00€.

Article 3 : Description de la composante.

Organisation du Triptyque des Chauffours au départ de la Carrière de l'Orient les samedi et dimanche 26 avril 2015.

Article 4 : Cahier de charges.

La Ville déclare avoir pris connaissance du cahier des charges relatif à ses prestations en tant que partenaire de l'événement et mettra à la disposition de l'organisateur toutes les infrastructures nécessaires à son bon déroulement, en conformité avec le cahier des charges de l'organisateur.

Article 5 : participation financière à titre d'aide directe.

La Ville accordera une aide financière dans l'organisation de l'événement tel que précisé à l'article 3, à hauteur de 2.000,00€ (deux mille euros).

Fait à ....., le .....

(Signatures précédées de la mention olographe "Lu et approuvé", et cachet commune/club).".

<b>13. Triptyque des monts et châteaux 2015. Départ de la troisième étape à Tournai. Convention de partenariat. Ratification.</b>
---

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant sa décision, prise en même séance, marquant accord sur la répartition des subsides octroyés à diverses associations, parmi lesquelles figure l'ASBL Triptyque des monts et châteaux à laquelle est accordé un subside de 5.000,00€;

Considérant que ce subside a été octroyé pour l'organisation du départ à Tournai, le 5 avril 2015, de la troisième étape de la course cycliste "le triptyque des monts et châteaux";

Considérant qu'afin de préciser les modalités de cette organisation, une convention a été conclue entre l'ASBL Triptyque des monts et châteaux et la Ville, en vue de fixer les obligations réciproques des parties à l'occasion de ladite manifestation;

Considérant qu'en séance du 23 janvier 2015, le Collège communal a émis un accord de principe sur les termes du projet de convention;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE:**

de ratifier la convention de partenariat conclue entre la Ville de Tournai et l'ASBL TMC Org, relative à l'organisation du départ de la troisième étape à Tournai (Grand Place) le dimanche 5 avril 2015, de la course cycliste "Le triptyque des monts et châteaux" et dont les termes suivent :

Entre les soussignés :

- d'une part, l'ASBL TMC Org représentée par son président, Monsieur Jean-Pierre DELITTE, domicilié rue Pironche n° 29 à 7911 Frasnes-lez-Buissenal, dénommé "l'organisateur",  
et

- d'autre part, la Ville de Tournai représentée par :

Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et Monsieur Thierry LESPLINGART, Directeur général adjoint, agissant en exécution d'une décision du Collège communal du 23 janvier 2015, dénommés "les preneurs".

Il a été convenu ce qui suit :

#### Article 1er - Dénomination, nature et date de l'événement.

"Le triptyque des monts et châteaux", épreuve cycliste par étapes du calendrier international UCI Europe Tour (classe 2.2) - les vendredi 3, samedi 4, dimanche 5 et lundi 6 avril 2015.

#### Article 2 - Objet du partenariat.

L'organisateur concède au preneur l'accueil d'une des composantes de l'événement décrit à l'article 1er.

#### Article 3 - Description de la composante.

Jour et date: dimanche 5 avril 2015. Départ de la troisième étape du triptyque des monts et châteaux entre Tournai et Flobecq.

Site du départ : Tournai, Grand Place

#### Article 4 - Cahier des charges.

Dès accord sur l'objet de la convention, le cahier des charges sera élaboré pour être soumis et discuté en collaboration avec les instances communales et autres services techniques et de police.

#### Article 5 - Obligations financières.

La participation financière des preneurs agissant solidairement dans la prise en charge de l'événement tel que précisé à l'article 3 est fixée à 5.000,00 € (cinq mille euros).

<b>14. Convention de gestion entre la Ville de Tournai et la Royale harmonie communale sapeurs-pompiers de la Ville de Tournai. Approbation.</b>
--

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, intervient d'emblée comme suit :

"On sait que cette harmonie n'a plus des pompiers que le nom. Seul un pompier reste musicien dans cette harmonie. Il existe par contre un nombre important de sociétés instrumentales de qualité à Tournai.

Il semble que pour cette harmonie, le chef musicien perçoive déjà un salaire. Pouvez-vous confirmer le fait et pour quel temps de travail ?

Le financement de 8.000,00€ pour 7 prestations ne nous semble pas approprié d'autant que les jetons de présence ne sont pas acceptés. Nous suggérons qu'un appel d'offre soit lancé auprès des différentes sociétés instrumentales de Tournai pour chaque évènement prévu et qu'un paiement à la prestation soit alors effectué. Cela mettrait tout le monde sur le même pied d'égalité."

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, précise que ces dispositions sont liées au passage du service communal d'incendie à la zone de secours. S'il entend ménager les susceptibilités, il se dit sensible aux remarques formulées par la Conseillère communale : "A l'avenir, une discussion devra avoir lieu!" dit-il.

Répondant notamment à une question de Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Albert PESIN**, Monsieur l'Echevin PS de la culture, **Tarik BOUZIANE**, donne une série de précisions au sujet des montants alloués par la Ville aux chorales, harmonies et fanfares de l'entité et à la Royale harmonie communale des sapeurs-pompiers.

Madame la Conseillère communale MR, **Marie Christine MARGHEM**, revient sur la proposition de la Conseillère communale Coralie LADAVID : "On n'évalue pas un musicien comme un fonctionnaire. Les musiciens ne sont pas fonctionnaires et ne peuvent pas souffler dans leur instrument 8 heures par jour. C'est humainement impossible. Ces gens continuent à prêter leur concours à l'animation musicale traditionnelle de notre ville. Pour faire fonctionner ce groupe, pour pouvoir continuer à les voir lors de manifestations, il faut un peu d'élan et de soutien. Je n'aperçois pas comment on pourrait organiser de manière pertinente un marché public pour comparer des titres et mérites dans ce cadre-là."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, précise qu'elle demande simplement que l'harmonie des pompiers ne soit pas choisie d'office, d'autant plus qu'il n'y reste qu'un pompier. "Pourquoi ne fait-on pas appel à des fanfares différentes en fonction des événements?" interroge-t-elle.

L'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, dit accepter ces remarques.

Répondant à une question de Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Albert PESIN**, Madame l'Echevine PS des finances, **Laetitia LIENARD**, précise que la convention sera d'application à partir du 1er janvier 2016. Pour cette année, les crédits de fonctionnement de l'harmonie ont été approuvés lors du vote du budget en novembre 2014.

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, annonce que son groupe votera ce point. Il fait part néanmoins de son étonnement à propos de certains aspects de ce dossier. Il constate notamment qu'aucun budget n'est annexé à la demande de subsides.

Monsieur l'Echevin PS de la culture, **Tarik BOUZIANE**, conclut en rappelant que les harmonies et fanfares ont la possibilité de se produire sur la grand place en fonction d'un calendrier programmé par l'office du tourisme.

Par 33 voix pour et 3 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, C. MICHEZ, Mme M. C. MARGHEM, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCOQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, R. DELVIGNE, P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale.

Se sont abstenus : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que, depuis sa création, l'harmonie communale fait partie du corps des sapeurs-pompiers de la Ville de Tournai;

Considérant que, dans ce cadre, elle était financée par la Ville de Tournai au travers d'une subvention et de divers articles budgétaires lui permettant de couvrir, notamment, les frais d'habillement et l'achat de partitions;

Considérant que, le 1er janvier 2015, le service incendie a été intégré au sein de la zone de secours de Wallonie picarde;

Considérant que, le service incendie ne faisant plus partie intégrante de la Ville de Tournai, l'harmonie a perdu, de ce fait, le lien qu'elle avait avec la Ville de Tournai;

Considérant qu'aux fins de pérenniser l'harmonie, celle-ci n'intégrant pas non plus la zone de secours, il s'avère nécessaire de fixer les conditions du financement de celle-ci par la Ville;

Considérant le document de synthèse du processus des états généraux de la culture de Tournai soulignant dans ses axes IV et V du chapitre "associatif : soutenir le tissu associatif dans un lieu unique qui rencontre les besoins du secteur" (page 33), la nécessité de "recréer du lien social par la culture", à savoir réunir les populations par la culture (populaire et de proximité) et de "coordonner les formes de soutien dans le financement des associations";

Considérant la décision du Collège communal du 27 mars 2015;

Par 33 voix pour et 3 abstentions;

#### **DECIDE**

de marquer son accord sur le projet de convention de gestion entre la Ville de Tournai et la Royale harmonie communale du corps des sapeurs-pompiers de la Ville de Tournai dont les termes suivent:

**"Convention de gestion entre la Ville de Tournai et la Royale harmonie communale du corps des sapeurs-pompiers de la Ville de Tournai relative aux missions et au subventionnement de l'harmonie"**

Entre les soussignés :

**La Ville de Tournai**, représentée par Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale, et Monsieur Thierry LESPLINGART, directeur général adjoint, ci-après dénommée "la Ville".

En exécution d'une délibération du Conseil communal du 27 avril 2015

**Et**

**La Royale harmonie communale du corps des sapeurs-pompiers de la Ville de Tournai**, représentée par Monsieur Edmond HOSTE, président, et Monsieur Eric FARENEAU, secrétaire, ci-après dénommée "l'harmonie".

#### **PREAMBULE**

Depuis sa création, l'harmonie fait partie du corps des sapeurs-pompiers de la Ville de Tournai. Dans ce cadre, elle était financée par la Ville de Tournai au travers d'une subvention et de divers articles budgétaires lui permettant de couvrir, notamment, les frais d'habillement et l'achat de partitions.

Le 1er janvier 2015, le service incendie de Tournai a été intégré au sein de la zone de secours de Wallonie picarde. Le service incendie ne faisant plus partie intégrante de la Ville de Tournai, l'harmonie perd de ce fait le lien qu'elle avait avec la Ville de Tournai.

Aux fins de pérenniser l'harmonie, celle-ci n'intégrant pas non plus la zone de secours, il s'avère nécessaire de fixer les conditions du financement de celle-ci par la Ville. C'est l'objet de cette convention.

## **ARTICLE 1er – MISSIONS DE L'HARMONIE**

### **A. PRESTATIONS MUSICALES**

L'harmonie s'engage à effectuer annuellement et gratuitement pour le compte de la Ville, les prestations musicales publiques à l'occasion des événements suivants :

- marché aux fleurs
- concert de printemps sur la Grand Place
- commémorations du 8 mai
- Tournai en fête
- concert de kermesse sur la Grand Place
- relais sacré (trompettes uniquement)
- commémorations du 11 novembre.

L'harmonie s'engage également à effectuer des prestations musicales supplémentaires à la demande de la Ville et sur base d'un planning établi de commun accord et au moins un mois à l'avance.

### **B. PRET DE PARTITIONS**

L'harmonie s'engage à mettre à disposition sa bibliothèque de partitions musicales à toute association musicale de l'entité qui en ferait la demande et ce dans le respect de son règlement d'ordre intérieur.

### **C. COMMUNICATION**

L'harmonie veillera à utiliser dans toutes ses communications le logo de la Ville de Tournai.

## **ARTICLE 2 – FINANCEMENT**

### **A. SUBSIDE**

La Ville s'engage à verser annuellement à l'harmonie un subside nominatif de 8.000,00€ en contrepartie de l'exécution de ses missions telles que définies à l'article 1er.

L'harmonie renonce à verser des jetons de présence à ses membres.

### **B. SALAIRES DES CHEF, SOUS-CHEF ET CHEF DE CLIQUE**

Dans l'hypothèse où le contrat liant le chef de musique, le sous-chef de musique ou le chef de clique à la Ville prendrait fin, la Ville s'engage à pourvoir au remplacement de ces derniers à ses frais et dans les meilleurs délais.

### **C. TRANSMISSIONS DES COMPTES ET DECLARATION DE CREANCE**

L'harmonie s'engage à transmettre chaque année à la Ville ses comptes de l'année précédente au plus tard le 30 avril.

L'harmonie communiquera également ses pièces comptables à la Ville à toute demande de cette dernière et s'engage à répondre sans délai à toute demande d'informations liées à l'exécution de la présente convention.

L'harmonie établira chaque année une déclaration de créance afin de pouvoir bénéficier du subside de la Ville.

## **ARTICLE 3 – RESILIATION**

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée à partir du 1er janvier 2016.

Chacune des parties peut résilier cette convention moyennant un préavis de 3 mois ou en cas de manquement à l'une des dispositions de la convention.

## **ARTICLE 4 - LEGISLATION APPLICABLE**

Pour tout ce qui n'est pas prévu par la présente convention, les articles 3331-1 et suivants du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatifs à l'octroi et au contrôle des subventions octroyées par les communes et les provinces s'appliquent.

## **ARTICLE 5 – COMPETENCE TERRITORIALE EN CAS DE LITIGE**

Seuls les tribunaux de l'arrondissement judiciaire du Hainaut – division Tournai seront compétents en cas de litige.

Fait à Tournai, le ...

En deux exemplaires dont chacun reconnaît avoir reçu le sien."

<b>15. Tournai. Création d'une nouvelle voirie entre la Chaussée de Bruxelles et la rue des Bastions. Approbation.</b>
--

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient comme suit :

"Nous profitons de ce point pour rappeler que nous avons toujours marqué notre opposition au projet d'extension des Bastions. Par contre, dans le contexte d'extension, la route dont il est question nous semble nécessaire pour assurer plus de sécurité. Pourriez-vous veiller particulièrement à la sécurisation des cyclistes et des piétons ? D'autre part, où en est la réflexion sur l'instauration d'un feu rouge au carrefour?"

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, pose la même question.

Monsieur l'Echevin MR des travaux, **Armand BOITE**, précise que la question du feu au carrefour est actuellement à l'étude avec le Service public de Wallonie.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le décret wallon du 6 février 2014 relatif à la voirie communale et plus précisément son article 8 aux termes desquels il est précisé que, notamment, toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt peut soumettre, par envoi au Collège communal, une demande de création, de modification ou de suppression d'une voirie communale;

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.);

Vu le Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie (CWATUPE);

Vu le décret wallon du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu le permis unique délivré par le Collège communal du 12 décembre 2014 à la SCA WERELDHAVE BELGIUM pour le développement du centre commercial des Bastions par l'extension du shopping existant avec création de deux niveaux de parking en sous-sol (entre le boulevard Walter de Marvis, la rue de la Lys et la rue des Bastions) et par la construction d'un retail park de 10 entités commerciales et d'un ensemble d'appartements (entre la rue des Bastions et la rue Jean-Baptiste Moens);

Attendu que ce permis a été assorti de charges d'urbanisme dont notamment, compte tenu de l'étude de mobilité, sur le terrain dit «Galloo», la réalisation d'une voirie traversante entre la rue des Bastions et la chaussée de Bruxelles, n°45 (RN 7) à Tournai et ce, après acquisition du bien concerné;

Vu le dossier déposé en conséquence par la SCA WERELDHAVE BELGIUM en octobre 2014, au départ sur base d'un dossier de permis d'urbanisme concomitant avec le permis de la voirie et la construction d'une surface commerciale (+/- 1.700 m²);

Attendu qu'il s'avère, selon une jurisprudence, que les dossiers doivent être scindés dès lors que le permis pour cette future voirie est de la compétence du Fonctionnaire délégué;

Attendu que le présent dossier se limite donc au principe de la création d'une future voirie communale selon le plan de délimitation dressé par un géomètre;

Vu les autres éléments constitutifs du dossier tels que décrits à l'article 11 du susdit décret sur la voirie communale;

Attendu qu'une enquête publique a été réalisée du 13 février 2015 au 17 mars 2015 d'une durée de 30 jours avec publication dans les journaux;



Vu les réclamations reçues tant par courrier que lors de la clôture d'enquête publique;

Vu la teneur de celles-ci :

- pour le propriétaire de gauche (parcelle cadastrée section B, 130 n2): souhait de la pose d'une clôture que ce soit dans la phase chantier et après la phase travaux; inquiétude sur la prise en compte de la servitude d'égouttage (inquiétude également formulée par le propriétaire de la parcelle cadastrée section B n° 130 m2)
- pour le propriétaire de droite (parcelle cadastrée section B, n° 131 y2): souhait du maintien en l'état de sa clôture;

Attendu que ces remarques ne remettent pas en cause le projet;

Attendu que la direction des routes du SPW (Service Public de Wallonie) dans son avis du 12 mars 2015 précise qu'un seul accès à la N7 sera autorisé, qu'il devra faire l'objet d'un plan détaillé en temps opportun (en effet, l'étude du choix entre un carrefour à feux de un « virée à gauche » n'a pas encore été complètement finalisée) et que cet aménagement à faire en coordination avec le SPW (Service Public de Wallonie) et la Ville sera à charge du demandeur comme charge d'urbanisme;

Vu l'avis du Service mobilité précisant que, dans le sens de la chaussée de Bruxelles vers la rue des Bastions, le trottoir doit être aménagé en piste cylo-piétonne (largeur suffisante de 2 m 50) et que, dans l'autre sens, une bande cyclable suggérée avec amorce de piste cyclable au début et à la fin doit être mise en place;

Attendu que le Service voirie a également formulé des remarques dont notamment :

- Le fossé à la rue des Bastions sera busé sur toute la largeur de la parcelle cadastrée Section B, n° 131 T2
- L'accotement sera revêtu de pierrailles, hormis l'accès au site  
Des chambres de visite en maçonnerie de briques seront construites à la jonction avec les tuyaux existants ainsi qu'une tête de pont en maçonnerie de briques à la limite de propriété avec la parcelle n° 130 n2
- La piste cyclable existante à la rue des Bastions ne sera interrompue par aucun élément linéaire, dalles podotactiles,... Ces dernières seront reculées vers l'arrière afin de laisser libre de passage la piste cyclable.
- La poursuite de la voirie de liaison ainsi que de la piste cyclo-piétonne jusqu'aux bordures enterrées de la piste cyclable de la rue des Bastions
- La mise en place des bordures de transition spécifiques entre les bordures IC2 et les bordures d'accès au parking

.../...

Attendu que ces remarques tout comme celles formulées par les réclamants seront intégrées dans les futurs permis d'urbanisme concernés;

Attendu que la voirie ici projetée est en adéquation avec le plan communal de mobilité en cours d'actualisation qui consacre un chapitre complet à ce complexe commercial;

En application du décret sur la voirie communale;

A l'unanimité;

## **PREND CONNAISSANCE**

de la teneur des réclamations résumées ci-avant;

## **DECIDE**

de marquer son accord sur le tracé d'une nouvelle voirie communale de transit entre la chaussée de Bruxelles (N7) et la rue des Bastions selon le plan du géomètre. Cette voirie sera, après la réalisation par et aux frais de la SCA WERELDHAVE BELGIUM, versée dans le domaine public communal étant entendu que les remarques formulées par les réclamants et services divers seront insérées dans le permis d'urbanisme.

Madame la Conseillère communale cdH, **Monique WILLOCQ**, fait observer que la convention de servitude d'aspect architectural du 13 mars 2015, annexée au dossier, est encore soumise à la signature de Monsieur Christian MASSY, Bourgmestre et de Monsieur Didier COUPEZ, Secrétaire communal.

Les signatures seront bien entendu adaptées en fonction de la situation actuelle.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient ensuite comme suit:

« Que va-t-on faire des 500.000,00€ à dépenser pour le 31 décembre 2015 ? Vont-ils être utilisés uniquement à l'embellissement des façades ou pourront-ils servir aussi pour d'autres éléments dans l'environnement urbain ?

Pourriez-vous nous dire également où en est la réflexion sur ce fameux fil d'or? »

Le **Directeur général adjoint** précise que ce volet ne concerne que les façades.

Pour ce qui concerne le fil d'or, l'Echevin MR des travaux, **Armand BOITE**, précise qu'une réunion est programmée fin mai avec l'auteur de projet, l'entreprise et toutes les personnes susceptibles de trouver une solution.

Dans l'intervalle, des essais sont en cours pour trouver le meilleur moyen de fixer le fil d'or au sol.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme de politique générale (DPC 2012-2018) approuvé par le Conseil communal le 18 décembre 2012 visant, notamment, à mener une politique de revitalisation urbaine afin de rendre Tournai toujours plus attractif et accueillant;

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2012;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 §1er 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 §2;

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal du 27 janvier 2014;

Vu le portefeuille de projets "Revitalisation intégrée du coeur de Ville de Tournai " - volet "embellissement des perspectives urbaines";

Considérant qu'un solde non utilisé du budget alloué par les fonds européens et régionaux de l'ordre de 500.000,00€ est disponible;

Considérant la règle absolue selon laquelle toute dépense (paiement de facture) doit intervenir avant le 31 décembre 2015 pour être éligible au niveau du portefeuille de projets "Convergence";

Vu la convention de servitude d'aspect architectural signée par le propriétaire de l'immeuble sis rue du Puits Wagon, 8 à 7500 Tournai, par laquelle celui-ci donne à la Ville mandat d'agir en son nom et pour son compte en qualité de maître de l'ouvrage dans le cadre des travaux de valorisation de la sa façade;

Considérant que le bureau d'études a établi les documents du marché relatif à la rénovation de cette façade;

Considérant que le coût estimé de ces travaux s'élève à 31.652,15€ hors TVA, soit 38.299,10€ TVA comprise;

Considérant que conformément à l'article 26 §1er 1° a de la loi du 15 juin 2006, ce marché pourrait être passé par procédure négociée sans publicité;

Considérant que les crédits n'étant pas prévus au budget extraordinaire 2015, ceux-ci y seront inscrits par voie de modification budgétaire (n°1) sous l'article 9302/724-60;

Considérant que, vu l'urgence d'exécuter les travaux afin de pouvoir bénéficier des fonds européens, il sera fait application des dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE**

conformément aux dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

Article 1 : dans le cadre de l'Objectif Convergence, il sera passé un marché ayant pour objet la rénovation de la façade sise rue du Puits Wagnon, 8 à Tournai, dont le coût est estimé à 31.652,15€ hors TVA, soit 38.299,10€ TVA comprise.

Cette estimation a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché de travaux sera passé par procédure négociée sans publicité et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ce marché sera régi par les règles générales d'exécution et ce, sous réserve des dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : de pourvoir à cette dépense et d'inscrire les crédits par voie de modification budgétaire extraordinaire (n°1) sous l'article 9302/724-60.

Article 5 : la présente délibération sera transmise au commissariat général au tourisme et à la tutelle.

<b>17. Objectif Convergence. Mise en valeur du beffroi par la lumière. Mode et conditions de passation du marché.</b>
---

Monsieur le Conseiller communal **Claude MICHEZ** sort de séance.

Madame la Conseillère communale cdH, **Hélène CLEMENT-COUPLET**, constate, à la lecture du dossier, qu'il reste un solde de 1,5 million dans la rubrique « mise en lumière des bâtiments et des espaces publics. » 297.000,00€ seront utilisés pour la mise en lumière du beffroi. « Et pour le reste, a-t-on des projets ? » questionne-t-elle.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID** intervient ensuite comme suit:

« Que va-t-on faire du solde de 1.500.000,00€ alloué par les fonds européens et régionaux ? Pourrait-on avoir une vue d'ensemble ?

D'autre part, pourquoi avoir un nouvel éclairage du beffroi qui nous semble tout à fait bien pour le moment ? Près de 300.000,00€ pour cela nous paraît de nouveau excessif ! Est-ce pour mettre un jeu de lumières colorées ? Ou pour faire des économies d'énergie ?

Nous voudrions avoir une commission sur le sujet étant donné les montants alloués. N'oublions pas que si nous investissons aujourd'hui dans du matériel de luxe, il faudra l'entretenir et le renouveler à l'identique dans les années à venir. Et on sait que ce sont des dépenses lourdes à porter ensuite par la commune. »

Le **Directeur général adjoint** précise que les soldes actuels ne tiennent pas compte des travaux en cours. D'autre part, un certain nombre de dossiers doivent encore être réglés avec les entreprises et l'auteur de projet. Enfin, d'autres partenaires du portefeuille de projet pourraient bénéficier d'une partie de ces fonds. Il restera très probablement des reliquats mais à l'heure actuelle, il est prématuré d'avancer des chiffres.

Au sujet de la mise en lumière du beffroi, le Directeur général adjoint rappelle que la scénographie actuelle date des années 1990. Le matériel a vieilli. Le souhait est de le remplacer par une technologie actuelle, de type LED, plus dynamique et, surtout, plus économe en énergie.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme de politique générale (déclaration de politique communale 2012-2018) approuvé par le Conseil communal le 18 décembre 2012 qui prévoit, notamment, d'améliorer la mise en lumière de certains bâtiments publics afin de révéler le riche patrimoine architectural tournaisien;  
Vu le programme stratégique transversal (PST 2013-2018) approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment les articles 23 et 24;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 61 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 §2;

Vu le portefeuille de projets "Revitalisation intégrée du coeur de Ville de Tournai " - volet "valorisation du quartier cathédral";

Considérant qu'un solde non utilisé du budget alloué par les fonds européens et régionaux de l'ordre de 1.500.000,00€ est disponible et porte notamment sur la rubrique "mise en valeur par la lumière des bâtiments et des espaces publics";

Considérant que le bureau d'études a établi les documents du marché relatif à la mise en valeur du beffroi par la lumière et que l'estimation de ces travaux s'élève à 245.630,00€ hors TVA, soit 297.212,30€ TVA comprise;

Considérant que, conformément aux articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006, ce marché peut être passé par adjudication ouverte;

Considérant que des crédits permettant de supporter ces dépenses sont prévus au budget extraordinaire 2015 sous l'article 9301/731-60;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE**

Article 1 : dans le cadre de l'Objectif Convergence, il sera passé un marché ayant pour objet la mise en valeur du beffroi par la lumière. L'estimation de ces travaux s'élève à 245.630,00€ hors TVA, soit 297.212,30€ TVA comprise.

Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché de travaux sera passé par adjudication ouverte et ce, conformément aux dispositions des articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ce marché sera régi par les règles générales d'exécution et ce, sous réserve des dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront en la fourniture des documents suivants:

- une déclaration implicite sur l'honneur par laquelle le soumissionnaire déclare ne pas se trouver dans l'un des cas visés à l'article 61 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011, par le seul fait de déposer une offre;
- un certificat d'agrément en sous-catégorie P2 classe 2, classe basée sur l'estimation du marché, sans préjudice de la loi du 20 mars 1991 sur l'agrément des entrepreneurs de travaux.

Article 5 : les crédits sont prévus au budget extraordinaire 2015 sous l'article 9301/731-60.

Article 6 : la présente délibération sera transmise au commissariat général au tourisme et à la tutelle.

<b>18. Eclairage public. Tournai, avenue du commandant Delahaye. Déplacement du poteau n° 255/06955. Approbation.</b>
---

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que par arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2003, l'intercommunale d'électricité du Hainaut (IEH), devenue entre-temps l'Opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) Assets, a été désignée en tant que gestionnaire de réseau de distribution sur le territoire de Tournai;

Vu l'article 18, 1° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics aux termes duquel la présente loi ne s'applique pas "aux marchés de services attribués par un pouvoir adjudicateur à un autre pouvoir adjudicateur ou une association de pouvoirs adjudicateurs, sur base d'un droit exclusif dont il bénéficie en vertu de dispositions législatives ou réglementaires publiées et conformes avec le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne";

Vu l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public mettant à la charge des gestionnaires de réseau de distribution une obligation de service public pour ce qui concerne l'entretien des installations d'éclairage public;

Vu la circulaire relative aux relations contractuelles en matière d'éclairage public entre les gestionnaires mixtes de réseaux de distribution d'énergie et leurs associés;

Considérant que, suite à la demande des services techniques communaux, ORES Assets a établi un devis relatif au déplacement, de l'autre côté de la voirie, du poteau n° 255/06955 situé à l'avenue du commandant Delahaye à Tournai, que ce devis s'élève à 1.927,31€ hors TVA et que cette taxe, d'un montant de 404,74€, sera payée directement à l'administration de la TVA;

Considérant que le coût total de ces travaux de déplacement s'élève à 2.332,05€ TVA comprise;

Vu l'avis favorable des services techniques communaux;

Considérant que les crédits permettant de supporter ces dépenses sont inscrits au budget extraordinaire 2015 sous l'article 426/735-60;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

Article 1er : de confier à ORES Assets, sur base de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public, le déplacement de l'autre côté de la voirie, du poteau n°255/06955 situé à l'avenue du commandant Delahaye à Tournai, au montant forfaitaire de 1.927,31€ hors TVA. En application de l'autoliquidation par le cocontractant, le montant de la TVA au taux de 21%, soit la somme de 404,74€, sera payé auprès du Service public fédéral finances (administration de la TVA).

Article 2 : d'imputer la dépense sous l'article 426/735-60 du budget extraordinaire 2015. Ces crédits sont financés par emprunt.

<b>19. Eclairage public. Kain, place de la Chapelle. Remplacement de quatre ouvrages vétustes. Approbation.</b>
---

Monsieur le Conseiller communal **Didier SMETTE** sort de séance.

Madame la Conseillère communale cdH, **Monique WILLOcq**, constate que cet éclairage au sol pose des problèmes de sécurité, en particulier pour les étudiants qui se réunissent à cet endroit le midi. Elle demande s'il sera remplacé par de l'éclairage aérien.

L'Echevin MR des travaux, **Armand BOITE**, précise qu'il s'agit de remplacer le matériel actuel. Il sera sécurisé au maximum vu la situation décrite.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que par arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2003, l'intercommunale d'électricité du Hainaut (IEH), devenue entre-temps l'Opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) Assets, a été désignée en tant que gestionnaire du réseau de distribution sur le territoire de Tournai;

Considérant l'article 18, 1° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics précisant que la présente loi ne s'applique pas "aux marchés de services attribués par un pouvoir adjudicateur à un autre pouvoir adjudicateur ou une association de pouvoirs adjudicateurs, sur base d'un droit exclusif dont il bénéficie en vertu de dispositions législatives ou réglementaires publiées et conformes avec le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne";

Considérant que l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 indique une obligation de service public mettant à la charge des gestionnaires de réseau de distribution une obligation de service public pour ce qui concerne l'entretien des installations d'éclairage public;

Considérant que le service dépannage d'ORES a constaté que les luminaires référence Géolum n°255/03300 - 255/03301 - 255/03302 et 255/03303 situés place de la Chapelle à Kain, étaient vétustes et irréparables;

Considérant que l'intercommunale a établi un devis relatif au remplacement de ces quatre ouvrages, qui s'élève à 3.402,77€ hors TVA, soit 4.117,35€ TVA comprise (la TVA d'un montant de 714,58€ sera payée directement à l'administration de la TVA).

Considérant que les crédits permettant de supporter ces dépenses sont inscrits au budget extraordinaire 2015 sous l'article 426/735-60 à concurrence de 150.000,00€;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE**

Article 1 : d'approuver l'exécution par l'opérateur des réseaux gaz et électricité ORES Assets, conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public, du remplacement de quatre luminaires vétustes sis rue de la Chapelle à Kain s'élevant à 3.402,77€ hors TVA, soit 4.117,35€ TVA comprise (la TVA d'un montant de 714,58€ sera payée directement à l'administration de la TVA).

Article 2 : d'imputer les dépenses relatives à ce remplacement sur l'article 426/735-60 du budget extraordinaire 2015.

**20. Maison de Culture. Salle Franck Lucas. Travaux de sécurisation. Mode et conditions de passation du marché. Adaptations. Ratification.**

Monsieur le Conseiller communal **Claude MICHEZ** rentre en séance.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la décision du Collège communal du 13 mars 2015 de commander officiellement, conformément aux dispositions de la convention d'auteur de projet par rapport aux taux d'honoraires fixés initialement mais par dérogation à cette convention, une mission globale en lieu et place d'une commande phase par phase au bureau d'architecture ANORAK, rue de Flandre, 121 à 1000 Bruxelles, relative au projet définitif des travaux de sécurisation de la salle Franck Lucas de la maison de la culture;

Considérant que le bureau d'architecture ANORAK a déposé les documents du marché relatifs à ces travaux en date du 19 mars 2015;

Considérant que les documents du marché appelaient les remarques suivantes :

- précisions à apporter concernant les options
- précisions à apporter concernant un marché à lots
- précisions à apporter concernant les agrégations requises;

Considérant que le bureau d'architecture a été invité en date du 19 mars 2015 à compléter ces documents et que, suite à un bug informatique, l'administration n'a pu disposer de ces documents en vue leur présentation au Conseil communal du 23 mars 2015;

Considérant qu'afin de ne pas perdre le bénéfice de l'urgence motivée en séance du 23 mars 2015 par le fait qu'il est absolument indispensable de sécuriser sans délai la salle Franck Lucas sous peine de ne plus pouvoir l'utiliser, la procédure a été poursuivie;

Vu les documents complétés par le bureau d'architecture ANORAK (marché à lots, options, agrégations);

Considérant qu'il convient de revoir sa délibération du 23 mars 2015;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE**

de revoir sa décision du 23 mars 2015 relative aux mode et conditions de passation du marché de travaux ayant pour objet la sécurisation de la salle Franck Lucas à la Maison de la culture en ratifiant ce qui suit:

Article 1 : il sera passé un marché de travaux à lots ayant pour objet la sécurisation de la salle Franck Lucas à la Maison de la culture, estimés et ventilés comme suit :

Lot 1 : serrurerie, menuiserie et équipements dont le coût est estimé à 230.740,00€ hors TVA, soit 279.195,40€ TVA comprise

Lot 2 : réseaux et matériels éclairage scénographique dont le coût est estimé à 122.700,00€ hors TVA, soit 148.467,00€ TVA comprise

L'estimation totale de ce marché s'élève à 427.662,40€ TVA comprise.

Cette estimation a valeur d'indication, sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par adjudication ouverte conformément aux dispositions des articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les critères de sélection consisteront en la fourniture des documents suivants :

par le seul fait de participer à la procédure de passation du marché, le soumissionnaire atteste qu'il ne se trouve pas dans l'un des cas visés par les articles 61 à 63 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 pour le lot 1 : fournir un certificat d'agrégation en catégorie K – classe 2, classe basée sur l'estimation du marché

pour le lot 2 : fournir un certificat d'agrégation en sous-catégorie P1 – classe 1, classe basée sur l'estimation du marché.

Article 4 : ce marché sera régi par les règles générales d'exécution des marchés publics (arrêté royal du 14 janvier 2013) et ce, sous réserve des dispositions des documents du marché.

Article 5 : cette délibération sera transmise à l'autorité de tutelle et à la Fédération Wallonie-Bruxelles en vue de l'obtention des subsides.

Article 6 : des crédits de l'ordre de 100.000,00 € sont inscrits au budget extraordinaire 2015 sous l'article 7623/724-60. Un crédit complémentaire de 370.000,00 € sera inscrit en modification budgétaire 2015 n°1.

**21. Ecole fondamentale Paris. Analyse préalable du risque d'amiante dans le cadre du remplacement des chêneaux et de la réfection de la toiture. Articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1222-3 et L1311-5;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment les articles 6 § 2 2° et 26 § 1er 1° a et c;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 105 § 1er 4° et 110 alinéa 2;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment l'article 5 §4;

Vu la décision du Collège communal du 5 septembre 2014 de solliciter auprès du service général des infrastructures publiques subventionnées, le bénéfice de l'extrême urgence motivée par le rapport technique dûment établi pour les travaux envisagés à l'école Paris;

Vu la décision du Collège communal du 12 décembre 2014 de désigner l'entreprise HULLBRIDGE ASSOCIATED SA, rue de Piéton, 71 à 6283 Trazegnies, en qualité d'entrepreneur adjudicataire des travaux de remplacement des chêneaux défectueux et la réfection de la toiture de l'école fondamentale Paris, au montant de son offre régulière, corrigée et la plus basse s'élevant à 96.839,52€ hors TVA, soit 117.175,82€ TVA comprise;

Considérant que ce dossier a été transmis à la fédération Wallonie-Bruxelles en vue d'obtenir des subsides dans le cadre du programme prioritaire de travaux **en extrême urgence**;

Vu le courrier émanant de la fédération Wallonie-Bruxelles, reçu en date du 10 février 2015, et stipulant ce qui suit :

*"J'accuse bonne réception du dossier introduit par vos soins et relatif aux travaux de toiture de l'école communale Paris. Cependant , après analyse du dossier, l'administration émet plusieurs remarques (...). (...) Je vous informe que les documents suivants sont manquants pour pouvoir continuer le traitement du dossier:*

*(...) - un rapport d'analyse de risque d'amiante (...)."*

Considérant qu'aucun crédit n'est prévu au budget extraordinaire 2015 pour les études relatives à l'analyse du risque d'amiante à l'école Paris et qu'un rapport d'analyse du risque d'amiante est nécessaire et urgent afin de pouvoir bénéficier des subsides;

Considérant que, dans ce contexte, trois prestataires ont été contactés, à savoir:

\*VINCOTTE : 1.045,00€ + 35,00€ par échantillon. L'entreprise estime prélever au maximum 10 échantillons, soit un total estimé de 1.395,00€ hors TVA



\*OESTERBAAI : 1.250,00€ + 32,00€ par échantillon. L'entreprise estime prélever au maximum 10 échantillons, soit un total estimé de 1.570,00€ hors TVA

\*TRANSLAB ENVIRONMENTAL CONSULT : ne peut répondre à la demande;

Considérant que l'offre la plus avantageuse émane de la société VINCOTTE, C, 248 H à 1800 Vilvoorde;  
Considérant que les crédits ne sont pas prévus au budget extraordinaire 2015, ceux-ci seront dès lors inscrits par voie de modification budgétaire n°1 sous l'article 722/733-60;

Vu l'urgence et l'impérieuse nécessité de procéder à ces études;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **PREND ACTE :**

de la décision prise par le Collège communal en séance du 13 mars 2015, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et conformément aux articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation:

Article 1er : il est passé, avec la firme VINCOTTE, un marché de services par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure conformément à l'article 26 § 1er 1° a et c de la loi du 15 juin 2006, ayant pour objet les études relatives à l'analyse du risque d'amiante à l'école Paris, au montant de son offre la plus avantageuse au point de vue prix s'élevant à 1.395,00 € hors TVA, soit 1.687,95 € TVA comprise. **La commande sera passée immédiatement.**

Article 2 : le marché, dont il est question à l'article 1er, sera constaté conformément aux dispositions de l'article 105 § 1er 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011, vu l'estimation inférieure à 8.500,00 € hors TVA.

Article 3 : en vertu de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, connaissance de cette décision sera donnée au Conseil communal qui en prendra acte lors de sa plus prochaine séance.

Article 4 : en vertu de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, **de pourvoir** à la dépense résultant de l'exécution de ce marché et **de donner connaissance** de cette décision au prochain Conseil communal qui délibèrera s'il admet ou non la dépense. La régularisation des crédits sera effectuée lors de première modification budgétaire du budget extraordinaire 2015;

#### **ADMET**

la dépense.

**22. Ecole du Petit Colisée. Réparation des installations électriques d'éclairage et de sécurité.**  
**Article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.**  
**Acceptation.**

Monsieur le Conseiller communal **Didier SMETTE** rentre en séance.

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, intervient d'emblée comme suit:

"Il n'est pas fait mention dans le dossier de l'intervention d'une assurance. Qu'en est-il ?

Nous nous interrogeons : une étude a-t-elle été faite avant la construction ?

Qu'est-ce qui est prévu pour éviter qu'une telle situation ne se représente lors des prochains gros orages ? Et qu'un dossier similaire ne se retrouve au vote l'an prochain?"

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, précise que l'assurance est intervenue à hauteur de 7.031,34€. La TVA est remboursée sur production de factures de réparation. Le montant total des interventions est de 18.442,14€.

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, poursuit son intervention:

"La suite de ma question, nous nous interrogeons par rapport aux causes de cette inondation. Est-ce qu'une étude a été faite avant la construction et qu'est-ce qui est prévu pour éviter que cela se reproduise?"

Madame la Conseillère communale cdH, **Hélène CLEMENT-COUPLET**, intervient à son tour:

"Dans le dossier, on parle de défaut. Ce bâtiment est récent. Il est couvert par une garantie décennale ou autre? Qu'est-ce qu'il en sera à l'avenir en cas de nouvelles inondations?"

Pour Monsieur l'Echevin MR des travaux, **Armand BOITE**, il est exclu de construire une nouvelle école, ni de démolir l'actuelle. Les services communaux tentent de régler le problème d'écoulement des eaux à l'avenue de Maire avec l'intercommunale IPALLE. Le nécessaire sera fait pour éviter que la cour de récréation soit à nouveau inondée. Une erreur de conception a peut-être été commise. On aurait pu relever le niveau du rez-de-chaussée. Malheureusement, à l'heure actuelle, il faut gérer la situation telle qu'elle est.

Monsieur l'Echevin PS, de l'enseignement, **Philippe ROBERT**, rappelle que cette inondation ne concernait pas uniquement l'école. Des maisons riveraines ont été inondées également. Cela a été peu évoqué. En cas de pluies diluviennes, les avaloirs ne parviennent pas à absorber toute l'eau. Ceci fait que toute la partie où se trouve l'école a été inondée sur une centaine de mètres. Deux citernes de 10.000 litres ont été installées, ce qui devrait permettre d'absorber le surplus d'eau. La meilleure solution pour l'école et les habitations riveraines consisterait à remplacer l'égouttage. Mais cela a un coût. Ce projet devra être mis en oeuvre dans les prochaines années avec l'intercommunale IPALLE.

A la demande de Monsieur le Conseiller communal ECOLO, Guillaume DENONNE, Monsieur l'Echevin PS, **Philippe ROBERT**, précise que les deux citernes étaient déjà installées lors de l'inondation. Cependant elles n'ont pas fonctionné parce que les travaux n'étaient pas tout à fait terminés. Ceci a d'ailleurs posé des problèmes avec l'entreprise.

En ce qui concerne le renouvellement de l'égouttage, Monsieur l'Echevin MR des travaux, **Armand BOITE**, précise que l'intercommunale IPALLE terminera prochainement ses études. Un dossier de travaux devra ensuite être élaboré avec le Service public de Wallonie qui gère la voirie centrale.

Par 33 voix pour et 3 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante:

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, C. MICHEZ, Mme M. C. MARGHEM, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCOQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, R. DELVIGNE, P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale.

Se sont abstenus : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la décision du Collège communal du 23 décembre 2011 de désigner l'entreprise AES SPRL, rue du Marais, 19 à 7640 Antoing, en qualité d'entrepreneur adjudicataire des travaux de reconstruction de

l'école maternelle Le Petit Colisée (installations électriques d'éclairage et de sécurité), au montant de son offre régulière et la plus basse s'élevant à 41.076,00€ hors TVA, soit 49.701,96€ TVA comprise; Vu la décision du Collège communal du 28 février 2014 d'approuver le décompte final de ces travaux; Considérant que, suite à des dégâts des eaux, les circuits installés sur la dalle de sol ont été inondés, que certains ont subi des dégâts, que des tests ont montré que des défauts d'isolement existaient notamment sur le circuit principal qui était hors service;

Considérant que les circuits en défaut et tous les contacteurs magnétiques des portes (intégrés à la chape) ont été réparés ou remplacés;

Vu la facture, datée du 27 février 2015, émanant de l'entreprise AES SPRL relative aux réparations effectuées suite aux dégâts des eaux ainsi qu'aux travaux supplémentaires reconnus nécessaires et déjà approuvés en partie par le pouvoir adjudicateur, s'élevant à 15.241,44€ hors TVA, soit 18.442,14€ TVA comprise. Le montant de la TVA (3.200,70€) sera payé directement au SPF Finances. Considérant que les travaux suite aux dégâts des eaux consistaient à :

- vérifier et contrôler tous les réseaux en chape
- rechercher des défauts d'isolement, des pertes sur réseaux et remplacer les circuits endommagés
- remplacer tous les contacts magnétiques de sol;

Considérant que des travaux supplémentaires ont été effectués essentiellement pour des raisons de sécurité (système de surveillance) et que, comme certifié par l'auteur de projet, ces travaux supplémentaires restent dans l'enveloppe budgétaire globale prévue pour la reconstruction de l'école maternelle Le Petit Colisée;

Considérant qu'un solde de crédit de 80.000,00€ était disponible, mais engagé au nom de l'entreprise DETRAC dont le décompte est également clôturé;

Considérant qu'aucun crédit n'était disponible au budget extraordinaire 2015, ceux-ci seront dès lors inscrits par voie de modification budgétaire n° 1 sous l'article 722/722-60/11;

Considérant, en conséquence, que le Collège communal a décidé, en date du 13 mars 2015, de recourir aux dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de pourvoir à la dépense et d'en donner connaissance au Conseil communal qui délibèrera s'il admet ou non cette dépense;

Par 33 voix pour et 3 abstentions;

#### **PREND ACTE**

de la décision prise le 13 mars 2015 par le Collège communal, conformément aux dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de pourvoir à la dépense liée aux réparations (installations électriques d'éclairage et de sécurité) effectuées à l'école du Petit Colisée suite aux dégâts des eaux ainsi qu'aux travaux supplémentaires reconnus nécessaires pour un montant de 15.241,44€ hors TVA dû à l'entreprise AES SPRL, rue du Marais, 19 à 7640 Antoing. Le montant total de la facture TVA comprise (3.200,70€) s'élève à 18.442,14€. La TVA sera payée directement au SPF Finances;

#### **ADMET**

la dépense.

**23. Ligne ferroviaire L94 Hal Baisieux. Entretien du passage inférieur situé au km 84.190 "Pont Emmanuel". Article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1311-5;

Considérant qu'en date du 5 février 2013, INFRABEL a transmis un courrier relatif à l'entretien du passage inférieur situé au km 84.190 "Pont Emmanuel", rue de la Borgnette à Tournai;

Considérant qu'en vertu de la convention relative à cet ouvrage, la quote-part de l'administration communale dans les travaux d'entretien de ce passage est estimée à 14.111,19€ hors TVA;

Vu la décision du Collège communal prise en séance du 18 octobre 2013 d'engager la totalité des crédits sous l'article 4213/731-60, soit 18.000,00€, au nom d'INFRABEL afin de couvrir la quote-part de la Ville de Tournai dans le cadre de ces travaux;

Considérant que l'entreprise KUMPEN, en charge des travaux pour Infrabel, a introduit différentes factures s'élevant à 1.724,94€, 1.640,71€ et 6.570,61€ hors TVA (total: 9.936,26€);

Considérant qu'aucun accord sur les travaux n'a été reçu de la part d'INFRABEL et que les services techniques communaux ne sont pas en mesure de déterminer la réalité des travaux effectués;

Considérant que les crédits ont été engagés au nom d'INFRABEL et non de KUMPEN et qu'aucun crédit ne permet la liquidation des factures susmentionnées;

Considérant qu'en date du 19 janvier 2015, l'entreprise KUMPEN a introduit une mise en demeure relative aux factures impayées, majorées d'un intérêt de 436,27€ pour retard de paiement;

Considérant que le montant total réclamé par l'entreprise KUMPEN s'élève à ce jour à 10.372,53€ hors TVA et que son calcul des intérêts de retard est correct;

Considérant qu'afin de ne pas augmenter les intérêts pour retard, le Collège communal a décidé en date du 6 mars 2015 d'autoriser le paiement à l'entreprise KUMPEN du montant de ses factures s'élevant respectivement à 1.724,94€, 1.640,71€ et 6.570,61€ (total : 9.936,26€) qui représentent la part communale des travaux d'entretien de la ligne Hal-Baisieux;

Considérant que la TVA, soit 362,24€, 344,55€ et 1.379,83€ (total: 2.086,62€) sera payée directement auprès du Service public fédéral Finances;

Considérant que le montant total de la dépense, TVA et intérêts de retard inclus, s'élève à 12.459,15€;

Considérant que les intérêts de retard seront imputés sur le budget ordinaire;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **PREND CONNAISSANCE**

en vertu de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de la décision du Collège communal prise en séance du 6 mars 2015 d'autoriser le paiement à l'entreprise KUMPEN du montant de ses factures s'élevant à 1.724,94€, 1.640,71€ et 6.570,61€ hors TVA (9.936,26€), majorées d'un intérêt de retard (436,27€), soit un total de 10.372,53€, et qui représentent la part communale dans les travaux d'entretien de la ligne Hal-Baisieux.

La TVA, soit 2.086,62€, sera payée auprès du Service public fédéral Finances;

#### **ADMET**

la dépense.

<b>24. Services techniques. Acquisition de matériel de signalisation. Mode et conditions de passation du marché.</b>
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 §1er 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 §3;

Considérant qu'une partie du matériel de signalisation ancien et vétuste doit être remplacée;  
Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir du nouveau matériel destiné au service signalisation, au district de Gaurain et au service des fêtes, pour un montant estimé à ± 19.723,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;  
Considérant que ce marché peut être passé par procédure négociée sans publicité, après consultation de plusieurs firmes et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 §1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;  
Considérant qu'un crédit de 20.000,00€ est prévu au budget extraordinaire 2015, sous l'article budgétaire 104/741-52 et que ce montant est financé par fonds de réserve;  
Sur proposition du Collège communal;  
A l'unanimité;

**DECIDE :**

Article 1er : il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de matériel de signalisation estimé à ± 19.723,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ce marché est régi, d'une part, par les articles 1er à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67, à 73, 78, §1er, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution et, d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : un crédit de 20.000,00 € est prévu au budget extraordinaire 2015 sous l'article budgétaire 104/741-52. Ce montant est financé par fonds de réserve.

**25. Service voirie. Acquisition d'un attelage et d'une remorque. Mode et conditions de passation des marchés.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 §1er 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 §2 ;

Considérant qu'afin de disposer d'un véhicule supplémentaire susceptible de transporter du matériel ou autre sur chantier, il convient de procéder à la fourniture et à la pose d'un attelage sur le véhicule de marque "Peugeot Expert" utilisé par le service voirie et à l'acquisition d'une remorque à destination de ce même service;

Considérant qu'il y a lieu de passer deux marchés de fournitures estimés et ventilés comme suit:

- Marché 1 : acquisition d'un attelage destiné au Service voirie pour le véhicule de marque "Peugeot Expert" pour un montant estimé à ± 1.089,00€ TVA comprise;

- Marché 2 : acquisition d'une remorque pour le même service pour un montant estimé à ± 3.872,00€ TVA comprise.

Ces montants ont valeur d'indication sans plus;

Considérant qu'au vu des estimations, ces deux marchés peuvent être passés par procédure négociée sans publicité, et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1<sup>a</sup> de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Considérant qu'un crédit de 31.000,00€ est prévu au budget extraordinaire 2015 sous l'article budgétaire 421/744-51 et que ce montant est financé par fonds de réserve;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

Article 1er : il sera passé deux marchés de fournitures estimés et ventilés comme suit:

- Marché 1 : acquisition d'un attelage destiné au service voirie pour le véhicule de marque "Peugeot Expert" pour un montant estimé à ± 1.089,00€ TVA comprise.
- Marché 2 : acquisition d'une remorque pour le même service pour un montant estimé à ± 3.872,00€ TVA comprise. Ces montants ont valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ces marchés seront passés par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 26 § 1er 1<sup>a</sup> de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : conformément à l'article 110-2e de l'arrêté royal du 15 juillet 2011, les marchés seront conclus par la notification aux adjudicataires de l'approbation de leur offre telle qu'éventuellement modifiée à l'issue des négociations.

Article 4 : les marchés seront constatés par simple facture acceptée selon l'article 105 § 1er, 4<sup>o</sup> de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : un crédit de 31.000,00€ est prévu au budget extraordinaire 2015 sous l'article budgétaire 421/744-51. Ce montant est financé par fonds de réserve.

<b>26. Service voirie. Acquisition d'un marteau hydraulique pour la grue. Mode et conditions de passation du marché.</b>
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1er 1<sup>o</sup> a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 3;

Considérant qu'il convient d'acquérir un marteau hydraulique pour équiper la grue du Service voirie et que ce matériel est nécessaire pour les travaux plus importants en voirie;

Considérant que le montant du marché est estimé à ±15.730,00 € TVA comprise et que cette estimation a valeur d'indication sans plus;

Considérant que ce marché peut être passé par procédure négociée sans publicité, après consultation de plusieurs firmes, et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Considérant qu'un crédit de 31.000,00 € est prévu au budget extraordinaire 2015 sous l'article budgétaire 421/744-51 et que ce montant est financé par fonds de réserve;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

Article 1er : il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition d'un marteau hydraulique pour équiper la grue du Service voirie pour un montant estimé à ±15.730,00 € TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché sera régi d'une part, par les articles 1er à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67 à 73, 78 §1er, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution et, d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : un crédit de 31.000,00 € est prévu au budget extraordinaire 2015 sous l'article budgétaire 421/744-51. Ce montant est financé par fonds de réserve.

**27. Service voirie. Acquisition d'outillage (marteau piqueur, découpeuses thermiques et chariot). Mode et conditions de passation du marché.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 §1er 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 2;

Considérant que l'acquisition de nouveaux outils destinés au service voirie s'avère indispensable pour que les agents puissent continuer à travailler en toute sécurité;

Considérant qu'il est nécessaire d'acquérir un marteau piqueur, deux découpeuses thermiques et un chariot pour dito pour un montant estimé à ± 8.250,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant qu'au vu de l'estimation, ce marché peut être passé par procédure négociée sans publicité, et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1°a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Considérant qu'un crédit de 31.000,00€ est prévu au budget extraordinaire 2015, sous l'article budgétaire 421/744-51 et que ce montant est financé par fonds de réserve;  
Sur proposition du Collège communal;  
A l'unanimité;

**DECIDE :**

Article 1er : il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition d'outillage destiné au service voirie pour un montant estimé à ± 8.250,00€ TVA comprise. Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 26 § 1er 1<sup>a</sup> de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché sera constaté par simple facture acceptée selon l'article 105 § 1er, 4<sup>o</sup> de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 4 : un crédit de 31.000,00€ est prévu au budget extraordinaire 2015 sous l'article budgétaire 421/744-51. Ce montant est financé par fonds de réserve.

**28. Centre public d'action sociale. Rapport d'activités de la commission locale pour l'énergie. Année 2014.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation des marchés de l'électricité;  
Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation des marchés régionaux du gaz;  
Vu le rapport d'activités de l'année 2014 établi par la commission locale pour l'énergie constituée par le Centre public d'action sociale;  
Sur proposition du Collège communal;

**PREND CONNAISSANCE**

du rapport d'activités de l'année 2014 de la commission locale pour l'énergie du Centre public d'action sociale:

CPAS de Tournai

**A. Nombre de saisies et type de décisions relatives à l'activité des CLE**

**1. Nombre de saisies de la commission locale pour l'énergie.**

Nombre de saisies de la commission locale pour l'énergie pour l'ensemble de l'année : 159

Nombre de réunions de la commission locale pour l'énergie : 14

**En électricité**

Nombre de réunions par type de CLE :

- 12 CLE concernant les arriérés de paiement liés à la fourniture minimale garantie en électricité
- 9 CLE concernant la perte de statut de client protégé
- 0 CLE pour une demande d'audition du client.

**En gaz**

Nombre de réunions par type de CLE :

- 0 CLE concernant les arriérés de paiement liés à la fourniture de gaz auprès du gestionnaire de réseau de distribution
- 5 CLE concernant les clients protégés qui ne sont plus en mesure d'alimenter leur compteur à budget pendant la période hivernale
- 8 CLE concernant la perte de statut de client protégé



- 0 CLE pour une demande d'audition du client.

## **2. Nombre de CLE par type de décision**

### **En électricité**

- CLE concernant ***les arriérés de paiement liés à la fourniture minimale garantie*** :

- \* 27 décisions de retrait de la fourniture minimale garantie
- \* 0 décision portant sur la ratification de l'accord négocié entre le client et le GRD avant réunion de la CLE avec continuité de la fourniture minimale garantie (sauf en cas de non-respect du plan de paiement)
- \* 0 décision d'octroi d'un plan de paiement avec continuité de la fourniture minimale garantie (sauf en cas de non-respect du plan de paiement)
- \* 1 décision de remise de dette prise en charge par le Fonds énergie régional
- \* 0 décision portant sur la continuité de la fourniture minimale garantie (liée au paiement de la dette, à la prise en charge de la dette par le CPAS, ...)

Autres : .....

- CLE concernant la ***perte de statut du client protégé*** :

- \* 35 décisions confirmant la perte du statut de client protégé
- \* 4 décisions attestant de la qualité de client protégé et du maintien de la fourniture d'électricité
- \* 18 décisions octroyant un délai supplémentaire afin de permettre au client de signer un contrat avec le fournisseur de son choix

Autres : .....

- CLE pour une ***demande d'audition du client*** :

- \* 0 décision confirmant le bien-fondé de la demande de réouverture des compteurs introduite par les clients
- \* 0 décision ne confirmant pas le bien-fondé de la demande

Autres : .....

### **En gaz**

- CLE concernant ***les arriérés de paiement liés à la fourniture de gaz auprès du gestionnaire de réseau de distribution*** :

- \* 0 décision de retrait de la fourniture de gaz
- \* 0 décision portant sur la ratification de l'accord négocié entre le client et le GRD avant réunion de la CLE avec continuité de gaz (sauf en cas de non-respect du plan de paiement)
- \* 0 décision d'octroi d'un plan de paiement avec continuité de la fourniture de gaz (sauf en cas de non-respect du plan de paiement)
- \* 0 décision portant sur la continuité de la fourniture de gaz (liée au paiement de la dette, à la prise en charge de la dette par le CPAS, ...)

Autres : .....

- CLE concernant ***les clients protégés qui ne sont plus en mesure d'alimenter leur compteur à budget gaz pendant la période hivernale*** :

- \* 6 décisions de retrait de l'alimentation
- \* 8 décisions d'octroi de kWh dont 30% de la consommation restent à charge du client protégé

Autres : ....

- CLE concernant ***la perte de statut du client protégé*** :

- \* 20 décisions confirmant la perte du statut de client protégé

- \* 4 décisions attestant de la qualité de client protégé et du maintien de la fourniture de gaz
  - \* 10 décisions octroyant un délai supplémentaire afin de permettre au client de signer un contrat avec le fournisseur de son choix
- Autres : .....

- CLE pour une **demande d'audition du client** :

- \* 0 décision confirmant le bien-fondé de la demande de réouverture des compteurs introduite par les clients
  - \* 0 décision ne confirmant pas le bien-fondé de la demande
- Autres : .....

## **B. Mission d'information**

*(Détail des actions mises en place par la CLE pour le public qu'elle rencontre afin d'assurer sa mission d'information relative aux mesures à caractère social en matière de fourniture d'énergie et des tarifs applicables, de guidance sociale énergétique et des plans d'action préventive en matière d'énergie)*

Le service continue sa mission d'information par les guidances sociales mises en place suite à l'examen du dossier en CLE.

Remarques complémentaires : ces dernières années, le nombre de réunions et de dossiers traités est en augmentation. Le travail réalisé par le service est dès lors plus important pour la préparation des réunions, la constitution des dossiers mais également le suivi au travers des guidances mises en place.

### **29. Fabrique d'église Saint-Vaast à Ramecroix. Compte 2014. Approbation.**

Madame l'Echevine PS des finances, **Laetitia LIENARD**, donne les explications suivantes au sujet des points 29 à 39:

"Jusqu'au 31 décembre 2014, la province approuvait les comptes des différentes fabriques d'église. Un nouveau décret a été voté le 13 mars 2014. Il est entré en vigueur le 1er janvier 2015. Ce qui change à Tournai, qui compte 43 fabriques d'église, 41 catholiques et 2 protestantes? Le Conseil communal a désormais la tutelle spéciale d'approbation des comptes des fabriques d'église, des budgets et des modifications budgétaires alors qu'auparavant, le Conseil communal était une instance d'avis.

Désormais, chaque Conseil de fabrique va remettre à la Ville et à l'évêché les délibérations qui ont trait aux budgets, aux comptes et aux modifications budgétaires. Ces documents doivent être remis avant le 25 avril 2015, en ce qui concerne les comptes et avant le 30 août 2015 pour ce qui concerne les budgets.

L'évêché a 20 jours calendrier pour remettre un arrêté à la Ville de Tournai. Il peut réformer, approuver ou corriger les dépenses qui sont relatives aux cultes.

Ces remarques sont intégrées aux délibérations du Conseil communal. La Ville a 40 jours pour notifier sa décision au Conseil de la fabrique. Si pas, son avis est réputé favorable.

Dernier changement, des arrêtés individuels sont proposés pour chaque fabrique d'église.

Si vous souhaitez une présentation détaillée de ce nouveau décret, je vous propose d'en discuter lors de la commission relative à la première modification budgétaire 2015."

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu sa délibération du 10 mars 2015, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 17 mars 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement culturel Saint-Vaast à Ramecroix arrête le compte pour l'exercice 2014;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu sa décision du 16 mars 2015 par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque, le reste du compte;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que la dépense de 284,35€ à l'article 62A du chapitre II n'a pas fait l'objet d'une inscription budgétaire au budget 2014 et qu'il y a lieu de la corriger;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique, aucun autre dépassement de crédit dans les articles du chapitre II dépenses n'est constaté;

Considérant que, dans dans le chapitre I et le chapitre II des recettes, des montants inscrits n'ont pas fait l'objet d'inscription budgétaire au préalable;

Considérant que, pour les recettes du chapitre I, l'organe représentatif agréé n'a émis aucune remarque, mais qu'il y a lieu à l'avenir de veiller à la précision des inscriptions budgétaires;

Considérant que les recettes de 194,60€ et 363,64€ n'ont pas fait l'objet d'inscriptions budgétaires au budget 2014 et que, compte tenu de la date de comptabilisation des recettes, une modification budgétaire pouvait être sollicitée et qu'il y a lieu donc de les corriger;

Considérant que, sur base des corrections apportées, le compte 2014 de la fabrique d'église Saint-Vaast à Ramecroix est conforme à la loi;

Vu l'avis positif du directeur financier du 31 mars 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE**

Article 1 : la délibération du 10 mars 2015 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement culturel Saint-Vaast à Ramecroix arrête le compte pour l'exercice 2014, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
62A	Entretien chauffage	284,35€	0,00€
23	Remboursement de capitaux	194,60€	0,00€
28C	indemnités AXA	363,64€	0,00€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	26.756,48€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	22.628,45€
Recettes extraordinaires totales	5.028,55€
- dont un boni comptable du compte 2013 de	5.028,55€

Dépenses ordinaires du chapitre I totales	8.207,65€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	15.011,74€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
Recettes totales	31.785,03€
Dépenses totales	23.219,39€
Résultat comptable	8.565,64€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Vaast à Ramecroix et à l'organe représentatif agréé contre la présente décision devant le gouverneur de la Province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles, dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification. La requête peut être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'état : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée:

- à la fabrique d'église Saint-Vaast à Ramecroix;
- à l'organe représentatif agréé.

### **30. Fabrique d'église Saint-Vaast à Gaurain. Compte 2014. Approbation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII,6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu sa délibération du 2 mars 2015, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 30 mars 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Vaast à Gaurain arrête le compte pour l'exercice 2014;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu sa décision du 9 mars 2015 par laquelle l'organe représentatif agréé a arrêté définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, a approuvé sans remarque le reste du compte;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;  
Considérant que le compte susvisé reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Vaast à Gaurain au cours de l'exercice 2014 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;  
Vu l'avis positif du directeur financier du 31 mars 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;  
Sur proposition du Collège communal;  
A l'unanimité;

#### DECIDE

Article 1 : la délibération du 2 mars 2015 par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Vaast à Gaurain arrête le compte pour l'exercice 2014, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	22.158,64 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	16.280,53 €
Recettes extraordinaires totales	5.745,81 €
- dont un boni comptable du compte 2013 de	5.745,81 €
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	3.752,46 €
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	18.176,78 €
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00 €
Recettes totales	27.904,45 €
Dépenses totales	21.929,24 €
Résultat comptable	5.975,21 €

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Vaast à Gaurain;
- à l'organe représentatif agréé.

#### **31. Fabrique d'église Notre-Dame de la Tombe à Kain. Compte 2014. Approbation.**

Madame l'Echevine PS des finances, **Laetitia LIENARD**, invite d'emblée le Conseil communal à rectifier une erreur de date. Ce n'est pas le "13 mars 204" mais le "13 mars 2014" qu'il faut lire.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII,6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu sa délibération du 9 mars 2015, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 12 mars 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Notre-Dame de la Tombe à Kain arrête le compte pour l'exercice 2014;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu sa décision du 16 mars 2015 par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque, le reste du compte;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que la colonne budget a été modifiée à divers postes par le trésorier de la fabrique sans qu'une modification budgétaire n'ait été sollicitée et que ce sont les chiffres validés par le Collège du Conseil provincial du Hainaut (arrêté du 27 mars 2014) qui doivent être pris en compte;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Notre-Dame de la Tombe à Kain au cours de l'exercice 2014 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;

Vu l'avis positif du directeur financier du 24 mars 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

Article 1 : la délibération du 9 mars 2015 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Notre-Dame de la Tombe à Kain arrête le compte pour l'exercice 2014, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	50.867,26€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	47.846,03€
Recettes extraordinaires totales	2.080,79€
- dont un boni comptable du compte 2013 de	2.080,79€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	3.864,59€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	42.019,17€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
Recettes totales	52.948,05€
Dépenses totales	45.883,76€
Résultat comptable	7.064,29€

Il est rappelé au trésorier de la fabrique que les ajustements internes effectués au cours de l'exercice ne doivent pas être inscrits dans la colonne budget, mais que la liste de ces transferts de crédits doit être fournie comme pièce justificative au compte.

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée:

- à la fabrique d'église Notre-Dame de la Tombe à Kain

- à l'organe représentatif agréé.

## 32. Fabrique d'église Saint-Eleuthère à Blandain. Compte 2014. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII,6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu sa délibération du 3 mars 2015, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 26 mars 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Eleuthère à Blandain arrête le compte pour l'exercice 2014;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu sa décision du 9 mars 2015 par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant la modification budgétaire 2014 n°1 de la fabrique d'église Saint-Eleuthère à Blandain, modifiée par le Collège du Conseil provincial du Hainaut en séance du 19 mars 2015;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Eleuthère à Blandain au cours de l'exercice 2014 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;

Vu l'avis positif du directeur financier du 31 mars 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### DECIDE :

Article 1 : la délibération du 3 mars 2015 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Eleuthère à Blandain arrête le compte pour l'exercice 2014, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	57.117,45€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	36.637,67€
Recettes extraordinaires totales	12.098,18€
- dont un boni comptable du compte 2013 de	98,18€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	5.578,56€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	48.784,28€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	12.000,00€

Recettes totales	69.215,63€
Dépenses totales	66.362,84€
Résultat comptable	2.852,79€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée:

- à la fabrique d'église Saint-Eleuthère à Blandain
- à l'organe représentatif agréé.

### **33. Fabrique d'église Notre-Dame Auxiliatrice à Tournai. Compte 2014. Approbation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII,6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu sa délibération du 14 mars 2015, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de ses pièces justificatives le 27 mars 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Notre-Dame Auxiliatrice à Tournai arrête le compte pour l'exercice 2014;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu sa décision du 16 mars 2015 par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant la modification budgétaire 2014 n°1 de la fabrique d'église Notre-Dame Auxiliatrice à Tournai, approuvée par le Collège du Conseil provincial du Hainaut en séance du 19 mars 2015;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Notre-Dame Auxiliatrice à Tournai au cours de l'exercice 2014 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;

Vu l'avis positif du directeur financier du 31 mars 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**



Article 1 : la délibération du 14 mars 2015 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Notre-Dame Auxiliatrice à Tournai arrête le compte pour l'exercice 2014, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	35.632,00€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	28.563, 83€
Recettes extraordinaires totales	9.449,54€
- dont un boni comptable du compte 2013 de	8.742,94€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	5.565,59€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	29.489,87€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	706,60€
Recettes totales	45.081,54€
Dépenses totales	35.762,06€
Résultat comptable	9.319,48€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée:

- à la fabrique d'église Notre-Dame Auxiliatrice à Tournai
- à l'organe représentatif agréé.

#### **34. Fabrique d'église Saint-Martin à Quartes. Compte 2014. Approbation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII,6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 19 mars 2015, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 20 mars 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Martin à Quartes, arrête le compte pour l'exercice 2014;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 23 mars 2015 par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque, le reste du compte;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le Conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Martin à Quartes au cours de l'exercice 2014 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;

Vu l'avis positif du directeur financier du 31 mars 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

Article 1 : la délibération du 19 mars 2015 par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Martin à Quartes arrête le compte pour l'exercice 2014, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	13.767,49 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	12.312,55 €
Recettes extraordinaires totales	2.908,48 €
- dont un boni comptable du compte 2013 de	2.908,48 €
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	1.270,81 €
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	12.337,65 €
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00 €
Recettes totales	16.675,97 €
Dépenses totales	13.608,46 €
Résultat comptable	3.067,51 €

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée:

- à la fabrique d'église Saint-Martin à Quartes;
- à l'organe représentatif agréé.

**35. Fabrique d'église Saint-Aubert à Mont Saint-Aubert. Compte 2014. Approbation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu sa délibération du 2 mars 2015 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Aubert à Mont-Saint-Aubert a arrêté le compte pour l'exercice 2014;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;  
Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;  
Vu sa décision du 23 mars 2015 par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque, le reste du compte;  
Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;  
Considérant que suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;  
Considérant que le compte susvisé reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Aubert à Mont-Saint-Aubert au cours de l'exercice 2014 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;  
Vu l'avis positif du directeur financier du 31 mars 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;  
Sur proposition du Collège communal;  
A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

Article 1 : la délibération du 2 mars 2015 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement culturel Saint-Aubert à Mont-Saint-Aubert arrête le compte pour l'exercice 2014 est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	17.276,73 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	14.107,18 €
Recettes extraordinaires totales	6.648,34 €
- dont un boni comptable du compte 2013 de	3.553,34 €
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	3.643,25 €
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	14.262,18 €
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	3.095,00 €
Recettes totales	23.925,07 €
Dépenses totales	21.000,43 €
Résultat comptable	2.924,64 €

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée:

- à la fabrique d'église Saint-Aubert à Mont-Saint-Aubert;
- à l'organe représentatif agréé.

#### **36. Fabrique d'église Saint-Pierre à Mourcourt. Compte 2014. Approbation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;  
Vu la constitution, les articles 41 et 162;  
Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;  
Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 10 mars 2015, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 17 mars 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Pierre à Mourcourt arrête le compte pour l'exercice 2014;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 16 mars 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, qu'il peut être conclu que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que la dépense de 47,27€ inscrite à l'article 50I du chapitre II n'a pas fait l'objet d'une inscription budgétaire au budget 2014 et qu'il y a lieu donc de la corriger;

Considérant que le compte susvisé, tel que corrigé, est conforme à la loi;

Vu l'avis positif de Monsieur le directeur financier du 24 mars 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique, aucun autre dépassement de crédit n'est constaté;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **ARRETE :**

Article 1 : la délibération du 10 mars 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Pierre à Mourcourt arrête le compte pour l'exercice 2014, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
50L	Frais divers et financiers	47,27€	0,00€

Article 2 : La délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants:

Recettes ordinaires totales	13.317,63€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	12.402,93€
Recettes extraordinaires totales	6.517,03€
- dont un boni comptable du compte 2013 de	6.517,03€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	3.929,39€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	9.050,91€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
Recettes totales	19.834,66€
Dépenses totales	12.980,30€
Résultat comptable	6.854,36€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Pierre à Mourcourt et à l'organe représentatif agréé contre la présente décision devant le Gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée:

- à la fabrique d'église Saint-Pierre à Mourcourt
- à l'organe représentatif agréé.

<b>37. Fabrique d'église Saint-Pierre à Vezon. Compte 2014. Approbation.</b>
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 10 mars 2015, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 27 mars 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement culturel Saint-Pierre à Vezon, arrête le compte pour l'exercice 2014;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu sa décision du 23 mars 2015 par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque, le reste du compte;

Considérant la modification budgétaire 2014 n°1 approuvée par le Collège du Conseil provincial du Hainaut en séance du 19 mars 2015;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant les inscriptions au compte 2014 de 316,22€ à l'article 23 des recettes extraordinaires et 320,00€ à l'article 53 des dépenses extraordinaires;

Considérant que ces inscriptions peuvent être admises étant donné l'impact sur le résultat du compte;

Considérant l'inscription de 54,02€ à l'article 62A des dépenses extraordinaires n'ayant pas fait l'objet d'un crédit approuvé en 2014;

Considérant que cette dépense est admise à titre exceptionnel vu le caractère obligatoire de la dépense (assurance sur les accidents de travail) et son faible montant;

Considérant que plusieurs sommes ont été déduites des recettes de l'article 4; qu'il est préférable à l'avenir d'inscrire ces frais dans un poste en dépense et qu'il y a lieu de prévoir au budget 2016 un article "frais bancaires" dans le chapitre II des dépenses;

Considérant que suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Pierre à Vezon au cours de l'exercice 2014, qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;

Vu l'avis positif du directeur financier du 31 mars 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DÉCIDE :**

Article 1 : la délibération du 10 mars 2015 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Pierre à Vezon arrête le compte pour l'exercice 2014 est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	22.623,73€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	20.322,72€
Recettes extraordinaires totales	925,33€
- dont un boni comptable du compte 2013 de	609,11€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	2.242,85€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	20.433,15€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	374,02€
Recettes totales	23.549,06€
Dépenses totales	23.050,02€
Résultat comptable	499,04€

Le trésorier est invité à prévoir un article "Frais bancaires" dans le chapitre II des dépenses.

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée:

- à la fabrique d'église Saint-Pierre à Vezon;
- à l'organe représentatif agréé.

#### **38. Fabrique d'église Saint-Urbain à Ramegnies-Chin. Compte 2014. Approbation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;  
Vu la délibération du 10 mars 2015, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 11 mars 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Urbain à Ramegnies-Chin arrête le compte pour l'exercice 2014;  
Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;  
Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;  
Vu sa décision du 16 mars 2015 par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement avec une remarque ("joindre photocopies "feuille récapitulative par article") les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;  
Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;  
Considérant que suivant les ajustements internes tels que présentés par le Conseil de Fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;  
Considérant que le compte susvisé reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Urbain à Ramegnies-Chin au cours de l'exercice 2014 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;  
Vu l'avis positif du directeur financier du 31 mars 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;  
Sur proposition du Collège communal;  
A l'unanimité;

#### DECIDE :

Article 1 : la délibération du 10 mars 2015 par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Urbain à Ramegnies-Chin arrête le compte pour l'exercice 2014 est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	8.640,41 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	4.935,00 €
Recettes extraordinaires totales	1.912,01 €
- dont un boni comptable du compte 2013 de	1.912,01 €
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	1.018,86 €
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	6.251,59 €
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	250,00 €
Recettes totales	10.552,42 €
Dépenses totales	7.520,45 €
Résultat comptable	3.031,97 €

A la demande de l'organe représentatif agréé, invite la fabrique d'église à fournir des photocopies de la "feuille récapitulative par article".

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée:

- à la fabrique d'église Saint-Urbain à Ramegnies-Chin;
- à l'organe représentatif agréé.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution et ses articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 26 février 2015 transmise à l'autorité de tutelle, par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Piat à Tournai a décidé d'arrêter la 1ère modification budgétaire pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé (évêché);

Vu la décision du 6 mars 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement et sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I de la modification budgétaire et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste de la modification budgétaire n°1;

Considérant que la modification budgétaire susvisée répond au principe de sincérité budgétaire, que les allocations prévues dans les articles de recette sont, en effet, susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2015 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et que, par conséquent, il s'en déduit que la modification budgétaire n°1 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que l'établissement cultuel sollicite un subside communal à l'ordinaire supplémentaire de 18.767,27€ pour réparer le corps de chauffe de la chaudière de l'église Saint-Piat à Tournai;

Considérant que cette réparation est urgente afin d'éviter des émanations de monoxyde de carbone (CO) dans l'église;

Considérant que l'organe représentatif agréé a émis un avis favorable sur ces travaux de réparation dans son courrier du 2 mars 2015;

Considérant la délibération du 26 février 2015 par laquelle le Collège du Conseil provincial du Hainaut a décidé d'arrêter le budget 2015 de la fabrique d'église Saint-Piat de Tournai;

Considérant que la modification budgétaire 2015 n°1 de la fabrique d'église Saint-Piat à Tournai entraîne une augmentation du subside communal à l'ordinaire de 18.767,27€, dépense qui figurera dans la première modification budgétaire 2015;

Considérant l'avis positif avec remarques (en attente de la modification budgétaire) du directeur financier du 10 mars 2015 rendu conformément à l'article L1124-40 §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **APPROUVE :**

Article 1er : la délibération du 26 février 2015 par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Piat à Tournai arrête la modification budgétaire n°1, pour l'exercice 2015, dudit établissement cultuel, aux chiffres suivants :

	<b>Montant initial</b>	<b>Nouveau montant</b>
--	------------------------	------------------------



Dépenses arrêtées par l'organe représentatif agréé	16.828,00 €	16.828,00 €
Dépenses ordinaires	52.274,80 €	71.042,77 €
Dépenses extraordinaires	19.592,41 €	19.592,41 €
Total général des dépenses	88.695,21 €	107.462,48 €
Total général des recettes	88.695,21 €	107.462,48 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	33.608,58 €	52.375,85 €
Excédent ou déficit	0,00 €	0,00 €

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Piat à Tournai;
- à l'organe représentatif du culte agréé.

**40. Finances communales. Engagements 2014 à l'extraordinaire non reportés au budget 2015. Article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu la décision du Collège communal prise en séance du 17 octobre 2014 de désigner la firme LAPAGE SIGNALISATION SPRL, rue des Foudriers, 4 à 7822 Ghislenghien, pour la fourniture de matériel de signalisation destiné aux services techniques, au montant de son offre rectifiée s'élevant à 11.854,50€ hors TVA, soit 14.343,95€ TVA comprise;

Vu la décision du Collège communal prise en séance du 5 décembre 2014 de commander, auprès de la firme désignée par la Centrale d'achat du Service public de Wallonie, aux prix et conditions indiqués dans leur contrat passé avec la Région wallonne, à savoir RENAULT BELGIQUE LUXEMBOURG, boulevard de la Plaine, 21 à 1050 Bruxelles, le véhicule RENAULT KANGOO EXPRESS Grand Confort dCi 90 (diesel) couleur blanche, au prix de base de 10.121,73€ hors TVA, et ses options (plancher en bois antidérapant, lattage latéral, phares antibrouillard avant et placement de deux feux flash) au prix de 1.208,60€ hors TVA, soit une commande totale s'élevant à 11.330,33€ hors TVA, soit 13.709,70€ TVA comprise;

Vu la décision du Collège communal prise en séance du 29 décembre 2014 de désigner:

- la firme NASSAU DOOR, Westerring, 13a à 9700 Oudenaarde, pour la fourniture, subdivision A : fourniture et pose d'une nouvelle porte sectionnelle et subdivision B : remplacement partiel d'une porte sectionnelle existante, aux bâtiments communaux du Pont de Maire, au montant de son offre la moins-disante s'élevant à 6.010,00€ hors TVA, soit 7.272,10€ TVA comprise;
- la firme KOMPAN, rue de Têtris, 2 à 4100 Seraing, pour la fourniture et la pose d'un équipement d'aire de jeux à destination du parc du Jardin de la Reine, au montant de son offre négociée, jugée la plus intéressante et s'élevant à 8.226,70€ hors TVA, soit 9.954,31€ TVA comprise;

Considérant que ces engagements, non transmis au service comptabilité, n'ont pas fait l'objet d'un report des crédits au budget extraordinaire 2015;

Considérant que les commandes relatives à ces marchés ont été passées et que les factures à recevoir, faute de crédits engagés et reportés, ne pourront pas être payées;

Vu l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

\*de recourir aux dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation afin de pourvoir aux dépenses liées aux marchés suivants :

- 14.343,95€ TVA comprise pour la fourniture de matériel de signalisation aux services techniques par la firme LAPAGE SIGNALISATION de Ghislenghien

- 13.709,70€ TVA comprise pour la fourniture d'un véhicule RENAULT Kangoo Express par la firme RENAULT BELGIQUE LUXEMBOURG à Bruxelles

- 7.272,10€ TVA comprise pour la fourniture et pose, subdivision A : fourniture et pose d'une nouvelle porte sectionnelle et subdivision B : remplacement partiel d'une porte sectionnelle existante, aux bâtiments communaux du Pont de Maire par la firme NASSAU DOOR d'Oudenaarde

- 9.954,31€ TVA comprise pour la fourniture et la pose d'un équipement d'aire de jeux à destination du parc du Jardin de la Reine par la firme KOMPAN à Seraing;

\* d'inscrire lors de la prochaine modification budgétaire du budget extraordinaire 2015 les crédits suivants :

14.343,95€ sous l'article 423/741-52/14

13.709,70€ sous l'article 421/743-52/14

7.272,10€ sous l'article 124/724-60/14

9.954,31€ sous l'article 7662/725-60/14;

**ADMET**

ces dépenses.

**41. Finances communales. Vérification de l'encaisse communale au 31 décembre 2014.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant l'article l'article L1124-42 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant qu'un procès-verbal de vérification de l'encaisse communale au 31 décembre 2014 a été établi en présence de Madame Laetitia LIENARD, Echevine des finances.

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**PREND ACTE**

du procès-verbal de vérification de l'encaisse communale au 31 décembre 2014 effectuée par Mme Laetitia LIENARD, Echevine des finances.

**42. Finances communales. Subsidés 2015. Octroi aux associations locales. Approbation.**

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, souhaite qu'on aille plus loin dans la réforme de la procédure d'octroi des subsides, notamment en termes de critères d'octroi et d'analyse des dossiers. Il cite à cet égard plusieurs exemples, comme celui du siège social de l'association organisatrice du Triptyque des monts et châteaux ou l'absence de budget pour l'harmonie des pompiers.

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Albert PESIN**, demande s'il est vrai que la Ville demande un dédommagement de 30,00€ pour frais de constitution de dossier. "Si c'est le cas, quand va-t-on arrêter de ponctionner les petites associations, les petits comités qui ont encore le courage de s'investir pour animer leur quartier et leur village!" s'exclame-t-il.

Répondant à l'intervention de Monsieur le conseiller communal Xavier DECALUWE, Madame l'Echevine PS des finances, **Laetitia LIENARD**, rappelle les modalités d'analyse des demandes. "On peut toujours améliorer cette procédure pour le prochain budget. Je n'y vois aucun inconvénient" conclut-elle.

En ce qui concerne l'intervention de Monsieur le Conseiller communal Albert PESIN, **l'Echevine des finances** précise que désormais le prêt de matériel est gratuit pour les associations à partir du moment où ces dernières viennent chercher leur matériel. Des frais de dossier sont réclamés sauf s'il s'agit de matériel destiné à la sécurité comme des barrières Nadar, par exemple.

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, constate que le siège social de l'association organisatrice du Triptyque des monts et châteaux se trouve à Frasnes et pas à Tournai. Selon lui, le tableau d'analyse comporte donc une erreur.

**Madame l'Echevine des finances** s'engage à vérifier ce critère et à lui répondre.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que les communes disposent de la possibilité d'accorder une subvention à des associations locales en vue de les soutenir dans le développement de leurs initiatives conformément à la loi du 14 novembre 1983 et au Code de la démocratie locale et de la décentralisation (troisième partie, livre IV, chapitre unique – modifié par le décret du 31 janvier 2013) relatifs à l'octroi et au contrôle des subventions octroyées par [notamment] les communes;

Considérant qu'il a été décidé de revoir globalement la politique d'octroi des subsides [procédure et modalités d'octroi (critères objectifs,...)] dans le cadre du budget 2015;

Considérant la délibération du Conseil communal du 10 novembre 2014 instaurant un règlement sur l'octroi et le contrôle de l'octroi de subventions aux associations locales;

Considérant que plusieurs demandes d'aide financière ont été introduites fin 2014 et depuis le 1er janvier 2015 par des associations locales;

Considérant la délibération du Conseil communal du 16 septembre 2013 par laquelle il a décidé de déléguer au Collège communal, pour la durée de la législature, la compétence d'octroyer les subventions :

- qui figurent nominativement au budget, dans les limites des crédits qui y sont inscrits à cet effet et approuvés par l'autorité de tutelle

- en nature

- motivées par l'urgence ou en raison de circonstances impérieuses et imprévues;

Considérant pour rappel qu'il faut distinguer les subsides **nominativement inscrits au budget**, des **crédits à répartir** entre différentes associations;

Considérant que les **subsides nominatifs** sont inscrits au budget 2015, comme suit :

Article	Libellé	Budget 2014 (€)	Budget 2015 (€)
104/332-02	Subside à la fédération des secrétaires communaux	250,00	250,00
1041/332-02	Subside à la fédération des receveurs	250,00	250,00

	communaux		
421/332-02	Subside ASBL A.P.P.E.R.	2.000,00	2.000,00
520/332-02	Subside à Tournai Centre-Ville ASBL	86.500,00	82.500,00
561/332-03	Subside à l'association des guides de Tournai ASBL	3.500,00	3.500,00
5611/332-02	Subside aux amis de Tournai ASBL	43.000,00	85.000,00
5612/332-02	Subside à Tournai Commerces ASBL	7.100,00	7.100,00
6203/332-02	Subvention pour expansion agricole (ASBL journées internationales de l'élevage et de l'agriculture)	NIHIL	12.500,00
6205/332-02	Subvention service de remplacement agricole	2.500,00	2.500,00
7222/332-02	Enseignement primaire - subventions fédération sportive de l'enseignement communal	4.400,00	4.400,00

76203/332-02	Subside à l'ASBL Ramdam	20.000,00	20.000,00
76204/332-02	Subside fondation Roger de le Pasture	2.500,00	2.500,00
7621/332-02	Subside pour la piste aux espoirs ASBL	15.000,00	15.000,00
7623/332-02	Harmonie des volontaires pompiers - subside	12.000,00	11.000,00
7623/332-03	Subside à l'ASBL centre culturel transfrontalier - Maison de la Culture	202.070,00	220.000,00
7625/332-02	Subside à Infor Jeunes ASBL	16.500,00	16.500,00
7627/332-03	Subside au centre de la marionnette ASBL	15.000,00	15.000,00
76301/332-02	Subside à Carnaval de Tournai ASBL	22.500,00	18.000,00
76302/332-02	Subside à l'accordéon, moi j'aime ASBL	3.000,00	3.000,00
7632/332-02	Subside ASBL fondation Auschwitz	620,00	620,00
76401/332-02	Subside à Cazeau	35.000,00	35.000,00

	pédale Templeuve ASBL/Circuit franco- belge		
76402/332-03	Subside au cercle royal de natation de Tournai	20.000,00	20.000,00
76403/332-02	Subside au triptyque des monts et châteaux	10.000,00	10.000,00
7645/332-02	Subside aux Tournaisiades	NIHIL	10.000,00
80101/332-02	Subside à Veeweyde Tournai ASBL	17.110,00	17.110,00
871/332-02	Subside à la Croix- Rouge de Belgique - section locale de Tournai	2.500,00	2.500,00
878/332-02	Subside à la commission de sauvegarde du patrimoine funéraire	2.500,00	2.500,00
<b>TOTAL</b>		<b>545.800,00</b>	<b>606.230,00</b>

Considérant que les **crédits à répartir** sont inscrits au budget 2015 comme suit :

Article	Libellé	Budget 2014 (€)	Budget 2015 (€)
161/332-02	Subsides pour l'aide au développement	20.000,00	20.000,00
5211/321-01	Primes aux lauréats du marché aux fleurs	600,00	600,00
6204/332-02	Subvention associations d'éleveurs, d'agriculteurs	1.000,00	1.000,00
652/332-02	Subvention aux cercles de pêche	250,00	250,00
7601/331-01	Subside d'encouragement aux artistes	2.000,00	2.000,00
761/332-02	Subside aux associations de jeunesse	61.000,00	10.000,00
762/332-02	Subside aux associations culturelles et de loisirs	10.000,00	9.500,00
76201/332-02	Subside aux associations - chorales	3.000,00	2.700,00
76202/332-02	Subside aux associations - fanfares	4.800,00	4.500,00
763/331-01	Subsides et primes accordés aux ménages	300,00	300,00
763/332-02	Subside pour fêtes et cérémonies	41.600,00	38.000,00
7631/332-02	Subside aux sociétés	5.000,00	4.000,00

	patriotiques		
764/331-01	Subside d'encouragement aux sportifs	3.000,00	2.800,00
764/332-02	Subsides aux associations sportives	73.000,00	63.000,00
766/331-01	Primes concours "façades fleuries"	1.500,00	1.500,00
775/331-01	Prix artistique	3.500,00	3.500,00
801/332-02	Subside à diverses associations - Aide sociale	18.750,00	23.750,00
80105/332-02	Subsides aux associations protectrices des animaux	5.000,00	2.500,00
930/331-01	Primes à la restauration de façades non classées	12.400,00	12.400,00
<b>TOTAL</b>		<b>266.700,00</b>	<b>202.300,00</b>

**Considérant que les demandes suivantes ont été introduites par des associations qui satisfont à différents points de l'article 11 du Règlement communal sur l'octroi et le contrôle de l'octroi des subsides qui dispose:**

"L'objet de la demande de subvention s'inscrira :

- dans les objectifs stratégiques et opérationnels définis dans le Programme de politique générale 2012-2018 et le Programme stratégique transversal 2013-2018, comme suit :

- \* agir pour créer de l'activité économique et de l'emploi
- \* agir pour garantir la cohésion sociale, la solidarité
- \* agir pour s'affirmer comme une région de qualité : enseignement, culture, sport
- \* agir pour atteindre l'excellence environnementale
- \* agir pour relever le défi de l'attractivité urbaine et rurale
- \* agir pour valoriser notre situation géographique
- \* agir pour remporter l'enjeu de la gouvernance et de la participation.

- dans les valeurs arrêtées dans la Charte des valeurs :

- \* respect – Etre respecté et être respectueux
- \* qualité – Donner le meilleur de soi
- \* honnêteté – Etre intègre
- \* bien-être – Qualité de la vie
- \* écoute – Entendre, s'entendre et être entendu
- \* solidarité – Etre plus forts ensemble
- \* service public – Etre un vrai service public local "

Fêtes et cérémonies 763/332-02. Crédit initial : 38.000,00€

Association	Motif de la demande	Demande 2015
Guides de Tournai	Festivités du quartier Saint-Jean le 17 mai 2015	2.000,00
ASBL Capriccio	Organisation festival Contrastes (musique classique) du 24 au 26 avril 2015	2.000,00
Tournai jazz evenements	Organisation de Tournai jazz	3.000,00

Association	Motif de la demande	Demande 2015
	festival 2015	
Smalla festival	Organisation du festival musical 2015	5.000,00
	<b>TOTAL</b>	<b>12.000,00</b>

Associations culturelles et de loisirs 762/332-02. Crédit initial : 9.500,00€

Association	Motif de la demande	Demande 2015
Ballet du Hainaut	Soutien à la saison 2015	1.000,00
Mômes Circus	Organisation de spectacles de rue et journées portes ouvertes	1.500,00
	<b>TOTAL</b>	<b>2.500,00</b>

Association	Motif de la demande	Demande 2015
RFC Tournai Section d'âge U15	Soutien pour participation à 2 tournois internationaux	500,00
Axel club	Soutien au fonctionnement	1.500,00
	<b>TOTAL</b>	<b>2.000,00</b>

Association	Motif de la demande	Demande 2015
Masure 14	Soutien au fonctionnement	3.200,00
Port'ouverte	Soutien au fonctionnement	3.000,00
	<b>TOTAL</b>	<b>5.200,00</b>

**Considérant que les associations suivantes, bénéficiaires d'un subside nominatif, ont complété le formulaire prévu par le Règlement communal relatif à l'octroi et au contrôle de l'octroi des subventions ou sont liées à la Ville par une convention :**

ARTICLE	ASSOCIATION	MONTANT
76402/332-03	Cercle royal de natation Tournai	20.000,00
520/332-02	Tournai centre ville ASBL	82.500,00
561/332-03	Association des Guides de Tournai	3.500,00
76403/332-02	Triptyque des monts et châteaux	5.000,00
76401/332-02	Cazeau pédale Templeuve/Circuit franco-belge	35.000,00
7623/332-02	Harmonie des Sapeurs-Pompiers	11.000,00
6203/332-02	Journées internationales de l'élevage et de l'agriculture	12.500'00
	<b>TOTAL</b>	<b>169.500,00</b>

**Considérant que, selon leurs déclarations dans le formulaire officiel de demande, les associations suivantes répondent aux prescrits de l'article 12 du règlement communal sur l'octroi et le contrôle de l'octroi des subsides comme suit :**

**Article 12** (Règlement communal sur l'octroi et le contrôle de l'octroi des subventions): pour pouvoir introduire une demande de subside, l'association doit remplir les conditions suivantes :

- a) se prévaloir d'une existence de minimum 1 an précédant l'année de la demande
- b) avoir son siège social sur le territoire de l'entité et intéresser un nombre significatif d'habitants de la Ville d'Tournai





Harmonie pompiers	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	16/03 23/03
Journées internationales élevage et agriculture	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	18/03 30/03

Considérant que les subsides repris dans la présente délibération sont accordés pour promouvoir des activités réalisées par les diverses associations bénéficiaires animant culturellement, sportivement, voire économiquement la cité, et utiles à l'intérêt général;

Considérant qu'il est de bonne administration de les soutenir financièrement par l'octroi d'une subvention destinée à permettre la poursuite des activités, et plus particulièrement de faire face au paiement d'une partie de leurs dépenses de fonctionnement;

Considérant que les subsides sont octroyés exclusivement dans la limite des crédits ordinaires disponibles et dans le respect du Règlement communal relatif à l'octroi et au contrôle de l'octroi des subventions;

Considérant que les subsides repris dans la présente décision sont constitués par un ou des versement(s) en numéraire sur le compte de l'association bénéficiaire;

Considérant que les subsides seront liquidés conformément aux dispositions du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Considérant qu'il est proposé d'examiner les dossiers introduits par les associations locales sur base de l'octroi des subsides lors de l'exercice 2014, et ainsi de limiter l'impact budgétaire;

Considérant les délibérations du Conseil communal des 31 mars 2014, 28 avril 2014, 30 juin 2014, 22 septembre 2014, 10 novembre 2014, 16 décembre 2014 relatives à l'octroi de subsides pour l'exercice 2014;

Vu l'avis positif du Directeur financier du 24 mars 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

A l'unanimité;

#### DECIDE :

1/ d'approuver les subsides repris au service ordinaire comme suit :

<b>I. SUBSIDES 2015 NOMINATIFS</b>		
<b>ARTICLE</b>	<b>BENEFICIAIRE</b>	<b>MONTANT (€)</b>
520/332-02	ASBL Tournai Centre-Ville	82.500,00
561/332-03	Association des guides de Tournai ASBL	3.500,00
7623/332-02	Harmonie des sapeurs-pompiers	11.000,00
76401/332-02	Royal Cazeau pédale / Circuit franco-belge	35.000,00
76402/332-03	ASBL cercle royal de natation de Tournai	20.000,00
76403/332-02	ASBL tryptique des monts et châteaux	5.000,00
6203/332-02	Journées internationales de l'élevage et de l'agriculture	12.500,00
<b>TOTAL</b>		<b>169.500,00</b>

<b>II. SUBSIDES ET AUTRES PRIMES</b>		
<b>ARTICLE</b>	<b>BENEFICIAIRE</b>	<b>MONTANT 2015 (€)</b>
5211/321-01	Primes aux lauréats du marché aux fleurs	600,00
763/331-01	Subsides et primes accordés aux ménages	300,00
766/331-01	Primes concours "façades fleuries"	1.500,00
775/331-01	Prix artistique	3.500,00
930/331-01	Primes à la restauration de façades non classées	12.400,00
	<b>TOTAL</b>	<b>18.300,00</b>

2/ d'examiner les demandes d'aide financière adressées par les associations et d'octroyer les subsides (1ère partie) repris au service ordinaire comme suit :

Fêtes et cérémonies 763/332-02. Crédit initial : 38.000,00€

Association	Motif de la demande	DECISION	
Guides de Tournai	Festivités du quartier Saint-Jean le 17 mai 2015	2.000,00	
ASBL Capriccio	Organisation festival Contrastes (musique classique) du 24 au 26 avril 2015	2.000,00	
Tournai jazz evenements	Organisation du Tournai jazz festival 2015	3.000,00	
Smala festival	Organisation du festival musical 2015	3.500,00	
	<b>TOTAL</b>	<b>10.500,00</b>	

Associations culturelles et de loisirs 762/332-02. Crédit initial : 9.500,00€

Association	Motif de la demande	DECISION
Ballet du Hainaut	Soutien à la saison 2015	1.000,00
Mômes Circus	Organisation de spectacles de rue et journées portes ouvertes	1.500,00
	<b>TOTAL</b>	<b>2.500,00</b>

Subsides aux associations sportives 764/332-02. Crédit initial : 63.000,00€

Association	Motif de la demande	DECISION
RFC Tournai-section d'âge U15	Soutien à la participation à 2 tournois internationaux	500,00
Axel club	Soutien au fonctionnement saison 2015	1.500,00
	<b>TOTAL</b>	<b>2.000,00</b>
Association	Motif de la demande	DECISION
Masure 14	Aide au fonctionnement	3.200,00
Port'ouverte	Aide au fonctionnement	2.500,00
	<b>TOTAL</b>	<b>5.700,00</b>

3/ que les crédits, ou le solde de ceux-ci, feront l'objet d'une décision ultérieure comme suit :

Article	Libellé	Crédit initial	Solde à répartir
161/332-02	Subsides pour l'aide au développement	20.000,00	20.000,00
5211/321-01	Primes aux lauréats du marché aux fleurs	600,00	600,00
6204/332-02	Subvention associations d'éleveurs, d'agriculteurs	1.000,00	1.000,00
652/332-02	Subvention aux cercles de pêche	250,00	250,00
7601/331-01	Subside d'encouragement aux artistes	2.000,00	2.000,00
761/332-02	Subside aux associations de jeunesse	10.000,00	4.300,00
762/332-02	Subside aux associations culturelles et de loisirs	9.500,00	7.000,00
76201/332-02	Subside aux associations - Chorales	2.700,00	2.700,00
76202/332-02	Subside aux associations - Fanfares	4.500,00	4.500,00
763/331-01	Subsides et primes accordés aux ménages	300,00	300,00
763/332-02	Subside pour fêtes et cérémonies	38.000,00	27.500,00
7631/332-02	Subside aux sociétés patriotiques	4.000,00	4.000,00
			2.800,00

764/331-01	Subside d'encouragement aux sportifs	2.800,00	
764/332-02	Subsides aux associations sportives	63.000,00	61.000,00
766/331-01	Primes concours "Façades fleuries"	1.500,00	1.500,00
775/331-01	Prix artistique	3.500,00	3.500,00
801/332-02	Subside à diverses associations - Aide sociale	23.750,00	23.750,00
80105/332-02	Subsides aux associations protectrices des animaux	2.500,00	2.500,00
930/331-01	Primes à la restauration de façades non classées	12.400,00	12.400,00
<b>TOTAL</b>		<b>202.300,00</b>	<b>181.600,00</b>

**43. Finances communales. Subvention provinciale pour la zone de secours. Convention Province-Ville . Ratification.**

Monsieur l'Echevin **Vincent BRAECKELAERE** sort de séance.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal du 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile qui détermine les principes d'organisation et de fonctionnement des services d'incendie et de la protection civile;

Vu l'arrêté royal du 2 février 2009 déterminant la délimitation territoriale des zones de secours;

Vu le décret du 11 décembre 2014 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour 2015 et qui conditionne 20% de la dotation régionale allouée au fonds des provinces à la signature d'un contrat de supracommunalité entre chaque province et les communes concernées stipulant e.a. que 10% du fonds seront consacrés à la prise en charge des dépenses financées par les communes suite à la mise en place des prézones et zones de secours (les 10% restants devant être affectés à des actions additionnelles de supracommunalité);

Vu le courrier du ministre des pouvoirs locaux adressé au gouverneur en date du 6 novembre 2014 qui précise que le gouvernement wallon vérifiera la mise en oeuvre de cette disposition tout en laissant l'autonomie totale à la province pour fixer une clé de répartition;

Vu les articles L3331-1 à L3331-9 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;  
Vu la décision du Conseil provincial du Hainaut du 24 février 2015 adoptant la clé de répartition précitée ainsi que le projet de convention prévoyant les modalités de versement et de contrôle de l'utilisation des subventions;

Considérant que la Province de Hainaut accordera, à partir de 2015, à la Ville de Tournai un subside annuel en faveur de l'organisation du Service incendie, lequel sera voté chaque année par le Conseil provincial;

Considérant que le montant qui sera alloué par la province de Hainaut à la Ville de Tournai pour 2015 sera de 377.679,39€;

Considérant que les critères d'octroi du subside pourront être évalués chaque année et seront susceptibles d'être modifiés;

Considérant que la Ville sera chargée d'adresser les pièces justificatives relatives à l'utilisation de la subvention de l'année précédente suivant les dispositions précisées dans le projet de convention;

Considérant que la convention prend effet au 1er janvier 2015 pour une durée d'un an, tacitement reconductible;

Considérant que les autorités communales ont été invitées à la signature de la convention le 3 avril 2015 au Gouvernement provincial;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **RATIFIE**

la convention suivante :

#### **CONVENTION ENTRE LA VILLE DE TOURNAI ET LA PROVINCE DE HAINAUT RELATIVE AU SUBSIDE PROVINCIAL ACCORDE DANS LE CADRE DE L'ORGANISATION DES SERVICES INCENDIE;**

Entre les soussignés :

D'une part, la Province de Hainaut dont le siège est établi à 7000 Mons, rue Verte, 13, ci-après dénommée "la Province", représentée par Monsieur Serge HUSTACHE, Président du Collège provincial, et Monsieur Patrick MELIS, Directeur général provincial, agissant en vertu d'une décision du Conseil provincial prise en sa séance du 24 février 2015;

D'autre part, l'Administration communale de Tournai, ci-après dénommée "l'Administration communale", dont le siège est établi à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52, représentée par Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et Monsieur Thierry LESPLINGART, Directeur général adjoint,

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

#### **Titre 1er - Portée de la convention**

##### **Article 1.1.**

Cette convention résulte :

- \* de l'application de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile qui détermine les principes d'organisation et de fonctionnement des services incendie et de la protection civile. Cette loi organise, entre autres, le passage des services incendie communaux en zones de secours;
- \* de l'arrêté royal du 2 février 2009 déterminant la délimitation territoriale des zones de secours;
- \* du décret du 11 décembre 2014 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour 2015 et qui conditionne 20% de la dotation régionale allouée au fonds des provinces à la signature d'un contrat de supracommunalité entre chaque province et les communes concernées stipulant e.a. que 10% du fonds seront consacrés à la prise en charge des dépenses financées par les communes suite à la mise en place des prézones et zones de secours (les 10% restants devant être affectés à des actions additionnelles de supracommunalité);

\* du courrier du ministre des pouvoirs locaux adressé au gouverneur en date du 6 novembre 2014 qui précise que le gouvernement wallon vérifiera la mise en œuvre de cette disposition tout en laissant l'autonomie totale à la province pour fixer une clé de répartition.

#### Article 1.2.

Les dispositions de la troisième partie du livre III, Titre III articles L3331-1 à L3331-9 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en ce qu'elles concernent l'octroi et le contrôle de l'emploi des subventions sont de stricte application pour l'exécution de la présente.

### Titre 2 - L'aide en numéraire

#### Chapitre 1er - Modalités d'octroi et conditions d'utilisation du subside

##### Article 2.1.1.

A partir de 2015, la Province accordera à l'Administration communale un subside annuel en faveur de l'organisation des services incendie et qui sera voté chaque année par le Conseil provincial.

La dotation globale sera répartie entre les différentes communes de la Province au moyen de la formule suivante :

$$D = (70 \% \times P1) + (15 \% \times P2) - (5 \% \times P3) - (5 \% \times P4) + (10 \% \times P5) + (15 \% \times P6)$$

Où :

\* D = la part de la commune dans la dotation provinciale

\* P1 = la proportion de la population résidentielle de la commune sur la population résidentielle de toutes les communes

\* P2 = la proportion de la population active de la commune sur la population active de la province.

\* P3 = la proportion du revenu cadastral de la commune sur le revenu cadastral de la province

\* P4 = la proportion du revenu imposable de la commune sur le revenu imposable de la province

\* P5 = la proportion des risques présents sur le territoire de la commune sur les risques présents sur le territoire provincial

\* P6 = la proportion de la superficie de la commune sur la superficie provinciale

Ces critères pourront être évalués chaque année et seront susceptibles d'être modifiés.

##### Article 2.1.2.

La subvention sera liquidée chaque année par tranches trimestrielles (en février, mai, août et novembre), pour autant que la Province ait reçu les pièces justificatives de l'utilisation du subside de l'année précédente et que son propre budget soit exécutoire.

Ces versements s'effectueront sur le compte financier communiqué par l'Administration communale.

##### Article 2.1.3.

Le subside est destiné à couvrir les dépenses engagées par l'Administration communale dans le cadre de l'organisation des services incendie : transferts en numéraire (prélèvements bancaires) ou autres frais exposés pour le compte des services incendie (mise à disposition de personnel,...).

#### Chapitre 2 - Modalités de contrôle de l'utilisation de la subvention

##### Article 2.2.1.

Chaque année, l'Administration communale adressera à la :

PROVINCE DE HAINAUT

SERVICES FINANCIERS

SUBSIDES

digue de Cuesmes, 31

7000 MONS

les pièces justificatives relatives à l'utilisation de la subvention de l'année précédente.

Article 2.2.2.

Lorsque l'examen des documents produits révélera que la subvention n'a pas été intégralement utilisée ou qu'elle a été utilisée à d'autres fins que celles pour lesquelles elle était destinée (cfr article 2.1.3.), le Collège provincial sera invité à se prononcer soit sur le remboursement de ces sommes soit sur une diminution du subside suivant à due concurrence.

Article 2.2.3.

En cas de décision de remboursement, le Directeur financier provincial invitera l'Administration communale à restituer les sommes dues dans un délai fixé. Ce versement interviendra sur le compte financier BE41 0910 0040 5510.

Titre 3 - Dispositions diverses

Article 3.1.

Il appartient au Collège provincial de trancher sur toutes les difficultés qui pourraient surgir dans le cadre de l'application de la présente convention. Quant aux éventuels litiges qui pourraient naître, les parties déclarent s'en référer aux dispositions du Code civil ainsi qu'à l'article 1.2 de la présente.

Article 3.2.

La présente convention prend effet au 1er janvier 2015 pour une durée d'un an tacitement reconductible.

Article 3.3.

Pour l'exécution de la présente, les parties font élection de domicile au Gouvernement provincial, 13, rue Verte à Mons.

Fait le ....., en 2 exemplaires ayant chacun valeur d'original, chacune des parties ayant reçu le sien.

Pour l'Administration communale de TOURNAI,  
Thierry LESPLINGART Paul-Olivier DELANNOIS  
Directeur général adjoint Echevin délégué à la fonction maïorale

Pour la Province de Hainaut,  
Patrick MELIS Serge HUSTACHE  
Directeur général provincial Président du Collège provincial

<b>44. Finances communales. Provision pour menues dépenses au Service incendie. Restitution. Suppression.</b>
---

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'en séance du 28 février 2000, le Conseil communal avait décidé de porter de 20.000 BEF à 30.000 BEF la provision mise à disposition du service incendie pour le paiement au comptant de ses menues dépenses.

Considérant qu'en séance du 25 mars 2002, cette provision a été adaptée à l'euro et s'élevait à 750,00€.

Considérant que le 1er janvier 2015, le service incendie a intégré la zone de secours de Wallonie picarde et a restitué à Monsieur le Directeur financier cette provision de 750,00€, qui peut être définitivement supprimée.

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**PREND ACTE**

du remboursement, par le service incendie, de la provision de 750,00€ octroyée par la Ville pour ses menues dépenses;

**DECIDE**

de supprimer cette provision.

**45. Musée des Beaux-Arts. Prêt à la Prague City Gallery de trois oeuvres de Jean DELVILLE. Approbation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme de politique générale (déclaration de politique communale 2012-2018) approuvé par le Conseil communal le 18 décembre 2012 visant, notamment, à renforcer l'attractivité de Tournai en participant à des événements d'envergure permettant de positionner la Ville sur la carte d'Europe;

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal du 27 janvier 2014;

Considérant que la Prague City Gallery organisera, en collaboration avec le musée Félicien Rops, une exposition rétrospective sur le peintre Jean DELVILLE, du 15 mai au 30 août 2015;

Considérant qu'à cette occasion les organisateurs sollicitent le prêt des oeuvres suivantes :

- Jean DELVILLE, "Le jeune garçon nu", 1886, crayon sur papier, 55 x 46,7 cm;
- Jean DELVILLE, "Les las d'aller", 1888, crayon sur papier, 48,2 x 66,2 cm;
- Jean DELVILLE, "Les las d'aller", 1890, crayon sur papier, 8,7 x 10,7 cm;

Considérant qu'en séance du 27 février 2015, le Collège communal a pris la décision de principe d'accepter ce prêt, sous réserve de l'approbation du Conseil communal;

Considérant que les frais d'emballage, de transport (aller-retour) et d'assurance (clou à clou) des oeuvres prêtées seront totalement à charge de l'emprunteur;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE**

d'autoriser le prêt des trois oeuvres de Jean DELVILLE à la Prague City Gallery pour son exposition rétrospective sur le peintre Jean DELVILLE, qui aura lieu du 15 mai au 30 août 2015.

**142. Dossier en urgence. Service informatique. Acquisition de matériel informatique (desktop, laptop, tablettes, écrans) sur deux ans. Proposition d'approbation au Conseil communal.**

Le **Conseil communal** passe ensuite à l'examen des points dont l'urgence a été déclarée en début de séance.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3;



Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26, §2 d);

Considérant qu'il convient de poursuivre les marchés de renouvellement du parc informatique initiés lors des précédentes années et qu'il est souhaitable que toutes les commandes de matériel informatique soient centralisées par le service compétent;

Considérant que le nombre de machines à commander pour finaliser le remplacement du parc est connu (tranche ferme), mais que les autres besoins des services seront connus au fur et à mesure de leur survenance (tranches conditionnelles);

Considérant l'article L1122-24 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que, vu les derniers événements en matière de piratage informatique, le remplacement des PC sous Windows XP doit se faire le plus rapidement possible;

Considérant que le service informatique a donc établi les documents du marché pour une durée de deux ans portant, d'une part, sur l'acquisition d'ordinateurs et d'écrans (lot 1) et, d'autre part, sur l'acquisition de tablettes (lot 2); que le marché est estimé globalement (tranches fermes et tranches conditionnelles comprises) à 169.275,00€ hors TVA, soit 204.822,75€ TVA 21% comprise;

Considérant que des crédits sont inscrits au budget extraordinaire 2015 sous l'article 104/742-53 pour faire face à l'acquisition de la tranche ferme estimée à 135.447,40€ TVA comprise et que les crédits nécessaires à la commande des tranches conditionnelles seront engagés au fur et à mesure des commandes sur les articles du budget ordinaire ou extraordinaire adéquats;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

Article 1 : il sera passé un marché à lots à commandes portant sur l'acquisition de matériel informatique estimé et ventilé comme suit :

- lot 1 : acquisition d'ordinateurs et d'écrans estimé à 160.155,00€ hors TVA soit 194.150,55€ TVA comprise (tranche ferme 133.947,00 € et tranches conditionnelles 60.203,55€);

- lot 2 : acquisition de tablettes estimé à 8.820,00€ hors TVA soit 10.672,20€ TVA comprise (tranche ferme 1.500,40€ et tranches conditionnelles 9.171,80€),

représentant un montant total de 169.275,00€ hors TVA, soit 204.822,75€ TVA 21% comprise.

Les montants repris aux alinéas précédents ont valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché de fournitures sera passé par procédure négociée avec publicité conformément aux dispositions de l'article 26 §1er 1° d de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ce marché sera régi, d'une part, par l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions de travaux publics et, d'autre part, par les documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : Les critères de sélection qualitative consisteront en la fourniture de :

- une déclaration implicite sur l'honneur par laquelle le soumissionnaire déclare ne pas se trouver dans l'un des cas visés à l'article 61 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011, par le seul fait de déposer une offre;
- une déclaration bancaire appropriée d'un montant équivalent à l'estimation du marché;
- la liste des techniciens ou des organismes techniques, qu'ils soient ou non intégrés à l'entreprise, en particulier de ceux qui sont responsables de la qualité;
- une note de présentation relative à deux références pour des fournitures équivalentes d'un montant minimum de 30.000,00€ hors TVA, ayant eu lieu au cours des trois dernières années.

Article 5 : les crédits permettant de faire face à la dépense sont inscrits au budget extraordinaire 2015 sous l'article 104/742-53 à concurrence de 820.000,00€, financé par emprunt pour ce marché.

**143. Dossier en urgence. Finances communales. Demande d'un prêt d'aide extraordinaire auprès du centre régional d'aide aux communes (CRAC), dans le cadre du contentieux SA Belgacom – SA Connectimo contre le SPF Finances au niveau du précompte immobilier. Approbation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le décret du 23 mars 1995 portant création du Centre régional d'aide aux communes chargé de la gestion du compte régional pour l'assainissement des communes à finances obérées (en abrégé : « CRAC ») ainsi que les articles L3311-1 à L3313-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 12 février 2015, autorisant les Pouvoirs locaux redevables de montants supérieurs à 50.000,00€ à contracter un prêt au travers du compte CRAC d'une durée de 10 ans dont les modalités d'octroi sont identiques à celles de la décision du Gouvernement wallon du 18 décembre 2014;

Vu le courrier du 24 février 2015 du ministre des pouvoirs locaux et de la ville;

Considérant que l'urgence est motivée d'une part, par le délai de la mise à disposition du canevas de la convention quadripartite de demande d'aide extraordinaire et d'autre part, par le délai très bref pour renvoyer les quatre exemplaires de la convention signée au Centre régional d'aide aux communes;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **RATIFIE**

la décision :

Article 1 : de solliciter un prêt d'aide extraordinaire d'une durée de 10 ans s'élevant à un montant de **534.964,91 €**.

Article 2 : d'approuver les termes de la convention ci-annexée.

Article 3 : d'informer de cette décision le Centre régional d'aide aux communes (CRAC).

**144. Point complémentaire : "Accès aux grades de directeur général, de directeur général adjoint et de directeur financier. Règlement. Modification."**

Monsieur l'Echevin **Vincent BRAECKELAERE** rentre en séance.

A l'issue de l'examen de l'ordre du jour et des points en urgence, le **Conseil communal** est invité à examiner les points complémentaires déposés par les Conseillers communaux.

"Accès aux grades de directeur général, directeur général adjoint et directeur financier. Règlement. Modification."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, présente ce point :

"Le règlement fixant les conditions d'accès aux grades de directeur général, de directeur général adjoint et de directeur financier, ainsi que les modalités afférentes au stage et à l'exercice de la fonction ont été adoptés par le Conseil Communal en séance du 23 mars 2015.

Lors de cette séance, le groupe ECOLO a fait une proposition d'amendement quant à la présence d'observateurs au sein du jury, à savoir ajouter la phrase suivante: les groupes politiques du conseil communal peuvent désigner un représentant qui assistera en tant qu'observateur aux épreuves de sélection.

Il a été répondu par le directeur général faisant fonction que ce règlement observait scrupuleusement le décret, l'arrêté et la circulaire de la Région Wallonne ayant trait à cet objet. La proposition a donc été rejetée sans être soumise au vote du Conseil.

Après vérification auprès d'un juriste, il semble que cette réponse ne soit pas correcte. En effet, les conditions de nomination aux fonctions de directeur général, directeur général adjoint et directeur financier sont désormais réglées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013. Son article 3 §3 règle la composition du jury d'examen. Nulle part dans cet arrêté, il n'est fait mention des observateurs (que ce soit les observateurs du Collège, du Conseil ou des organisations syndicales). Or, ce n'est pas parce que le texte de l'arrêté n'en parle pas qu'il n'est pas possible de prévoir la présence d'observateurs tant qu'ils restent strictement dans ce rôle. D'ailleurs, le règlement adopté par le dernier Conseil prévoit que d'autres membres du Collège communal puissent assister aux épreuves en tant qu'observateurs.

De plus, la circulaire du 16 décembre 2013 stipule que "la présente réforme n'a pas modifié la possibilité pour des observateurs d'être présents à l'examen (voyez notamment les organisations syndicales).

Le règlement communal ne consiste pas en une retranscription littérale du texte, sinon l'adoption d'un règlement propre à chaque commune n'aurait aucun sens. Le règlement communal ne peut déroger à l'arrêté, mais il peut prévoir des points qui n'y sont pas réglés tels que la présence d'observateurs.

Manifestement, la tutelle régionale suit cette interprétation puisque de nombreuses communes permettent la présence en tant que simple observateur de membres du Conseil communal. C'est le cas des communes de Brugelette, de Montigny-le-Tilleul, d'Amay et de Beaumont par exemple. Cette pratique est d'autant plus pertinente que la désignation des grades légaux relève de la compétence du Conseil communal.

Il s'agit donc d'une position politique à prendre et non d'une imposition légale."

Il est demandé que le Conseil communal puisse se positionner sur la proposition suivante:

" Vu l'arrêté du gouvernement wallon du 11 juillet 2013, notamment son article 3§3 qui règle la composition du jury;

Considérant que dans sa délibération du 23 mars 2015, le Conseil communal a décidé que les membres du Collège communal, ainsi que des délégués des organisations syndicales pouvaient assister aux épreuves en tant qu'observateurs;

Considérant que c'est le Conseil communal qui procède à la désignation d'un candidat repris dans la sélection effectuée par le jury;

Le Conseil communal décide que chaque groupe politique du conseil communal peut également désigner un de ses membres afin d'assister aux épreuves en tant qu'observateur."

L'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, intervient comme suit:

"Vous vous souviendrez que le Conseil communal du 23 mars 2015 a adopté le règlement fixant les conditions d'accès aux grades légaux de directeur général, de directeur général adjoint et de directeur financier ainsi que les modalités afférentes au stage et à l'exercice de la fonction.

Cette décision, dois-je le rappeler, a été prise à l'unanimité de notre Conseil après avoir fait l'objet d'un protocole d'accord du comité de négociation syndicale.

Répondant à une observation de Madame la Conseillère communale ECOLO, Coralie LADAVID, notre Directeur général adjoint a précisé, lors de l'examen de ce dossier, que le projet de règlement soumis à votre appréciation respecte scrupuleusement les dispositions arrêtées par le législateur wallon. Le règlement que vous avez voté a été transmis à l'autorité de tutelle le 31 mars en vue de son approbation par cette instance.

Aujourd'hui, Madame la Conseillère communale, forte d'un avis juridique qu'elle a sollicité dans l'intervalle, demande que ce règlement soit amendé pour permettre à des représentants du Conseil communal d'assister en qualité d'observateurs aux épreuves de sélection.

Nos services ont consulté l'autorité de tutelle à ce sujet. Tout d'abord une bonne nouvelle : le règlement que nous avons arrêté à l'unanimité a été examiné le 9 avril. Les premiers échos sont favorables. Nous devrions en être informés prochainement, le délai de tutelle expirant le 30 avril, donc cette semaine.

La tutelle nous a par ailleurs fait observer que la proposition de Madame la Conseillère, déposée sous la forme d'un point complémentaire, aurait pour effet de mettre à néant le règlement que nous avons voté (et qui est pratiquement approuvé) et de nous contraindre à recommencer la procédure à zéro.

En effet, une modification du règlement, ce qui est le cas en l'espèce, implique de recommencer la procédure ab initio : décision du Collège communal, négociation syndicale, vote du Conseil communal, approbation par la tutelle (délai).

Or il faut préciser que l'adoption du règlement ne constitue qu'une première étape dans le processus. L'étape suivante, qui est également de votre ressort, est l'appel à candidats. Et ce n'est pas la dernière.

Précisons également que la tutelle suspend ses activités du 15 juillet au 15 août, que le directeur général en titre sera admis à la retraite, conformément à votre décision, le 31 août 2015 et que la Ville dispose d'un délai de 6 mois pour pourvoir à son remplacement à partir du 1er septembre. Il n'est donc pas trop tard,... mais il est grand temps de prendre les dispositions qui conviennent.

J'en reviens au point complémentaire de notre ordre du jour. Comme je viens de l'expliquer, cette proposition nécessitera, si elle est adoptée, une refonte du règlement, avec tout ce que cela implique.

J'observe par ailleurs que le législateur wallon n'a pas prévu la présence de conseillers communaux non plus, alors que celle des organisations syndicales l'est, comme cela figure dans notre règlement.

Il est vrai que ce qui n'est pas explicitement prévu n'est pas forcément interdit. Vous mentionnez d'ailleurs, Madame la Conseillère, un certain nombre de communes ayant adopté la disposition que vous suggérez. Mais il ne s'agit pas de la majorité des communes wallonnes pour autant !

Si le législateur wallon n'a pas adopté la disposition que vous proposez, il a été très attentif, par contre, à la constitution des jurys de sélection, sans doute à la demande expresse des fédérations professionnelles.

Ainsi, selon le décret et le règlement que nous avons adopté, le jury doit être composé de :

- deux experts désignés par le Collège communal
- un enseignant universitaire ou d'une école supérieure
- deux représentants de la fédération professionnelle concernée par l'examen (le critère déterminant étant la qualité de membre de ladite fédération, en fonction ou non au moment de l'examen).

Les organisations syndicales peuvent se faire représenter, comme je l'ai dit, en qualité d'observateurs. Notre règlement prévoit par ailleurs que "sur base du rapport établi par le jury et après avoir éventuellement entendu les lauréats, le Collège propose au Conseil un candidat stagiaire. Il motive son choix".

Je poursuis : "Le Conseil communal prend connaissance du procès-verbal de délibération du jury et de la proposition du Collège communal et décide de procéder à la désignation d'un candidat repris dans

la sélection effectuée par le jury conformément aux dispositions légales applicables et au regard exclusif des titres et mérites de la personne désignée. Il prend une délibération motivée."

Enfin, les directeurs sont soumis à une période de stage de minimum un an. Pendant la durée de ce stage, ils sont accompagnés d'une commission. Les membres de cette commission sont au nombre de trois et sont désignés par la fédération concernée sur base d'une liste de directeurs disposant d'un minimum de dix années d'ancienneté dans la fonction.

A l'issue du stage, un rapport est établi par cette commission. Un membre du Collège est associé à l'élaboration du rapport. Le Conseil examine ensuite la candidature réunissant les conditions de nomination et soumet celle-ci au vote.

Voilà, Mesdames et Messieurs, je vous ai rappelé les éléments essentiels figurant dans le règlement que nous avons approuvé à l'unanimité, lors de la séance précédente. Je crois que vous disposez d'un certain nombre de garanties au sujet de la procédure. Devons-nous en rajouter et allonger les délais?"

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, regrette que le Conseil ait eu une mauvaise information lors du dernier Conseil communal. Il s'agit, selon elle, d'un manque d'ouverture de la majorité, contrairement à ce qui avait été annoncé dans la déclaration de politique communale au début de la législature.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, appuie la proposition de sa colistière en rappelant, selon les termes de l'Echevin délégué à la fonction maïorale, que "tout ce qui n'est pas interdit est possible". Selon elle, "il est logique que l'on puisse aussi demander que des membres du Conseil y soient, parce que l'élément important est la décision de nomination et que les membres du Collège peuvent être observateurs."

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, estime à titre personnel qu'il ne faut pas relancer le débat: "tous les feux sont au vert. Il y a la tutelle, des organisations syndicales. Tout cela me semble très clair. Je ne vois pas pourquoi il faudrait en rajouter" déclare-t-il.

Par 27 voix contre 3 et 6 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE

Ont voté contre : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, C. MICHEZ, Mme M. C. MARGHEM, MM. G. LECLERCQ, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, M. R. DELVIGNE, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale

Se sont abstenus : M. A. PESIN, Mme M. WILLOCQ, M. B. MAT, Mmes H. CLEMENT-COUPLET, C. GUISSET-LEMOINE, M. X. DECALUWE.

Vu la proposition de délibération déposée à titre de point complémentaire par Madame la Conseillère communale LADAVID, conformément à l'article L1122-24 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation:

" Vu l'arrêté du gouvernement wallon du 11 juillet 2013, notamment son article 3§3 qui règle la composition du jury;

Considérant que dans sa délibération du 23 mars 2015, le Conseil communal a décidé que les membres du Collège communal, ainsi que des délégués des organisations syndicales pouvaient assister aux épreuves en tant qu'observateurs;

Considérant que c'est le Conseil communal qui procède à la désignation d'un candidat repris dans la sélection effectuée par le jury;

Le Conseil communal décide que chaque groupe politique du conseil communal peut également désigner un de ses membres afin d'assister aux épreuves en tant qu'observateur.";

Par 27 voix contre 3 et 6 abstentions;

**DECIDE**

de ne pas approuver cette délibération.

**145. Point complémentaire : "Pont des Trous : consultation populaire organisée par le Conseil communal sur le choix du projet d'aménagement."**

Monsieur le Conseiller communal **Jean-Marie VANDENBERGHE** rentre en séance.

"Pont des trous : consultation populaire organisée par le Conseil communal sur le choix du projet d'aménagement. "

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, intervient d'emblée comme suit:

"Nous allons aborder le point déposé par le groupe ECOLO relatif à l'organisation d'une consultation populaire sur le nouvel aménagement du Pont des Trous, en choisissant entre l'option moderne en résille ou l'option ancienne en pierre, toutes deux rendant possible la navigation des bateaux de plus gros tonnage, comme le souhaite la Région wallonne à Tournai."

Avant que le groupe ECOLO ne fasse la présentation de ce point, il me semble utile de remettre le dossier dans son contexte.

Pour rappel, sous sa forme actuelle, le dossier de mise à gabarit de l'Escaut a été initié lors des mandatures communale et régionale précédentes.

Depuis le 4 décembre 2012, quelles ont été les actions de la majorité communale actuelle sur ce dossier?

18 décembre 2012, approbation de la déclaration de politique générale par le Conseil communal. En page 7 de ce texte, vous pouvez relire « la mise à gabarit à 2000 tonnes de l'Escaut figure parmi les priorités ».

Les 24 et 25 juin 2013, spontanément, le Collège a souhaité organiser en partenariat avec No Télé et le SPW Voies Hydrauliques, une émission et une réunion d'information publique, largement relayée par la presse et je l'en remercie. Ces deux moments ont été l'occasion de rappeler les enjeux, le contexte, les différentes propositions qui ont fait l'histoire de ce dossier.

Le 20 septembre 2013, le Collège communal à l'unanimité marque son intérêt pour l'option «contemporaine», tout en prévoyant la présentation de l'ensemble des options lors de la réunion d'information préalable à l'étude d'incidence, qui a été organisée le 5 novembre 2013. Les citoyens ont ensuite eu 15 jours ouvrables pour s'exprimer. A chaque fois, la population a été largement informée de ces démarches.

Dans la foulée et afin de permettre le dépôt du permis d'urbanisme, le SPW Voies hydrauliques a introduit auprès de l'Administration wallonne compétente une demande de certificat de patrimoine pour le Pont des Trous, sur base de l'esquisse contemporaine.

Le 13 février dernier, l'Echevin Robert DELVIGNE, le directeur de cabinet du Bourgmestre et le collaborateur de Madame MARGHEM, Alexandre VACHAUDEZ, ont participé au comité d'accompagnement de ce certificat de patrimoine en vue de la rédaction du procès-verbal de synthèse.

A ce jour, le Service public de Wallonie - Voies hydrauliques est dans l'attente de recevoir ce procès-verbal afin de compléter le dossier de permis d'urbanisme.

Le certificat de patrimoine est indissociable du permis d'urbanisme !

Pour être clair, les Voies hydrauliques ne déposeront pas le permis d'urbanisme à la Ville de Tournai mais auprès du fonctionnaire délégué de l'administration wallonne de l'urbanisme.

C'est lui qui instruira le dossier.

Il le transmettra ensuite à la Ville de Tournai qui sera chargée d'organiser l'enquête publique d'une durée de 30 jours.

Le dossier viendra alors devant cette assemblée qui aura à décider sur la seule question de la modification des voiries, comme le prévoit le Code de la démocratie locale.

En d'autres mots, concernant le Pont des Trous, le Conseil communal pourra formuler un avis.

Il me semblait utile de rappeler ces quelques éléments de contexte avant que le groupe ECOLO n'expose sa proposition d'organiser une consultation populaire sur le Pont des Trous.

Je cède immédiatement la parole au Directeur général adjoint pour une brève présentation technique sur la consultation populaire communale."

Le **Directeur général adjoint** fait une présentation technique de la consultation populaire communale:

"Le dispositif de la consultation populaire communale figure dans le livre premier, titre IV du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Son organisation a fait l'objet d'un arrêté du Gouvernement wallon le 8 novembre 2012. Cet arrêté fixe les dispositions particulières relatives à la procédure d'organisation d'une consultation populaire communale.

Sur le plan pratique et sans entrer dans le détail, l'organisation d'une consultation populaire communale présente un grand nombre de similitudes avec celle d'une élection communale.

Le CDLD renvoie d'ailleurs vers la législation relative aux élections pour ce qui concerne son organisation, notamment les articles L4125-3 et suivants.

Quelques différences notables sont toutefois à relever:

- ainsi, par exemple, pour participer à une consultation populaire, il faut être âgé de 16 ans accomplis;
- la participation n'y est pas obligatoire;
- si la consultation ne peut avoir lieu qu'un dimanche, de 8 heures à 13 heures, Il n'est procédé au dépouillement que si au moins 10% des habitants ont participé;
- la Ville est tenue de financer, seule, l'intégralité de la consultation;
- 30 jours au moins avant la date de la consultation, la Ville doit mettre à disposition des habitants une brochure présentant le sujet de la consultation populaire de manière objective;
- les habituelles listes de candidats sont remplacées par une ou des questions auxquelles les participants sont invités à répondre par oui ou non.

Toujours sur le plan pratique, compte tenu de la répartition des participants à la consultation populaire (population âgée de 16 ans accomplis, soit 57.600 participants), 95 bureaux de vote minimum devront être ouverts ainsi que 12 bureaux de dépouillement. Ceci fait, au total, un millier de citoyens à mobiliser, moyennant le versement d'un jeton de présence pour les membres effectifs des bureaux électoraux. Les catégories professionnelles telles que les magistrats, avocats,.... seront sollicitées, à l'instar de toute opération électorale.

Un certain nombre d'agents communaux, techniques et administratifs, devront également être mobilisés, au même titre que des moyens matériels et financiers qui doivent encore être précisés et, pour certains, budgétés.

Compte tenu des expériences précédentes, il faut compter un minimum de trois mois pour l'organisation de cette consultation, en ce compris la convocation des 1000 personnes dont question précédemment. Ceci nous porte au plus tôt, compte tenu des vacances de juillet-août, au mois d'octobre (deuxième quinzaine).

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient ensuite:

"Vous avez remis ce dossier en contexte, au nom du Collège et de la majorité. Je vais donc assurer de mon côté, la mise en contexte de la position et de la demande du groupe ECOLO.

Pourquoi aujourd'hui une demande du Conseil communal de se prononcer pour ou contre une consultation populaire ? D'abord pour nous, dans certains dossiers emblématiques, il est important d'avoir une vraie participation citoyenne précédée par une vraie information citoyenne, très pointue et précise, évoluant vers un débat. C'est l'ADN de notre projet politique. Ensuite parce qu'il s'agit d'un dossier emblématique. Emotionnellement, tous les Tournaisiens ont beaucoup de sentiments vis-à-vis de ce dossier de patrimoine.

Le 29 avril 2013, je vous posais une question relative au déroulement du processus de l'élargissement de l'Escaut. En tant que conseillère communale, il était difficile de le suivre car nous ne sommes qu'indirectement partie prenante. C'est d'abord un dossier du Gouvernement wallon. Des membres du Collège communal y ont été associés à l'époque, au sein d'un premier comité d'accompagnement. Je vous demandais à l'époque comment la population tournaïsiennne pourrait donner son avis et y participer. A l'époque votre réponse fut la suivante: "l'enquête publique permettra aux citoyens d'y participer. C'est le minimum de la participation."

Nous sommes en mars 2015. Entre-temps, beaucoup d'eau a coulé. A un moment, on croyait que tout était abandonné. C'est un dossier très compliqué, porté par le Gouvernement wallon mais qui dépend également de financements européens. En mars 2015, pourquoi ai-je posé cette question orale précise à propos de la consultation de la population? Parce que nous avons déjà l'intention de demander cette consultation citoyenne. Mais nous voulions savoir si il y avait une fenêtre d'opportunité pour le faire.

Pourquoi aujourd'hui? Parce que dans la réponse que vous avez formulée, il est dit que le Pont des Trous sera la dernière phase d'un dossier qui en comporte quatre. Donc il arriverait en 2020. C'est la réponse qui m'a été donnée en mars. Ceci nous a permis de dire : il y a une fenêtre d'opportunité, en quelques mois cela peut être mis sur pied, puisque nous ne sommes pas encore en 2019 ou en 2020. Si on veut organiser cette consultation, il ne faut plus perdre de temps. C'est maintenant. Il est important que tous les Tournaisiens puissent donner leur avis. Mais pour donner leur avis, il faut connaître tous les éléments. Il faut une aide technique et d'expertise pour qu'on comprenne bien quels sont les projets sur lesquels on pourra se prononcer.

Je rappellerai aussi les dispositions du Code de la démocratie locale à propos de la consultation populaire. C'est bien de la compétence du Conseil communal de pouvoir demander une consultation populaire. L'article du code dit : «Le Conseil communal peut d'initiative ou à la demande des habitants demander une consultation populaire, décider de consulter les habitants de la commune sur les matières qui relèvent de la compétence de décision du Collège ou du Conseil ou qui relèvent de la compétence d'avis du Collège ou du Conseil dans la mesure où cette compétence a un intérêt au niveau communal».

En tant que représentants du peuple tournaïsiennne, nous pouvons décider de consulter les Tournaisiens et Tournaisiennes sur ce dossier. C'est pourquoi j'ai déposé ce point complémentaire aujourd'hui.

Voici la proposition de décision que je sou mets au Conseil communal:

«Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et spécialement l'article L1141§1er;  
Considérant que le Code de la démocratie locale et de la décentralisation prévoit que le Conseil communal peut d'initiative décider de consulter les habitants de la commune sur les matières de la compétence de décision du Collège ou du Conseil communal ou de la compétence d'avis du Collège ou du Conseil communal, dans la mesure où cette compétence a un objet d'intérêt communal;  
Considérant que deux projets d'aménagement du Pont des Trous avaient la préférence des habitants qui avaient répondu à un sondage en ligne;



Considérant que la population tournaïsiennne a un attachement particulier à cet élément du patrimoine tournaïsienn et demande de pouvoir donner son avis sur son devenir;

Le Conseil communal;

DECIDE de consulter la population tournaïsiennne sur le nouvel aménagement du Pont des Trous, en choisissant entre l'option moderne en résille ou l'option ancienne en pierre, toutes deux rendant possible la navigation des bateaux de plus gros tonnage, comme le souhaite la Région wallonne à Tournai.»

Madame la Conseillère communale MR, **Marie Christine MARGHEM**, intervient ensuite:

"Le débat de ce soir est très important. Je suis heureuse qu'il ait lieu. Je n'ai jamais été fondamentalement favorable à l'élargissement des quais de l'Escaut en centre-ville. Je rappelle à cet égard l'épisode du grand contournement. Ce projet, c'est un peu le monstre du Loch Ness. Il réapparaît aujourd'hui à la faveur du dépôt d'un permis d'urbanisme par le Service public de Wallonie. Il n'y a pas d'obstacle juridique à l'organisation d'une consultation populaire. J'ai moi-même un souci par rapport à la pérennité des matériaux dans le temps et à la modernité. J'ai un doute sur la réalisation du projet. Quelle sera par exemple l'attitude des Français dans le désenvasement du canal de Condé ?

Mais dans la perspective de l'évolution institutionnelle de notre pays, il était important de mettre nos voies d'eau à gabarit.

Reste l'élargissement des arches du Pont des Trous. Le monument date du 13ème Siècle. Ce qui est important pour les Tournaisiens, c'est l'image qu'ils ont de leur patrimoine. C'est cela que nous devons prendre en compte aujourd'hui, avec toute la liberté qui s'impose dans le raisonnement. Les travaux vont être faits pour des années. Nous ne pouvons pas tout prévoir à l'avance, de la même manière que l'on s'engage dans des travaux chez soi. Il est parfois difficile d'imaginer le rendu que cela pourra avoir, lorsque les travaux seront accomplis. Il y a donc encore une fenêtre d'opportunité. Il faut savoir que juridiquement le permis d'urbanisme et le certificat de patrimoine ne doivent concorder dans le dossier que si le permis d'urbanisme est obtenu. Et entre le moment où il est déposé et le moment où il est obtenu, courent des semaines et des mois pendant lesquels il est instruit.

C'est ce moment que nous devons utiliser pour lancer le débat à travers toute la population et ne pas nous limiter à l'avis de notre Collège. Je souhaiterais vraiment pouvoir interpellier la population qui le demande et lui permettre de répondre et de s'approprier pleinement ce dossier pour que nous soyons sûrs de faire le meilleur choix pour Tournai par rapport à un de nos monuments emblématiques. Certains vous diront qu'il y a une procédure. C'est comme procéder à une élection communale. Il faut ouvrir des bureaux de vote, convoquer des assesseurs. La brochure que nous devrions établir aux vœux de la loi, nous pourrions la faire passer dans la brochure Tournai info. Nous pourrions peut-être faire en sorte que les bureaux de vote soient répartis sur le territoire de telle sorte qu'il n'y en ait pas autant. Que représente finalement la somme de 150.000,00€ qu'on nous annonce - pas pour nous faire peur, mais pour nous faire rendre compte de la situation - par rapport à 28 millions d'euros d'investissement sur le tracé futur de l'élargissement de l'Escaut?

Je suis heureuse de cette demande. Je dois ajouter une chose importante, cette décision ne relève pas uniquement d'un choix personnel ni de mon groupe politique. En tant que partenaire dans une coalition, j'ai bien entendu eu l'occasion d'en parler avec le Bourgmestre Rudy DEMOTTE et avec l'Echevin délégué à la fonction maïorale ici présent, Paul-Olivier DELANNOIS. Nous avons pu échanger très librement nos points de vue, nous expliquer mutuellement, voir quels étaient les obstacles juridiques éventuels et voir comment nous pouvions avancer de commun accord à travers cette réflexion.

Il se trouve que Monsieur DEMOTTE et moi-même sommes tombés d'accord sur les principes et l'ensemble de ces arguments.

Je le dis gentiment à mes collègues du cdH. Je rappelle que je suis tournaissienne depuis ma naissance. Mais la façon dont vous avez tourné votre phrase en disant «n'est pas tournaisien qui veut», à mon avis, n'était pas la plus élégante. Vous eussiez pu peut-être vous inspirer de cette ironie que j'ai parfois piquante mais souvent souriante pour formuler les choses autrement. C'est vrai que nous sommes interpellés profondément en tant que Tournaisiens. Mais vous savez, les Tournaisiens, il y en a beaucoup. C'est tout ceux-là que je voudrais entendre à travers un vote positif sur le principe de l'organisation d'une consultation populaire. Les formalités, nous pourrions les organiser dans les semaines suivantes de façon claire et concertée entre nous, le temps que le permis d'urbanisme suive son instruction et son cours normal."

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, intervient ensuite:

"Nous sommes favorables à cette consultation populaire. Mais nous avons une question et une proposition vu l'importance que le Pont des Trous a pour tous les Tournaisiens. Je voudrais avoir la certitude que les compensations relatives à l'élargissement de l'Escaut et aux travaux qui doivent être réalisés sur le Pont des Trous sont tout à fait verrouillés, qu'il n'y a aucun risque qu'on revienne là-dessus et qu'on supprime ces promesses de compensations.

Ensuite, nous proposons que d'autres projets d'aménagement du territoire, en ville ou dans les villages, s'ils existent, figurent également dans cette consultation populaire."

Madame la Conseillère communale cdH, **Hélène CLEMENT-COUPLET**, intervient à son tour:

"Je propose de lire le texte de ma question, vu qu'elle porte sur la même thématique."

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, lui précise qu'il répondra néanmoins à sa question après le vote de ce point complémentaire.

Madame la Conseillère communale cdH, **Hélène CLEMENT-COUPLET**, reprend la parole:

"Si nous sommes de fervents défenseurs de la démocratie représentative, il est des moments où les élus doivent s'en remettre à la décision souveraine du peuple quand un dossier ou une décision requiert une importance toute particulière.

D'autant plus, quand une décision touche à l'ADN, à l'identité culturelle d'une population.

A Tournai, cette identité s'illustre au travers de différents lieux et monuments emblématiques comme la cathédrale aux 5 clochers, notre beffroi, symbole de nos libertés communales, et notre Pont des Trous.

Vous n'êtes pas sans savoir que le dépôt des permis d'urbanisme sera très prochainement effectif, permis présentant une version contemporaine au travers d'une structure en résille pour le Pont des Trous.

Rappelons que cette version en «résille» aurait un coût financier quasiment identique à une reconstruction traditionnelle en pierre.

Soyons clairs et sans ambiguïté, le cdH marque son accord et soutient pleinement le projet de liaison fluviale à grand gabarit «Seine-Nord-Europe» (vecteur d'emplois), la nécessité des travaux au Pont-à-Pont dans le centre-ville et l'élargissement de l'arche centrale du Pont des Trous.

De plus, les importantes compensations financières octroyées par Monsieur Maxime PREVOT, vice-président du Gouvernement wallon et Ministre des travaux publics, de la santé, de l'action sociale et

du patrimoine, permettront également de revitaliser ce quartier de l'intra-muros qui abrite un des trois emblèmes de Tournai!

Aucune majorité quelle qu'elle soit n'a le droit, sous couvert de vouloir marquer Tournai d'une touche contemporaine, de supprimer purement et simplement un des trois emblèmes de la ville. Nombre de questions techniques liées à la nature de la résille, à son rendu réel, à son aspect définitif, au vieillissement de celle-ci etc. restent en suspens et n'ont pour l'heure que peu ou pas de réponses! Pour le cdH, pédagogie et respect doivent être - permettez-moi cette expression - le fer de lance d'une dynamique participative citoyenne si votre volonté bien réelle est de dynamiser le Pont des Trous en pierre!

Voilà pourquoi le cdH vous demande ainsi qu'à tous les membres de votre majorité, d'organiser une consultation populaire sur l'avenir du Pont des Trous... en résille (version contemporaine) ou en pierre (version traditionnelle).

Les deux esquisses présentées à la population devront être préalablement validées au Conseil communal.

Pour conclure et faisant suite aux déclarations vues ce samedi sur le plateau de NO TELE, concernant le coût d'une consultation populaire, laissez-nous vous dire que c'est le prix démocratique à payer quand on veut toucher à l'identité culturelle des Tournaisiens. Par exemple, si on prend un autre monument à Tournai, aussi emblématique mais pour d'autres raisons, le stade Luc Varenne, il fut dans des temps pas si lointains versé des sommes annuelles de 300.000,00€ et pour quel résultat! Certes la consultation populaire qui doit rester un outil démocratique à utiliser avec parcimonie a un coût mais au même titre que l'on aurait pu en organiser une si les travaux de stabilité de la cathédrale s'étaient avérés impossibles et qu'une solution technique aurait été d'alléger le poids de l'édifice en remplaçant une des tours par une tour en résille ou en fer, toucher à un autre emblème de la ville comme le Pont des Trous doit passer obligatoirement par l'organisation d'une consultation populaire."

Avant de céder la parole à Monsieur le Conseiller communal PS, Geoffroy HUEZ, Monsieur **L'Echevin délégué à la fonction maïorale** fait la déclaration suivante:

"Je voudrais signaler, de façon technique, que ce n'est pas du fer mais de l'acier inoxydable type 316 que l'on utilise, autrement dit de l'inox alimentaire. Et à propos du stade Luc Varenne, c'est bien la Régie et non le stade Luc Varenne qui a reçu 300.000,00€ par an. Cette somme n'était pas destinée uniquement à payer le stade. Elle couvrait également les frais du personnel et de fonctionnement."

Au nom du groupe PS, Monsieur le Conseiller communal, **Geoffroy HUEZ**, intervient ensuite:

"Tout d'abord, je tiens à excuser notre Bourgmestre, retenu comme l'a dit Paul-Olivier DELANNOIS, à Bruxelles pour le conclave budgétaire de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Croyez bien qu'il aurait souhaité présider nos débats ce soir au vu de cette question. Soyez convaincus qu'il défend l'intérêt des Tournaisiens suite au cadeau budgétaire réservé par les entités fédérées.

Je suis heureux que la question de la mise à gabarit de l'Escaut fasse le consensus de l'ensemble des familles politiques de cette assemblée. Ce n'est pas indépendant des réunions que l'on a faites, et de la pédagogie avec laquelle on a expliqué ce dossier, pas facile, et délicat pour tous les Tournaisiens. Je parle de tous les Tournaisiens au sens large. Moi je le suis depuis ma naissance à Tournai. Mes parents ne le sont pas, mais je me demande à partir de quand on devient tournaisien. J'imagine qu'on en reparlera après. Depuis plusieurs jours, la question qui est posée n'est plus celle de modifier ou pas le Pont des Trous, cela est maintenant acquis. Il faut d'ailleurs faire attention de ne pas induire en erreur nos concitoyens, par les échos que j'ai entendus. La demande de consultation populaire n'a pas toujours été bien comprise. Des gens reviennent sur le contournement proprement dit. J'ai lu sur

les réseaux sociaux, notamment, que certains imaginaient pouvoir opter pour un contournement grand ou petit.

Je voudrais rappeler qu'en plus d'être extrêmement coûteux, les contournements éventuels du Pont des Trous amèneraient la destruction non pas de terrains vagues, comme j'ai pu le lire, mais de maisons familiales, de commerces, de rues entières, le long du quai Sakharov, notamment. C'est ainsi des histoires de vie, des quartiers historiques de notre Ville qui disparaîtraient purement et simplement pour contourner le Pont des Trous.

On comprend que ces idées qui n'offrent pas non plus de garanties idéales de navigation aient été abandonnées.

Ce projet est indispensable pour la survie économique de notre région mais pas seulement. Il est aussi capital pour notre environnement et notre sécurité sur les routes.

Autoriser le passage de bateaux de plus gros tonnage permettra de limiter le nombre de camions sur nos autoroutes avec les coûts financiers et humains que cela engendre mais n'amènera pas forcément plus de bateaux dans Tournai. Ils seront plus grands mais pas plus nombreux. En résumé, la mise à gabarit de l'Escaut était indispensable pour la survie économique de notre région, mais pas seulement. C'est aussi un capital pour notre environnement et pour la sécurité.

J'en arrive maintenant à la question posée à propos de la consultation populaire.

Au PS, nous avons décidé de laisser nos conseillers apprécier de l'opportunité de l'organiser ou non. Comme il a pu l'indiquer dans son intervention hier en fin de journée, le Bourgmestre n'est pas opposé au principe de la consultation populaire puisqu'il a porté ce projet à l'époque où il était Ministre-Président wallon.

D'ailleurs, dans ce dossier, le PS a toujours été favorable à l'implication et la consultation des citoyens. Notre échevin délégué à la fonction maïorale vient de le rappeler : des réunions publiques se sont déroulées en 2013, à l'initiative du Collège et dans le respect des outils législatifs prévus pour ce type de projet.

On ne doit pas croire que l'on est dans une logique de fait du prince ou dans une logique d'imposer sa patte quelque part. Ce n'est pas le but. Le but pour nous c'est d'expliquer, de faire comprendre ce projet qui n'est pas simple de toucher au Pont des Trous mais aussi c'est d'obtenir le meilleur résultat.

Ajoutons que, toujours comme vient de le rappeler Paul-Olivier DELANNOIS, la procédure de permis d'urbanisme prévoit la consultation des citoyens via l'enquête publique.

Est-ce que cette procédure-là n'est pas suffisante? On se pose aussi la question au sein du PS d'autant plus qu'on a déjà organisé des vraies consultations, et de vraies informations et de vrais appels aux citoyens, et j'avais l'impression que ce qu'on avait fait n'était pas totalement vain. Ce n'était pas de la fausse information ou de fausses réunions.

Tout cela démontre, si besoin était encore, que le PS n'a pas travaillé de manière «cachée», mais dans le respect des procédures et des citoyens.

Maintenant, soyons honnêtes pour dire que si nous faisons le tour des 39 conseillers de cette assemblée, sans aucun doute, chacun apporterait sa nuance, sa sensibilité sur la question de la consultation populaire et chaque point de vue serait d'ailleurs respectable.

J'en viens à ce que disait Benoît MAT dans son intervention, en disant est-ce qu'aujourd'hui on va diriger la Ville à coup de consultation populaire sur tous les projets d'aménagement du territoire? Est-ce raisonnable, est-ce souhaitable? Quelle doit être la limite à cela? Je crois qu'il faut se poser cette question. Ceci dit sur la consultation populaire, qu'on soit pour ou contre, chaque point de vue est respectable et c'est pour cette raison qu'au PS nous laissons la liberté à chacun de nos conseillers de s'exprimer en conscience en tenant compte de la question centrale liée au patrimoine. Mais aussi à celle du coût que représente pour notre ville la mise en œuvre d'une telle consultation.

Le groupe PS, comme l'a indiqué Ludivine DEDONDER sur le plateau de NO TELE ce week-end, est évidemment favorable à l'expression citoyenne. Maintenant faut-il l'organiser sous forme de consultation populaire ou via l'enquête publique ? Chacun appréciera.  
Et comme notre Bourgmestre l'a indiqué dans tous les cas, les Tournaisiens auront le dernier mot."

Monsieur **l'Echevin délégué à la fonction maïorale** cède à nouveau la parole à Madame la Conseillère communale ECOLO, Marie-Christine LEFEBVRE:

"Je m'exprime une dernière fois avant qu'on passe au vote. Je remercie tous les collègues qui se sont exprimés jusqu'à maintenant. Si j'ai demandé de mettre ce point à l'ordre du jour, c'était parce que je trouvais important et intéressant que l'on puisse s'exprimer et que tous mes collègues du Conseil communal puissent voter en âme et conscience après un vrai débat.

Sur la proposition de Marie Christine MARGHEM de réaliser des économies sur l'organisation en ouvrant moins de bureaux, je suis d'accord. Nous pouvons rediscuter de la manière dont on l'organise. C'est de la compétence du Collège d'organiser cette consultation."

Monsieur **l'Echevin délégué à la fonction maïorale** précise à cet égard que l'organisation d'une consultation populaire est réglée par des normes légales que le Collège communal est tenu d'appliquer.

Pour Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, l'argument du coût de la consultation populaire n'est pas pertinent. Elle rappelle que la démocratie représentative a également un coût.

Monsieur **l'Echevin délégué à la fonction maïorale** intervient ensuite:

"La demande de consultation populaire sollicitée ce soir ou plutôt exigée, si j'en crois certaines publicités, n'aura pas mon assentiment.

Tout d'abord, historiquement, le terme «consultation populaire» me ramène systématiquement en 1950 où la Belgique entière montra ses divisions et ses fractures en plein jour.

Je ne suis d'ailleurs pas certain, pour fréquenter toutes les semaines le Parlement Fédéral, que les plaies soient totalement cicatrisées.

Au niveau de la question qui nous préoccupe ce soir, il est évident que l'avis du citoyen en général m'importe et c'est le quotidien du politique que d'écouter, d'analyser, et au final de trancher.

Je n'ai pas peur de l'avis des gens car celui-ci m'aide toujours à me forger une opinion.

Un Bourgmestre quel qu'il soit vit cela au jour le jour, avec une pression constante et exponentielle depuis l'arrivée des réseaux sociaux. Ces mêmes réseaux sociaux qui sont importants, qui permettent d'exprimer des opinions, mais vous en conviendrez que les avis exprimés ne sont pas toujours le reflet d'une majorité, ni toujours d'avis éclairés. Par conséquent, le quotidien du responsable politique en général, mais peut-être encore plus du responsable communal est d'écouter, d'encore écouter et au final de décider.

Pourquoi dans ce cas, ne pas souhaiter de consultation populaire ?

Tout d'abord, parce que je crois intimement que ceci n'est qu'un ersatz de démocratie.

En fait, ce cinéma n'a qu'un seul but et objectif, à savoir celui de se donner bonne conscience, aller dans le vent pour éviter toute critique. Cela a un nom, cela s'appelle de la démagogie, ce n'est pas ma manière de faire de la politique.

Cet ersatz de démocratie, c'est de la démocratie canada-dry, cela ressemble à de la démocratie, c'est doré comme de la démocratie... mais ce n'est pas de la démocratie.

Car pour pouvoir prendre une décision, il faut prendre son temps pour l'analyser et surtout le faire en toute indépendance, sans arrière-pensée politique politicienne. C'est d'ailleurs intéressant de noter que la majorité PS CDH à Namur souhaiterait limiter cette initiative aux citoyens afin d'éviter une instrumentalisation partitocratique, ce qui me paraît bien être le cas ce soir.

Ainsi, comparer la Tour Eiffel à la résille du pont des trous est déjà en quelque sorte polluer le débat et le vicier. La tour Eiffel date de 1887 et croire que les techniques n'ont pas évolué depuis lors n'est qu'un moyen parmi d'autres pour désinformer, car on mélange déjà des pommes avec des poires. Cependant, je reviens à la question de la consultation populaire. En fait, le Tournaisien peut-il dire ce qu'il pense en dehors de cette consultation populaire ? La réponse est claire : oui bien entendu. C'est même une obligation légale. Cela s'appelle l'enquête publique. Ce n'est pas moi qui le dis. Ce n'est pas l'Institut Emile Vandervelde qui le clame. Ce n'est pas le centre Jean GOL ou les pontes de la rue des Deux Eglises qui le notent. C'est, Mesdames, Monsieur les écolos, la fédération inter-environnement Wallonie.

Cette consultation est exigée, obligatoire et gratuite. Ce que vous exigez, à savoir la consultation populaire, va coûter à la commune, d'après ce qu'on me dit à l'administration, au bas mot 150.000,00€.

150.000,00€ pour être dans le vent, 150.000,00€, à savoir pour les anciens Belges comme moi qui convertissent encore parfois certains montants en francs belges c'est 6 millions de francs belges, pour émettre un avis car que vous le vouliez ou non, la décision finale n'appartiendra de toute façon pas au collège, pas au conseil communal mais bien au Fonctionnaire délégué. Le Collège, le Conseil, la consultation populaire pourraient à l'unisson dire blanc que le Fonctionnaire délégué peut encore faire noir. 150.000,00€ ou 6 millions de francs belges pour un avis qui ne sera peut-être même pas connu. Car si moins de 10% de la population ne se déplace pas, la loi nous interdit d'ouvrir les bulletins de vote.

150.000,00€ ou 6 millions de francs belges pour faire ce que l'on aurait pu faire gratuitement et que l'on fera de toute façon dans le cadre de l'enquête publique est dans notre contexte économique, de la folie. L'enquête publique permet même aux non-Tournaisiens de donner leur avis, ce que ne permet pas la consultation populaire.

Mesdames, Messieurs les Conseillers tant de la majorité que de l'opposition, vous n'êtes pas obligés de me croire mais sachez que chaque semaine, lors du Collège j'ai parfois l'impression de faire des économies de bouts de chandelle. Cependant ce ne sont pas des économies de bouts de chandelle mais bien une attention intransigeante sur toutes les dépenses pour faire en sorte qu'un euro ne soit pas gaspillé.

Demandez donc à Monsieur DELVIGNE si 150.000,00€ ou 6 millions de francs belges c'est "peanuts", lui qui se plaint chaque semaine d'un manque de personnel au service de l'urbanisme.

Demandez donc à Armand BOITE si 150.000,00€ en moins dans les travaux de voirie est une bonne chose, lui qui au quotidien est noyé de demandes justifiées de citoyens tournaisiens.

Si vous demandez à Rita LECLERCQ, présidente du CPAS, ce que représentent 150.000,00€, elle vous répondra que cela équivaut à 4 équivalents temps plein dans un CPAS qui vient de se séparer d'une partie de son personnel.

Quant à Laetitia LIENARD, notre échevine des finances, demandez-lui vous-même car je connais déjà sa réponse, elle qui au quotidien doit se battre pour appliquer les directives du CRAC dont notamment le non-remplacement de personnel.

Je pourrais bien entendu continuer la liste mais vous avez compris que je ne peux pas accepter de gaspiller l'argent public.

Selon la trajectoire budgétaire wallonne, les 28.700.000,00€ comprenant les compensations obtenues se situent dans la trajectoire budgétaire 2014-2020. Si je mets cette trajectoire budgétaire en perspective avec le financement européen que la Wallonie a sollicité dans le cadre du financement du

réseau transeuropéen de transport (RTE-T) et des informations en notre possession à ce jour, l'ensemble des travaux devrait être terminé pour 2022-2023 au plus tard.

Quand on sait le délai inhérent aux procédures, ajouté au délai relatif à l'exécution des travaux, je me dois, vous le comprendrez, d'attirer l'attention de cette assemblée sur le fait, non pas que nous pourrions tout perdre, mais que nous pourrions perdre les compensations liées à ce dossier car, croyez-moi, les ouvrages nécessitant l'adaptation du transport fluvial à savoir le Pont des Trous et le Pont-à-Pont seront quant à eux bien modifiés. Ce que je veux dire, c'est que si la Wallonie devait perdre ces financements européens, on peut aisément imaginer que, prioritairement, elle réaliserait les modifications des ouvrages nécessaires au transport fluvial.

Si vous optez pour l'option coûteuse de la consultation populaire, je vous souhaite d'ores et déjà bien du courage pour formuler les questions qui doivent obligatoirement et légalement être prises dans un style grammatical qui ne permet que oui ou non comme réponse. De même, pour autant qu'on connaisse un jour la réponse, je vous souhaite aussi beaucoup d'imagination pour interpréter le résultat. Car si je lis la question du cdH, il est évident que l'on interroge que sur l'option « élargissement des arches ». J'ai déjà vu que cette option était remise en cause sur Facebook et que certains s'imaginent déjà pouvoir remettre en cause, dans une question qui leur serait posée, la pertinence des travaux.

D'autres vous disent déjà également que l'esquisse présentée par le cdH n'est déjà plus d'actualité parce que retravaillée à la demande du comité d'accompagnement.

Aussi Mesdames et Messieurs les Conseillers, pour éviter cette gabegie financière, je vous propose de donner une publicité exceptionnelle à l'enquête publique. Cette manière de faire la publicité autour de l'enquête nous pourrions et j'en prends l'engagement de le faire avec vous.

Nous pourrions discuter ensemble de la manière de la réaliser. Cela aurait pour conséquence de faire en sorte que tous les Tournaisiens et non-Tournaisiens puissent exprimer leur avis mais cela aurait surtout comme conséquence de faire gagner 150.000,00€ à la Ville de Tournai et donc à nos concitoyens."

Monsieur **l'Echevin délégué à la fonction maïorale** cède ensuite la parole à Madame l'échevine PS des finances, **Laetitia LIENARD**, laquelle fait la déclaration suivante:

"Chers collègues, vous comprendrez aisément que ma position dans ce dossier n'est pas de remettre en question, au sein de cette assemblée, l'expression citoyenne. Elle est d'ailleurs prévue par la procédure relative à l'instruction du permis d'urbanisme. D'ailleurs j'estime que dans ce dossier, l'approche de l'enquête publique me semble beaucoup plus intéressante que celle envisagée par la consultation populaire. En effet, elle fait plus largement appel à l'intelligence citoyenne en plaçant le dossier dans sa globalité et en évitant une focale sur le seul Pont des Trous ce qui l'isole finalement de son environnement. Pour ces raisons et compte tenu de ma position d'échevin des finances et du budget, dans un contexte budgétaire tendu où des mesures difficiles ont dû être prises, aussi bien à la ville qu'au CPAS, dans un moment où je prépare la modification budgétaire qui vous sera soumise lors du Conseil communal le 1er juin prochain, vous en déduirez que la procédure d'enquête publique ne nécessite pas de moyens budgétaires.

De plus, je le redis, elle fait appel à l'intelligence citoyenne. Dès lors, au vu des coûts que je vais vous décliner tout de suite, il m'est difficile d'être favorable à l'organisation d'une telle consultation.

Comme le Directeur général adjoint vient de l'indiquer, je ne ferai que le citer : « la Ville est tenue de financer seule l'intégralité de l'organisation de la consultation. » J'ai donc, avec l'aide des services, estimé la mise en place de cette consultation.

Le budget de base d'une élection, c'est 120.000,00€. Ce montant comprend les convocations. Le chiffre sera revu puisque le nombre de convocations va passer de 53.470 à 57.600. L'impression et la distribution des brochures sont estimées entre 30.000,00€ et 35.000,00€. L'acquisition d'isolairs

supplémentaires afin de permettre à la tranche 16-18 ans de participer, coûtera 250,00€ par isoloir. La consultation mobilisera 1.000 personnes pour lesquelles des jetons de présence devront être payés: 12,50€ pour les assesseurs, 25,00€ pour les présidents. Ce budget global est estimé à 20.000,00€. Au-delà de ça, vous avez les coûts cachés, le personnel mobilisé à la préparation de cette consultation; en particulier le service des affaires administratives et sociales, dont j'ai la tutelle, qui organise les élections et le service ouvrier sous la tutelle de l'échevin des travaux. A cela il faut ajouter les tâches que le personnel ne pourra exécuter pendant qu'il sera occupé à l'organisation de la consultation. Sur le plan strictement budgétaire, l'addition de ces coûts nécessitera une inscription supplémentaire se situant entre 150.000,00€ et 200.000,00€. Pour les plus anciens, on parle d'un montant entre 6 et 8 millions de francs belges. Difficile à accepter, lorsqu'on sait que l'enquête publique constitue un moyen pour l'autorité de s'enquérir des vœux des personnes qui se sentent concernées par le projet, à quel titre que ce soit.

Comme notre Bourgmestre, comme le groupe socialiste, je suis favorable à l'expression citoyenne. Elle est même un des principes fondateurs du parti socialiste. Peut-être s'agit-il ici de sémantique mais la consultation populaire est prévue, l'expression citoyenne est prévue. Elle porte tout simplement un autre nom qui est "enquête publique". Dans ce contexte et compte tenu de ce qui précède, je voterai contre ce point."

Madame la Conseillère communale MR, **Marie Christine MARGHEM**, reprend la parole:

"Je voudrais revenir sur ce qui a été dit pour tenter de faire progresser le débat. Le point complémentaire inscrit à l'ordre du jour conduit chaque conseiller à trancher avec une grande liberté d'engagement. C'est très important. Rudy DEMOTTE a été porteur, à une époque où la Belgique n'était pas encore décentralisée comme maintenant, du projet d'organisation de la consultation populaire. Je ne peux pas le soupçonner, malgré ce que nous dit Monsieur DELANNOIS, de vouloir pratiquer ou mettre en œuvre un ersatz de démocratie ou de vouloir faire de la démagogie selon l'air du temps. Les propos de Monsieur DELANNOIS me semblent relativement archaïques."

Madame la Conseillère communale Marie Christine MARGHEM est subitement interrompue par quatre spectateurs brandissant des calicots.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale les invite à cesser immédiatement ou à quitter la séance. Tout rentre rapidement dans l'ordre.

Madame la Conseillère communale MR, **Marie Christine MARGHEM**, est invitée à poursuivre son intervention:

"Je voudrais vraiment que l'on s'engage dans cette discussion de façon honnête. Il est noble de vouloir organiser la démocratie. Essayer de défendre son point de vue, c'est tout aussi noble. Mais je ne pense pas que je l'aurais fait de façon exagérément négative ou en tout cas en tenant des propos de Cassandra.

J'aurais attiré l'attention du public sur certaines choses, comme par exemple, l'engagement financier que cela suppose ou le fait qu'un Collège communal régulièrement élu, est chargé de prendre certaines décisions. Mais comme vous le dites vous-même, c'est quand même le fonctionnaire délégué qui in fine va décider. Alors, dites-moi quelle valeur il convient de donner à la décision que nous avons prise et qui a engagé un processus administratif dont finalement nous ne maîtrisons que peu d'éléments!

Je voudrais revenir sur un élément particulier. Il concerne l'enquête publique. Comme vous le savez, j'ai été échevine de l'aménagement du territoire. Robert DELVIGNE m'a succédé. Je peux vous dire



qu'en général les enquêtes publiques ne déplacent pas les foules, sauf pour des projets relatifs à des entreprises où des riverains réagissent par rapport à des questions de proximité ou d'objet. Je ne crois pas que le Pont des Trous figure dans cette catégorie-là. Il ne présente ni gêne ni souci. Le Pont des Trous, c'est une question positive qui nous est posée. C'est un projet positif que nous voulons mener. C'est de façon positive que nous devons traiter cet élément jusqu'au bout, qui va influencer sur notre paysage et sur notre patrimoine pour de très longues années. C'est pour cette raison qu'il faut pouvoir sereinement et noblement s'engager dans cette voie en sachant pourquoi on le fait et en essayant de poser une question simple.

Pas comme à Namur où trois longues questions avaient été posées, où il était assez difficile de déduire la volonté exprimée par les citoyens. On voit maintenant le Bourgmestre de cette même commune transiger avec l'asbl qui finalement l'avait acculé à ce mode de participation. Je crois que faire participer la population en posant une question essentielle, quelque chose qui a de l'importance et de l'intérêt aux yeux de la population, faire participer largement cette population, ce n'est pas se décharger de sa responsabilité. Ce n'est pas faire de la démagogie. Ce n'est pas faire de l'ersatz de démocratie. Ce n'est pas non plus jeter l'argent par les fenêtres. C'est au contraire consacrer l'argent que nous donne le citoyen à des tâches nobles que sont la consultation et la confiance que nous pouvons placer en son jugement à nos côtés, puisque notre mandat dépend de celui qui nous l'a confié."

Monsieur l'**Echevin délégué à la fonction maïorale** invite à nouveau Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, à intervenir:

"Vous parlez de démagogie. Alors pourquoi cela existe ? Vous avez accepté de le faire à la Région wallonne alors que vous êtes au pouvoir depuis longtemps. Je trouve donc cet argument un peu étrange. Et puis, je le répète, cela peut donner lieu à un vrai débat positif des citoyens. Je sais qu'il y a un risque. Mais on doit aussi prendre des risques. Le risque, c'est que des personnes vont venir avec d'autres projets. Il y a toujours un risque d'amalgame. Il existe partout. Donc, il faut bien cadrer la consultation que l'on veut organiser. Elle peut amener un débat très riche entre les citoyens."

Monsieur l'**Echevin délégué à la fonction maïorale** invite Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, à s'exprimer:

"Je siége au Conseil depuis 1988. D'autres collègues y siègent depuis 1982. Depuis la fusion des communes à Tournai, jamais aucun groupe n'a amené ce type de demande à un Conseil communal. Si cette problématique ou cette demande est amenée aujourd'hui, c'est justement parce qu'elle touche un élément qui est peu commun dans la vie politique tournaïsiennne. Et j'ai le plus profond respect pour la proposition de l'échevin délégué à la fonction maïorale de consulter les citoyens dans le cadre d'une enquête publique plus large, plus développée et plus complète que celles qui ont lieu habituellement.

Par contre ce que j'ai trouvé un peu déplacé, c'est l'argument du coût. On dit parfois que la démocratie a un coût. Je pense qu'il faut en tenir compte quand on est face à une question aussi importante. Si on est venu avec cette question et cette proposition au Conseil communal, ce n'est pas parce qu'on l'a rêvé mais parce qu'on sent qu'il y a une sensibilité importante. Autant on peut respecter la volonté du Collège de ne pas dépenser inutilement, de vouloir consulter la population d'une autre manière. Mais il faut aussi pouvoir respecter le fait qu'après 40 ans de fusion des communes, c'est la première fois qu'une décision suscite une telle demande.

Ce n'est pas anodin. Il ne faut donc pas la traiter de manière anodine en disant simplement que ça va coûter 150.000,00€. Si c'est une occasion de poser la question aux citoyens, je pense que ça en vaut

la peine, d'autant que c'est la première fois en 40 ans. Même si j'ai du respect pour les arguments des uns et des autres, on ne doit pas résumer tout cela à un problème de coût."

Monsieur **l'Echevin délégué à la fonction maïorale** intervient une dernière fois avant que l'assemblée passe au vote:

"Je souhaiterais réagir aux propos de Madame la Conseillère communale Marie Christine MARGHEM. J'ai du respect pour tous les arguments qui ont été avancés ce soir. Je suis d'accord avec le Conseiller communal Jean-Marie VANDENBERGHE lorsqu'il dit que la démocratie a un coût. Je le comprendrais d'autant plus s'il n'y avait pas la possibilité de donner son avis dans le cadre de l'enquête publique. Ce que je n'aime pas dans la consultation populaire, c'est que j'ai l'impression que c'est souvent de l'instrumentalisation. Madame la Conseillère communale ECOLO, Marie-Christine LEFEBVRE, nous dit que le PS a mis en place les consultations populaires au niveau de la Région wallonne. Je ne suis pas membre du Gouvernement wallon et je peux vous garantir que si j'y avais été, je m'y serais opposé. Ce week-end, Madame la Conseillère communale Marie Christine MARGHEM m'a même dit que j'étais une espèce de François DUFOUR et d'Anne-Marie LIZIN réunis. Je l'ai pris avec le sourire. Effectivement, le fondement de la consultation populaire me gêne. Je rappelle qu'en 2004 – je n'étais pas encore conseiller – j'ai assisté à des réunions à la CCB concernant l'incinération de déchets dangereux. Ce jour-là, l'ancienne maison communale de Kain était noire de monde. On avait fait venir un professeur d'université des Etats-Unis qui avait conclu que pour se sentir bien, il ne fallait plus manger et ne plus respirer. Les 300-400 personnes présentes dans la salle ont applaudi à tout rompre. Je me suis dit qu'il y avait un problème. Si vous aviez organisé à l'époque une consultation populaire, je sais très bien quel en aurait été le résultat. Je sais très bien aussi qu'à un moment donné, on instrumentalise le débat. C'est ce qui me gêne toujours dans les consultations populaires. Je ne vous parle même pas de la dalle de compostage de Templeuve. A un moment donné, je n'entendais que s'exprimer des intérêts particuliers, alors qu'il s'agissait d'un projet d'intérêt général. Pour aller dans votre sens, je me demande si je ne vais pas entamer une démarche. Vous ne parlez que de l'avis des Tournaisiens. Encore faut-il savoir qui l'est et qui ne l'est pas. Nous aurons l'occasion d'y revenir. C'est un autre débat. En fait, j'ai calculé la distance entre le Pont des Trous et Vezon: c'est 11 km. Demain le «Vezonien» pourra dire ce qu'il pense de l'avenir du Pont des Trous. Par contre, celui qui habite à Rumes, qui est plus près géographiquement, est aussi sensible au Pont des Trous, ne pourra pas s'exprimer. Je voudrais donc consulter l'ensemble des bourgmestres des entités voisines pour leur demander d'organiser chez eux également une consultation populaire. Pour revenir au débat qui nous occupe ce soir, il est clair, net et évident que l'avis des uns et des autres m'importe. Mais encore une fois, cet avis, il est possible de le donner lors d'une enquête publique. C'est un peu dommage d'instrumentaliser ce débat dans le cadre d'une consultation populaire."

Avant de passer au vote, il est demandé au **Directeur général adjoint** de relire le projet de délibération figurant dans le point complémentaire.

Par 21 voix pour, 7 voix contre et 9 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : MM. A. PESIN, J.-M. VANDENBERGHE, Mmes M. C. MARGHEM, M-C. LEFEBVRE, M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, MM. B. LALLÉE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, D. CLAEYSSENS, MM. X.

DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, Mme C. LADAVI, MM. G. DENONNE, M. R. DELVIGNE, A. BOITE.

Ont voté contre : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. C. MICHEZ, P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, T. BOUZIANE, P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale.

Se sont abstenus : MM. J.-M. DE PESSEMIER, G. LECLERCQ, D. SMETTE, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, M. G. HUEZ, Mme L. BARBAIX, MM. L. COUSAERT, A. MELLOUK.

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant le courrier électronique, les motivations et le projet de délibération de Madame la Conseillère communale Marie-Christine LEFEBVRE énoncés conformément à l'article L1122-24 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et dont les termes suivent :

" Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et spécialement l'article L1141§1er ;

Considérant que le Code de la démocratie locale et de la décentralisation prévoit que le Conseil communal peut d'initiative décider de consulter les habitants de la commune sur les matières de la compétence de décision du Collège ou du Conseil communal ou de la compétence d'avis du Collège ou du Conseil communal, dans la mesure où cette compétence a un objet d'intérêt communal;

Considérant que deux projets d'aménagement du Pont des Trous avaient la préférence des habitants qui avaient répondu à un sondage en ligne;

Considérant que la population tournaïsiennne a un attachement particulier à cet élément du patrimoine tournaïsiennne et demande de pouvoir donner son avis sur son devenir,

Le Conseil communal décide de consulter la population tournaïsiennne sur le nouvel aménagement du Pont des Trous, en choisissant entre l'option moderne en résille ou l'option ancienne en pierre, toutes deux rendant possible la navigation des bateaux de plus gros tonnage, comme le souhaite la Région wallonne à Tournai. ";

Par 21 voix pour, 7 voix contre et 9 abstentions;

**DECIDE:**

de consulter la population tournaïsiennne sur le nouvel aménagement du Pont des Trous, en choisissant entre l'option moderne en résille ou l'option ancienne en pierre, toutes deux rendant possible la navigation des bateaux de plus gros tonnage, comme le souhaite la Région wallonne à Tournai.

**146. Questions.**

A l'issue de l'examen des points figurant à l'ordre du jour et des points complémentaires, Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, invite les conseillers communaux à poser leur question:

**1) Madame la Conseillère communale cdH, Hélène CLEMENT-COUPLET à propos du Pont des Trous.**

La Conseillère communale ayant déjà posé sa question dans le débat sur le point complémentaire, **l'Echevin délégué à la fonction maïorale** répond d'emblée:

"J'ai voulu attendre que le débat sur la consultation populaire ait eu lieu afin de ne pas l'occulter ni interférer dans cette discussion démocratique.

Maintenant qu'il a eu lieu, que le vote est intervenu, je tiens absolument à vous interpellier sur un élément de forme et de fond qui faisait partie de la question que vous posiez et que vous n'avez pas cité.

Un élément qui m'a heurté.

Heurté parce que vous avez touché à un des piliers du vivre ensemble, ce qui est indigne d'une mandataire politique issue de la formation que vous représentez.

Pour que chacun puisse comprendre la nature de mon malaise, je vais donc vous lire cette phrase qui a largement choqué.

Je cite : «Cependant Monsieur le Bourgmestre... n'est pas tournaisien qui veut !» Vous ne l'avez pas prononcée lors de cette séance, mais le texte a été largement diffusé.

Autorisez-vous le Pottois d'origine que je suis à vous répondre ? Qu'en pense le Cellois, Jean-Marie VANDENBERGHE?

D'ailleurs, êtes-vous, Madame, sûre et certaine de vos origines tournaisiennes ?

Chère Madame, je ne sais quelles sont vos lectures actuellement, mais je vous invite à lire ou à relire l'ouvrage d'Amin MAALOUF, «Les identités meurtrières» et de compléter cette lecture avec celle plus récente d'Anne MORELLI, professeur à l'ULB, «Nous sommes tous des enfants d'immigrés».

Ou alors, peut-être pourriez-vous écouter cette magnifique chanson de Maxime LE FORESTIER: «Etre né quelque part est toujours un hasard»....

Selon ce texte, vous êtes tournaisienne par hasard...

Madame, votre question ne portait pas sur les identités, je le sais, mais sur le Pont des Troues, édifié à la période médiévale. Pont qui avait, notamment, pour but de protéger les Tournaisiens de l'envahisseur.

Vit-on encore dans ce monde-là, Madame?

Je vous le demande!

Ou alors considérez-vous peut-être que ceux qui ne sont pas nés ici sont des envahisseurs?

Le Bourgmestre et moi en avons assez de tels propos!

Ils n'honorent pas Tournai!

Je suis convaincu que la grande majorité des Tournaisiens partagent notre point de vue!

Votre propos n'aide pas à aimer ou à s'investir à Tournai!

Votre propos, c'est celui du temps des forteresses!

Pour nous, est tournaisien qui veut!

Pour nous, il n'y a pas de hiérarchie entre les Tournaisiens nés à Tournai et ceux qui sont venus s'y installer et y construire leur vie!

Pour nous, vous savez, chaque Tournaisien, né ici ou pas, peut assumer des responsabilités dans cette Ville! Evidemment, plein de gens nés ici rendent des services inestimables à Tournai.

Mais c'est aussi le cas de plein de gens qui ne sont pas nés sur notre commune et qui ont fait le choix de vivre et d'accomplir quelque chose à et pour Tournai!

J'en citerai simplement quelques-uns et que ceux qui ne sont pas cités ne le ressentent pas comme une offense mais ils sont tellement nombreux...

Je citerai d'abord deux d'entre eux qui ont occupé la fonction de premier magistrat : Raoul VAN SPITAEL originaire de La Louvière, Christian MASSY venu du Borinage... et d'autres comme : Régine VANDAMME, notre Directeur général adjoint Thierry LESPLINGART, Jacky LEGGE, Marjorie BONNET, Anne BIERNA, Xavier GOSSUIN, Eddy MOULIN, notre directeur financier...

Et parmi les 450 médecins qui travaillent à Tournai au quotidien, savez-vous qu'à peine 10% sont originaires de notre ville! Je remercie les 90 autres % d'avoir choisi de soigner la population de notre commune !

Et combien d'enseignants, de directeurs d'écoles qui s'investissent pour l'avenir des petits Tournaisiens!

Et combien d'entrepreneurs qui veulent créer de l'emploi à Tournai!

Je les remercie tous. Ceux qui sont nés ici ou ailleurs mais qui s'engagent pour Tournai.

Alors, Madame, je ne m'attarderai pas plus longtemps sur des propos qu'avec le Bourgmestre, nous estimons indignes du débat démocratique. Je terminerai en rappelant d'ailleurs que si Rudy DEMOTTE est dans la fonction de bourgmestre aujourd'hui, c'est évidemment parce qu'il a voulu s'engager pour Tournai. Faut-il vous énumérer le nombre de dossiers qu'il a fait aboutir et parfois avant même d'avoir de réelles responsabilités dans notre Ville. L'un des premiers gestes forts qu'il ait accompli pour Tournai, dès qu'il a eu des charges ministérielles, c'est d'agir pour que les Tournaisiens soient indemnisés suite à la tornade d'août 1999. Il était tout jeune Ministre fédéral de l'Economie.

Faut-il rappeler des dossiers plus récents : la signature de l'accord-cadre de la cathédrale de Tournai, plus de 30 millions d'euros. N'est-ce pas là une action concrète du Gouvernement wallon DEMOTTE I qui a permis la restauration de notre emblème tournaisien que l'Europe refusait de financer et que la Province, sa propriétaire, n'aurait jamais eu les moyens de financer !

L'énorme chantier en cours sur l'autoroute entre Lamain et Kain. 32 millions d'euros afin de sécuriser cet axe autoroutier important mais d'améliorer la qualité de vie des villages voisins.

La dernière phase de rénovation des façades de notre centre-ville, en cours actuellement, montant important décidé par le Gouvernement DEMOTTE II.

Le conservatoire de Tournai dont chacun plaignait l'état lamentable et qui est en pleine rénovation. Doit-on vous montrer les nombreuses interpellations du Bourgmestre à Monsieur DI ANTONIO sur ces différents dossiers ?

Et sur le dossier de la mise à gabarit de l'Escaut qui nous occupe ce soir et aussi pour rétablir la vérité : les 28,7 millions qui financeront ce projet sont le résultat d'une décision du Gouvernement DEMOTTE II datant du 24 avril 2014, que je tiens ici à votre disposition. Ce qui n'était pas acquis en raison du contexte budgétaire a été confirmé par votre Ministre PREVOST à Rudy DEMOTTE le 4 février et acté par le Gouvernement MAGNETTE le 5 février.

Alors Madame, je conclurai en rappelant simplement une règle démocratique : si aujourd'hui Rudy DEMOTTE est bourgmestre de Tournai, ne vous en déplaise, c'est simplement par la volonté de près de 7.500 Tournaisiens. Soit, plus de 10 fois votre score personnel.

Mais ma toute dernière conclusion ira simplement aux Tournaisiens eux-mêmes. Pour nous, il n'y a pas de vrais et de «faux» Tournaisiens mais juste des citoyens investis pour leur Ville. Envers et contre ce type de raisonnement stérile et opposé au vivre ensemble."

Madame la Conseillère communale cdH, **Hélène CLEMENT-COUPLET**, ne souhaite pas répliquer à cette réponse.

## **2) Monsieur le Conseiller communal cdH, Xavier DECALUWE à propos du plan de mobilité:**

"Le plan de mobilité a déjà fait couler beaucoup d'encre et reviendra encore sur la table du Conseil communal.

Si j'interviens déjà sur ce point, c'est pour demander au Collège d'effectuer une enquête complémentaire.

Le plan qui est actuellement proposé ne concerne que le centre de Tournai: rien sur les problèmes de mobilité dans les villages dans lesquels vit, on le sait, une grande partie de la population souvent délaissée au profit des problématiques de Tournai centre-ville.

Cette enquête «mobilité-villages» permettrait de faire un relevé des attentes des citoyens et de mettre en place, si nécessaire, un plan d'action pour y répondre le mieux possible. L'enquête devrait notamment porter sur 2 éléments :

La vitesse des véhicules. La circulation dans nos villages est souvent constituée par du trafic de transit et les usagers «oublient» parfois qu'ils traversent un village... habité. La vitesse y est souvent excessive. Bien sûr, il y a les panneaux, les contrôles ponctuels mais il faut bien reconnaître que dans certains cas, seuls des obstacles physiques permettront de réduire la vitesse des véhicules. Quand on pense vitesse, on pense bien évidemment à la sécurité mais il s'agit aussi d'une question de confort des citoyens car la vitesse entraîne aussi d'autres nuisances telles que le bruit, le tremblement des maisons,... Sur des distances inter-villages, diminuer la vitesse par des obstacles «physiques» ne va pas augmenter de manière significative les temps de parcours. Certains aménagements sont peu coûteux et les exemples ne manquent pas notamment dans les communes de Rumes et Brunehaut . Certains aménagements ont également un effet secondaire : mieux organiser et sécuriser le stationnement des riverains (voir par exemple le tronçon entre Guignies et Wez ou entre Wez et

Lesdain). Je tiens à votre disposition des photos avec différents aménagements possibles et souvent... peu coûteux. Cette étude complémentaire qui nécessitera d'aller à la rencontre des citoyens mettra peut-être aussi en évidence certains autres problèmes pour les piétons, cyclistes ou personnes à mobilité réduite.

La mobilité proprement dite. De nombreux villages se retrouvent isolés en journée, faute de transport en commun. Une étude sur ce point, village par village, me semble importante aussi. On sait bien évidemment que ce sont les populations les plus précarisées qui souffrent de cette réalité. Cela permettrait d'avoir une vue correcte de la situation avec éventuellement une démarche de la ville par rapport au TEC ou la mise en place d'autres solutions innovantes.

Ma question : le Collège peut-il s'engager à effectuer une étude mobilité (sur les 2 points évoqués) village par village?

Cette étude devrait être réalisée dans un délai raisonnable (dans les 6 mois) et déboucher sur une liste de propositions concrètes répondant aux attentes des habitants des villages."

Monsieur l'Echevin MR, **Armand BOITE**, lui répond comme suit:

"Comme vous le dites très bien, le plan communal de mobilité reviendra dans quelques semaines à l'ordre du jour d'un prochain Conseil communal.

Il a déjà fait l'objet de nombreux commentaires dans le cadre des différentes réunions citoyennes programmées en suite de la présentation publique du projet.

Je vous rappelle également qu'une enquête publique s'est déroulée entre le 12 janvier et le 1er mars dernier. J'insiste sur le fait que la population tournaisienne a reçu en «toutes-boîtes» un folder de présentation de cette actualisation.

Nos services dépouillent tous les avis reçus afin de présenter le rapport complet de cette enquête. A ce jour et après vérifications, je ne pense pas qu'ils ont trouvé trace de vos remarques; c'est pourtant lors d'une enquête que la population peut s'exprimer. Certes, le faire par écrit n'a pas la même saveur que de le faire en séance publique du Conseil communal.

L'actualisation du plan de mobilité a fait l'objet d'un cahier des charges bien précis. Le Collège communal de l'époque l'a présenté au Conseil communal du 20 septembre 2010. On y découvre, notamment dans l'annexe 4, le périmètre d'études à prendre en compte. Je cite:

« L'actualisation du plan communal de mobilité de Tournai se focalisera plus particulièrement sur le périmètre du centre-ville et de sa périphérie proche délimitée par la ceinture autoroutière. Un zoom particulier sera également établi sur le village de Templeuve, commune frontalière, qui subit un important trafic de transit et dont le centre devrait faire l'objet d'un réaménagement dans le cadre d'un projet du plan communal de développement rural.»

Un questionnement peut se poser sur la raison de se focaliser sur la zone du centre-ville et de sa périphérie proche.

Vous comprendrez aisément que de nombreux projets sont venus modifier le paysage urbain depuis une dizaine d'années comme l'extension des Bastions, le CHWAPI, la Corne Saint-Martin, le réaménagement du site Dunlop,... ce qui fait que se repose la question de la mobilité dans ce périmètre.

Les conclusions du PCM de 2004 restent également d'actualité pour le reste du territoire à savoir :

- Développer un maillage d'itinéraires cyclables sécurisés;
- Sécuriser les zones sensibles notamment les traversées des villages;
- Améliorer la convivialité des espaces dans le cœur des mêmes centres ruraux;
- Valoriser le cadre naturel et les paysages.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Vous savez également qu'entre 2004 et 2015, peu de décisions ont été mises en œuvre donc en corollaire peu d'investissement de la Wallonie sur les voiries dont elle assume la gestion. «On ne construit pas et on n'investit pas si on n'a pas de plan.»

Suite à l'indécision du pouvoir en place, la Ville de Tournai n'a pu bénéficier de moyens pour des travaux importants d'infrastructures routières.

En dix ans, deux phénomènes importants ont été constatés : la saturation de certaines entrées de ville et l'augmentation du nombre de véhicules par heure dans certaines rues.

L'augmentation de la sécurité routière, l'amélioration de l'accessibilité et de la mobilité et le cadre de vie de chaque Tournaisien sont les priorités du Collège actuel.

Vous êtes informé également de notre volonté d'améliorer la circulation des modes doux au travers des différentes actions élaborées dans le cadre du plan communal cyclable.

Je partage, bien évidemment, votre vision de la sécurité dans les villages et ce au travers, notamment, de la réduction de la vitesse. Via certaines décisions prises dans cet hémicycle, vous avez également voté, je pense, pour la mise en agglomération de certains villages comme Thimougies, Béclers, Gaurain, etc. D'autres aménagements sont prévus dans des artères tournaisiennes autour de nos boulevards. Ces décisions visent à limiter les bolides dans nos rues campagnardes mais le volant n'est pas toujours aux mains des décideurs.

Nos services restent également en parfaite relation avec le TEC afin d'améliorer la circulation des transports en commun mais aussi afin d'améliorer, autant que faire se peut, les lignes vers les villages de notre entité.

Au vu de toutes ces explications, j'ose espérer que vous êtes convaincu que le travail fourni dans le cadre de l'actualisation du plan communal de mobilité ne concerne pas que le centre-ville mais que tous les Tournaisiens, à travers le Collège, sont concernés par ce projet.

En conclusion : Une ville, comme un corps humain, a besoin de circulation pour vivre et doit éviter l'hémorragie grâce à un bon plan de mobilité dont nous reparlerons, j'en suis certain."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, réplique comme suit:

"Nous avons toujours eu des rapports cordiaux et je ne doute pas qu'ils le resteront. Mais je suis déçu de votre réponse car j'ai l'impression qu'elle ne répond pas à la question. Je ne mets pas en cause le plan de mobilité du centre-ville. Ce n'est pas le débat aujourd'hui. Je m'étonne que vous vous étonniez que les villageois n'aient pas réagi à un plan de mobilité qui concernait le centre-ville. Ils n'ont pas été interpellés directement sur leur mobilité. A eux alors d'utiliser cet argument? Cela me déçoit un peu. Ce qui m'ennuie aussi, c'est qu'on fait référence à un échevin qui n'est plus membre de notre assemblée. Moi ce qui m'intéresse, c'est l'avenir et pas le passé. A l'avenir j'aimerais bien que systématiquement on ne revienne pas là-dessus.

Ce qui me déçoit aussi, c'est la frilosité du Collège et particulièrement du MR d'avoir une démarche proactive vers les villages. Il ne suffit pas d'aller dans les villages tous les 6 mois ne fut-ce qu'avec une caravane bleue très sympathique. Je crois qu'il ne faut pas hésiter. Les obstacles physiques dans beaucoup d'endroits ne sont pas des aménagements particulièrement coûteux et permettraient de sécuriser fortement pas mal de nos villages."

**147. Approbation du procès-verbal de la séance publique précédente. Clôture de la séance.**

A l'exception de la remarque émise par Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, et qui ne concernait pas la formulation du procès-verbal, aucune observation n'ayant été formulée en cours de séance, le procès-verbal de la séance publique du 23 mars 2015 est adopté conformément à l'article L1122-16 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

L'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, clôture la séance publique à 22 heures 27, après avoir informé les Conseillers que la prochaine séance aura lieu le 1er juin 2015.